

**L'AFRIQUE DU SUD
SOLICITE DU F.M.I. UN CRÉDIT
DE 7,5 MILLIARDS DE FRANCS**

LIRE PAGE 37
L'ARTICLE DE PATRICE CLAUDE

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,50 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 3,00 dir. ; Tunisie, 200 m. ; Allemagne, 1,00 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 25 F. ; Canada, 1,10 \$; Côte-d'Ivoire, 275 F.C.I. ; Danemark, 1,50 kr. ; Espagne, 16 pes. ; Grèce, 50 dr. ; Liban, 350 L. ; Irlande, 70 p. ; Italie, 1 000 L. ; Liban, 350 L. ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 3,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 200 esc. ; Sénégal, 200 F.C.F. ; Suède, 5,00 kr. ; Suisse, 1,40 fr. ; U.R.S.S., 95 cent. ; Yémen, 50 d. ;

Tarif des abonnements page 18

5, RUE DES ITALIENS
75111 PARIS CEDEX 03
Tél. : 46 35 72
C.C.P. 6307 - 63 PARIS
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DU JOUR

M. Mitterrand en Afrique

Pour le deuxième voyage en Afrique subsaharienne de son septennat — à l'occasion de la conférence des chefs d'Etat de France et d'Afrique qui se tient les 8 et 9 octobre à Kinshasa — M. François Mitterrand rend visite à quatre Etats francophones. Il est attendu mercredi au Bénin, puis au Rwanda, au Zaïre et, enfin, en République populaire du Congo. Comme la tournée de mai dernier, ce voyage souligne la volonté du président de la République de maintenir, voire de renforcer les relations privilégiées — comme il vient de le déclarer à Radio-France Internationale — avec les pays francophones, « auxquels nous réservons l'essentiel de nos moyens et de nos attentions ».

Le président de la République est accompagné d'une importante délégation qui comprend, pour la première fois, avec M. Robert Galley, ancien ministre de la coopération, une personnalité de l'opposition. Alors qu'en mai M. Mitterrand avait voulu se rendre dans les pays du Sahel éprouvés par la sécheresse, il fait, cette fois, avec le Rwanda et le Bénin, à deux Etats qui souffrent de leur endolement et qui figurent parmi les vingt pays les plus pauvres du monde, dits « pays les moins avancés » (P.M.A.). L'an dernier, le président de la République avait provoqué la convocation à Paris d'une conférence consacrée aux problèmes spécifiques.

Après Zaire, M. Mitterrand poursuivra l'essentiel de son temps à la conférence des chefs d'Etat et d'économistes, les relations bilatérales. L'usage étant établi de tenir alternativement ces assises en France et en Afrique, les participants à la réunion de Kinshasa se retrouveront à Paris en 1983. L'insiste sur l'aspect informel de cette conférence. Simplement les hommes qui sont des responsables vont être autour de la même table, a déclaré à R.F.I. le président de la République. Des cinquante-deux invitations lancées, environ quarante devraient être honorées, si l'on s'en tient aux réponses positives déjà venues par voie diplomatique.

La France entend, pour sa part, parler stabilisation des prix des matières premières, maintien des flux d'aide internationale, effort accru en faveur des P.M.A. Elle veut insister sur la nécessité de préparer les négociations de la convention d'association entre la C.E.E. et les Etats africains en vue de « Lomé II ». M. Mitterrand sera également part de sa présence sur le dossier. A l'occasion de sa visite au Bénin, il a promis de signer un accord de coopération économique et culturelle, et de résoudre les problèmes (plus anciens) du Tchad, du Sahara, de l'Afrique et d'Afrique centrale.

La visite à Kinshasa, pour que le président Mitterrand soit vivement contesté par une partie de l'opinion internationale, est accusée de violations des droits de l'homme, sera évidemment mise à profit par le chef de l'Etat belge. Bien que le lieu de la réunion ait été fixé par les pays intéressés depuis longtemps, il y a eu controverse jusqu'à dans les rangs du parti socialiste. Comme l'avait fait savoir le ministre de l'Intérieur, René Haby, M. Mitterrand ne sera pas reçu par le président Zaire. A l'occasion de sa tournée, il a promis de résoudre les problèmes (plus anciens) du Tchad, du Sahara, de l'Afrique et d'Afrique centrale.

Le Parlement polonais s'apprête à interdire définitivement Solidarité

Le Parlement polonais doit adopter, le samedi 9 octobre, un projet de loi sur l'organisation de la vie syndicale qui met « de facto » un terme à l'existence légale de Solidarité et de tous les autres syndicats existant actuellement en Pologne. Ce n'est que dans trois ans, en 1985, qu'une nouvelle organisation syndicale nationale pourra voir le jour, et il y a toute chance, au terme du processus prévu, que cette future confédération soit unique.

Formellement, maintenant, le droit de grève est soumis dans son exercice à de telles restrictions qu'il n'est pratiquement plus admis, et ce d'autant que le Parlement pourra le suspendre « pour la période nécessaire » dans des « situations exceptionnelles justifiées par l'état critique de l'économie ».

Dans la crainte des tensions que pourrait susciter l'adoption de ce projet, le primat de Pologne, Mgr Glemp, a annoncé lundi le voyage qu'il devait entreprendre jeudi au Vatican, puis aux Etats-Unis.

Le premier syndicat indépendant de l'histoire des pays communistes, Solidarité, aura définitivement cessé d'exister à la fin de cette semaine. Non pas dans l'esprit des Polonais qui lui restent, comme l'a montré l'ampleur de ses manifestations du 31 août dernier, profondément attachés, mais dans la loi.


« Suspendu » seulement jusqu'à maintenant, Solidarité aura, en effet, été « délégué » d'ici à samedi, 9 octobre, à l'issue d'une session du Parlement convoquée pour entériner un projet de loi prévoyant explicitement que « l'enregistrement des syndicats effectués avant l'entrée en vigueur » de ce texte ne sera plus valable.

Cette mise hors la loi touche donc non seulement Solidarité, mais aussi l'ensemble des autres organisations syndicales de moins de 100 membres qui n'ont pas été déclarées « officielles » par le pouvoir. Les autorités ont prévu un dispositif de reconversion d'un nouveau appareil syndical qui exclut de facto le pluralisme. Dans un premier temps, et ce jusqu'à la fin de 1983, seuls pourront être créés des syndicats d'entreprise sans aucun lien entre eux, même au niveau local. Chacun de ces syndicats d'entreprise sera rattaché aux fédérations nationales par branche d'activité ne pourront se constituer qu'en 1984 et les confédérations, ou plutôt le fait la confédération unique, qu'en 1988.

La nouvelle législation prévoit que la détermination, des nouveaux syndicats, se pourra refléter que la localisation géographique et l'activité professionnelle de l'entreprise dans laquelle ils se seront créés. Cette mesure est évidemment destinée à empêcher l'utilisation du mot « solidarité » dont l'emploi serait même, selon certaines informations, explicitement banni par le projet de loi.

Tout groupe de salariés désirant fonder un syndicat dans son entreprise devra au préalable soumettre aux autorités un projet de statuts par lequel il s'engage à respecter la Constitution, la propriété d'Etat, les moyens de production, le système socialiste, les alliances internationales de la Pologne et le rôle dirigeant du parti. Ces syndicats ne pourront avoir pour rôle que de veiller au bien-être matériel de leurs membres, de maintenir

Le coup de patte de Fred



Griffe somptueuse pour main voluptueuse : bague « panthère » or et émail.

Une nouvelle griffe plus acérée : or et diamants. (Bague, clips d'oreilles et pendentif).

Le coup de patte de Fred est une collection de bijoux inspirée par le chat. Elle comprend des bagues, des clips d'oreilles, des pendentifs et des bracelets. Les bijoux sont réalisés en or et émail, ou en or et diamants. Ils sont disponibles chez Fred, 10 rue de la Harpe, 75004 Paris. Tél. : 01 47 33 10 10.

Le P.C. reproche au gouvernement de ne pas tenir tous ses engagements

La C.G.T. souhaite une plus grande mobilisation de ses militants

M. André Lajoinie, membre du secrétariat du comité central du P.C.F., président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, a présenté au comité central, lundi 4 octobre, un rapport, dans lequel il reproche au gouvernement de céder à la « pression de la droite et du patronat ». « Tout en réaffirmant l'engagement à parti unique », du P.C.F. dans la majorité, M. Lajoinie a déclaré aux journalistes que certaines mesures gouvernementales « ne correspondent pas aux engagements pris ». Cette critique porte, notamment, sur la question du pouvoir d'achat. M. Lajoinie a annoncé le lancement d'une vaste action « pour le développement économique, le progrès social et les droits des travailleurs ».

Pour sa part la C.G.T., qui réunira son comité confédéral national les 14 et 15 octobre, développe depuis quelques semaines le thème de l'intervention des travailleurs. Elle souhaite une plus grande mobilisation de ses militants sur les salaires, l'emploi et la Sécurité sociale.

Point de vue

Gérer autrement, un enjeu national

par PHILIPPE HERZOG (*)

Voici plus de cinq ans, le P.C.F. engageait une action nationale pour « produire tranquille », attirant l'attention de tous sur la dégradation dangereuse de l'emploi industriel et de l'outil de production. Aujourd'hui nous donnons une impulsion et des dimensions nouvelles à notre action pour le renouveau de l'industrie française. Nous lançons un appel

national aux travailleurs pour qu'ils prennent l'initiative jusque dans la gestion des entreprises : nous cherchons à créer un large débat plurielle sur les critères à mettre en œuvre pour de nouvelles gestions conduisant à de meilleurs résultats.

la gestion des affaires reste dominée par le capital que les difficultés se renouvellent.

Derrière le masque, le grand patron et la droite n'ont de cesse que le gouvernement renonce à une ligne de défense du pouvoir d'achat et d'efforts efficaces vers une croissance nationale efficace.

C'est pourquoi le gouvernement et les travailleurs doivent repousser ces pressions. Mais il ne suffit pas de dire qu'il faut le faire, il faut y parvenir. La seule solution est de créer un courant national pour une meilleure gestion à tous les niveaux. Il faut oser faire appel à l'initiative des travailleurs. Il faut oser créer l'émulation et la stimulation pour commencer à engager l'économie vers un nouveau type de développement, et non pas laisser les critères patronaux prévaloir sans avoir été les travailleurs à développer leurs propositions et à suggérer d'autres critères d'efficacité.

Pour cette meilleure gestion, les communistes n'ont pas de recettes miracles, mais des propositions, praticables et amendables : débats !

(Lire la suite page 30.)

LES STATUTS DE PARIS, LYON ET MARSEILLE APPROUVÉS PAR LE CONSEIL DES MINISTRES

Le conseil des ministres de ce mardi 5 octobre a approuvé le projet de loi réformant le statut de Paris, de Lyon et de Marseille présenté par M. Gaston Deleury, ministre de l'Intérieur et de la décentralisation. Ce projet de loi réformera le statut de ces trois villes, en leur donnant un statut de « villes à statut particulier ».

Ces derniers ont, ce mardi matin, rappelé, au cours d'une conférence de presse commune réunie au Sénat, les raisons de leur opposition au projet gouvernemental. M. Jean-Claude Gaudin, député des Bouches-du-Rhône, président du groupe parlementaire U.D.F. et candidat aux prochaines élections municipales à Marseille, assaillit à cette réunion.

(Lire page 10 l'article d'ANDRÉ PASSERON.)

LA CONSULTATION DANS LES LYCÉES ET LE MÉCONTENTEMENT DES ENSEIGNANTS

Les déçus de la rentrée

Pas de cours mercredi 6 octobre dans les lycées : les personnels sont appelés, ce jour-là, à une consultation nationale sur l'avenir de ces établissements qui accueillent au total un million et demi d'élèves. Cette consultation a lieu alors que de nombreux ajustements n'ont pas encore éliminé toutes les « bavures » de la rentrée, même si le ministre de l'éducation nationale estime que « le problème est réglé pour l'essentiel ».

Le divorce se fait jour entre un pouvoir soucieux d'avancer prudemment et des enseignants qui constatent que leurs revendications matérielles ne sont pas satisfaites.

par SERGE BOLLOCH

« La plus mauvaise rentrée scolaire depuis longtemps ». De Rennes à Rouen, de Marseille à Brest, cette même phrase revient souvent dans les salles de professeurs des lycées. A Brest, les élèves défilent dans les rues pour réclamer des enseignants. A Lille, le recteur court à la recherche d'introuvables maîtres auxiliaires. A Poitiers, les professeurs de mathématiques réunis en congrès

font connaître leur mécontentement au directeur des lycées venu assister à leurs travaux. Classes surchargées, sections supprimées, maîtres absents, les récriminations sont nombreuses dans les lycées et dans les collèges, si l'on en croit les organisations de parents d'élèves.

A la base, dans les établissements, les syndicats des enseignants organisent des grèves, comme au lycée de Brégigny à Rennes, pour « défendre les conditions de travail à l'école ». Même si les Etats-majors syndicaux restent discrets et s'efforcent de minimiser les actions locales, des enseignants prévoient de boycotter la journée nationale de consultation prévue le 6 octobre dans le cadre de la mission de réflexion sur les lycées animée par M. Antoine Prost.

Le fossé se creuse ainsi entre le ministère et les enseignants qui ont été nombreux à apporter leurs suffrages aux socialistes en mai 1981. Cette première « scène de ménage » a des causes objectives, il est vrai, que les effectifs ont constamment augmenté, considérablement dans les lycées. Les réajustements par ailleurs ont été plus nombreux : conséquence entre autres de la crise de l'emploi.

beaucoup de jeunes ont souhaité tenter une nouvelle fois leur chance d'obtenir un diplôme. Est tout aussi vrai que la volonté politique, par ailleurs louable, de réduire le nombre de maîtres auxiliaires, et notamment l'interdiction d'en recruter de nouveaux, a provoqué des absences d'enseignants à la rentrée.

(Lire la suite page 17.)

AU JOUR LE JOUR

Ailleurs

C'est un visiteur étrange que reçoit la France. Il ne s'intéresse pas à la politique, il n'a pas d'avis sur le statut de Paris. Il n'a rien à nous dire sur le déficit de la Sécurité sociale. La hausse du dollar le laisse de marbre. L'industrie ne le préoccupe pas. Il n'a pas de Salon de l'auto.

« Où que j'aille, dit-il, j'exprime toujours l'importance des sentiments d'amour et de compassion de l'humanité et de la sympathie entre les hommes. Le dala-lama est vraiment un homme venu d'ailleurs ».

BRUNO FRAPPAT.

A LA BIENNALE DE PARIS

Peindre comme avant

Pendant une bonne décennie, visiter la Biennale de Paris, c'était un peu comme parcourir un combatant il fallait contourner ou franchir quantité d'obstacles. Ignorance des gardes, des lignes de files, de câbles, des tas de sacs, de boîtes, de pierres, traverser des salles obscures, on se heurtait à des échafaudages, à des baquets, des boîtes, des tables. Les œuvres se déversaient dans l'espace.

Aujourd'hui, c'est tout juste si l'on bute dans une chaise, qui sert de base au dessin d'une silhouette comme une ombre sur le mur. Et si l'on arrive de marcher sur un lit de feuilles mortes, les « installations », comme on dit, ne sont plus tellement de mise. Comme au musée, on avance les yeux rivés aux cimaises. C'est désormais sur

le mur que ça se passe le plus souvent, et même de préférence, à l'intérieur des tableaux.

« A la douzième Biennale de Paris, le jeune artiste, qu'il vienne d'Europe occidentale, d'Amérique latine ou de l'Est, fait avant tout de la peinture : il s'occupe peu d'environnement, peu de sculpture, peu de vidéo et pas tellement de photo ; ses débordements, son insolence, passent par le pinceau, la brosse, l'image. Ça qui en l'occurrence tombe plutôt bien, vu le manque d'espace pour exposer. A moins que ce ne soit ce manque d'espace, et aussi de moyens financiers (les transports coûtent cher, qui a ce point conditionné les choix. Les deux sans doute ».

GENEVIEVE BREKETTE.

(Lire la suite page 15.)

50/50

Politique

Les sondages d'opinion, mauvais pour l'actuelle majorité, poussent certains porte-parole de l'opposition à réclamer son départ anticipé. Jacques Robert montre que dans la lettre comme dans l'esprit de la Constitution, seul le président de la République est fondé à demander au peuple souverain de se prononcer sur sa politique. Jacques de Montalais juge essentiel de maintenir le principe et les avantages de la continuité légale. Yvan Blot demande qu'on s'occupe plutôt du débat fondamental : celui qui oppose selon lui socialisme et république. Enfin Pierre Marcihacy ironise sur le thème, désormais populaire grâce à M. Poniatsowski, des « charlots ».

La querelle de la légitimité

par JACQUES ROBERT (*)

DES sondages de popularité peu encourageants. Des élections partielles perdues. Un mécontentement qui semble grandissant.

Il n'en a point fallu davantage à l'opposition pour annoncer la fin prématurée de l'expérience socialiste et réclamer, avant la rupture annoncée, des élections législatives anticipées. Au nom d'une légitimité qui s'effriterait, d'un peuple souverain vers lequel il faudrait se retourner pour qu'il indique la nouvelle voie.

Voici donc que renaît la vieille querelle de la légitimité et de la légalité. Quels en sont exactement les termes ?

La notion de légitimité du pouvoir est complexe. Il convient d'en bien dégager dès l'abord les deux éléments principaux.

La légitimité implique, en premier lieu, qu'il est conforme au droit et à l'opinion que s'en fait une société politique à un moment donné que, indépendamment du point de savoir quelle personne commandera effectivement, quelque soit investi de ce pouvoir de commandement. La croyance en la légitimité du pouvoir porte donc d'abord sur le pouvoir lui-même.

À ce premier élément de la légitimité s'en ajoute un autre. Le titulaire du pouvoir doit se réclamer d'un mode d'investiture conforme à la théorie de l'Etat communément acceptée.

Pour ceux qui croient que le pouvoir doit être exercé par un monarque, le gouvernement sera légitime s'il est aux mains de l'héritier authentique. Le fondement de la détention du pouvoir s'appuie

alors par rapport au principe d'hérédité.

Pour ceux, au contraire, qui pensent que le pouvoir ne doit être dévolu que par le suffrage, seuls sont légitimes les gouvernements régulièrement élus. C'est - dans ce cas - le consentement donné par les gouvernés au pouvoir qui les dirige qui légitime ce pouvoir et lui donne la qualité de gouvernement de droit. Ce consentement suppose, bien entendu, que le pouvoir est exercé dans l'intérêt de ceux auxquels il s'adresse. Un pouvoir politique qui n'est pas exercé par les gouvernés et exercé pour eux apparaît par là même illégitime.

Mais comment prouver cette légitimité ? Aucun critère précis ne peut être opposé.

Sans doute les procédures juridiques qui donnent au pouvoir un caractère institutionnel lui permettent-elles de le légitimer. Le respect de la légalité est, en démocratie libérale, une condition essentielle de la légitimité mais il n'est pas suffisant.

Il faut en effet bien distinguer « légalité » et « légitimité ».

Est légal un pouvoir qui se conforme seulement au droit existant. Est légitime celui qui correspond profondément aux théories reçues du pouvoir et de la souveraineté.

Les deux se recoupent point nécessairement. Un gouvernement régulièrement investi peut devenir illégitime si son comportement n'importe plus l'adhésion du plus grand nombre. Inversement, un gou-

vernement qui s'est établi illégalement peut devenir, à l'épreuve du temps, légitime s'il parvient à se faire accepter par la majorité.

La légalité n'est donc pas le signe de la légitimité, même si, souvent, la « légalisation » du pouvoir entraîne sa « légitimation ».

En réalité, il semble que la légitimité démocratique comporte trois volets qui se juxtaposent :

- la légalité du pouvoir, c'est-à-dire la parfaite conformité de la désignation des gouvernants aux règles constitutionnelles ;

- l'exercice de ce pouvoir en vue du seul bien commun, c'est-à-dire dans l'intérêt du plus grand nombre ;

- l'adhésion explicite d'une majorité, révélée par un large consensus national.

S'agissant de la France d'aujourd'hui, il est bien évidemment exclu que l'on puisse sérieusement mettre en question la régularité constitutionnelle de la désignation des gouvernants. Tous ont été désignés conformément aux prescriptions des textes en vigueur.

Nul ne peut par ailleurs être autorisé, se faisant juge de la façon dont le pouvoir est exercé, de prétendre qu'il le serait contrairement à l'intérêt général.

Reste le troisième élément : l'existence ou non d'un large consensus national sur le « projet » des gouvernants.

Certes, pour que la liberté de chacun et la souveraineté de tous coïncident exactement, il ne faudrait rien moins qu'une « société unanime ». Elle seule pourrait réaliser l'identification totale des gouvernants et des gouvernés.

Les démocraties libérales n'y prétendent point. Considérant cet accord général comme chimérique, elles se contentent de la majorité pour réputer acquiesces les grandes options nationales.

Encore faut-il que cette majorité existe. Et qu'elle soit incontestable. C'est là que se situe le nœud du problème. Quand une majorité est-elle incontestable ? Et à quel moment faut-il l'apprécier ?

Il n'y a plus de vie démocratique possible si l'opposition conteste à toute occasion les échecs électoraux et veut bouleverser leur calendrier dès lors que le pouvoir en place voit simplement sa popularité baisser.

Tant qu'en régime parlementaire une majorité constitutionnelle existe et que l'exécutif, qui en est le seul juge, n'envisage point de nouvelles élections générales, la légalité et la légitimité du pouvoir ne peuvent être mises en cause, à moins que le président et son gouvernement, sortant des limites de leur mandat, ne viennent à violer gravement les règles et principes constitutionnels.

La légitimité électorale dure ce que dure le mandat. Et le mandat présidentiel est de sept ans.

Ce ne sont pas des élections cantonales ou municipales qui peuvent remettre en cause la légitimité du pouvoir. À tout le moins, les résultats défavorables ne peuvent-ils inciter les détenteurs à réaffirmer éventuellement une légitimité qui semblerait contestée par de nouvelles élections générales ou par une consultation référendaire.

Mais, c'est aux termes de notre Constitution, au Président - et à lui seul - qu'il appartient de décider, au cas où, qu'il revient d'apprécier s'il a besoin ou non de se soumettre à nouveau, pour voir confirmer sa politique, au verdict national.

Personne ne peut l'y contraindre. Et c'est même son devoir, pour le respect des institutions, de s'opposer à toute pression - d'où qu'elle vienne - s'il ne juge point le moment opportun.

Dans l'intérêt national ?

par JACQUES DE MONTALAIS

DANS une démocratie on ne demande à personne, Dieu merci, de renoncer à ses idées, et pas davantage à l'opposition de ne pas jouer son indépendance. Celle d'aujourd'hui ne s'en prive pas plus que celle d'hier. Elle est sarsacastique, bien qu'elle ne propose guère, prudente dans une conjoncture aussi difficile, que de revenir au pouvoir. Mais elle est virulente au point d'être excessive.

Pourquoi excessive ? Parce qu'elle se fonde sur quelques élections partielles et des sondages d'opinion récents pour reprendre la vieille et dangereuse distinction marxiste entre le pays légal et le pays réel. Elle s'attaque donc à des institutions ratifiées par le peuple et destinées avant tout, dans l'esprit du général de Gaulle, à assurer la continuité de l'action gouvernementale. C'est-à-dire de sa politique intérieure et extérieure. Première et grave erreur.

Il y en a une autre. Dans quelle démocratie libre l'opposition s'appuie-t-elle sur quelques élections partielles et quelques sondages défavorables au gouvernement pour insinuer que le pouvoir, à peine en place, devrait bien se retirer ? Ces élections-là ne représentent qu'un signal, ou un avertissement. Quant aux sondages, si intéressants et même utiles que soit cette photographie de l'opinion, ils ne sont jamais qu'un reflet de cette opinion à un moment donné.

En profiter pour prétendre que le pays est en état « de légitime défense » et pour réclamer des élections générales revient à condamner d'avance les bénéfices éventuels, au tout cas les possibilités offertes à la continuité légale, et jusqu'au droit à toute erreur de parcours, même passagère, ce qui est pourtant le lot, on en conviendra, de beaucoup de gouvernements.

Mais l'opposition actuelle est encore excessive parce que ses dirigeants n'informent que très partiellement ceux qui la suivent et ne font crédit qu'à la presse qui les soutient. Il suffit d'écouter un partisan de M. Giscard ou de M. Giscard d'Estaing pour constater que, soit par ignorance dans laquelle on le tient, soit par parti pris, il ne sait à peu près rien de la situation véritable dans laquelle se trouvent non seulement l'Occident mais le monde entier. En fait il questionne aux Journées parlementaires du R.P.R. du 24 septembre ?

Ces opposants-là « oublient » qu'à cause de cette situation Michel Debré a prêché dans le désert pendant des années pour une politique de revenus, c'est-à-dire cette politique de rigueur que le gouvernement actuel a inaugurée, tacitement mais intelligemment, en tirant la leçon d'un échec, exactement comme il faut appeler M. Barre pour essayer de réparer les erreurs de M. Chirac.

Car enfin, comme le note Michel Albert dans son remarquable *Paris français* : « Quand la croissance diminue fortement, on ne peut à la fois maintenir l'emploi et les hausses de revenus. » Et de rappeler que l'on assista à un doublement de l'inflation (de 7 % à 15 %) entre 1973 et 1974, ce qui provoqua une baisse de compétitivité et un déficit extérieur qui, à son tour, a fait baisser le franc, l'obligeant par deux fois à sortir du serpent monétaire européen. Malgré le soutien de la demande intérieure, poursuit Michel Albert, cette baisse aboutit à une croissance négative en 1975. On n'avait jamais vu cela depuis un quart de siècle ! D'où un effondrement des investissements et un chômage multiplié par deux en un an.

Sur quoi, on bâtit un plan de relance et qui fait exploser le déficit extérieur et contracte, pour la deuxième fois, la France à partir du premier trimestre, ce qui laisse deux dévaluations. C'est alors que M. Barre fut appelé pour tenter de réparer les dégâts.

Si l'on voulait schématiser à l'excès, on remarquerait donc que pour un R.P.R., aussi ennemi que lui de lui-même, l'essentiel est que le pouvoir d'échec ait été maintenu sous le septennat précédent alors que depuis le changement il baisse, il va baisser encore, car ce n'est pas fini.

Or comme il est vrai que ce n'est pas fini - que ce soit en France ou ailleurs - on comprend que la cote du président soit en baisse. Il est même vraisemblable que sous le choc, et devant l'incertitude de la droite, elle continuera d'être médiocre. Comment ne pas être mécontent, de toutes manières, quand il faut se servir la censure ? Quand on connaît rien, le plus souvent, aux impératifs de l'économie ? Quand on ignore ce ne veut pas savoir ce qu'il va mal à peu près partout ? Quand on entend rarement faire allusion à la responsabilité des Américains dans la crise ? Quand on ignore, pour ne prendre que deux exemples, que le niveau de vie britannique, qui n'était déjà pas brillant, a encore baissé de 2 % en 1980 et en 1981, malgré le pétrole de la mer du Nord et que, les conservateurs étant au pouvoir, il y a 3 300 000 chômeurs, cependant qu'au bout de six ans de règne la droite a laissé la Suède avec des prélèvements fiscaux qui atteignent 51 % du P.N.B. ?

Et pourtant d'aucuns s'imaginent de bonne foi que, si l'Allemagne n'avait pas eu lieu, la France, par quelque miracle, aurait été seule épargnée par la tourmente.

Dès lors on regrette que, négociant un virage commandé à la fois par une erreur de pilotage et par la situation internationale, le gouvernement - au lieu d'essayer, pour rassurer, qu'il ne change pas de politique - n'ait pas profité de l'état sans cesse aggravé du monde et de la « gigantesque mutation » évoquée par Michel Rocard pour souligner le rôle du pouvoir et pour proposer d'assurer ses arrières afin d'augmenter les chances d'atteindre ses objectifs. Ceux-ci, à certains égards, ne sont d'ailleurs pas sans rapport, à mon avis, avec cette participation aux bénéfices, au capital et aux responsabilités que de Gaulle voulait instaurer en même temps que la régionalisation.

Mais je ne suis pas sûr que le gouvernement explique les choses comme il le faudrait. N'est-il pas permis de regretter, par exemple, que M. Delors, dont le clarté d'expression égale la compétence, n'ait pas aussitôt exposé les enjeux d'une rigueur, certes pénible mais inéluctable, dans un de ces longs interstices menés naguère par des journalistes à la télévision et qui, de temps à autre, éclairaient opportunément l'opinion.

Il n'en est pas moins regrettable que le premier gouvernement qui ait enfin osé déplaire en s'attaquant sérieusement à la course des salaires et des prix, celui de tant de mal depuis tant d'années, soit en butte à une opposition qui ne lui reconnaît même pas ce mérite. Il est vrai que les Français de contributeurs en que ce soit au succès de ses adversaires parce qu'elle jouerait, apparemment, la politique du pire. Dans l'intérêt national ?

Socialisme ou République

par YVAN BLOT (*)

DANS son dernier livre, *Echecs et injustices du socialisme*, le Club de l'Horloge s'efforce de définir les principes d'une stratégie républicaine pour l'opposition. Cela nous conduit à opposer le projet républicain au projet socialiste, lequel s'écarter, à notre avis, d'une façon significative, de notre tradition républicaine. De nombreux socialistes se sont montrés surpris par cette approche. Ils considèrent, en effet, que « le combat pour la République a d'abord été celui de la gauche ».

Cet argument me semble tout à fait exact si l'on considère que le contenu sémantique des mots « droite » et « gauche » est resté invariable en longue période. Une analyse historique du langage politique montre que ce n'est pas vraiment la cas.

Aujourd'hui, les mots « droite » et « gauche » n'ont plus du tout la signification qu'ils pouvaient avoir avant la seconde guerre mondiale ou, à plus forte raison, dans un passé plus lointain. Ils ont acquis aujourd'hui un sens polémique particulier qui fait qu'à mon avis l'opposition ne devrait en aucun cas les utiliser. Il faut utiliser d'autres concepts pour se distinguer des socialistes ou, comme l'on dit en jeu de go, il faut changer de damier. La véritable opposition, à notre avis, à l'époque actuelle, est entre les socialistes et les républicains.

La tradition républicaine est plus ancienne que la tradition socialiste. La Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789, qui fut reprise par presque toutes les républiques, n'est en rien inspirée par une idéologie socialiste, qui n'existait pas véritablement à l'époque. Un précurseur du socialisme, comme Gracchus Babeuf, scandalisa les républicains de son temps. Les discours de Danton contre Hébert, de Carnot contre Babeuf, de Lamartine

contre Louis Blanc, voire même de Clemenceau contre Jean Jaurès témoignent de l'opposition constante, à travers l'histoire, entre une pensée républicaine fondée sur le respect de l'individu et son ancrage dans la nation et une pensée socialiste donnant la primauté aux exigences collectives et à l'appartenance de classe.

La période où le socialisme et la République convergent est en réalité relativement courte si l'on admet que lorsque la gauche se rallie au marxisme, elle sort idéologiquement du cadre de la tradition républicaine. Lamartine était de « gauche » mais républicain. Mais il n'était ni socialiste ni communiste. Avec l'avènement du marxisme qui inspire non seulement le P.C.F. mais aussi de larges couches du P.S. depuis le congrès d'Épinay, la « gauche » a en fait changé de nature. Par ailleurs la droite anti-républicaine a disparu comme grande force électorale. Dans cette situation contemporaine, c'est l'opposition, que la majorité persiste à qualifier de « droite », qui représente le mieux la tradition républicaine.

Certains socialistes nous ont fait part également de leur étonnement devant l'idée selon laquelle le socialisme engendre nécessairement des injustices. Je ne méconnais pas la préoccupation que les socialistes ont eu traditionnellement pour apporter une meilleure justice sociale. Mais je pense qu'ils n'en ont pas la monopole. De toute façon, toute société créée par l'homme portera en son sein les défauts et les qualités de l'homme lui-même. Toute société quelle qu'elle soit, par conséquent.

(*) Président du Club de l'Horloge, membre du comité central du R.P.R.

secrétaires des injustices, tout en cherchant à les réduire. À notre avis, la société socialiste ne fait pas exception. Elle porte en germe des injustices qui lui sont propres et que nous commençons à décrire dans notre livre. C'est le devoir de l'opposition, à notre avis, d'alerter les Français sur la nature et la portée de ces injustices.

Certains socialistes nous reprochent, enfin, de ne pas avoir mis le cadren de notre « horloge » à l'heure. À vrai dire, nous avons le sentiment que nous ne sommes peut-être pas tout à fait sur le même méridien !

Le P.S. a longtemps donné la priorité à une stratégie haute conçue autour du projet et à l'image de la « force tranquille ». Mais les échecs du gouvernement socialiste font que les roses du projet initial sont aujourd'hui fanées. Face aux difficultés économiques et sociales, certains cadres socialistes peuvent être tentés de revenir à une stratégie de survie qui est la stratégie basse d'attaque frontale de ses adversaires. Cette stratégie peut conforter les militants mais non les électeurs. Mais elle est inévitablement l'œuvre d'un projet qui réussisse à s'incarner dans une politique qui puisse résoudre les problèmes de la France. C'est en cela que la remise à l'heure concerne de l'abord les socialistes dont le projet a perdu une partie de sa valeur d'attraction en se limitant aux faits.

L'opposition, qu'en elle, ne doit pas se laisser entraîner également à la seule stratégie d'attaque frontale. Nous pensons qu'elle a besoin plus que jamais de proposer aux Français un projet républicain.

C'est pourquoi nous persistons dans notre stratégie : socialisme ou République. Tel sera pour nous le débat fondamental.



L'EURASIE XI^e-XIII^e SIÈCLES

Par Georges Duby, Robert Mantran.

L'EUROPE du XI^e au XIII^e siècle, en même temps qu'elle connaissait une période de renouveau et d'expansion et une renaissance intellectuelle, était influencée par les autres parties du monde, elles-mêmes en pleine mutation : épopée mongole en Asie, expansions en Inde, transformations politiques en Chine.

Collection "Peuples et civilisations" 640 pages - 210 F



LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Charlots

par PIERRE MARCIHACY

Revenons-en à ce vocable inattendu. S'agit-il du sens que lui donnait Georges Fougère, dans une imprimerie qu'il prêtait à la plume de Romain Rolland le tendre Hyppolite ? Et va-t-on l'amuser, Charlot ? Mais Fougère avait, lui, bien du talent.

S'agit-il de la reprise du surnom familial donné par certains contestataires au général de Gaulle, « Charlot des sous », mais alors, et sans rendre aucun jugement politique, ne peut-on penser que l'assimilation est plus qu'honorable ?

Quittant le monde des lettres ou de la politique, devons-nous penser que ce Charlot, c'est le général Charles Chaplin, en un mot de son côté - charlot -

dresse et d'espérance. Le Charlot des Temps modernes ou de l'Inventeur ?

Enfin devons-nous, à l'appel de M. Poniatsowski, nous référer au groupe des généraux jaffés, qui eurent leur moment de célébrité comme l'ancien ministre de l'Intérieur, et sont passés de mode comme lui ?

Devant tant de questions posées, nous souhaiterions une réponse sans peur pour éviter d'être déçu. La réalité imperceptible des « charlots » d'un horizon politique quelconque, si j'en suis sûr, ne ferait que Dieu merci se ne pas, par ses incompréhensions, amener au pouvoir ces charlots de gauche qui ont sur les charlots de droite le mérite d'être Français les moins fous qui existent dans le monde. M. Poniatsowski.

Le Monde

étranger

LE CHANGEMENT DE GOUVERNEMENT EN ALLEMAGNE FÉDÉRALE

AU COURS DE SA PREMIÈRE CONFÉRENCE DE PRESSE

Le chancelier déclare que son gouvernement « va demander des sacrifices »

De notre envoyée spéciale

Bonn. — Le dîner parisien de M. Kohl a privé les journalistes ouest-allemands d'une vraie première conférence de presse. Entre un premier conseil des ministres et un premier voyage officiel à l'étranger, trente minutes en tout et pour tout devant un auditoire de plusieurs centaines de personnes qui sont restées sur leur faim.

Tout était allé très vite au cours de cette journée : l'installation du gouvernement par le président Casparius, la prestation de serment des ministres devant le Bundestag, et avant la première réunion du cabinet, la prestation de pouvoir à la chancellerie, au cours de laquelle M. Schmidt inaugura un nouveau protocole en remerciant d'abord ses collaborateurs et employés avant de signer son successeur.

Tout alla très vite aussi lors de la conférence de presse, les réponses plus encore que les questions. L'une des premières portait sur le voyage impromptu à Paris. M. Kohl le présenta comme une « élémentaire » visite de courtoisie et rappela que l'accord signé par de Gaulle et Adenauer reposait sur l'idée que « l'amitié franco-allemande était une amitié entre les peuples, non entre les gouvernements ».

Mais, surtout, le ton de cette réunion était peut-être révélateur de la façon dont ce nouveau pouvoir s'installe et de son style de gouvernement. Trois jours après sa désignation comme chancelier, Kohl a estimé qu'on n'avait plus à revenir sur les questions de fond, et il n'en avait d'ailleurs pas le temps. On était entre soi, comme pour une réunion de routine où l'on évoque les affaires courantes. Une large partie de ce trente minutes fut consacrée par le chancelier à l'exposé du calendrier des rencontres internationales concernant le gouvernement fédéral, notamment sa visite officielle au Luxembourg, et à l'annonce de la première mesure adoptée par le nouveau conseil des ministres : « le traitement des ministres et secrétaires d'Etat ». Le gouvernement, qui va demander des sacrifices, entend « ne pas être l'exemple de ce qui n'est pas la ligne juste », a déclaré le chancelier. Il y a quelques jours, il avait appelé les Allemands de l'Ouest à « retrouver leurs manières » et à montrer

qu'ils sont encore capables du même effort qu'ils avaient fourni à la guerre au moment de la reconstruction.

Trop de Turcs

La veille, M. Kohl était un peu plus longuement expliqué dans une interview accordée à une chaîne de télévision. Il avait notamment déclaré, sur le même ton bon sens et moralisateur, que le gouvernement entendait agir dans deux domaines au moins avant les élections prévues pour le 8 mars : l'assainissement du budget et la question des étrangers vivant en R.F.A. Les Turcs, qui forment la plus importante communauté immigrée, sont visés au tout premier chef. Devant d'homologuer, au sein même du cabinet, la question des étrangers vivant en R.F.A. Les Turcs, qui forment la plus importante communauté immigrée, sont visés au tout premier chef. Devant d'homologuer, au sein même du cabinet, la question des étrangers vivant en R.F.A. Les Turcs, qui forment la plus importante communauté immigrée, sont visés au tout premier chef.

Le chancelier avait d'autre part rappelé les deux objectifs fondamentaux de sa politique étrangère : « un nouveau départ pour l'Europe » et la « stabilisation de l'OTAN », ainsi que le renforcement « raisonnable et amical » des relations avec les États-Unis, « dont les Allemands doivent être des amis fidèles, non des partisans inconditionnels ».

Le chancelier a, enfin, souhaité que de nouvelles élections soient organisées en Basse et à Hambourg, comme le réclame la C.D.U. dans ces Länder dirigés depuis les dernières élections régionales par des gouvernements de coalition. Comme on lui demandait pourquoi il souhaitait des élections dans ces régions, alors qu'il les avait refusées dans l'ensemble du pays, M. Kohl a répondu : « Parce qu'il y a à Bonn un gouvernement capable de gouverner, pas à Hambourg ni en Hesse ».

CLAIRE TRÉAN.

A L'OCCASION DE LEUR ENTRETIEN

MM. Kohl et Mitterrand ont constaté leur commun attachement aux relations franco-allemandes

La visite que le chancelier Kohl a faite, lundi soir, à 4 heures, à M. Mitterrand, finalement, est plus longue que prévu, puisque l'entretien en tête à tête du président de la République et du nouveau chef du gouvernement ouest-allemand a duré un quart d'heure, au lieu des dix minutes prévues. M. Kohl, ministre des affaires étrangères de R.F.A., et M. Mitterrand, ministre de l'Intérieur de France, ont échangé quelques mots, au cours de la soirée.

M. Mitterrand a assuré, à l'issue de la rencontre, « avoir été très heureux de constater que les relations entre les deux pays restent ce qu'elles étaient, en s'approfondissant en relations d'amitié et de travail, aussi bien dans le domaine bilatéral qu'au sein de la Communauté européenne et de l'Alliance atlantique ». Le chancelier Kohl, de son côté, a déclaré que pour des raisons politiques et personnelles il accordait « une importance particulière » aux rapports entre Paris et Bonn, et que l'initiative française de la construction européenne, à laquelle elle est « indispensable ».

Les protestations d'amitié n'ont donc pas masqué des préoccupations communes aux deux pays de circonstance, et c'est plutôt leur absence qui a été remarquée. Mais l'insistance mise de part et d'autre à assurer que rien ne serait changé dans les relations franco-allemandes — si ce n'est, éventuellement, dans le bon sens — celui de l'approfondissement — de même que l'empressement mis par M. Kohl à rendre visite à l'Élysée, visent évidemment à dissiper la crainte de ceux qui redoutent que le changement de pouvoir en R.F.A. ne porte atteinte à ces relations.

Le chancelier Kohl, qui hésitait sur ce point depuis quelques jours, a finalement estimé préférable de

se rendre à Paris, sans attendre le prochain sommet régulier, tout en confirmant que celui-ci aurait bien lieu les 21 et 22 octobre, à Bonn.

Mais la rapidité avec laquelle il a voulu faire ce premier déplacement à l'étranger avait probablement aussi une autre cause, que le chancelier lui-même avait déclaré en déclarant qu'il avait ainsi voulu « faire sentir à tout le monde la continuité de la politique de gouvernement allemand ».

M. Kohl se donnait enfin à bien des égards un rôle discrètement flatteur. Un rôle qui, dans son esprit, n'est susceptible d'impressionner favorablement l'opinion de son pays, et de lui gagner des sympathies chez le voisin français, où il sait n'avoir pas très bonne presse.

Il reste que, pour l'instant, sa visite à Paris et le ton chaleureux des propos tenus publiquement par les deux hommes d'Etat ne confirment que la volonté de maintenir un certain climat. C'est déjà un important point d'acquis, sans être une surprise ; mais cette bonne volonté générale peut rapidement être soumise à l'épreuve des faits.

La conversation entre MM. Kohl et Mitterrand a notamment porté sur « les problèmes d'organisation de l'Europe », d'autant plus que la R.F.A. prendra la présidence de la Commission de Bruxelles au début de l'année prochaine. C'est là un domaine où la bienveillance allemande sera fort utile à la France, à plus forte raison est-elle espérée dans celui de la politique monétaire. Or la prise de contact qui a eu lieu lundi soir à l'Élysée ne pouvait évidemment permettre d'aborder en détail ce genre de questions qui peuvent rapidement exercer sur le cours des relations franco-allemandes une influence au moins aussi importante que les déclarations d'amitié.

BERNARD BRIGOUTEUX.

M. Friedrich Zimmermann (intérieur) : l'« homme de Strauss »

M. Friedrich Zimmermann est né le 18 juillet 1925, à Munich — on a envie d'ajouter : bien sûr, tant sa carrière semble indissolublement liée à celle de M. Strauss, le « patron » tant révéralé, et à la fortune politique des chrétiens-sociaux bavarois. Il a rejoint le C.S.U. à l'âge de vingt-trois ans, après des études supérieures de droit et d'économie, et il en est devenu secrétaire général en 1963. Entre-temps, en 1957, il avait fait son entrée au Bundestag, il a toujours, depuis, gardé l'image de « l'homme de Strauss ».

A l'instar d'un certain nombre de ses collègues du nouveau gouvernement, M. Zimmermann appartient à cette génération d'hommes politiques ouest-allemands, souvent mal connue en France, qui accèdent très jeune aux responsabilités nationales ou régionales. Depuis novembre 1976, il préside le groupe C.S.U. et est consacré activement aux relations avec le C.D.U.

Dans cette dernière fonction, son degré de compréhension de l'égard de ses partenaires chrétiens-démocrates a paru, au fil des ans, refléter assez fidèlement les états d'âme ou les ambitions de M. Strauss au sujet d'une possible direction de l'ensemble de la famille C.D.U.-C.S.U. En 1977, lorsque les relations entre les deux partis de droite traversaient une zone de turbulences, il n'avait pas ménagé ses critiques

contre le « dirigisme » du programme économique et social des chrétiens-démocrates.

C'est dire que M. Zimmermann n'est pas exactement ce que l'on appelle un homme de gauche — espèce au demeurant assez rare au sein de la C.S.U. Sa tâche au ministère de l'intérieur risque de ne pas s'en trouver facilitée. Non vis-à-vis des fonctionnaires de la police, mais à l'égard des différents mouvements contestataires, pacifistes et écologistes notamment, dont il risque de devenir la bête noire. Perspective, il est vrai, qui ne doit pas l'émouvoir outre mesure. Et puis le maintien de l'ordre en R.F.A. est largement du ressort des gouvernements régionaux.

Il hérite d'ailleurs dans ce poste d'une situation plutôt équilibrée par les sociaux-démocrates dans un domaine essentiel : celui du terrorisme, dont le gouvernement de M. Schmidt paraît avoir, jusqu'à preuve du contraire, délégué la République fédérale. Mais la façon dont M. Zimmermann se comportera à l'intérieur — on avait d'abord parlé de lui pour ou contre — pour un grand poste économique — sera à bien des égards un test quant à l'éventuelle dérive droite du nouveau régime, ou, au contraire, quant à la fidélité à une « certaine idée » de l'Allemagne libérale. — B. B.

M. Gerhard Stoltenberg (finances) : compétence et ambition

De cet homme du Nord — né à Kiel en 1929, il est, depuis 1971, ministre-président du Schleswig-Holstein — son très subtil collègue de Bavière, M. Franz Josef Strauss, voudrait faire son vice-chancelier en cas de victoire aux élections d'octobre 1982. Il aurait, en outre, reçu le portefeuille qu'il déteste désormais.

Cet homme, pas d'aujourd'hui, au demeurant, que M. Gerhard Stoltenberg est un homme et démentit : il n'avait guère que trente-quatre ans lorsque Conrad Adenauer lui offrit — en vain — de devenir son ministre de la défense. Et ses collègues de la C.D.U. au Bundestag, où il siège depuis 1957 (après avoir été élu au Landtag de sa région en 1954 à vingt-six ans), l'ont rapidement désigné comme leur porte-parole pour les questions économiques et financières. Responsabilité qu'il a exercée avec une autorité assez généralement reconnue, et qui le prédisposait évidemment à la charge nouvelle qui lui échoit dans le gouvernement du chancelier Kohl.

Ce dernier poste, il est vrai, n'est pas dans lequel M. Stoltenberg se

sentait assez bien vu lui-même. En 1976, puis à nouveau après l'échec de l'opération Strauss — de 1980, il a cherché à obtenir l'investiture de la C.D.U. comme candidat à la chancellerie. Du moins ce docteur en philosophie, qui enseigne l'histoire à l'université de Kiel, n'a-t-il pu conserver à son offensive intérieure une discrétion, une courtoisie et une mesure dont on lui sait gré aujourd'hui.

Mais, même s'il l'avait voulu, M. Kohl n'aurait pas pu passer de M. Stoltenberg, de sa compétence économique, de son sérieux un peu austère de fils de pasteur luthérien, de son libéralisme de nordique qui, s'il ne badine pas avec quelques principes pour lui-même, ne cherche pas à les imposer aux autres ? C'est peu probable. Les gouvernements, à l'inverse des hommes, ne sont pas toujours niés d'homme. Indispensables, M. Stoltenberg en est un. Si réservé qu'il demeure sur ses équilibres, il est vraisemblable qu'il le sait — et qu'il le tiendra, le jour venu, de ne pas en rester là. — B. B.

M. NORBERT BLUM (travail) : un syndicaliste éprouvé

Pour remplacer M. Heinz Westphal au ministère du travail, le chancelier Kohl a choisi un membre éprouvé du syndicat de la métallurgie, qui a consacré toute sa carrière de journaliste syndical à la défense des C.D.U. (depuis 1972) aux problèmes sociaux, tels que la gestion, la formation professionnelle et la constitution du patrimoine des travailleurs.

Né en 1933 en Rhénanie, d'origine modeste, après avoir beaucoup de médium, M. Norbert Blum a fait des études sur le tard, avant d'entrer en politique et de devenir, en 1977, président de la commission des affaires sociales du Bundestag, dont il avait été membre depuis 1969. Il appartient à l'aile gauche de la C.D.U.

M. MANFRED WOERNER (défense) : un atlantiste convaincu

A la fois juriste et pilote de chasse, commandant de réserve, M. Woerner, entré en 1956 dans la C.D.U., député en 1965, est président de la commission parlementaire de la défense depuis 1976. Ce portefeuille lui avait déjà été proposé en 1972, lorsque M. Brandt tenta de renverser le chancelier Brandt.

Déjà en 1964 à Stuttgart, M. Manfred Woerner a toujours eu une conception très dramatique de la situation internationale et un attachement sans réserve à l'Alliance atlantique. L'Occident est triplement menacé, selon lui, par le réarmement massif de l'Union soviétique, par le chantage arabe au pétrole et par l'évolution intérieure « inquiétante » de certains pays de la zone méditerranéenne.

La barre des deux millions de chômeurs a été franchie en septembre

Nuremberg (A.F.P., Agf.). — La barre des deux millions de chômeurs (en données corrigées des variations saisonnières) a été franchie en septembre en Allemagne fédérale, a annoncé le 4 octobre l'Office fédéral du travail. Le nombre des personnes sans travail (3 010 000 personnes), en augmentation de 5,3 % par rapport à août, représente 8,3 % de la population active salariée. En données brutes, l'augmentation est, sur un mois, de 1 % seulement, le nombre des personnes sans emploi atteignant 1 820 000 et touchant 7,5 % de la population active salariée contre 7,4 % en août et 7,2 % en juillet.

Dans son communiqué, l'Office fédéral souligne deux mouvements opposés : d'une part, en données brutes, l'augmentation du chômage s'est ralentie, puis que son taux d'accroissement était de 2 % en août et de 6,5 %

en juillet. D'autre part, la hausse, en données corrigées, qui avait faibli ces derniers temps, est devenue nettement plus forte qu'au cours des mois d'été. Par rapport à septembre 1981, la R.F.A. compte 45 % de chômeurs supplémentaires — en données brutes — au lieu de 39 % entre août 1981 et août 1982, et 41 % entre juillet 1981 et juillet 1982. Il y a un an, les demandeurs d'emploi représentaient 6,4 % de la population active salariée. La moyenne pour les neuf premiers mois de 1982 a été de 1 779 900 chômeurs en données brutes.

Les investissements étrangers en R.F.A. ont également enregistré une progression constante au cours des dernières années, étant passés de 1,3 milliard de deutschemarks au premier semestre de 1978 à 2,5 milliards au premier semestre de 1982.

Les ministres libéraux : trois anciens, un nouveau

Les gouvernements passent, certains ministres restent. MM. Genscher et Lambardt retrouvant encore tout chaud le fauteuil qu'ils avaient quitté il y a quinze jours, l'un au ministère des affaires étrangères, l'autre à l'économie. Entre-temps, ils ont changé de partenaires, et la République fédérale, du même coup, de chancelier. Mais que disent-ils de tout cela aujourd'hui les « tombeurs » du chancelier Schmidt ? Rien. Evidemment, ils ont une certaine gêne à s'exprimer ? M. Genscher n'offre aux caméras qu'un vague sourire désemparé et le regard malin de celui qui estime qu'il faut savoir se taire. M. Lambardt, très « grande bourgeoisie d'affaires », a perdu sa volubilité véhémente d'il y a trois semaines.

Le parti libéral n'en est pas à sa première volte-face mais, traditionnellement, il se ménageait des transitions. Le dernier changement d'alliances a été tellement direct et sans détours que MM. Genscher et Lambardt ont dû mal à convaincre qu'il était cette fois totalement désintéressé.

En 1966, M. Ganscher était le secrétaire général du groupe parlementaire lorsque les libéraux, après avoir un an plus tôt fait campagne pour M. Ludwig Erhard — comme ils l'ont fait pour M. Schmidt en 1960, — décidaient d'abandonner leur coalition avec la C.D.U. et cherchant

Munich, député depuis 1972 et président adjoint du groupe parlementaire, est le nouveau venu au ministère de la justice. — C. T.

M. Rainer Barzel (relations interallemandes) : un éternel candidat

L'homme qui a désormais la charge des relations avec l'Allemagne de l'Est y est né — mais à l'époque où ce n'était encore que l'est de l'Allemagne — le 20 juin 1924, à Braunschweig, en Prusse orientale. Il a fait des études secondaires à Berlin, puis une guerre brillante dans la Luftwaffe, rejointe à dix-sept ans, et dont il est sorti lieutenant. Rien, pourtant, ne rappelle chez lui le Prussien tel qu'on l'imagine habituellement : cet animal politique aime trop jouer les stars pour avoir gardé longtemps, après ses études de droit et d'économie à Cologne, le raideur que l'on prête à ses compatriotes.

Le jeune Rainer Barzel, d'abord sceptique sur les chances de la C.D.U., ne tarde pas à rejoindre les chrétiens-démocrates. Il participe, avec une visible élégance, à quelques intrigues internes ; dont, en 1959, celle qui visait Conrad Adenauer. En 1966, il dispute sans succès la direction du parti à Ludwig Erhard. Et commence à égarer singulièrement un certain nombre de cadres de la C.D.U., alléguant, son assure, à son éternel bronzage, à ses citations et à son dévouement un peu voyant, tout autant qu'à ses ambitions de plus en plus manifestes, et soutenues par un discours dont la prétention n'est pas absente. De cette époque, date l'opération « Arrière Barzel maintenant », sorte de sous-courant de la C.D.U. animé par les chrétiens-démocrates traditionnalistes. Et aussi la détermination maladroite de son deuxième prénom, Candidus, en Candidatus.

Candidat, M. Barzel donne l'impression de l'avoir toujours été. Il dispute le pouvoir à M. Kiesinger, ferraillait contre M. Brandt avant et après la victoire des sociaux-démocrates, obtient enfin la présidence de la C.D.U. et tente de renverser le gouvernement en avril 1972 en déposant — déjà — une « motion

de défiance constructive » au Bundestag. Sur le papier, il doit l'emporter, grâce à des défections provoquées dans les rangs du S.P.D. par l'« Detpolitik » du chancelier Brandt. Las... A défecteurs, défecteurs et demi. Dans le secret de l'histoire, deux membres de son propre groupe parlementaire changeant d'avis. On ouvre une enquête à la C.D.U., qui n'aboutira jamais officiellement. Officieusement, tout le monde sait à la direction chrétienne démocrate que le retour de deux « traités » doit beaucoup à l'intervention des services est-allemands.

C'est que M. Barzel a longtemps été pour Berlin-Est, qui l'a déjà eu comme interlocuteur ministériel dans le dernier gouvernement Adenauer, un personnage inquiétant. Durant la campagne de 1972, il avait indiqué qu'il ne signerait pas le traité inter-allemand s'il l'emportait. Il lui est d'autre part arrivé de tenir, sur la réunification-naturalisation de l'Allemagne, des propos pour le moins ambigus.

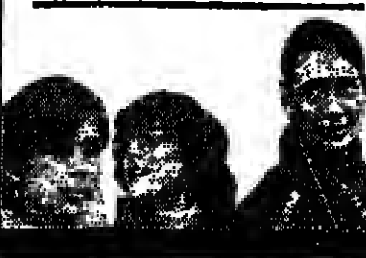
Après avoir quitté ses fonctions de direction à la tête de la C.D.U., puis du groupe parlementaire chrétien-démocrate, M. Barzel avait été, en 1980, nommé coordonnateur des relations franco-allemandes, à la suite du décès de Carlo Schmid. Le revolei émin ministre, à un poste qu'il a déjà occupé volé douze ans, et où il devra déployer tout son talent d'adoption s'il veut faire — pas — de l'histoire sur l'essentiel. Lui qui avait l'image d'un adversaire irréductible de la « politique » de l'Est, va, en effet, être chargé du secteur de tous égards le plus délicat de cette politique. Il est vrai que ses deux livres à succès s'intitulaient respectivement, en 1976 et 1978 : « Il n'est pas encore trop tard » et « Sur la corde raide ». — B. B.

une nouvelle grande enquête de MONIQUE HÉBARD

DIEU ET LES FEMMES

Ce que disent les femmes de leur expérience, leurs souffrances, leurs attentes, dans le domaine du religieux.

1 vol. \$9 F



LE CENTURION LE CERF

EUROPE

Espagne

LA DÉCOUVERTE D'UNE CONJURATION MILITAIRE

Les officiers arrêtés auraient disposé de très importantes complicités

De notre correspondant

Madrid. — Quelle était l'ampleur exacte de la tentative de coup d'Etat qui devait avoir lieu le 27 octobre ? De quels appuis disposaient les trois officiers arrêtés samedi 2 octobre à Madrid dans le cadre de cette affaire ? Telles sont les questions que chacun se pose aujourd'hui dans la capitale espagnole. Il est clair en effet, que les colonels Muñoz et Crespo et le lieutenant-colonel Crespo ne pouvaient à eux seuls monter une opération aussi ambitieuse que celle décrite dimanche par un communiqué du ministère de la Défense, sans disposer de solides complicités.

Si le mutisme était total mardi 5 octobre du côté des milieux officiels où l'on se contentait d'affirmer que l'enquête se poursuivait, les informations commencent cependant à circuler. Les services de renseignements auraient trouvé en possession du colonel Muñoz un dossier de plusieurs centaines de pages. Il contiendrait à la fois un plan détaillé de coup d'Etat et une liste d'une centaine d'officiers susceptibles d'appuyer l'opération. Parmi ces derniers, quels sont ceux qui avaient déjà été contactés et quels sont ceux qui avaient donné leur accord ? C'est ce que l'on semble encore ignorer. Les conjurés entendaient obtenir l'appui dans les principales unités militaires, d'officiers qui se substituaient aux autorités légitimes, et ces derniers refusaient de se joindre au complot.

Une importance particulière semble avoir été donnée à la division blindée qui devait déclencher l'opération. Ces blindés devaient prendre progressivement possession des principaux édifices de la capitale, qui devait être rapidement isolée du reste du pays : du centre des ministères, des télécommunications, journaux, gares et aéroport. Le palais de la Moncloa, siège du gouvernement, et celui de la Zarzuela, résidence du roi, figuraient parmi les objectifs. Les conjurés voulaient aussi s'emparer du service des transmissions militaires, qui permettrait aux différents unités de communiquer entre elles sans passer par le réseau téléphonique normal. Son contrôle aurait notamment permis d'isoler immédiatement

ment le roi du reste de l'armée. Il s'agissait d'éviter ainsi de répéter l'erreur commise par les putschistes du 23 février 1981, qui n'avaient pu empêcher le monarque de démanteler leur opération en entrant en contact personnellement par téléphone avec les chefs des régions militaires. Le contrôle de ce réseau est fondamental. En juin 1981 déjà, trois officiers avaient été arrêtés, en vertu de la loi antiterroriste, par le gouvernement (ils devaient être ensuite relâchés par la justice militaire), car soupçonnés de vouloir installer un système d'écoutes clandestines de ce réseau. Parmi eux figurait un expert en télécommunications, le colonel Siera, qui aurait eu des contacts avec le colonel Crespo peu avant l'arrestation de ce dernier.

Les réunions se multiplient entre les principales autorités militaires. Le roi a reçu, lundi, les chefs d'état-major de l'armée et de la marine avant de s'entretenir avec le président du gouvernement, M. Calvo Sotelo. Le conseil supérieur de l'armée, qui regroupe les capitaines généraux des différentes régions militaires, devait se réunir ce mardi après une rencontre avec le ministre de la Défense, M. Ollari.

La situation militaire a remplacé la crise économique comme thème principal de la campagne pour les élections législatives du 28 octobre. Le P.S.O.E. (parti ouvrier socialiste espagnol) qui part grand favori, cherche à rassurer les électeurs. Son secrétaire général, M. Felipe Gonzalez, a tenu à écarter, lundi, tout parallèle avec la situation du Chili en 1973 au moment de l'élection de M. Allende.

Le président de la formation gouvernementale U.C.D. (Union du centre démocratique), M. Llanusa Lavilla, a assuré de son côté qu'il n'entendait pas provoquer le « vote de la peur ». Une précaution que n'a pas prise le parti conservateur d'Union populaire. Son secrétaire général, M. Jorge Verstrynge, a affirmé que « la tentative de coup d'Etat n'aurait pas eu lieu si Praga (président du parti) avait dirigé le pays ».

THIERRY MALINIAK.

Pologne

Le Parlement s'apprete à interdire Solidarité

(Suite de la première page.)

Ce droit, très théorique, sera en outre dénié aux personnels des ministères de la Défense et de l'Intérieur, aux pompiers, aux employés des centrales électriques, aux travailleurs des usines de production et de distribution de produits alimentaires, aux ouvriers chargés de l'entretien des oléoducs et des gazoducs, aux employés des hôpitaux, aux enseignants, aux employés de banque, à l'appareil judiciaire, aux collaborateurs de la radio-télévision et aux personnes travaillant dans les transports internationaux, notamment aériens. Pour les autres, le droit de grève pourra enfin être suspendu par le Parlement pour la « période nécessaire » dans « des situations exceptionnelles justifiées par un état critique de l'économie ».

Comme si ces précautions n'étaient pas suffisantes, les autorités se sont aussi données la possibilité d'annuler l'enregistrement d'un syndicat s'il s'adonne à « des activités contraires aux intérêts de la République populaire de Pologne, au soutien ou à l'entretien des liens avec des organisations polonaises ou étrangères agissant contre les intérêts de la République populaire de Pologne ».

Ainsi constitués, ces syndicats ne pourront avoir accès aux moyens audiovisuels que pour présenter les problèmes syndicaux sur la base de principes généralement acceptés. Les tribunaux auront enfin pouvoir de changer à changer leurs dirigeants. Des peines d'amende et de prison sont prévues contre les personnes qui seraient reconnues coupables d'une violation de la loi. Toutes ces dispositions rendent entièrement caducs les accords de Gdansk par lesquels les autorités polonaises s'étaient engagées à reconnaître et à respecter l'indépendance des syndicats et leur pluralisme. On en revient ainsi, dans la loi à la situation qui prévalait avant août 1980, celle de la stricte orthodoxie communiste, défendue maintenant par des garde-fous dont l'expérience a appris aux dirigeants du Parti qu'ils n'étaient pas superflus. — trente-cinq ans après l'établissement du régime.

L'hypothèse d'une reconstitution légale de Solidarité étant maintenant levée, — et ce contrairement à tous les engagements pris par la junte depuis le coup d'Etat, — le général Jaruzelski peut désormais envisager plus

aisément une éventuelle levée de l'état de guerre. Des rumeurs concordantes courent à ce sujet à Varsovie, et selon le scénario généralement envisagé les dispositions de la loi martiale seraient en cas de remplacement par des pouvoirs spéciaux donnés au gouvernement.

Au terme de ce processus, le camp socialiste pourrait enfin faire l'économie d'un régime militaire très embarrassant, du point de vue idéologique, et la Pologne pourrait se prévaloir devant les gouvernements occidentaux d'une « normalisation » susceptible de lui ouvrir la vane des crédits. Formellement, la Pologne serait en effet sortie de cette manœuvre de l'état d'exception et revenue à la vie civile et à un aspect de ses engagements internationaux sur les libertés des syndicats auxquels la loi peut reconnaître, sans danger aucun, leur « indépendance ».

Reste à savoir si ce tour de passe-passe suffit à faire lever les sanctions économiques prises par les pays occidentaux après le coup d'Etat et surtout à contenir la population polonaise. L'Église en est à peu persuadée que le P.S.O.E. de Pologne, Mgr Giamp, qui avait exprimé la semaine dernière son inquiétude devant les perspectives de dégradation de Solidarité, vient d'annuler le voyage au Vatican et aux États-Unis qu'il devait entreprendre jeudi prochain.

S. G.

ISTH depuis 1953
INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES
ET TECHNIQUES HUMAINES
EXPERIENCE PÉDAGOGIQUE
CONFIRMÉE DEPUIS 1953
Préparations complètes
au diplôme d'état de
L'EXPERTISE COMPTABLE
C.P.E.C.F.
Certificat Préparatoire
aux Etudes Comptables
et Financières
D.E.C.S.
trois certificats
(Novembre à juin)
CENTRE TOLBIAC
83, av. d'Italie - 75013 PARIS
Tél. : 535.59.35

DIPLOMATIE

LA GUERRE DU GOLFE

MM. Shultz et Gromyko se sont tombés d'accord sur la nécessité de mettre fin au conflit irano-irakien

M. Shultz, secrétaire d'Etat américain, et M. Gromyko, ministre soviétique des affaires étrangères, qui avaient déjà eu, le 25 septembre, un entretien de trois heures en marge de la session de l'Assemblée générale de l'ONU, se sont rencontrés, lundi 4 octobre, pour un entretien de quatre heures trente, à la mission soviétique, à New-York. La conversation, qu'un haut fonctionnaire américain a qualifiée de « sérieuse, pragmatique, sans polémiques », a porté notamment sur le Proche-Orient, l'Afrique, l'Amérique centrale, les droits de l'homme, le problème des juifs soviétiques, la prolifération nucléaire et les négociations sur la maîtrise des armements.

Les deux hommes, « malgré leur désaccord sur les moyens de parvenir à un règlement viable du Proche-Orient », ont été très responsables américains, sont tombés d'accord sur la nécessité de mettre fin au conflit irano-irakien.

La reprise des « START »

Bien que les deux parties soient disposées à poursuivre le dialogue, aucun nouveau rendez-vous n'a été pris, et la question d'un sommet, Brejnev-Reagan n'a pas été discutée. Le jour même de la

rencontre pourait, l'agence soviétique Novosti, avoir déploré que Washington n'ait « toujours pas donné de réponse claire aux propositions soviétiques concernant un sommet ».

Les deux grandes puissances s'apprêtent, d'autre part, à reprendre, mercredi 8 octobre, des négociations sur la réduction des armements stratégiques (START), lesquelles commenceront le 30 juin, étaient interrompues le 12 août. Arrivé, lundi, à Genève, M. Karpor, chef de la délégation soviétique, a rappelé dans une déclaration, que l'approche américaine de cette négociation, telle qu'elle a été formulée le 3 mai par M. Reagan, « ne peut servir de base à un accord » et qu'il « ne reste qu'à espérer (...) que la partie américaine fera les corrections qui s'imposent ».

On sait que M. Reagan a proposé de ramener à 850 dans chaque camp le nombre de missiles balistiques à longue portée et à 5000 celui des têtes nucléaires emportées par ces engins, dont 250 pour les fusées terrestres. Moscou suggère pour sa part de ramener à 1800 le nombre total de vecteurs stratégiques — missiles et bombardiers — contre 2500 aujourd'hui en U.R.S.S. et 3000 aux Etats-Unis. — (A.F.P., U.P.I.)

LA VISITE DE M. JOBERT EN INDE

Paris et New-Delhi veulent faire de leurs relations commerciales « un modèle de coopération Nord-Sud »

Le ministre français du commerce extérieur, M. Michel Jobert, accompagné par une délégation d'une vingtaine d'industriels français, a achevé, lundi 4 octobre, une visite officielle de quatre jours en Inde. Il s'est notamment rendu à Bombay et s'est entretenu avec le premier ministre, Mme Gandhi, et plusieurs membres du gouvernement. De son côté, le général Bhandari, chef du cabinet de l'armée de l'air française, est arrivé dimanche 3 octobre, à New-Delhi pour une visite de sept jours. Il a rencontré lundi le ministre indien de la Défense.

De notre correspondant

New-Delhi. — « L'Inde, dans la perspective de la prochaine visite en Inde de M. Mitterrand, le voyage de M. Jobert, a été l'occasion d'une triple réunion de la commission mixte franco-indienne qui a passé en revue, de façon approfondie et dans une « ambiance chaleureuse », les relations économiques et commerciales entre les deux pays. Pour Paris, il s'agissait de « faire le bilan d'échanges en expansion ». Sur le plan économique, l'Inde et la France, dont les relations commerciales étaient traditionnellement modestes, sont devenues en effet « des partenaires privilégiés ». La collaboration commerciale a été renforcée par la signature de l'accord de coopération industrielle bilatérale, et l'Inde a été désignée comme l'un des pays de destination privilégiés de la Communauté européenne et de l'Inde. Les ventes françaises ont progressé de 43 % par rapport à l'année précédente, et on l'existe « à très importantes possibilités d'assistance technique et d'industrialisation bilatérale ».

Outre les progrès de la collaboration dans le secteur charbonnier, l'élargissement de la coopération pétrolière, l'accord d'assistance conclue avec l'I.D.P. les accords signés dans le domaine des télécommunications et de l'offre de Thomson-C.S.P. dans le domaine des fusées spatiales, le communiqué final évoque notamment la possibilité d'une participation française à des projets énergétiques, portuaires et agricoles, entre une société indienne et Renault pour la fabrication de véhicules militaires légers, et la mise sur pied d'un groupe de travail sur la chimie.

La France semble accorder une importance particulière à l'offre de l'Institut indien portant sur un projet de fabrication en Inde de vaccins antituberculeux, projet dont M. Jobert a tenu à souligner qu'il susciterait l'intérêt et de Mme Gandhi et de M. Mitterrand. Il est vrai que Paris y voit « un projet exemplaire de coopération » en raison du transfert d'une technologie évolutive qu'il implique.

Tout aurait donc été pour le mieux si les Indes n'avaient tenu de leur côté, à nuancer quelque peu ces talons d'acier, en montrant que si effectivement les importations indiennes étaient fortement accrues, ses ventes de produits agricoles, textiles ou moins stagnées au cours des dernières années et que les divers contrats récemment conclus par les entreprises françaises n'auraient pas de déficit commercial. La capacité de l'Inde à maintenir son niveau actuel d'importations étant déterminée, pour une large part, par ses recettes en devises, New-Delhi estime qu'il est dans l'intérêt des deux parties que la France étudie « comment elle pourrait aider l'Inde à augmenter ses exportations ».

D'où les suggestions formulées par la délégation indienne : envoi de missions d'achat sectorielles (une mission d'acheteurs français devrait effectivement se

rendre en Inde prochainement), obtention d'une aide française pour améliorer et renforcer les efforts de promotion commerciale de l'Inde en France, étalement de bureaux chargés d'identifier les domaines et les partenaires possibles pour des coopérations industrielles bilatérales, création par le gouvernement indien d'un comité de coopération commerciale et de fabrication de sous-ensembles pour la production de biens d'équipement, et intervention française en faveur de l'Inde auprès de la C.E.E. A ce sujet, la délégation française a estimé que la renouveau de l'accord de coopération industrielle bilatérale, et l'Inde devrait permettre à cette dernière d'accroître ses ventes de textiles en France.

Au terme de la visite de M. Jobert, on retiendra surtout l'objectif d'un nouvel ordre économique mondial, et l'Inde a été désignée comme l'un des pays de destination privilégiés de la Communauté européenne et de l'Inde. Les ventes françaises ont progressé de 43 % par rapport à l'année précédente, et on l'existe « à très importantes possibilités d'assistance technique et d'industrialisation bilatérale ».

PATRICK FRANCES.

M. JEAN SOULIER EST NOMMÉ AMBASSADEUR EN INDO-CHINE

Le Journal officiel de ce mardi 5 octobre publie la nomination de M. Jean Soulier comme ambassadeur de France en Indonésie, en remplacement de M. Daniel de Paris, récemment nommé ambassadeur à Chypre.

(né en 1922, diplômé de l'école des langues orientales, M. Jean Soulier a commencé sa carrière à Bangkok, où il a été en poste à trois reprises, notamment ambassadeur depuis 1978. Il a été également en poste, à Hanoï, à la direction d'Indochine de l'administration centrale, à Vientiane (1972-1975) et à Tokyo (1975-1978).)

● PRECISION. — C'est par erreur que nous avons écrit, dans le Monde daté du 5 octobre que l'Indonésie ne participait pas au Cocom. C'est l'Indonésie qu'il fallait lire.

L'Iran réclame la compétence du Conseil de sécurité « parce qu'il est présidé par la Jordanie, complice de l'Irak »

Le Conseil de sécurité des Nations unies a, lundi 4 octobre, voté à l'unanimité une résolution demandant un cesse-le-feu immédiat sur le front irano-irakien et le retrait des forces armées derrière les frontières. Mais l'Irak avait fait savoir auparavant qu'il ne se retirerait pas de la zone de sécurité « n'est pas compétent pour statuer sur cette affaire parce qu'il est actuellement présidé par la Jordanie, complice de l'Irak ».

Sur le théâtre des hostilités, l'armée irakienne a fait état, le même jour, d'une nouvelle offensive iranienne à proximité de Mandali, qu'elle a affirmé avoir « mise en échec ». L'Irak a annoncé, pour sa part, lundi, avoir dénombré « plus de trois cents morts irakiens » sur les champs de bataille. Selon l'Irak, l'avion iranien a bombardé des objectifs civils, tuant deux enfants dans la région de Gilan. Le mouvement iranien d'opposition

des Moudjahidin du peuple assure, dans un communiqué publié, mardi, à Paris, que « les prisonniers de guerre irakiens sont collectivement massacrés par le régime Khomeiny ».

Le roi Hussein de Jordanie, qui a tenté ses sujets à venir combattre au côté de l'Irak, est arrivé mardi à Bagdad pour s'entretenir avec le président Saddam Hussein de la situation créée par la reprise des hostilités.

D'autre part, l'avion de transport militaire irakien décapoté dimanche 3 octobre (le Monde du 5 octobre), avec à son bord soixante-seize passagers civils, par quatre avions de l'air (dont un iranien) a été abattu par un missile iranien. Tous les passagers ont été libérés sans d'une école à Dohat. — (A.F.P., Reuters, A.P., U.P.I.)

ASIE

Pékin s'applique à décrire l'atmosphère des rapports entre la Chine et l'U.R.S.S.

Au moment où de nouvelles conversations sino-soviétiques sont sur le point de s'ouvrir à Pékin, le ministre chinois des affaires étrangères, M. Huang Hua, a prononcé, le lundi 4 octobre devant l'Assemblée générale des Nations unies un discours devenant plus modéré que les années précédentes, notamment à l'égard de l'U.R.S.S. Enumérant « les principales sources menaçant la paix », M. Huang Hua a cité, dans l'ordre, « l'impérialisme, l'hégémonisme et le colonialisme ». Il a accusé l'Union soviétique, nous indique notre correspondant Nicolas Bernheim, d'avoir « piétiné grossièrement la charte de l'ONU » en Afghanistan, mais il a également souligné les responsabilités encourues au Liban par les Etats-Unis.

De notre correspondant

Pékin. — Les consultations exploratoires qui s'engagent cette semaine à Pékin entre M. Ilyichine, vice-ministre soviétique des affaires étrangères, et son collègue chinois M. Qian Qichen, n'ont été troublées, dans leur préparation, par aucune polémique particulière. Depuis plusieurs semaines, tout se passe, au contraire, comme si la partie chinoise s'appliquait à décrire l'atmosphère des rapports entre les deux pays d'agences Chine nouvelle a rendu compte largement du discours de M. Gromyko aux Nations unies, mentionnant simplement son silence quant à un éventuel retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan. Dans le même temps, Pékin a fait état avec un soul de détail stupéfiant des diverses festivités organisées dans les pays est-européens à l'occasion de la fête nationale chinoise du 1^{er} octobre et des messages adressés par les gouvernements et parlements de ces Etats aux institutions chinoises correspondantes.

Certes la presse continue à rendre compte des combats entre résistants afghans et troupes d'occupation russes au de la situation sur le terrain au Cambodge. Mais, en aucune manière, le ton n'a été baissé. Les dernières passes d'armes, notables, la stratégie « expansionniste » de l'U.R.S.S. remontant au mois de mars dernier, antérieurement d'ailleurs au discours prononcé par M. Brejnev à Tachkent le 28 mars.

Cette situation diffère radicalement de l'atmosphère polémique qui avait entouré, en 1978, la reprise des contacts sino-soviétiques. Cette différence n'est pas la seule par rapport à 1979. Il y a trois ans, c'est à la suite d'une proposition chinoise que s'étaient ouvertes les conversations entre les deux pays. La Chine avait alors l'espoir, disait-elle, que ces discussions permettraient « le maintien et le développement des relations normales d'Etat à Etat sur la base des cinq principes de la coexistence pacifique ».

L'intervention soviétique en Afghanistan, trois mois plus tard, devait mettre fin à ces échanges de vues. La situation dans ce pays n'avait pas changé depuis lors et Pékin, continuant, en principe, de ne pas s'accommoder, il était compréhensible que ce fut, cette fois, Moscou qui fit les premières pas. A deux reprises, ces six derniers mois, M. Brejnev a tenu la parole aux

dirigeants chinois. Entre-temps, le XII^e congrès du P.C. chinois s'était tenu et M. Hu Yaobang, dans son rapport, avait évoqué la possibilité d'une « normalisation » entre Pékin et Moscou. L'U.R.S.S. a décidé de « prendre des mesures concrètes en vue de la normalisation des relations ».

Ces indications sont importantes dans la mesure où elles permettent de mieux cerner la position chinoise à la veille du début des conversations de M. Ilyichine à Pékin. Aucune des deux capitales, jusqu'ici, n'a vraiment précisé ses intentions, mais on peut noter que, du côté chinois, il ne paraît pas être question d'éclaircir les discussions à un examen de la politique soviétique dans l'ensemble du monde. Les déclarations de M. Hu Yaobang montrent que Pékin souhaite se limiter aux problèmes bilatéraux et à ceux qui relèvent de son environnement immédiat (Asie du Sud et Asie du Sud-Est) et dont il est partiellement sensible qu'ils soient abordés.

La Chine reconnaît-elle l'existence d'un « passé de non-accord » entre les deux pays qu'elle avait avoué en 1974 ? L'Union soviétique reprend-elle l'idée d'une déclaration énumérant les principes devant régir les relations bilatérales ? Dans l'esprit des dirigeants de Moscou, un tel document aurait dû, il y a trois ans, prendre la suite du traité de non-agression signé à Pékin. Il est fort probable que le tour diplomatique subsiste encore un certain temps, au moins, en tout cas, jusqu'à ce que les deux parties décident d'engager, d'ici quelques semaines, des négociations officielles.

MANUEL LUCBERT.

VOS SANITAIRES REMIS A NEUF

• Double, en un jour, sans démontage, sanitaires, baignoires, toilettes, W.C., évacuations, lavabos, douches, etc.

• Remise à neuf totale ou partielle, en tout confort au choix (humainement possible).

SAMOTEC
7, rue Saint-Hippolyte - 75013 Paris
255.44.89

● Aujourd'hui la Chine a rayé de l'association des Etats francophones, consacrant le « dossier » de son dernier numéro à la santé et à la médecine en Chine populaire. Outre des articles sur l'acupuncture, la médecine traditionnelle et la diététique chinoise, on y trouve notamment d'intéressantes informations sur la situation de la médecine traditionnelle en Chine. Depuis l'invasion de la Chine par les japonais, les échanges culturels et scientifiques entre la Chine et l'Occident ont été réduits à l'extrême. Les échanges médicaux ont été interrompus. Les échanges médicaux ont été interrompus.

● Une délégation du groupe d'amitié France-Vietnam de l'Assemblée nationale se rendra en visite officielle au Vietnam du Nord le 15 octobre. La délégation sera conduite par M. Bernheim (P.C., Hauts-de-Seine), président du groupe d'amitié.

906351967201923461346589102948137591718511
983412798325891456789106435876542891928374
168356479156132768952178395416879316521398
283651942569136491089410741930731035910527
908410228601482690294531096512390854102968
906351967201923461346589102948137591718511
983412798325891456789106435876542891928374
168356479156132768952178395416879316521398
283651942569136491089410741930731035910527
908410228601482690294531096512390854102968
906351967201923461346589102948137591718511
983412798325891456789106435876542891928374
168356479156132768952178395416879316521398
283651942569136491089410741930731035910527
908410228601482690294531096512390854102968
906351967201923461346589102948137591718511
983412798325891456789106435876542891928374
168356479156132768952178395416879316521398

Rentabilité: les chiffres n'ont jamais été aussi parlants.

Etre un transporteur public ou privé aujourd'hui, c'est gagner tous les jours la bataille de la rentabilité. Et celle-ci commence par l'outil de travail : le parc de véhicules. De leur perfection technique dépendent votre efficacité et votre économie : des prestations de service qui les entourent dépend votre gestion. Dans ces deux domaines, nul doute que Mercedes-Benz vous offre le maximum d'assurances qu'un professionnel du transport puisse souhaiter : celles des chiffres.

Mercedes-Benz : la technique parle.

L'avance technique Mercedes est reconnue et saluée par tous. Régulièrement, des innovations viennent la confirmer. Mais l'objectif fondamental de la marque demeure toujours le même : la recherche de la meilleure rentabilité. Les services de recherche de Mercedes-Benz ont ainsi apporté de nouveaux perfectionnements à tous les éléments qui entrent dans le calcul du coût de revient kilométrique : consommation, puissance, temps d'immobilisation pour l'entretien, cinématique, etc. D'où le maxi-rendement : les moteurs Mercedes V8 et V6, où la puissance et le couple sont présents à tous les régimes. D'où la rentabilité cachée : les châssis Mercedes, qui conjuguent robustesse et adaptabilité. D'où la rentabilité du confort : les cabines Mercedes, qui répondent aux principes appliqués au confort des berlines Mercedes. Pour vous, le résultat est là : c'est à chaque instant et dans toutes les conditions que s'apprécie la rentabilité d'un Mercedes.

Mercedes-Benz : les services répondent.

10 ans d'Assistance Transport : 10 ans d'expérience. Pour Mercedes-Benz, la perfection technique n'a de sens que si elle s'accompagne d'une égale perfection de services fournis aux transporteurs. Voilà pourquoi, depuis 1972, nous vous offrons un ensemble d'assistances, aussi bien d'avant-vente que d'après-vente, qui n'ont pas d'équivalents chez les constructeurs et qui concourent toutes à la plus haute rentabilité de votre entreprise.

Ainsi, le programme informatique FIS vous aide à calculer rapidement et avec précision la rentabilité de chacun de vos véhicules.

Ainsi, le programme informatique TRASCO vous aide à sélectionner dans la gamme Mercedes le véhicule le mieux adapté à vos exigences de puissance, de parcours et de remplissage.

Ainsi, le programme informatique OPTEZ vous aide à déterminer la date idéale de renouvellement de vos véhicules.

Ces services gratuits s'intègrent à un environnement Mercedes-Benz, où tout est axé sur votre rentabilité : un réseau de 350 points de service régulièrement répartis sur le territoire français, pour qu'un Mercedes ne soit jamais, en moyenne, à plus de 25 km de l'un d'entre eux; un système de livraison de pièces détachées en moins de 24 h; un nouveau contrat d'entretien-réparation Mercedes-Benz, une permanence d'Assistance-Dépannage dans 50 points de services Mercedes Assistance Express, etc. Vous le voyez, dans la bataille de la rentabilité, Mercedes s'engage totalement à vos côtés.

Mercedes-Benz : le choix s'impose.

Si le système TRASCO, qui permet de choisir le

véhicule le mieux adapté à son usage, a été créé, c'est en grande partie parce que la gamme Mercedes vous offre véritablement l'embarras du choix.

Porteurs, tracteurs de 2,5 à 180 t, boîtes de vitesses, chaînes cinématiques, sans compter les options qui sont conçues réglementairement d'origine comme par exemple pour le transport de produits dangereux (RTMD et ADR), vous disposerez toujours chez Mercedes du véhicule correspondant à vos besoins.

Un autre exemple : par l'intermédiaire de son service technique gratuit Avant-Vente, Mercedes met à votre disposition des techniciens spécialisés qui vous conseilleront sur le choix du porteur le plus adapté à votre carrosserie standard ou sur mesure. Ceci grâce aux relations permanentes qui existent entre Mercedes et les plus grands carrossiers français.

Cette richesse de la gamme et de ses services n'est évidemment pas le fruit du hasard. Mercedes, depuis toujours, est à l'écoute de vos besoins, que vous soyez transporteur public ou transporteur privé. Cette expérience, Mercedes et son réseau de 350 points de service l'ont acquise avec vous sur le terrain. C'est pourquoi, aujourd'hui, Mercedes disposera toujours du véhicule le mieux adapté à votre transport et des services complémentaires répondant à vos besoins.

Pour Mercedes, c'est le code de conduite de la rentabilité.



Mercedes-Benz.
La rentabilité par la perfection technique
et les prestations de service.

"Département Mercedes-Benz Financement. Un financement personnalisé pour votre Mercedes : crédit, crédit-bail, location."

Cyber & Media

هكذا من الاول

هكذا من الأصل

PROCHE-ORIENT

LE CONFLIT DU LIBAN ET SES RÉPERCUSSIONS

Jérusalem insiste sur le caractère limité du raid aérien contre les forces syriennes

(De notre correspondant)

Jérusalem. — Le raid israélien du lundi 4 octobre était limité. Il n'a duré que quelques minutes. Il était concentré sur le col de Dahr-Baidar, sur la route Beyrouth-Damas, et une seule rampe de missiles Sam 3 aurait été détruite, selon le porte-parole de l'armée israélienne. Aucune confrontation avec la précédente opération contre l'armée syrienne et les fedayin palestiniens le 13 septembre : des bombardements intenses pendant plusieurs heures et de multiples objectifs atteints. Les rares explications fournies à Jérusalem après le raid aérien de lundi sont assez confuses, sinon contradictoires, mais semblent traduire en tout cas une attitude de relative prudence de la part du gouvernement de M. Begin.

Dans les milieux proches du cabinet, on souligne que ce raid n'était pas une riposte à l'embuscade dont ont été victimes, le 3 octobre, six soldats israéliens sur la route Beyrouth-Damas, mais la conséquence des événements récents adressés à l'armée syrienne pour la dissuader de déployer au Liban des missiles anti-aériens, donc la suite d'une série d'opérations entreprises depuis le mois de juin pour détruire ce type d'engins. Ainsi Israël entend-il garder la maîtrise du ciel et maintenir l'armée syrienne en position de faiblesse afin d'obliger à reculer au plus tôt le territoire libanais. Le fait que cette attaque ne soit pas liée officiellement à l'embuscade de dimanche apparaît évidente par un commando palestinien peut laisser supposer que le gouvernement israélien se réserve la possibilité d'agir contre les fedayin se trouvant à l'intérieur des lignes syriennes.

La plupart des observateurs israéliens estiment cependant que le gouvernement se soit réuni, lundi, en séance extraordinaire — en présence du chef d'état-major et de plusieurs officiers — uniquement pour décider ce raid, même si certains ministres entendent désormais mieux contrôler l'action de l'armée et les initiatives du ministre de la défense, M. Ariel Sharon. Le conseil des ministres pourrait donc avoir pris d'autres décisions, mais on ne le saura que lorsque la réunion a été placée sous le sceau du secret absolu.

Par ailleurs, si on confirme, de source militaire, que ce raid n'était pas conçu comme un acte de représailles, on laisse néanmoins entendre sans plus de précision, que c'était une « mise en garde ». Cette indication permet de penser que les priorités israéliennes, conformément à ce qu'ils ont souvent déclaré, ont voulu inciter l'état-major syrien à tenir fermement en lais les combattants palestiniens pour les obliger à respecter le cessez-le-feu, et éviter ainsi à l'armée israélienne d'intervenir davantage.

Selon une interprétation à laquelle se livre l'ensemble de la presse israélienne, le gouvernement de M. Begin souhaiterait que l'incident de lundi reste isolé pour ne pas remettre en cause les négociations actuellement menées par les Américains en vue de l'établissement d'un calendrier de retrait du Liban des forces israéliennes libérées de palestiniens. M. Begin devait rencontrer ce mardi soir M. Morris Draper, l'adjoint de M. Habib, dont les dernières conversations à Damas ont été qualifiées de « encourageantes ».

Cette attitude semble évidemment quelque peu contradictoire, le gouvernement de M. Begin sachant qu'il ne peut guère prendre le risque de s'opposer encore à la politique de Washington. En outre, tenant compte du « milieu intérieur » et des critiques de plus en plus nombreuses, les membres du cabinet brisent maintenant de dire que l'armée est prête à passer l'hiver au Liban, mais laissent entendre qu'elle envisage un retrait « partiel » négocié dans les plus brèves délais afin de limiter les conséquences d'une guerre fort coûteuse à tous points de vue.

M. Fossef Sarid, député « colombe » du parti travailliste,

comme le mouvement Jeune garde de ce parti, et le journal *Davar* (de tendance travailliste) ont souligné que la mort de six soldats, dimanche, paraissait « vaine » maintenant et devrait faire comprendre au gouvernement que l'armée devrait se replier rapidement. Par ailleurs, le quotidien *Yediot Aharonot* a rappelé, le 4 octobre, qu'une nouvelle pétition circulait dans l'armée pour réclamer la démission de M. Sharon et que deux cent soixante officiers d'active et de réserve l'avaient déjà signée.

Des enseignants expulsés de Cisjordanie

En Cisjordanie, le vice-président du centre universitaire de Naplouse, M. Abdou Rahman Chahine, palestinien de nationalité jordanienne, devait être expulsé le 5 octobre vers la Jordanie, sur décision des autorités israéliennes, pour avoir, comme beaucoup de ses collègues, refusé de signer un document significatif s'engageant à ne pas soutenir l'O.L.P. et n'avoir aucune activité hostile à Israël. Treize enseignants de l'établissement ont déjà été expulsés pour cette raison et quinze autres sont menacés de l'être, ce qui entraînerait la fermeture de l'établissement, l'un des trois centres universitaires de Cisjordanie.

La signature d'un tel document est une nouvelle mesure imposée par l'administration civile israélienne à tout enseignant et étudiant qui n'est pas considéré comme résident de la région où est situé le centre universitaire. Elle a commencé à être appliquée le mois dernier et a déjà provoqué de multiples protestations, d'autant que l'université de Bir Zeit près de Ramallah a été fermée une nouvelle fois pendant deux mois par les autorités israéliennes. Cependant, l'administration civile a accordé l'autorisation nécessaire à la réouverture d'un nouvel hôpital de trois cent trente lits à Ramallah. Cette décision était attendue depuis longtemps dans cette région où les établissements scolaires sont fermés en nombre considérable, malgré les dénégations des autorités israéliennes. L'administration civile a également permis à M. Chahine, comme elle le fait depuis plusieurs mois pour d'autres cas — que la construction du nouvel hôpital ne serait pas financée par des fonds provenant du Comité conjoint constitué par le gouvernement jordanien et l'O.L.P.

FRANCIS CORNU.

MM. BOURGUBA ET MITTERRAND SE FÉLICITENT DE LEURS INITIATIVES AU PROCHE-ORIENT

M. François Mitterrand et M. Habib Bourguiba, président de la République tunisienne, se sont entretenus en tête à tête pendant une heure, lundi 4 octobre, au château de Rambouillet.

Dans une déclaration où il se présente comme « messager de la paix », M. Bourguiba, qui se trouve en France à titre privé, indique que la conversation a porté principalement sur le Proche-Orient, mais que les deux chefs d'Etat se sont félicités « des initiatives prises respectivement par la France et la Tunisie ».

De son côté, l'Élysée a rendu public un message adressé par M. Mitterrand au président de la République tunisienne, l'appel lancé le 26 septembre par M. Bourguiba pour « une reconnaissance mutuelle d'Irak et de l'O.L.P. » (le Monde du 28 septembre). « Vous avez une nouvelle fois réussi de façon solennelle le langage de la violence et des armes », écrit notamment le président français. « Votre appel souligne la juste titre qu'une paix durable au Proche-Orient ne peut être obtenue qu'à partir de la reconnaissance mutuelle des parties au conflit. Soyons donc, votre message constitue un encouragement pour tous ceux qui souhaitent progresser dans la voie de la justice et de la paix ».

RADIO COMMUNAUTÉ ET « L'ARCHE »

Emission spéciale à partir de 20 h sur 94.4 MHz en F.M.

L'ALGÉRIE VINGT ANS APRÈS

Avec R. Baci, Y. Courrière, E. Macias, J.-L. Allouche et R. Ascol

Témoignage des auditeurs en direct : Tel. 723-45-36

Des affrontements opposant pro- et antisyrriens ont fait 20 morts et 45 blessés à Tripoli

(De notre correspondant)

Beyrouth. — Le président Amine Gemayel avait le choix : prendre en considération l'opinion nationale au niveau de la classe politique ou trahir l'opinion publique avec l'image du renouveau. M. Chafic Wazzan, personnalité de la première option, le général Ahmed El-Balji la seconde. Il a désigné M. Wazzan comme premier chef de gouvernement de son mandat, estimant que la sauvegarde de la coopération active de la classe politique est plus essentielle, au stade actuel, que le souhait diffus de changement d'une population en tout cas satisfaite de l'évolution de la situation.

En outre, M. Chafic Wazzan, personnage peu considéré jusqu'à sa nomination en 1980 à la tête du gouvernement, a été le co-réacteur d'assurances des attitudes qui lui ont valu l'estime générale. Cette des chrétiens d'abord, lorsqu'il a adopté des positions dites « libanaises », face aux Palestiniens, en demandant le retrait de leurs combattants. Celle des musulmans ensuite, par ses positions dites « nationales », face aux Israéliens, et se montrant ferme, autant que faire se pouvait, dans la dure négociation engagée par l'intermédiaire de M. Philip Habib. De plus, il était demeuré à Beyrouth-Ouest, taguant ainsi le sort de sa population assiégée et bombardée.

M. Wazzan dispose donc, lui aussi, d'un capital populaire qui lui permettrait de faire face aux attentes, de nouveau agitées, des députés et autres politiciens libanais. La tâche de son gouvernement est précise : obtenir l'évacuation des troupes étrangères — syriennes, palestiniennes, israéliennes — du Liban et parachever la pacification du pays, pour y entreprendre des réformes. L'armée y fait acte d'autorité quotidienne, et ce mardi a bouclé tout le quartier de Hamra, fermé les rues de la ville, et y entreprendre des perquisitions.

Il semble clair que, si pour la ville de Beyrouth, les choses devaient se dérouler sans difficulté, M. Bourguiba, lui-même pour l'évacuation du reste du territoire national. Au contraire, vu l'état des relations irako-iraniennes, on estime ici que M. Bourguiba ne peut être instauré sans « la reconnaissance au peuple palestinien de son droit à l'autodétermination et notamment de son droit à l'indépendance et à l'intégrité territoriale ».

Irak

L'ancien président Bakr est mort

Bagdad (A.F.P. Reuters). — Le général Ahmed Hassan el Bakr, président de la République irakienne de 1968 à 1979, est mort à Bagdad lundi 4 octobre à l'âge de soixante-huit ans. La présidence a précisé qu'il a succombé à une maladie dont il souffrait depuis de longues années. Ses obsèques devaient avoir lieu ce mardi.

Un dirigeant effacé mais efficace

Militaire de carrière sans relief particulier, le général Hassan el Bakr avait accédé en 1968 aux plus hautes fonctions de l'Etat irakien grâce à son loyalisme envers le parti Baas au cours des années troubles de la fin du régime du général Kassam qui avait renversé la monarchie le 14 juillet 1958. Il avait également bénéficié de l'estime du roi Faysal Ier après des officiers supérieurs de l'armée, plus en raison de son intégrité que de ses compétences militaires. Chef d'Etat effacé mais efficace, pragmatique et modéré, il s'est adapté à merveille aux grands tourments politiques qui, sous l'impulsion du dynamisme vice-président M. Saddam Hussein — qui lui a d'ailleurs succédé le 16 juillet 1979 — marquaient l'histoire de l'Irak au cours de ces dernières années.

Né en 1914 près de Bagdad, dans le village de Bakr, qui a donné à l'Irak son nom, le général Bakr était issu d'une famille d'agriculteurs religieux et traditionalistes. Muezzin sunnite, dévoué, il se destina d'abord à l'enseignement. Diplômé de l'Ecole normale d'instituteurs en 1932, il entra à Bagdad jusqu'en 1938, date à laquelle il abandonna son métier pour entrer à l'Académie militaire.

Le 14 juillet 1958, Hassan el Bakr, devenu entre-temps général d'armée, participa au coup d'Etat du général Kassam, mais leur alliance fut de courte durée. En mars 1959, à la suite d'un soulèvement pronassérien à Mossoul, réprimé dans le sang avec la concours de militants communistes et kurdes, les officiers baasistes passèrent à l'offensive contre le général Kassam, accusé de s'être compromis avec un « groupe d'infiltrés sans religion ni conscience ». Un mois plus tard, le général Bakr est mis à la retraite d'office. En février 1963, il est l'un des principaux auteurs du coup d'Etat qui

taire syro-palestinienne dans la Bekaa et ne facilitant pas la négociation sur un retrait simultané de toutes les troupes étrangères. En faisant s'installer le statu quo, Israël généraliste considérablement le président Kassam, qui s'est engagé à ne pas retirer les mille deux cents « marines » de Beyrouth avant le départ complet des forces étrangères du Liban, mais qui, en même temps, ne peut se permettre sans inconvénient de les y maintenir indéfiniment.

Il n'est guère de plan où Israël facilite la tâche des Etats-Unis au Liban. Ainsi, dans la zone de l'aéroport de Beyrouth, l'armée de l'Etat hébreu s'est avancée, installant une position à 200 mètres des Américains ; et lundi, de vendredi, un raid aérien a eu lieu contre une batterie de fusées et d'autres positions syriennes, en représailles à l'embuscade tendue à un autocar militaire israélien à Alep, qui avait fait six morts parmi les soldats israéliens.

Le calme n'est pas non plus revenu dans le nord du pays, où des affrontements qui se sont produits au cours des dernières quarante-huit heures à Tripoli, entre pro- et antisyrriens, ont fait vingt morts et quarante-cinq blessés.

LUCIEN GEORGE.

● L'Assemblée du Conseil de l'Europe a adopté lundi 4 octobre une résolution estimant que les troupes israéliennes doivent « partager la responsabilité du massacre de personnes innocentes à Sabra et Chatila », mais n'a pas voté l'envoi d'une commission internationale sur place. Tous les amendements qui tendaient à la condamnation d'Israël ont été rejetés, mais le texte final condamne « le fait que les troupes israéliennes (...) ont assumé la responsabilité totale de maintenir l'ordre dans la région ».

Adoptée à une large majorité, la résolution exprime sa confiance en la volonté du président Amine Gemayel d'œuvrer en faveur d'une « reconnaissance nationale » au Liban. Les parlementaires de l'Europe des 31 retiennent leur conviction qu'une « paix de compromis » ne peut être instaurée sans « la reconnaissance au peuple palestinien de son droit à l'autodétermination et notamment de son droit à l'indépendance et à l'intégrité territoriale ».

AFRIQUE

LA DISPARITION A PARIS D'UNE OPPOSANTE MAROCAINE

L'hypothèse d'un enlèvement de Mme Allouach-Bourquai est prise au sérieux par la police

Après la disparition à Paris, mardi 28 septembre, de Mme Khadija Allouach-Bourquai, citoyenne française née au Maroc (le Monde du 5 octobre), l'hypothèse d'un enlèvement est prise très au sérieux par les services de police. Ce mardi matin 5 octobre l'ambassadeur du Maroc à Paris a été reçu au Quai d'Orsay.

Le jour même, l'ambassadeur d'Israël à Paris a été reçu au Quai d'Orsay, ainsi que les ambassadeurs marocain et israélien à la ville de l'Université de la Méditerranée de Marseille, le 6 octobre, en présence du prince héritier.

Mme Allouach-Bourquai, dans le cadre d'une conférence de presse, a été vue par Hassan II et le père, décédé, un Algérien-Tunisien naturalisé français en 1977, n'est pas une opposante politique de longue date au régime marocain. Elle s'est, en fait, émise de la disparition de ses trois frères, de nationalité française, également arrêtés le 2 juillet 1973 à Rabat par la police marocaine. La cause de cette arrestation de trois hommes ayant des liens avec la famille royale n'a jamais été clairement établie. Le porte-parole du Quai d'Orsay a confirmé, mardi 5 octobre, que Mme Allouach-Bourquai avait saisi le ministère du cas de ses frères en juillet 1973.

A la suite de l'échec d'une tentative d'évasion des trois frères, le 13 juillet 1973, en compagnie de militaires ayant tenu le coup d'Etat de Skhirat contre Hassan II, Mme Khadija Allouach-Bourquai ainsi que ses frères ont été arrêtés et détenus durant seize mois. Ainsi, en 1974, l'incarcération dans les sous-sols des locaux de la gendarmerie royale, elle aurait en la certitude que ses frères étaient toujours en vie. Relâchée, elle n'est de cesse de connaître leur sort, sans succès. C'est par « médiation » pour les « disparus » du régime marocain, et particulièrement ses trois frères, qu'elle a continué à agir, après son arrivée en France, en avril 1974. Pour activer, elle sollicite les démarches jusqu'à présent et auprès de Mme Danielle Mitterrand, se prévalant de la nationalité française de ses frères et de celle de son père.

En contact avec un inspecteur de la direction centrale des renseignements généraux, après avoir fait état, cet été, de menaces à son encontre, dans Paris, de policiers marocains, Mme Allouach-Bourquai a, nous l'avons dit, confié ses inquiétudes à ses proches lundi 27 septembre. Le lendemain, mardi, elle se rend avenue de Breteuil, dans le septième arrondissement, à un rendez-vous chez un chirurgien-dentiste. Elle le quitte peu après 18 heures et appelle son correspondant des renseignements généraux à 20 h 30, le lendemain.

La disparition de Mme Allouach-Bourquai est brutalement interrompue. L'arrestation de la famille, M. Allouach, son frère et sa sœur, époux de l'ambassadeur français, est estimée que « la disparition de l'opposante est la plus vraisemblable ». Il semble bien, en effet, qu'aucun proche n'ait été mis dans une confidence qui pourrait laisser croire à une mise à l'abri de Mme Allouach-Bourquai, pour sa sécurité personnelle. Si, en cette hypothèse, on voit une certaine confiance qui pourrait laisser croire à une mise à l'abri de Mme Allouach-Bourquai, pour sa sécurité personnelle. Si, en cette hypothèse, on voit une certaine confiance qui pourrait laisser croire à une mise à l'abri de Mme Allouach-Bourquai, pour sa sécurité personnelle.

EDWY MENEL.

AMÉRIQUES

Venezuela

TRENTE-HUIT GUÉRILLEROS TUÉS

Caracas (A.F.P. A.P. U.P.I.). — Trente-huit guérilleros et un policier ont été tués au cours d'un affrontement armé qui a eu lieu près de Caracas, à 200 kilomètres au sud-est de la capitale, lundi 4 octobre, à l'issue d'une source officielle dans la capitale vénézuélienne.

Les combats auraient duré toute la journée de lundi et mardi, provoquant de très nombreux blessés. Selon le communiqué officiel des autorités apparues dimanche, la force armée du Venezuela a tué 38 guérilleros et un policier. Les guérilleros ont été tués par la force armée du Venezuela. Les guérilleros ont été tués par la force armée du Venezuela.

Les combats auraient duré toute la journée de lundi et mardi, provoquant de très nombreux blessés. Selon le communiqué officiel des autorités apparues dimanche, la force armée du Venezuela a tué 38 guérilleros et un policier. Les guérilleros ont été tués par la force armée du Venezuela. Les guérilleros ont été tués par la force armée du Venezuela.

A TRAVERS LE MONDE

Afghanistan

● LES FORCES AFGHANO-SOVIÉTIQUES ont lancé une offensive dans la province de Pakia, dans l'est du pays.

Algérie

● UNE NOUVELLE FOSSÉ COMMUNE a été créée dans la région de Sig, dans le Nord-Ouest algérien, à l'initiative de la région algérienne A.P.E. Constatant de graves difficultés, elle se trouve dans un ancien centre d'internement gardé à l'époque par les parachutistes français, affirme l'agence. — (A.F.P.)

Costa-Rica

● UN FORUM POUR LA PAIX et la démocratie en Amérique centrale et dans les Caraïbes a été créé le lundi 4 octobre par un groupe de pays de la région à San-José de Costa-Rica. L'objectif sera en priorité d'élaborer des initiatives de paix afin de mettre un terme à la course aux armements et aux menaces de conflit dans la région. Les Etats-Unis, le Honduras, le Salvador, la Jamaïque, le Belize, la Colombie, le Costa-Rica, Panama, et la République dominicaine sont membres de cet organisme. Le Nicaragua n'a pas été invité à cette réunion. — (A.F.P.)

Inde

● LA MOUSSON A CAUSÉ LA MORT DE 332 PERSONNES et provoqué des dommages pour plus de 1 milliard de dollars, a annoncé lundi 4 octobre le ministre indien de l'Irrigation, M. Pannu.

● PLUS DE TRENTE PERSONNES ONT TROUVÉ LA MORT depuis un mois à Mersin, dans le nord de l'Irak, à la suite d'affrontements entre hindous et musulmans. Le chef d'une unité paramilitaire de quatre hommes, connu sous le nom de « Fatah », a été tué par un tir de mortier. — (A.F.P.)

● PLUSIEURS CERTAINES DE MILLIERS DE PERSONNES ONT DÉFILÉ lundi 4 octobre dans les rues de New-Delhi pour dénoncer la guerre d'Inde-Pakistan, à l'appel de six partis de gauche, dont le P.C.I. (proletariats communistes) et le P.N.A. (National Front). — (A.F.P.)

Roumanie

● LE PRÉSIDENT CEAUȘESCU, après avoir visité les marées de la capitale roumaine à l'occasion de la fête de la Victoire, a annoncé lundi 4 octobre qu'il avait nommé Agripaș, le chef de l'Etat et du parti a rejeté sur ces deux hommes la responsabilité des insuffisances du système de distribution des produits alimentaires qu'il avait constatées. — (Reuters)

SC.P.O. classe préparatoire CEPES

AFRIQUE

LE BURUNDI, PREMIÈRE ÉTAPE DU VOYAGE DE M. MITTERRAND

Le régime du colonel Bagaza veut assurer le développement par le regroupement des paysans

De notre envoyé spécial

Bujumbura. — Ces histoires de Hutus et de Tutsis sont tout simplement folkloriques », affirme avec force le colonel Jean-Baptiste Bagaza, chef de l'Etat du Burundi. Après les tueries de 1972, par lesquelles la minorité tutsi, aujourd'hui au pouvoir à Bujumbura, entendait mettre en œuvre « la solution finale » du problème hutu, tout ce qui touche aux questions ethniques est ici considéré comme un sujet « dépassé ».

Le président Bagaza développe ce point de vue en ces termes : « Il n'y a qu'un Burundi, ni territoire hutu, ni territoire tutsi. Ni les Hutus, ni les Tutsis ne possèdent de langue, de culture, de religion qui leur soient propres. Il n'existe donc qu'une seule tribu, celle des Burundis ».

A en croire le président du Burundi, les théories des ethnologues, distinguant une majorité hutu d'origine bantoue essentiellement vouée à l'agriculture, une minorité tutsi d'origine hamitique, éleveurs conquérants venus du Nord, et un groupe résiduel très apparemment autochtone, sont « erronées » et ont été « reprises par des gens de mauvaise foi à des fins exclusivement politiques ».

La loi du silence

Tout ce qui pourrait perpétuer « des divisions qui nous jamaïs existèrent » est donc strictement interdit. Le gouvernement veut, proclame le président Bagaza, fêter la réconciliation nationale, et tout ce qui constitue un obstacle à cet objectif est écarté sans ménagement. Il suffit de quelques heures de séjour pour constater que non seulement il y a des questions qu'il est étonnant de ne point poser, mais que certains mots doivent être totalement oubliés. C'est ainsi que deux ouvrages de publication récente, un manuel de géographie et l'Atlas du Burundi, édités avec le concours des services français de coopération, traitent longuement de la population du pays sans n'employant que le dénominateur burundais.

« On ne veut plus entendre parler ni de tribalisme ni de régionalisme ; en même temps qu'on lutte pour extirper l'un et l'autre, on s'abstient scrupuleusement d'en parler », nous dit un diplomate. Il ajoute toutefois : « Dix ans après le génocide de 1972, les gens vivent dans la terreur. La seule force est l'armée. Celle-ci est, à dessein, toujours en mesure de brasser, là où vit la majorité rurale hutu, ainsi soumise à une série de mesures d'intimidation permanente... ».

Tel n'est pas l'avis de tous les observateurs étrangers. C'est ainsi qu'un enseignant belge, critique sur d'autres points, nous dit : « Le gouvernement Bagaza compte à son actif de sérieux efforts de conciliation. Mais sa stabilité est directement liée à l'observation d'une certaine modération dans son attitude à l'égard des Hutus... ». Les dirigeants burundais proclamant sans hésitation : « Tous les citoyens de cet Etat sont aujourd'hui enfin égaux devant la loi », et chacun d'insister, à l'envi, sur l'emploi par tous d'une même occupation du sol, l'identité des noms patronymiques, la multiplicité des mariages mixtes, l'absence (toute relative) de distinctions somatiques, etc... ».

Des options modérées

Ce qui semble clair en tout cas, c'est qu'en recourant à des méthodes fondamentalement différentes, les dirigeants du Burundi, comme ceux du Rwanda d'ailleurs, s'efforcent d'intégrer à la vie nationale la totalité des éléments de la population. Mais à Bujumbura comme à Kigali, l'intégration trouve ses limites dans les risques de déstabilisation que font peser les « ultras » — Tutsis de ce côté de la frontière, Hutus de l'autre côté.

« Tous les Burundis sont frères », proclament les responsables politiques. Mais un expert de passage conclut : « Dans le gouvernement, l'armée, l'administration, la pondération tutsi est indéniable. Le système éducatif élitiste, parce qu'il enseigne le primaire est dispensé en kirundi, l'enseignement secondaire est donné en français, ce

qui joue en faveur de la minorité tutsi francophone... ».

Quoi qu'il en soit, le régime du colonel Bagaza a évité de céder à la tentation de la revanche, des épurations et liquidations politiques ou même des incarcérations arbitraires. En succédant, le 1^{er} novembre 1976, au colonel Micombero, écarté du pouvoir par la force, la nouvelle équipe a choisi la modération et a renoncé aux procès politiques. Après quelques mois de mise en résidence surveillée, l'ancien président hutu a pu quitter le pays discrètement, dès 1977, et depuis lors il vit en République de Somalie, où il est inscrit à l'université de Mogadiscio.

En mai dernier, le colonel Bagaza a pris l'engagement d'organiser des élections législatives en octobre, promesse qui ne va point sans susciter quelques problèmes. En effet, les Tutsis, qui, démographiquement, sont minoritaires, ne peuvent apparemment pas couvrir le risque d'une défaite. C'est sans doute pourquoi l'un des membres de l'entourage présidentiel nous dit : « Bagaza veut et doit démocratiser, mais il ne peut, ni ne doit, aller trop vite, ni trop loin... ».

Pourtant, M. Emile Mwaroha, secrétaire général du Parti pour l'Unité et le progrès national (Uprona), considéré comme le « numéro deux » du régime, est catégorique : « Le parti a défini deux priorités, la mobilisation des populations pour l'accroissement de la production et la démocratisation des institutions ». Ce docteur en Sorbonne, qui avait auparavant étudié à l'université de Clermont-Ferrand en 1968, croit à la démocratie burundaise et s'en fait l'avocat. Il insiste — outre les contacts internationaux du parti — sur le fait que tous les dirigeants de l'Uprona sont élus. Le comité central et le bureau politique du parti remplacent, depuis 1979, le Conseil militaire suprême, aujourd'hui dissous, un référendum constitutionnel a eu lieu, les élections législatives d'octobre, l'élection présidentielle, doit avoir lieu avant 1985.

Mais le grand dessein du gouvernement Bagaza est la politique de « villagisation », néologisme qui désigne ici une action spécifique de regroupement des populations par réaménagement de l'espace rural. Pour faciliter l'implantation des infrastructures, l'électrification, les constructions d'eau, les constructions d'écoles, le gouvernement a décidé de mettre fin à la dispersion de l'habitat par colline, qui caractérise ce pays de montagnards, pour multiplier les villages. Il s'agit d'un choix audacieux et risqué, mais dont les promoteurs du troisième plan de développement (1978-1982), voulant, comme le dit le ministre du développement rural, M. Kabuca, « sensibiliser les masses à travers le parti », ont résolument commencé la mise en œuvre, en dépit des réticences locales.

L'aide militaire de Paris

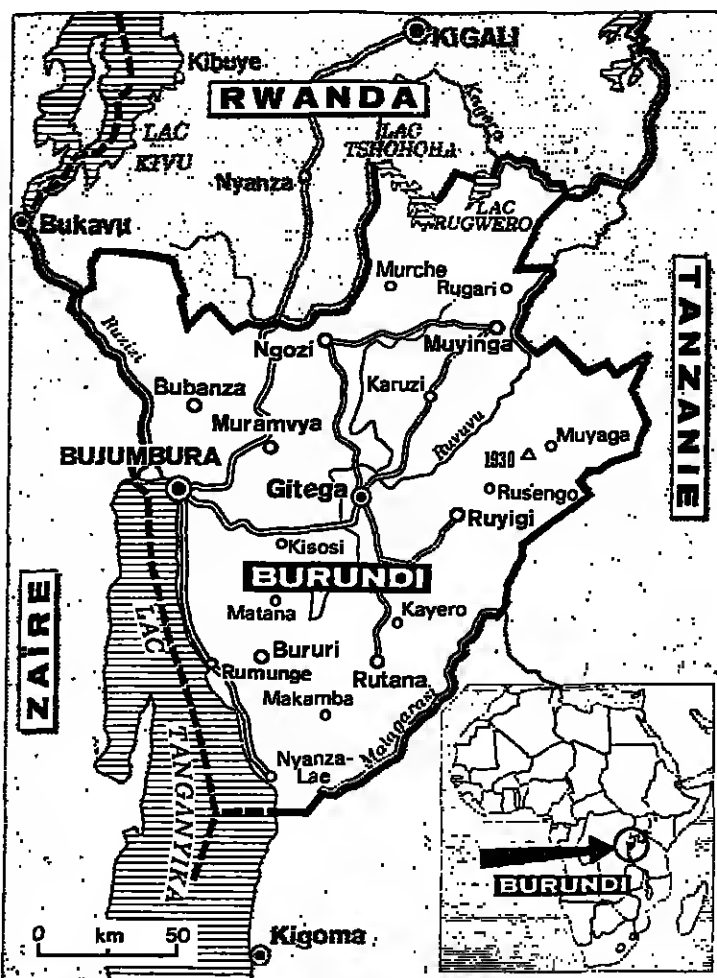
La politique de « villagisation » correspond à l'objectif prioritaire de développement du secteur rural. Le plan, « qui n'a été réalisé qu'à 60 % », admet-on à Bujumbura, prévoyait 110 milliards de francs burundais (1 franc français = 12 francs burundais), mais seuls 59 milliards ont été effectivement investis. La chute des cours du café, qui représente plus des trois quarts des recettes d'exportation, les conséquences du conflit entre l'Ouganda et le Rwanda, expliquent en partie cet échec relatif. Bien que cette « petite guerre » n'ait duré que six mois, de juin 1978 à janvier 1979, le Burundi, dont tout le commerce extérieur transite par ces pays, a subi un préjudice financier estimé à 4 milliards de francs burundais.

Quoi qu'il en soit, les rentrées de capitaux et l'aide extérieure permettent de combler le déficit existant entre les importations (15 milliards de francs burundais) et les exportations (9 milliards). La dette publique est modique (12 milliards). Non seulement le pays atteint l'autosuffisance alimentaire, mais il exporte quelques tonnages de céréales en Zambie et au Zaïre. D'autre part, parallèlement à l'extension et à la modernisation de ses plantations de thé et de café, le Burundi poursuit une politique réaliste d'industrialisation. Un vaste projet sucrier est en cours de réalisation dans la région du Mooso, dans l'est du pays, près de la frontière de la Tanzanie. Une verrerie est en cours de construction à Bujumbura. Mais ces dernières opérations sont directement liées à l'accroissement de l'aide étrangère.

française remplacent le matériel soviétique. La mission militaire française, que commande un colonel, dispense la formation des instructeurs dans les divers Prytanées dont l'école de gendarmerie et l'école de sous-officiers de Bujumbura et équipe, en aide directe, un bataillon du génie. Une trentaine d'officiers et de sous-officiers servent ici en permanence, et ont aidé l'armée burundaise à mettre au point une forme de service militaire adaptée aux tâches de génie civil.

Récemment, la France a fait don d'un navire porte-conteneurs qui a renforcé la flotte lacustre en service sur le Tanganyika. La Caisse centrale de coopération économique a participé au financement des travaux de modernisation de l'aéroport international de Bujumbura, à la construction de la station terrienne de la capitale, à la modernisation de la radiodiffusion. Pour le président Bagaza, la visite du chef de l'Etat français doit être l'occasion d'accroître l'aide française dans le domaine de l'éducation nationale et dans celui de la défense. C'est ce que nous a dit le président burundais, qui a ajouté : « La France est plus apte que tout autre pays du monde à coopérer avec nous... L'ancienne majorité portait exclusivement intérêt à l'exportation de la technologie française. Le président Mitterrand est sensible aux difficultés qui sont spécifiques aux pays les moins avancés... ».

PHILIPPE DECRÆNE.



Superficie : 27 834 kilomètres carrés, soit le vingtième de celle de la France. Population : 4 millions et demi d'habitants (estimation). Capitale : Bujumbura, 200 000 habitants (estimation). Principales ressources : café (80 % des recettes d'exportation), thé, coton, peaux.

IGT

GAGNER EN 20 MINUTES

VOS AIGLES

Exemple : départ Paris 11 h 15, déjeuner dans le TGV, arrivée à Lyon Brotteaux 13 h 59, prêt pour votre 1^{er} rendez-vous. Pour le retour, vous avez le choix entre les TGV de 18 h 02 ou de 19 h 03 et vous rentrez tranquillement en fin de journée en roulant jusqu'à 260 km/h.

(Publicité)
LE SPÉCIALISTE EN PORTUGAIS DU BRÉSIL
— Formation professionnelle
— Cours dans les entreprises
ou
PROGRESSIO 783-40-38
27, av. de Breteuil, 75007 Paris

501 من الاموال

هكذا من الأصل

Le Monde

politique

LA RÉUNION DU COMITÉ CENTRAL DU P.C.F.

M. Lajoinie : les travailleurs sont inquiets et mécontents

Le comité central du parti communiste, réuni lundi 4 octobre, a discuté de l'action pour le développement économique national, le progrès social et les droits des travailleurs. À partir du rapport que lui a présenté, au nom du bureau politique, M. André Lajoinie, membre du secrétariat, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, le comité central a poursuivi ses travaux, mardi, en abordant, sur le rapport de M. Maxime Gremetz, membre du secrétariat, quelques aspects de la situation internationale. Il doit se réunir de nouveau, au début du mois de novembre, pour examiner l'action du parti dans les entreprises.

Dans son rapport, M. Lajoinie évoque les « acquis sociaux et démocratiques importants » obtenus depuis seize mois. « Les forces de droite et du capital, responsables de l'état de déclin dans lequel nous avons trouvé notre économie, n'en continuent pas moins à combattre toute mesure positive », souligne-t-il. M. Lajoinie reproche aux adversaires de la gauche de chercher à « saboter la politique nouvelle », notamment en favorisant la spéculation contre le franc, la fuite des capitaux, en refusant d'investir et en faisant pression « pour que les entreprises, même nationalisées, continuent d'être gérées comme avant ». Il évoque, aussi, les attaques de la droite contre la légitimité de la majorité et contre la personne de ses dirigeants, ainsi que les « prévisions apocalyptiques » du C.N.F.P.

« Devant cette offensive forcée », déclare M. Lajoinie, il faut bien constater que, malgré des réaffirmations gouvernementales de tenir les engagements pris, un

certain nombre de mesures concrètes témoignent des effets de cette pression et, en même temps, offrent à la droite un terrain de manœuvre qu'elle ne manque pas d'utiliser. « Il en a été ainsi du blocage des salaires, avec les conséquences négatives actuelles sur le pouvoir d'achat des salariés ; du recul, dans le projet de budget 1983, devant la nécessité de justifier la fiscalité, avec, notamment, de nouvelles exonérations de l'impôt sur les grandes fortunes ; des projets concernant la Sécurité sociale, mettant en cause certains acquis sociaux, alors que d'autres solutions sont possibles. »

« De même, le plan sidérurgique, pour autant des démantèlements, ne va pas dans le sens de la reconquête du marché intérieur, tout comme la politique chorbionnière, qui n'assure pas, à l'heure actuelle, l'application des engagements pris concernant la croissance de la production nationale. »

« Enfin, ajoute M. Lajoinie, pour ne prendre qu'une décision récente, comment ne pas se poser des questions sur ce projet qui ne se contente pas d'ombrager, mais rétrograde, en fait, moralement et financièrement, les militaires jéjuns de l'O.A.S. condamnés pour crime de sang ? »

Cette situation a pour conséquence, affirme M. Lajoinie, une inquiétude et un mécontentement dans le pays, en particulier parmi les travailleurs. « Les sondages, observe-t-il, font état d'un recul de la confiance envers les principaux responsables de l'État, et les élections partielles européennes ont un net recul du parti socialiste sur les législatives de 1981, tandis que le score de notre parti est stable par rapport à cette consultation, où nous avions subi un revers sérieux. » M. Lajoinie souligne que ce mécontentement, qui ne profite pas, électoralement, au parti communiste, est la conséquence de la nécessité de réformes profondes pour trouver des solutions à la crise.

Pourtant, estime M. Lajoinie, la situation actuelle devrait « aider les travailleurs à comprendre, à partir de l'expérience, qu'on ne peut faire l'économie de mesures rigoureuses contre le capital pour sortir de la crise ». Il constate que, « même lorsqu'ils sont inquiets et mécontents », les travailleurs « ne veulent pas remettre en cause le gouvernement de gauche », car « ils craignent, à juste titre, le retour de la droite ». Il ajoute : « Il n'est pas, par ailleurs, exclu que les idées de résignation devant la crise, les idées de consensus fassent des progrès parmi certains travailleurs, véhiculées par l'idéologie dominante et trouvent des échos ou se mêlent même de la majorité et de certains syndicats. »

M. Lajoinie souligne que « seule l'intervention massive des travailleurs, permettant de faire échec à la pression réactionnaire, pourra maintenir les orientations à gauche ». Il estime que les communistes ont amélioré leur capacité à animer cette mobilisation. « Les gens se tournent vers nous (...). Le courant passe mieux, dit-il. Mais il ne faut pas se dissimuler que trop de communistes restent dans l'expectative, hésitant entre le soutien passif au gouvernement, comme s'ils se croyaient tenus à une correspon-

sabilité automatique, et la critique systématique, qui risque de les faire rejoindre sans discernement tous les mécontentements. »

Après avoir insisté sur « la nécessité que les communistes sortent de leur coquille », M. Lajoinie souligne que la bataille à mener a pour objet, en particulier, l'amélioration du pouvoir d'achat des travailleurs. Il s'agit là, dit-il, d'une question idéologique importante, fortement contestée par les chantages de partage du travail et de l'acceptation de la crise. Il ajoute : « Nous affirmons fermement et les économistes sérieux nous rejoignent sur ce point — qu'il n'y aura pas de renaissance économique nationale véritable, au moment où se produit la répartition scientifique et technique, si les travailleurs productifs, au sens large du terme, ne votent pas une large qualification encouragée par un pouvoir d'achat amélioré. » Cette amélioration conditionnée, en outre, la reconquête du marché intérieur. Il faut donc que, « à la sortie du blocage, le pouvoir d'achat des petits et moyens salariés soit augmenté et que celui des travailleurs couverts par des conventions collectives soit maintenu, dans le cadre d'un resserrement de la hiérarchie salariale. »

Deuxième Congrès de l'association internationale de gérontologie psychanalytique
TEMPS, VIEILLISSEMENT, SOCIÉTÉ
13-14 novembre 1982
PARIS
Ministère de la recherche et de l'industrie
1, rue Descartes, 75005 PARIS
Renseignements et inscriptions :
au secrétariat de l'association, 40, rue des Boulangers, 75005 Paris
Tél. : 354-72-53 et 634-17-86

Les communistes sont appelés à se mobiliser pour « maintenir le cap à gauche »

M. André Lajoinie, qui a présenté au comité central du P.C.F., lundi 4 octobre, le rapport du bureau politique sur l'action du parti dans les mois à venir, a indiqué aux journalistes que les communistes ne veulent pas « dramatiser » le déclin des affaires sociales sur deux aspects du plan de redressement de la Sécurité sociale. « Nous sommes prêts à discuter », a déclaré M. Lajoinie, en précisant les deux propositions du P.C.F. : trouver dans les arrières de cotisations patronales, qui s'élèveraient à 20 milliards de francs, les 2 milliards ou 3 milliards de francs escomptés du forfait hétéro ; porter à deux fois le SMIC (seulement 7 000 francs) le seuil à partir duquel une cotisation serait prélevée sur les pré-retraites, alors que le gouvernement a fixé ce seuil à l'équivalent du SMIC.

Le président du groupe communiste de l'Assemblée nationale a refusé de se prononcer sur l'initiative des parlementaires communistes lors du vote sur le projet de loi accompagnant le plan gouvernemental. « Suivant l'attitude du gouvernement, nous apprécierons », a-t-il dit. Il a indiqué que la journée de travail des groupes parlementaires communistes avec le gouvernement, demandée par le P.C.F. après la « séance » qui avait réuni les élus, les responsables et les ministres socialistes à Matignon, le 16 juillet dernier, avait été fixée au 14 octobre, à l'Assemblée nationale. Y participeraient, outre M. Pierre Mauroy, les ministres chargés des secteurs économiques et sociaux.

Franchir l'obstacle

Les dirigeants communistes ont choisi une attitude modérée face au problème que leur a posé M. Pierre Bérégovoy, en se prévalant, dimanche, de l'accord des ministres du P.C.F. sur son plan de financement de la Sécurité sociale (le Monde du 5 octobre). M. Pierre Juquin, membre du bureau politique, avait, dès lundi matin, sur Europe 1, adouci l'effet que pouvait produire l'abrupte mise au point, la veille, par M. Jack Ralho, ministre de la santé, qui avait reproché à son collègue des affaires sociales d'avoir fait état, au « Club de la presse », des délibérations du conseil des ministres, qui plus est, « de façon laxiste ». « Je dis, dans l'intimité, à Pierre Bérégovoy, que le reste réité à quelques-uns de ses remèdes pour la Sécurité sociale », a déclaré M. Juquin.

Les propos de M. Bérégovoy qui semblaient étendre au parti communiste l'impératif de solidarité gouvernementale auquel se soumettent ses ministres, procédait, sans doute, d'un agacement, déjà exprimé, en privé, par M. François Mitterrand, devant le fait que le P.C.F. n'hésite pas à tirer parti, voire à attribuer le mérite de mesures populaires, mais « d'émir » qui sont maladroitemment de celles qui le sont mal : il reste que les communistes, qui s'engagent de faire état des désaccords, qui s'expriment au conseil des ministres, peuvent considérer l'indiscrétion du ministre des affaires sociales comme un manquement à la solidarité gouvernementale. Si l'intention de M. Bérégovoy était confirmée, elle créerait un obstacle à la pratique de la participation au pouvoir, à laquelle les dirigeants communistes s'efforcent d'accoutumer leur parti. Les propos de MM. Lajoinie et Juquin témoignent d'une volonté de surmonter la difficulté présente en douceur.

Cette difficulté survient, en effet, à un moment où les dirigeants communistes impriment une inflexion sensible à leur soutien au gouvernement. Le rapport de M. Lajoinie devant le comité central corrépond, en effet, à une prise de conscience de l'importance de la participation au pouvoir, à laquelle les dirigeants communistes s'efforcent d'accoutumer leur parti. Les propos de MM. Lajoinie et Juquin témoignent d'une volonté de surmonter la difficulté présente en douceur.

Ces affirmations sont clairement tournées, non pas contre ce que M. Lajoinie a appelé lui-même « quelques réticences », face à la participation du parti au gouvernement, mais, au contraire, contre le « statu quo », de nombreux communistes, qui se croient tenus à une correspondance automatique. « C'est-à-dire qu'ils sont invités à « sortir de leur co-

quille » et à se lancer dans l'action pour faire aboutir les solutions à la crise que préconise le P.C.F. et qui ne sont pas nécessairement celles qu'applique le gouvernement. M. Lajoinie s'est efforcé de rassurer les communistes, en affirmant que, depuis quelques temps, « le courant passe », et que « les gens se tournent » vers le P.C.F. Il a précisé les responsables à multiplier les informations et les discussions, directement ou indirectement, avec les élus, dans un hôtel de la périphérie. Cinq-cent-dix participants ont pris la parole au cours de la soirée du vendredi et de la journée du samedi.

Un autre argument avancé par M. Lajoinie pour encourager les communistes à l'action est le « recul de la confiance envers les principaux responsables de l'État », indiqué par les sondages. « Il est rare que les dirigeants communistes se réfèrent publiquement à de telles enquêtes, — et la régression du P.S. dans les élections partielles, tandis que le P.C.F. se maintient à son niveau de juin 1981. En clair, le nouveau mandat de secrétariat du Comité central (M. Lajoinie est entré dans cette instance en février dernier) invite les communistes à ne pas se laisser impressionner davantage par la puissance apparente du parti socialiste, dont les dirigeants, dont de crédit et dont le capital électoral s'amoindrissent. »

L'autorité avec laquelle M. Lajoinie indique la voie à suivre, l'égalité que cette voie implique, il met en garde contre le risque de voir « les idées de consensus » faire des progrès, parmi les travailleurs. Mentionner ce risque, c'est alerter les communistes sur le danger principal pour eux, à savoir celui d'une « social-démocratisation » du pouvoir. L'appel que l'Assemblée communiste apporte au gouvernement est, en fait, une mise en garde, car, en cas de victoire, le P.C.F. ne se laisserait pas impressionner par la puissance apparente du parti socialiste, dont les dirigeants, dont de crédit et dont le capital électoral s'amoindrissent.

Au même moment, dans le numéro d'octobre des Cahiers du communisme, M. Juquin corrige l'interprétation à laquelle avait pu donner lieu un article de M. F. Darnet, membre du comité central, dans le précédent numéro de la revue (le Monde du 12-13 septembre). Dire que « toute mesure anti-crise a un caractère anti-communiste », signifie, précise M. Juquin, qu'on ne peut combattre la crise qu'en luttant contre le capitalisme. La situation, ajoute-t-il, n'est pas celle de la libération, où l'Assemblée nationale, élue à la tête de l'humanité, le 22 septembre, a relevé la France, mais « a repris la France », mais « a repris la France ».

C'est à M. Lajoinie, qui a servi le plus souvent, depuis sa prise de fonction, le rôle de médiateur entre les critiques contre le gouvernement et ses yeux, du gouvernement, face à la droite, qui est revenu de mettre cette interprétation à l'ordre du jour, en lui donnant la forme d'une « action de longue durée », destinée, dit-il, à « maintenir le cap à gauche ». M. Lajoinie a donné des indications précises à l'Assemblée nationale, qui doit être dans cette action, « un rôle de premier plan ». Une attitude nationale doit être édictée et il est envisagé de lancer des campagnes publicitaires, ce à quoi le P.C.F. s'est refusé, de la campagne présidentielle. Il s'agit, a-t-il dit, de « conquérir de nouvelles positions aux élections municipales et aux élections départementales ». M. Lajoinie a précisé que la participation au pouvoir, à laquelle les dirigeants communistes s'efforcent d'accoutumer leur parti, est une « action de longue durée », destinée, dit-il, à « maintenir le cap à gauche ». M. Lajoinie a donné des indications précises à l'Assemblée nationale, qui doit être dans cette action, « un rôle de premier plan ». Une attitude nationale doit être édictée et il est envisagé de lancer des campagnes publicitaires, ce à quoi le P.C.F. s'est refusé, de la campagne présidentielle. Il s'agit, a-t-il dit, de « conquérir de nouvelles positions aux élections municipales et aux élections départementales ».

« M. Bertrand Delanoë, porte-parole du parti socialiste, a déclaré, jeudi 4 octobre, que le conseil des ministres est un lieu où les décisions sont prises et que les interprétations des décisions gouvernementales, à M. Delanoë, est celle que le débat qui oppose M. Bérégovoy et M. Lajoinie concerne les ministres, le premier ministre et le président de la République. « Ce qui m'intéresse », a-t-il précisé, c'est la nécessité pour les partis de la coalition de gouvernement d'être loyaux, gouvernementale d'être loyaux, sans que cela entraîne à leur égard de proposition. »



Nous n'oublions jamais que vous avez le choix.

British Caledonian Airways.

Europe, Extrême-Orient, Asie, Afrique du Sud, Afrique, Moyen-Orient, Extrême-Orient.

Que ce soit en temps de vol ou à terre, avec British Caledonian, vous ne perdez pas de temps. Services fréquents de Paris-Charles de Gaulle à destination de l'Aéroport non-congestionné de Londres-Gatwick. Liaisons ferroviaires régulières et rapides de l'Aéroport au Centre de Londres. Le voyage est ainsi plus court et vous disposez donc de plus de temps à Londres. Pour de plus amples renseignements, consultez votre Agent de Voyages ou British Caledonian Airways, 5 rue de la Paix 75002 Paris Tél. 261 5021.

Nous n'oublions jamais que vous désirez vous rendre le plus rapidement possible de Paris au cœur de Londres.

Que ce soit en temps de vol ou à terre, avec British Caledonian, vous ne perdez pas de temps. Services fréquents de Paris-Charles de Gaulle à destination de l'Aéroport non-congestionné de Londres-Gatwick. Liaisons ferroviaires régulières et rapides de l'Aéroport au Centre de Londres. Le voyage est ainsi plus court et vous disposez donc de plus de temps à Londres. Pour de plus amples renseignements, consultez votre Agent de Voyages ou British Caledonian Airways, 5 rue de la Paix 75002 Paris Tél. 261 5021.

La préparation des élections municipales

DÉSACCORD AU SEIN DU R.P.R. A POISSY

De notre correspondant

Poissy (Yvelines). — La désignation de M. Jacques Maesden-Arus, R.P.R., conseiller général de Poissy-Nord, pour conduire la liste de l'opposition aux prochaines municipales a provoqué la démission immédiate du R.P.R. de M. Maurice Clerc, conseiller général du canton de Poissy-Sud.

M. Maesden-Arus, élu à la faveur d'une élection partielle le 22 novembre 1981, est le seul représentant de l'opposition au conseil municipal de Poissy dont le maire est M. Trébel, P.C. « Le R.P.R. ne veut plus de moi, je ne veux plus du R.P.R. », a déclaré M. Clerc, reprochant à

M. Michel Périard, député des Yvelines et maire de Saint-Germain-en-Laye, de lui avoir joué un mauvais tour. Ce dernier, chargé par M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., de coordonner la préparation des élections municipales dans l'ensemble du département, s'est appliqué à « le choisir ».

Poissy dispose de deux conseillers généraux susceptibles d'être candidats. C'est après une consultation des instances compétentes et un sondage de la SFRES que la décision a été prise de choisir M. Maesden-Arus.

D.R.

M. RENOUVIN (N.A.R.) :

l'unique ambition de la droite est de prendre sa revanche

M. Bertrand Renouvin, animateur de la Nouvelle action royaliste (N.A.R.), écrit notamment dans le numéro de *Jeune droite* du 30 septembre au 13 octobre : « Difficilement supportable quand on veut bien se souvenir des réalités passées, l'attitude de l'opposition de droite est cependant logique : elle n'est ni plus ni moins que la condamnation aveugle de la politique actuelle, car elle est incapable de concevoir autre chose que ce qu'elle a toujours fait. Sans programme ni projet, la droite apparaît infiniment plus négative dans sa critique qu'autrefois l'opposition de gauche : cette dernière, portée trop systématiquement, trop démocratiquement, trop méritiquement, avait le mérite de présenter un plan de réformes relativement cohérent.

« Au contraire, l'unique ambition de la droite est de prendre sa revanche, de reconquérir un pouvoir dont elle s'estime propriétaire. Sa seule intention est de démanteler, par le projet, la puissance qu'elle a perdue, et de rendre aux plus riches le peu qui leur a été enlevé. Le reste n'est que slogan creux comme ce « libéralisme du futur » annoncé par M. Giscard d'Estaing, ou cette idée d'un « capitalisme populaire » qui a toutes les chances d'être un attrape-nigaud (...).

« La gauche, par sa faiblesse, a gâché nombre de ses chances, et c'est d'autant plus regrettable que la situation créée le 10 mai ne se retrouvera pas de sitôt. Il n'en demeure pas moins que le président de la République et son gouvernement accomplissent (...) une politique qui doit être soutenue.

« M. Raymond Barre, qui participait lundi soir 4 octobre à un meeting à Tain-L'Hermitage (Drôme), a notamment déclaré : « La victoire de Mitterrand fut un accident, une déviation surprise pour les socialistes-communistes. Mitterrand lui-même n'y croyait pas. (...) Si l'opposition redevenait la majorité, elle remettrait la France en ordre, elle stabiliserait la monnaie et trouverait pour les entreprises des incitations nouvelles. » L'ancien premier ministre a appelé à se rassembler « tous ceux qui souhaitent le progrès dans la modernisation (...) et qui sont attachés au pluralisme ».

« M. Roland du Luart, sénateur (non inscrit) de la Sarthe, a adhéré au groupe des républicains indépendants que préside M. Philippe de Bourgoing, et qui compte désormais quarante-sept membres.

Député socialiste des Hautes-Alpes

M. DE CAUMONT EST RÉINTÉGRÉ

DANS LA FONCTION PUBLIQUE

M. Robert de Caumont, député socialiste des Hautes-Alpes, qui, en novembre 1980, avait été licencié de l'administration pour avoir « refusé le poste qui lui avait été assigné à l'expiration de sa disponibilité », est réintégré dans la fonction publique (il est mis en disponibilité en raison de son mandat parlementaire), par arrêté du premier ministre. Cette décision a pour conséquence de rapporter l'arrêté du 3 novembre 1980 licenciant M. de Caumont. A l'époque, celui-ci était administrateur civil au secrétariat d'Etat aux anciens combattants. Il avait refusé une mission d'étude sur la gestion prévisionnelle des personnels, estimant qu'il s'agissait d'un acte de pure et simple répression politique.

« Mme Olivier Guichard, épouse de l'ancien ministre du général de Gaulle, est décédée lundi 4 octobre des suites d'une pleurésie d'insulte. Elle était venue passer quelques jours à Néc, près de Libourne (Gironde), où elle possédait une propriété.

Mme Guichard, née Suzanne Vincent, avait épousé le 6 mai 1944 M. Guichard, dont elle avait trois filles, Males, Constance et Aline.

M. Olivier Guichard, maire de La Baule, député R.P.R. de Loire-Atlantique, président du conseil régional des Pays de la Loire, a quitté La Baule pour se rendre à Néc dès le lundi après-midi.

« RECTIFICATIF. — Dans nos éditions datées 30 septembre, nous avions indiqué que de nombreux commerçants toulousains avaient suivi le mouvement « ville morte » déclenché à l'appel du CID-UNATI à l'occasion de la visite, dans la capitale régionale, du chef de l'Etat. En fait, cette opération a été organisée par le CID (Comité interprofessionnel de défense des travailleurs indépendants), mouvement toulousain issu d'une scission avec le CID-UNATI en 1978.

CLICHY (Haute-Seine).

Désaccord au sein de la majorité à Clichy où M. Guy Schmitt, conseiller général communiste du canton revendiqué de conduire la liste d'union de la gauche en mars prochain. M. Gilles Cabot, conseiller technique au cabinet de M. Merand, ministre des P.T.T., a fait savoir récemment qu'il briguerait la mairie de Clichy, dirigée par les socialistes depuis 1947 (le Monde du 5 octobre).

NANCY (Meurthe-et-Moselle).

M. Claude Cordas, U.D.F., maire de Nancy, depuis

1977, ne sollicitera pas le renouvellement de son mandat en mars 1983. Il l'a annoncé officiellement lundi 4 octobre. En se retirant de la compétition, M. Cordas veut éviter les divisions de l'opposition au sein de laquelle M. André Rossinot, député U.D.F. de Meurthe-et-Moselle, adjoint au maire de Nancy, avait fait savoir depuis longtemps qu'il revendiquerait la tête de liste.

VILLEFRANCHE-DE-ROUERGUE (Aveyron).

M. Robert Fabre, médiateur, ancien président du Mouvement des radicaux de gauche, ne sollicitera pas le renouvellement de son mandat de maire en mars 1983. Il justifie sa décision par le travail « considérable » que lui imposent ses fonctions de médiateur et par la « nécessité du rajustement des équipes ».

« SETE (Hérault). — Le R.P.R. et l'U.D.F. revendiquent chacun de conduire la liste d'opposition en mars 83. Le R.P.R., en effet, a décidé de soutenir M. Honoré Germain, ancien directeur adjoint de la police judiciaire. L'U.D.F., pour sa part, a investi M. Yves Marchand, C.D.S., conseiller général et tête de la liste de l'ancienne majorité aux élections municipales de 1977. L'actuel maire de Sete est M. Gilbert Martelli, P.C.

« Un colloque sur la démocratie. — Le revue *Esprit* organise les 7, 8 et 9 octobre de 9 h 30 à 18 h 30 (6, rue de l'Abbaye, 75006 Paris, métro : Saint-Germain) un colloque intitulé « La fragilité de la démocratie », avec Edgar Morin, André Glucksmann, Evelynne Pieler, Jean-Daniel Reynaud, Serge July, Pierre Rosanvallon, Gérard Chazaud, Pierre Vidal-Naquet, Claude Lefort, Aleksander Smolaj. Programme complet à : *Esprit*, 19 rue Jacob, 75006 Paris, tél. : 633-25-43.

VOIR TOUS LES HALOGENES

Des lampadaires qui éclairent toute une pièce

Confiez votre choix au spécialiste de l'éclairage

READY MADE

38 et 40, rue Jacob 75006 PARIS

Tél. 260.84.25 et 28.08

la technique **PICARD** évolue

1 CLE + 1 CODE PROTECTION RENFORCEE

VU CHEZ HANLET

A Paris, 264, Fg Saint-Honoré 7665194

A Vélizy, Z.I. rue Grange-Dame-Rose. 9460052

CALISIA

Minut 3 pédales - Noyer ciré - Origine Pologne - Garantie 5 ans.

Payable en 46 x 590 F par mois avec assurance. Sans apport.

Prix total à crédit 2790 F assurance comprise. T.E.S. 24,00% C.E.T.E.M.

Offre spéciale jusqu'à épuisement des stocks.

HANLET

UN PIANO POUR CHAQUE TALENT

IMPORTATEUR EXCLUSIF

Alfa Romeo

la maestria automobile

ENEZ ESSAYER LES NOUVELLES GIULIETTA 6,8 ET 11 CV

GAP

CONCESSIONNAIRE Paris-est

NOISY-LE-SEC 93130

122, Rue VAILLANT COUTURIER. Tél. : 1.843.93.39


CHUTE DRAMATIQUE

Si l'est une chute qui est souvent mal acceptée, c'est bien la chute... des cheveux ! Et pourtant, il existe des moyens, des techniques, même si la remède miracle n'existe pas.

24 h, sur 24, ou 633.49.20, un disque NORGLI vous informe sur ce problème et ses solutions.

10, rue Toulouze 75005 PARIS.

HYSTER BIEN PLUS QUE L'EXPERIENCE



Hyster fabrique des chariots élévateurs depuis un demi-siècle.

La nouvelle série XL, chariots thermiques de 2 à 3 tonnes, est le fruit de cette expérience, mais aussi bien plus.

En effet, pour la production mondiale de cette seule série, Hyster a investi l'équivalent de 330 millions de francs dans une nouvelle usine européenne où robotisation et automatisation permettent un important volume de production d'un niveau de qualité élevé et constant.

XL, c'est un chariot Hyster hautement productif et fiable, de faible consommation, d'une simplicité d'entretien exceptionnelle, facile d'accès, d'un confort irréprochable et dont le prix n'est pas la moindre qualité.

XL, c'est l'expérience Hyster et bien plus. Pour en savoir plus, contactez-nous dès aujourd'hui.

HYSTER

La Générale de Distribution, 29 rue Arago, 92800 Puteaux

Tél. 775.30.18 Telex 620 622

Bordeaux, Caen, Clermont-Ferrand, Le Havre, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Montpellier, Mulhouse, Nancy, Paris, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse. Vente-Assistance technique - Constat en maintenance - Démonstrations.

L'un des 20 meilleurs palaces du monde* est à Paris : le Meurice.

* Gault & Millau (Déc. 81) citant un sondage de Institutional Investor

Nouvelle entrée par la rue de Castiglione : marbres de Carrare, tonalités vieux rose et bouton d'or reliées par les miroirs, surprenants aménagements de fleurs rares.

Salon Pompadour, Salon des Quatre-saisons, Salon des Tuileries : éclats des lustres, chatouement délicat des tissus, sobre raffinement du mobilier.

Le bar vient d'être redécoré : laques précieuses, cachemires turquoises et rouges, cristaux de Bohême. Langues du monde entier.

Le restaurant réouvrira début octobre : un éblouissant vitrail aux dominantes émeraude, terre de sienne, mauve. Une atmosphère de jardin intérieur créée par Micheline Lefebvre : tons pastels, blancheur des porcelaines, noir des habits, taches vives de l'argenterie.

HOTEL MEURICE

UN HOTEL INTER-CONTINENTAL

6, rue de Castiglione 75001 Paris - Tél. : 260.36.60

502 من الاموال

POLITIQUE

L'affrontement

Tout laissait supposer que le conseil des ministres de ce mardi 5 octobre ne modifierait pas profondément le projet de loi concernant la réforme des grandes villes. Le gouvernement pouvait d'autant moins tenir compte de l'avis défavorable du Conseil d'Etat - consulté seulement pour avis - qu'il aurait donné ainsi l'impression de céder à la pression de l'opposition. A Paris comme à Lyon, en effet, les conseils municipaux consultés au dernier moment ont fait savoir leur refus global, ne laissant place - aurait-elle encore été possible - à la moindre négociation.

L'opposition se manifeste ainsi de nouveau avec une particulière vigueur, qu'annonçaient d'ailleurs les prises de position les plus récentes de ses dirigeants. Après la décision du conseil des ministres du 30 juin, prévoyant la création de vingt communes de plein exercice à Paris, on avait pu comprendre la surprise, la colère et la riposte fulgurante du maire de la capitale. Durant l'été, au prix de quelques réajustements embarrassés, le gouvernement a incontestablement fait marche arrière.

Ainsi que le demandait M. Chirac, Paris n'est plus traité comme un cas à part. Lyon et Marseille « bénéficient » désormais, elles aussi, d'un statut particulier. Mais cette concession du gouvernement n'a pas suffi à apaiser le climat. On pourrait même dire que le conflit a fait tâche d'huile en s'étendant aux deux grandes métropoles provinciales.

De technique et strictement parisien, le problème est devenu politique et national. Le gouvernement n'a pas voulu dans son nouveau texte renoncer aux principes qui l'ont officiellement guidé : appliquer aux grandes

villes le concept de décentralisation, accentuer la démocratisation, rapprocher les élus des administrés.

A cela les élus de l'opposition nationale répondent que la loi commune s'applique dans les grandes villes depuis longtemps, et à Paris depuis 1877. Socialistes et communistes insistent sur l'importance de l'utilité des compétences nouvelles qu'il faut accorder aux conseils d'arrondissement et sur le bienfait qu'en tirera la population.

Chiraciens et giscardiens ripostent que cela entraînera complication des circuits administratifs, lenteur des décisions, accroissement de la tutelle et dépenses supplémentaires. Ces arguments ont été défendus lundi au Conseil de Paris comme au conseil municipal de Lyon avec chaleur, compétence et sincérité par les porte-parole des deux camps.

Qui se serait douté, il y a quelques mois, que le conseil d'arrondissement justifierait autant de passion et d'éloquence et mériterait cet excès d'honneurs ou cette indignité ?

On a vite compris qu'au-delà de la controverse sur la technique administrative c'est en réalité un débat politique de fond qui s'est engagé entre l'opposition et la majorité. M. Georges Sarre, président du groupe socialiste au Conseil de Paris, n'a-t-il pas révélé le fond de sa pensée en dénonçant « les agents électoraux du maire chargés du quadrillage politique de la ville » et « l'administration bureaucratique et étouffante » tout entière « centrée autour du maire » et qui maintient Paris « à l'écart du changement » ?

Et M. Chirac affirme avec la même conviction que l'objectif du gouver-

nement demeure « d'affaiblir la municipalité et la maire de Paris, qu'importe, pour cela, à briser l'unité de la capitale » et à l'accuser de se livrer à « une manœuvre purement politicienne ».

Chacun dénonce les arrière-pensées de l'autre dans une escalade verbale qui augure de ce que sera la campagne électorale. Ce brusque regain de tension a entraîné un surcroît de cohésion au sein des deux camps.

A gauche, toutefois, le parti communiste veut ici aussi garder son originalité, et affirme que la tutelle du maire sur Paris est aussi forte que lorsque le préfet nommé par le gouvernement l'exerçait. Les socialistes, eux, admettent que, dans ce domaine au moins, il y a eu progrès.

A droite, la conférence de presse réunie ce mardi au Sénat par le maire de Paris, par celui de Lyon et par le candidat de l'opposition à Marseille, M. Jean-Claude Gaudin, député U.D.F., veut être une édiante manifestation d'union. Le soutien apporté par M. Giscard d'Estaing en juillet à M. Chirac, en septembre à M. Colombe, la dénonciation par M. Barre du « mauvais coup porté à la mairie de Paris » (le Monde du 5 octobre), sont reçus comme des encouragements tangibles.

M. Chirac n'est sans doute pas à l'abri de surprises, mais il espère bien, sans trop de mal, convaincre ses amis de ne pas compromettre par quelque faux pas ce bel équilibre retrouvé de l'opposition.

Encouragé par les réserves du Conseil d'Etat à l'égard du texte gouvernemental, le maire de Paris va naturellement utiliser tous les moyens légaux et constitutionnels pour mener un combat juridique qui ne peut être que de retardement.

En revanche, sur le plan électoral et politique, l'opposition va tenter de capter à son profit la déception dont, à travers les sondages, la majorité semble pâtir. Les difficultés rencontrées par le gouvernement dans divers domaines de son action seront exploitées sans vergogne ni charité.

Les divergences entre communistes et socialistes seront mises en valeur. La bataille pour les élections municipales va commencer plus tôt que les élections municipales. Elle accentuera surtout la rupture totale avec le pouvoir, et, principalement, avec M. François Mitterrand puisque c'est lui qui a permis que soit lancée le 30 juin l'offensive de la gauche contre la bastion parisien de M. Chirac, considéré à partir de ce moment-là non comme un opposant mais comme l'adversaire le plus menaçant.

On est loin du 21 mai 1981 où le nouveau président de la République évoquait à l'Hôtel de Ville « le vieux face-à-face du roi et du prévôt » et invitait M. Chirac à se joindre à lui pour « inventer l'avenir ».

ANDRÉ PASSERON.

LA RÉFORME DU STATUT

LA DÉLIBÉRATION ADOPTÉE PAR LE CONSEIL DE PARIS

Un projet qui créera bureaucratie, gaspillage et antagonismes

Le Conseil de Paris a adopté, le 4 octobre en fin d'après-midi, par 71 voix pour (R.P.R. et U.D.F.) et 36 voix contre (P.C. et P.S.), une délibération aux termes de laquelle le conseil municipal « donne un avis défavorable au projet de réforme du statut de Paris ».

Dans ses considérants, le Conseil de Paris note que :

« Les textes ont été élaborés en l'absence de toute véritable concertation avec les élus locaux ; ils ne répondent ni à une demande de l'assemblée municipale ni à une demande des Parisiens ;

« Le renforcement de la démocratie à Paris qui prétend réaliser ces textes n'est qu'un mauvais prétexte ; l'objectif véritable est en réalité d'affaiblir la municipalité et de porter atteinte à l'unité de la commune. Cet objectif apparaît clairement dans toute une série de dispositions, et notamment celles qui organisent une sorte de tutelle à l'envers de la mairie de Paris par les conseils d'arrondissement, qui peuvent bloquer complètement le fonctionnement du conseil municipal ».

La délibération continue par les considérants suivants :

« Considérant que si les communes, les départements et les régions reçoivent les mêmes pouvoirs vis-à-vis du gouvernement et du Parlement que ceux reconnus aux conseils d'arrondissement vis-à-vis du maire et du conseil municipal - ce qui serait tout à fait conforme à la philosophie du système proposé - cela impliquerait à l'évidence et à très brève échéance la disparition de l'Etat et de la nation, ce qui suffit à démontrer l'absurdité et les dangers du statut envisagé pour Paris, Lyon et Marseille ;

« Considérant, que la réforme projetée, outre le vice majeur qui vient d'être signalé, en comporte plusieurs autres fort redoutables :

« Considérant qu'elle dissocie le pouvoir fiscal et le pouvoir de dépenser en confiant aux stratièmes d'arrondissement la possibilité d'augmenter des dépenses sans avoir à se soucier de trouver la recette et même de l'absence de recettes ;

« Considérant qu'elle crée de nouvelles tutelles sur la mairie de Paris au profit du gouvernement et des tribunaux administratifs, ce qui est en contradiction complète avec les principes de la décentralisation proclamés par le gouvernement ;

« Considérant qu'elle ne rapproche pas l'administration de l'administré mais crée une bureaucratie nouvelle formant écran entre le citoyen et l'Etat ;

« Considérant qu'elle n'améliore pas la gestion, mais la parcellise entre vingt exécutifs autonomes sans compter les pouvoirs propres du préfet de police, qu'elle allonge considérablement les procédures, par conséquent diminue la rapidité et la qualité des services rendus à la population ;

« Considérant qu'elle va entraîner directement ou indirectement, par ses effets induits, une augmentation importante et incontrôlable des charges et de la fiscalité, donc un gaspillage de l'argent des citoyens ;

« Considérant qu'elle ne fait qu'engendrer des antagonismes entre les arrondissements et entre ceux-ci et la mairie centrale, rendant ainsi impossible l'indispensable solidarité matérielle, financière et affective qui doit unir les habitants d'une même ville ».

Le sort de 36 000 agents

Le texte adopté par le Conseil de Paris envisage ensuite le sort des 36 000 agents de la commune de Paris et note :

« Considérant que l'article 35 du projet laisse planer les plus grandes incertitudes en ce domaine puisque il renvoie la décision, sur des points essentiels, à trois décrets en Conseil d'Etat ;

« Considérant que, bien qu'affirmé par l'article 35 du projet, le maintien des dispositions statutaires est contredit par un ensemble d'autres dispositions ayant pour conséquence inéluctable la rupture de l'unité des corps, qui constitue une des garanties statutaires fondamentales pour ces personnels ;

« Considérant que ce processus de rupture ne peut qu'entraîner le démantèlement du statut spécifique des personnels parisiens alors que sa réalité vient d'être réaffirmée de manière toute particulière par les dispositions de l'article 100 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, confirmées par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 ;

« Considérant également qu'il résulterait concrètement du dispositif envisagé aussi bien un cloisonnement des personnels et donc des carrières qu'une dissocation des conditions d'emploi conduisant de

façon quasi immédiate à des inégalités de situation ;

« Considérant, dans ce domaine essentiel du statut du personnel, que le Conseil de Paris doit affirmer de façon catégorique l'absolue nécessité du maintien, pour le présent et pour l'avenir, de l'unité et de la spécificité des corps de fonctionnaires actuellement au service de la Ville, et ceci dans l'intérêt aussi bien des personnels que des administrés de la cité ».

Dernier point de l'argumentation du Conseil de Paris, le nombre de sièges par secteurs :

« Considérant, sur le plan électoral, que la répartition du nombre de sièges, par secteurs électoraux, n'est pas proportionnelle à la population telle qu'elle a été constatée au recensement et telle qu'elle a été constatée par les services du ministère de l'Intérieur à la mairie de Paris, dans six d'entre eux, 1^{er} et 2^e arrondissement formant un secteur, 3^e, 7^e, 8^e, 9^e et 15^e arrondissement formant chacun un secteur, que si cette anomalie résulte d'une erreur humaine de calcul, toujours possible, elle doit être corrigée, que si elle était voulue et maintenue, elle manifesterait une volonté de fausser l'équilibre du suffrage universel et se heurterait, dès lors, qu'elle est condamnée ;

« Considérant, par ailleurs, que le système électoral proposé dans les secteurs à plusieurs arrondissements est contraire à toutes les règles de suffrage universel direct au même temps qu'il défie le bon sens ».

En conclusion, le conseil municipal :

« Espère que le gouvernement restera fidèle à la proposition de loi déposée sur le bureau de l'Assemblée nationale en 1974 par M. les députés François Mitterrand, Gaston Defferre et Pierre Mauroy, qui prévoyait en son article premier que les projets de loi modifiant le statut de Paris doivent recueillir l'avis conforme de l'Assemblée municipale de Paris avant leur dépôt sur le bureau de l'Assemblée nationale ou du Sénat ;

« Déplore un avis défavorable au projet de réforme du statut qui lui est soumis ;

« Demande au gouvernement de renoncer à présenter ce projet, en son état actuel, au conseil des ministres ;

« Demande au gouvernement, s'il persiste dans ses intentions, de consulter préalablement la population parisienne ».

La double mission du Conseil d'Etat

Le Conseil d'Etat a été sollicité de donner son avis sur le projet de réforme du statut de Paris, Lyon et Marseille. Pourquoi, comment ?

Dès son origine, qui remonte à la Constitution du 22 frimaire an VIII (18 décembre 1799), la mission du Conseil d'Etat fut double : être un organe de conseil du gouvernement, mais aussi être le juge de l'administration, ministres compris.

Dans sa première fonction, le Conseil donne des avis, avis que le gouvernement doit obligatoirement solliciter pour les projets de loi ou de décret. Mais ces avis, par définition consultatifs, ne contraignent pas le gouvernement, qui peut décider de n'en tenir aucun compte.

Il n'y a pas de limite à l'étendue de cet avis, qui peut tout aussi bien porter sur des questions grammaticales que sur des arguments de fond tirés de la Constitution.

Ces avis, qui ne lient pas le gouvernement, ne lient pas davantage le Conseil d'Etat dans sa deuxième mission, qui lui impartit d'être le juge de l'administration.

Il n'est pas sans exemple que le Conseil d'Etat statue au contentieux, selon l'expression consacrée, annule des dispositions réglementaires à propos desquelles les sections administratives n'avaient pas fait valoir d'objection lors de la demande d'avis. Ce sont pourtant les mêmes hommes qui siègent alternativement dans les sections administratives.

EXPRESSION ORALE & MAÎTRISE DE SOI
documentation sans engagement
COURS LE FEAL
387 25 00
30, rue des Dames Paris 17^{ème}

POUR ECONOMISER DEPENSEZ 9 F.

Aujourd'hui, votre patrimoine et vos revenus sont menacés...

La Vie Française, 1^{er} hebdomadaire d'actualité économique et financière vous aide et vous conseille dans la gestion de vos biens.

Chaque lundi, la Vie Française 9 F chez votre marchand de journaux.

LA VIE FRANÇAISE
UN PLACEMENT SÛR, CHAQUE SEMAINE.

Vous avez le BAC

Devenez un professionnel de qualité

Préparez en deux ans le diplôme du

WILSON INSTITUTE OF MANAGEMENT

agréé par

L'UNIVERSITÉ LIBRE INTERNATIONALE

— GENÈVE —

Le cursus pédagogique est basé sur un enseignement supérieur alterné : programmes de gestion et management au plus haut niveau à PARIS et SAN FRANCISCO et une véritable expérience internationale.

Pour toute information :
Université Libre Internationale
Service des admissions
M. Ph. DOUBRE
36 rue de Candolle
1205 GENÈVE (Suisse)
Tél. : (22) 989 989

Centre d'information pour la France :
32-33 Galerie Montpensier
Jardin du PALAIS ROYAL
75001 PARIS
Tél. : 16 (1) 296.30.69

La véritable préparation de votre avenir

UNIVERSITÉ LIBRE INTERNATIONALE

— GENÈVE —

Une sélection rigoureuse, la valeur de ses partenaires internationaux.

هكذا من الأصل

Le Monde

régions

Rhône-Alpes

Unités touristiques nouvelles

Les montagnards plus près des décisions

De notre correspondant

Grenoble. — Vigoureusement critiquée par les maires des communes de montagne depuis sa mise en place en 1978, la procédure dite des Unités touristiques nouvelles (U.T.N.) est en cours de transformation. Le comité interministériel des U.T.N., qui se réunit trois à quatre fois par an à Paris, se prononce sur toutes les opérations touristiques en montagne qui sont susceptibles d'entraîner des modifications de la démographie, de l'économie locale et du paysage. Ainsi, toute nouvelle remontée mécanique importante ou tout projet immobilier occupant plus de 3 000 mètres carrés devrait être approuvé par ce comité réunissant les représentants de sept ministères (aménagement du territoire, équipement, environnement, culture, agriculture, intérieur, tourisme).

Jusqu'à la réunion du comité U.T.N. des 21 et 22 septembre 1982, aucun élu local ne siègeait auprès des fonctionnaires. Quant aux maires des stations, ils n'avaient pas la possibilité de venir défendre leurs dossiers devant cet arbitrage de techniciens.

Pour répondre aux vives critiques des élus locaux, le gouvernement a donc décidé récemment de « démocratiser » la procédure des U.T.N. Et, lors de sa dernière réunion, le comité comptait désormais cinq membres supplémentaires, tous élus de communes de montagne. Quant aux maires des stations concernées par la procédure des U.T.N., ils sont désormais convoqués devant le comité.

D'autre part, le gouvernement a retenu le principe de la « déconcentration » des décisions au niveau régional. Le commissaire de la République, après avis d'un comité consultatif composé d'élus des zones de montagne, des administrations régionales et des représentants des milieux professionnels (quatre représentants des activités économiques, quatre des usagers de la montagne et quatre d'associations de protection des sites et de la nature), se prononcera sur tous les projets U.T.N. Les ministres au niveau du comité national exerceront leur pouvoir d'arbitrage et de contrôle hiérarchique. Le comité national comprendra (outre les sept ministères concernés par la procédure U.T.N., cinq élus locaux. Cette nouvelle procédure devrait être opérationnelle dès 1983.

« Ce n'est pas son mot à dire par le biais du préfet de région sur l'aménagement d'une vallée ou d'un secteur de haute montagne nous paraît normal », affirme le maire de Champagny-en-Vanoise (Savoie), M. Régis Ruffier des Aines, qui a siégé pour la première fois au comité U.T.N. le 21 septembre. « Ce n'est pas tant l'intervention de l'Etat dans leurs affaires qui gêne le plus les maires de montagne, mais la façon dont le comité U.T.N. nous tenait au courant de cette procédure, longue et lourde. » Les maires des stations de montagne espèrent que la nouvelle procédure accélèrera les décisions au niveau de chaque massif.

CLAUDE FRANÇILLON.

POINT DE VUE

STIMULÉS par les premiers pas de la décentralisation officielle et arguant du droit à exploiter leurs richesses naturelles sans entrave, nombre d'élus de montagne mettent de plus en plus vivement en cause la procédure d'autorisation des équipements touristiques issus de la directive sur l'aménagement et la protection de la montagne. La cible, le comité technique des unités touristiques nouvelles, émanation des différents ministères intéressés, « tribunal » accusé de paralyser les projets et de soumettre les demandeurs à des formalités épuisantes serait une illustration de la technocratie centralisatrice qui prétend prendre sur habitants des hautes vallées ce qui est bon pour eux.

En fait, si des améliorations sont toujours possibles, le bilan de quatre années de fonctionnement plaide en faveur de cette procédure que nous appellerons plutôt un examen de passage destiné avant tout à protéger les collectivités locales contre certaines aventures, et ce n'est contre certains aventuriers (1).

Un rôle d'orientation

Dans la forme, le système actuel est à tous égards préférable aux coups de force des grands moments du plan « Neige » qui ont laissé dans la montagne des traces qui ne sont pas près de s'effacer. Malgré ce qu'on avance parfois sur sa lourdeur, il présente l'avantage d'une certaine simplicité et assure un minimum de cohérence dans l'attitude des administrations concernées.

Examinateur attentif plus que censeur, le comité épiluche les projets avec le souci d'éviter les opérations économiquement hasardeuses, techniquement mal au point ou écologiquement dangereuses. Un tel filtrage n'a rien d'excessif ou d'opportuniste si on se réfère à une expérience encore récente.

La procédure n'a cependant pas été instituée pour bloquer ce genre de développement. Une étude a même montré que la croissance de l'immobilier n'avait pas été ralentie par sa mise en place (2). Seuls sont « recalés » les flagrant délits d'irrégularité ou les projets d'agression caractérisée du milieu. Normalement, les autorisations sont accordées, mais pas toujours exactement pour ce qui était demandé et souvent assorties de conditions.

Ce rôle d'orientation et de contrôle d'une instance bénéficiant du recul et de la vision

Grignotage sur les sommets

par JACQUES MANESSE (*)

globale nécessaires paraît donc difficilement remplaçable.

Cela étant, des tentatives de détournement de procédure invitent à faire preuve de fermeté. Une première tactique consiste à découper un projet en autant de tranches qu'il y a de ministères, prises isolément, paraissent bien anodines. Contre ce « sautisouage », l'urgence de plan d'occupation des sols ou de programmes de développement à plus long terme doit être vivement soutenue. Inversement, un autre procédé consiste à demander beaucoup pour obtenir un peu, et à emmagasiner des autorisations qui restent acquiescées, même si on ne souhaite pas procéder à la réalisation immédiate. Des alliances entre aménageurs, élus, bureaux d'étude et associations partielles la direction départementale de l'équipement se désistent pour présenter des projets maximalistes.

Il faut noter également que, plus sensibles aujourd'hui aux revendications des élus qu'à celles des associations, les pouvoirs publics ont cette année donné quelques satisfactions aux premiers. Les maires des stations de montagne disposent désormais de quatre sièges au comité des unités touristiques nouvelles et les demandeurs peuvent venir y défendre leurs projets. Une telle ouverture pouvait être souhaitée, elle reste néanmoins tout à fait partielle et unilatérale. Les associations directement intéressées, et qui ont pour objet la préservation de l'espace montagnard, devraient pouvoir y être entendues pour que ne soit pas privilégié le seul point de vue des aménageurs.

Concurrence et surenchère

Cette participation s'avère d'autant plus nécessaire qu'on évolue vers une déconcentration, voire une décentralisation de la procédure. Au niveau local, plus le poids associatif est souvent le seul en état de faire valoir les préoccupations de protection de l'environnement, tout particulièrement nécessaire en la matière.

La décentralisation ne peut s'entreprendre ici sans de sérieuses garanties si on ne veut pas voir anéantir les efforts menés depuis quelques années. Normalement, le maintien de normes nationales du type de celles formulées par la directive s'impose, complété par des dispositions locales. Trop d'intérêts pécuniaires sont en jeu sur le terrain des communes qui ne font

et offre ses services à Saint-Foy-en-Tarentaise, qui n'attendait que cela. Au programme, huit mille lits et l'équipement en direction du Ruisseau de quelques magnifiques vallées que la robe vers l'or blanc avait heureusement épargné dans cette région particulièrement touchée. Le comble est que l'on envisage sans vergogne un fonctionnement déficitaire d'une dizaine de millions. Par miracle, le projet de barrage du Grou end l'opération concordable avec les redoutables qui seront un jour réalisés par E.D.P. L'argent du barrage ne peut-il vraiment être employé à autre chose ?

Devant la poursuite de ce grignotage, il devient urgent de définir des règles précises de partage de l'espace, à l'échelle des massifs et des vallées, comme celle que nous avions par exemple proposée pour la vallée de Chamoni. Lorsque, dans une région, des aménagements modestes et bien maîtrisés par les locaux, seront entrepris, le principe doit devenir l'instauration parallèle de mesures de protection définitive des autres secteurs.

(*) Président de la commission nationale de protection de la montagne. Club alpin français.

Provence-Alpes-Côte d'Azur

Le Conseil d'Etat annule l'arrêté préfectoral qui organisait l'opération de rénovation du Vieux-Martigues

De notre correspondant

Marseille. — Depuis sept ans, la municipalité de Martigues (Bouches-du-Rhône) a entrepris une vaste opération de rénovation du quartier de la « Petite Ile », qui porte bien son nom, car c'est par les eaux du canal de Caronte, qui met en communication l'étang de Berre et la mer. Le quartier est lui-même « fendu » en deux dans le sens est-ouest par le canal Saint-Sébastien, délimitant la grande Ile au nord et la petite Ile au sud. Cette pénétration du quartier par la mer a fait surnommer la ville de Martigues, avec ses trois quartiers (1), la « Venise provençale ».

La beauté de ce quartier lacustre, qui porte témoignage de l'architecture depuis le Moyen Age jusqu'au dix-huitième siècle, n'avait d'égal que sa vétusté, si bien que le municipalité décidait, en 1975, de créer une zone d'aménagement différé (la Monde du 12 septembre 1975) délimitant un périmètre de 14 000 mètres carrés. Elle fut l'objet d'une double opération de rénovation : et de réfection de l'habitat insalubre. Le projet de démolition concernait deux cent cinquante-deux logements devant être progressivement remplacés par cent soixante-quinze logements en petits immeubles, flanqués de voies piétonnes et de places nouvelles destinées à créer un tissu urbain particulièrement dense.

Le 14 novembre 1975, la préfecture des Bouches-du-Rhône avait donné le feu vert à l'opération avec un arrêté déclarant insalubre le périmètre délimité et interdisant, de ce fait, d'habiter les immeubles.

Le projet démarrait aussitôt, et la ville de Martigues entreprenait d'acquiescer progressivement, et à l'amiable, les immeubles visés grâce à un droit de réemption évitant toute spéculation.

Si l'utilité de l'opération ne faisait pas de doute, la façon dont elle fut conduite lui attira des reproches à plusieurs niveaux, notamment de la part du ministère de l'environnement de l'époque, M. Michel d'Ornano, qui, sans remettre en cause le principe, sur rapport du délégué régional à l'architecture et à l'environnement, reprochait à la municipalité d'avoir conduit sa rénovation sans consulter l'architecte des bâtiments de France. En effet, une partie du quartier de la Petite Ile figure à l'inventaire des sites : le Mirail aux oiseaux, qui voit les façades colorées de ses maisons traditionnelles se refléter dans les eaux sombres du canal, et qui a servi de motif à des générations de peintres, et ce site est classé. La façade de l'église Sainte-Madeleine en l'île est classée monument historique.

La municipalité de Martigues reprochait à la municipalité marseillaise de ne pas avoir tenu une réhabilitation qui aurait respecté l'architecture traditionnelle du quartier. M. Paul Lombard, maire (P.C.) de Martigues, s'était expliqué sur les raisons des choix imposés à la ville par l'état de vétusté extrême de la plupart des immeubles : les moindres travaux provoquaient l'effondrement des murs, et par les coûts d'une réhabilitation qui doublait la dépense par rapport à une

démolition suivie de reconstruction. Mais, de leur côté, trois propriétaires d'immeubles de la Petite Ile, qui n'avaient pas voulu vendre à l'amiable, attaquaient en juillet 1976 l'arrêté préfectoral donnant le feu vert au démarrage de l'opération. Ils arguaient que la partie sud du quartier, appelée la Petite Ile, n'avait aucune raison d'être incluse dans un périmètre d'insalubrité. De jugement en appel, de tribunal administratif en Conseil d'Etat, l'affaire aura duré quelque sept ans. Mais, le 26 juillet 1982, la Haute Juridiction a rendu un arrêt qui donne raison aux arguments avancés par ces particuliers qui se sont dressés contre le projet municipal. L'arrêté préfectoral en litige est annulé « pour excès de pouvoir », et la Petite Ile est désormais exclue du périmètre d'insalubrité.

En fait, en appliquant la loi Vivien à la lettre (qui veut que lorsque 60 % des immeubles sont insalubres toute une zone puisse être déclarée insalubre), la ville de Martigues n'avait pas distingué la Petite Ile de la grande en incluant les deux dans le même périmètre. Le Conseil d'Etat lui rappelle donc que « l'inclusion dans le périmètre d'insalubrité d'immeubles sains et propres à l'habitation n'est légalement possible que si, compte tenu de l'emplacement de ces immeubles, cette inclusion est nécessaire à l'exécution de l'opération destinée à supprimer l'insalubrité de l'habitat ». Ce n'était pas le cas à Martigues, puisque les immeubles sains de la Petite Ile sont nettement séparés du secteur insalubre et en cours de reconstruction de la Grande Ile.

En fait, le litige ne portait pas sur six immeubles de la Petite Ile, mais sur petit grain de sable et suffi pour entraver la machine.

Afin de ne pas créer de situation irrémédiable, et fort raisonnablement, la municipalité attendait la fin de la procédure en cours et n'avait pas commencé les procédures d'expropriation. De toute façon, elle avait déjà exclu de ses projets les trois immeubles en litige. Le jugement du Conseil d'Etat remet en cause le « plan de masse » de l'opération, mais il ne compromet pas le programme d'équipements publics (écoles, perception, centre culturel, conservatoire) prévu sur des emplacements déjà libérés.

JEAN CONTRUCCI.

(1) Les trois quartiers de Martigues forment au Moyen Age trois villes distinctes : Jonquières au sud, l'île au centre et le Portier au nord.

Sté Paris Renov

FABRICANT - INSTALLATEUR
PRIX DIRECT D'USINE

Contre le froid et le bruit

changez vos vieilles fenêtres (bâti compris)

MENUISERIE EN P.V.C. (polychlorure de vinyle)

- Les fenêtres RENOV S 1 se posent en une journée
- Sont faites sur mesures
- S'adaptent à tous les styles
- Sont déductibles des impôts

10 ANS DE GARANTIE

Offre exceptionnelle (limitée jusqu'au 1/11/82)

Ex. de prix : Pour changer une fenêtre de 1 m 35 de haut x 1 m de large équipée en double vitrage BIVER ST-GOBAIN 4/6/4 ou en gratic de 8 mm, comptez 2.950 F.T.T.C. posée

DEVIS GRATUIT - POSE PARIS GRANDE BANLIEUE

Sté PARIS-RENOV - 22, RUE FONTAINE
75009 PARIS - Tél. : 526.60.00

CRÉDIT GRATUIT 3 MOIS

LES 83 SOLEILS SELECTOUR

83 destinations soleil et neige classées par prix.

AVRIL 82-83

selectour voyages

Général le quai de la plaisance mondiale

22 vols hebdomadaires internationaux

Le plus international des équipements

général le quai de la plaisance mondiale

LE MINISTRE DES DROITS DE LA FEMME
RÉPOND À LA PRÉSIDENTE DE « CHOISIR »M^{me} Roudy : Gisèle Halimi
m'a mise en cause injustement

M^{me} Yvette Roudy défend son action et répond à M^{me} Gisèle Halimi. Cette dernière, qui est députée (appartient P.S.) de l'Isère et présidente du mouvement Choisir, avait estimé dans un entretien publié dans le Monde du 2 octobre que le ministre de M^{me} Roudy, celui des droits de la femme, était devenu « un peu un allié ». M^{me} Halimi nous avait aussi déclaré : « Je trouve sur peu dérisoire que le ministre des droits de la femme œuvre en France une campagne contre l'apartheid. Dès lors si nous sommes contre l'apartheid, mais cela apparaît comme une diversion. Il y a tellement à faire. » M^{me} Roudy nous a adressé la réponse suivante :

Le ministère des droits de la femme que j'anime étant directement mis en cause de la manière tronquée et volontariste réductrice, dans une interview parue dans votre numéro du 2 octobre, page 11, je souhaiterais pour la bonne information de vos lecteurs faire deux ou trois rectifications.

Tout d'abord, il faut savoir que je n'ai jamais lancé en France une campagne contre l'apartheid, je le regrette mais je ne puis tout faire. En revanche, j'ai organisé et présidé une conférence de presse le 11 août dernier avec M^{me} Cissé, présidente du Comité spécial des Nations unies contre l'apartheid, et la présidente de la CIMADE, animatrice d'une campagne sur le même thème. J'avais la veille représenté le gouvernement français à l'ONU lors de la journée mondiale de solidarité avec les femmes victimes de l'apartheid. Des associations féminines et féministes ont ce jour-là manifesté leur soutien à cette action.

J'aimerais ensuite préciser que mon action, depuis le 22 mai 1981, n'est pas limitée à cette conférence de presse comme l'interview pourrait le laisser entendre. J'ai lancé une campagne nationale d'information sur la contraception qui a entraîné la diffusion de spots télévisuels et de messages radiophoniques, de douze millions de listes d'adresses des lieux d'accueil et d'information, de deux millions de brochures sur les moyens contraceptifs, de milliers d'affiches dans le métro parisien et les trains régionaux, de mille expositions tournantes dans les régions.

Cette campagne n'est qu'un élément de la politique d'information systématique sur les droits des femmes que j'ai entreprise dès mon entrée en fonctions. Connaître ses droits pour mieux les affirmer, savoir les utiliser me semble une condition indispensable pour que les femmes fassent progresser leur cause. C'est pourquoi, j'ai mobilisé une partie importante des efforts de mes collaborateurs et des moyens de mon ministère pour tripler le nombre des centres locaux d'information pour les femmes, produire un Guide des droits des femmes diffusé à sept cent mille exemplaires et épuisé en quelques semaines, mettre sur pied une campagne d'information par téléphone qui, chaque semaine, fait le point sur les principaux obstacles et sur les moyens de les résoudre.

En même temps, dans chaque région, mes délégués s'emploient à mobiliser les associations et toutes les énergies pour que ces actions prennent racine sur le terrain.

De nombreux projets

Cette étape que j'ai inscrite volontairement dans les objectifs de mon ministère n'est pas terminée. Cela ne m'a pas empêché d'entamer parallèlement le toilettage des lois existantes et l'élaboration des correctifs et des nouveaux textes nécessaires pour que les droits et les chances des femmes parviennent à ressembler à terme à ceux et à celles de leurs compagnons.

Certains de ces textes ont déjà été examinés par les parlementaires et votre article les cite : l'accès des femmes à des corps de la fonction publique qui leur étaient encore fermés, la reconnaissance du travail des conjoints des non-salariés dans les professions commerciales et artisanales ainsi qu'une assurance-maternité.

D'autres sont prêts et doivent s'insérer rapidement dans l'ordre du jour des Assemblées : l'un introduit dans le code du travail le principe d'égalité professionnelle, donne des moyens accrus pour les millions de femmes salariées de le faire respecter dans les entreprises et de bénéficier de leur part de mesures de rattrapage. Le second permettra aux associations d'intervenir lorsqu'elles jugent que la dignité de la femme est atteinte à travers les images et les discours véhiculés par la presse, la publicité et l'édition. Un autre, en préparation, assurera la garantie et le recouvrement des pensions alimentaires pour les femmes divorcées privées de leurs droits. Enfin, l'aménagement de la loi sur la contraception et l'interruption volontaire de la

boursement de l'interruption volontaire de grossesse (I.V.G.) par la Sécurité sociale. « Nous avons trouvé le président très attentif à nos remarques », a déclaré M^{me} Joubert, il nous a dit que le gouvernement prendra ses responsabilités ».

JUSTICE

UN MEURTRE DANS LE MÉTRO PARISIEN

Pulsion criminelle

Au départ ce fut une altercation banale, une querelle comme il s'en produit tous les jours à Paris dans le métro. M. José Aparicio, un Espagnol du cinquante-cinq ans, rentre sagement chez lui sa journée terminée. Debout sur le quai de la station Clémenceau, il attend son métro. Il est 21 h 45 et 14 mai 1981. « Ou'est-ce que tu as à me regarder comme ça ? », lui demande alors un Marocain de trente-quatre ans, Ali Bououder. « Mais je ne te regarde pas ! », réplique l'Espagnol. Ali Bououder est visiblement pas dans un état normal, il a bu.

S'approchant de José Aparicio, il lui demande une cigarette. « Je n'en ai pas. Laisse-moi tranquille, sinon j'appelle la police », répond l'Espagnol. « Je t'embrasse, toi et la police », rétorque le jeune Marocain qui gifflait violemment celui qu'il a pris à partie. Un témoin, M. Hamou Douhi, lui aussi Marocain, s'interpose alors pour séparer les deux hommes. L'incident est provisoirement clos. Ali Bououder s'en retourne au bord du quai. Mais José Aparicio, remis de sa surprise et de la douleur provoquée par la gifle — car il vient d'être opéré d'une mastoïdite — avance vers son agresseur et le pousse sur les rails. Une rama surgit juste à ce moment. Ali Bououder sera tué sur le coup.

La victime ne sera identifiée qu'avec difficulté à l'aide de sa carte orange. Une analyse de sang révélera qu'Ali Bououder avait un taux d'alcoolémie de 1,55 gramme. Et l'on apprendra par la suite qu'il était connu des services de police pour divers méfaits. Mais aucun membre de sa famille ne s'est jamais manifesté.

Quant à José Aparicio, son geste criminel accompli, il prendra la fuite dans les couloirs du métro. Rattrapé par M. Hamou Douhi, l'homme qui s'était interposé lors de l'altercation, il sera arrêté. A-t-il agi instinctivement ou de façon réfléchie ? Pour l'avocat général, M. Jean Liboulan : « Ce n'est pas un accident, ce n'est pas un meurtre, mais un geste grave. » Reconnaisant que le comportement de la victime « était sujet à critique », le représentant du ministère public a estimé que la qualification d'homicide volontaire devait être modifiée en violences ayant entraîné la mort sans intention de la donner. M. Liboulan a réclamé trois à quatre ans d'emprisonnement avec sursis pour ce modeste employé qui n'avait rien demandé à personne et a été injustement pris à partie.

De fait, cet Espagnol installé en France depuis vingt ans est plutôt du genre effacé. Sensible, très émotif, il avait fait son noviciat pendant sept ans chez les franciscains avant de renoncer au moment des vœux définitifs. De la restauration de tableaux en passant par un emploi chez un sculpteur, il était devenu valet de chambre puis cuisinier. Ramené en liberté après six mois de détention, il ne retourna pas en prison. La cour d'assises de Paris, présidée par M. Xavier Verrier, a en effet condamné le 4 octobre à trois ans d'emprisonnement, dont deux mois avec sursis, cet Espagnol tranquille qui, un soir de mai, a été saisi d'une pulsion criminelle pour laver un affront.

MICHEL BOLE-RICHARD.

SCIENCES

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Les députés débattent de la création
d'un office des choix
scientifiques et technologiques

Le Parlement doit-il intervenir davantage dans la définition et la mise en œuvre de la politique de recherche du pays ? Assurément oui, si l'on croit le ministre de la recherche et de l'industrie, M. Jean-Pierre Chevènement, qui considère que, dans le passé, « le Parlement a été tenu à l'écart de ce type de débat ».

Le Parlement s'engagera-t-il plus avant ? La possibilité lui en est offerte avec la proposition de loi portant création d'un office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, sur lequel il devait, ce mardi 5 octobre, statuer au terme d'un premier débat à l'Assemblée nationale.

L'idée de mettre sur pied un office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, destiné à donner aux élus les moyens de mieux apprécier les enjeux et les conséquences scientifiques et techniques des textes qu'ils ont à connaître, n'est pas nouvelle. Il y a quelques années, déjà, M. Julien Schyrtz, alors député R.P.R. de la Moselle, avait tenté de convaincre le gouvernement de la nécessité d'une telle institution. En vain. Aujourd'hui, cette absence est sur le point d'être comblée, avec l'aval du gouvernement actuel.

Créé pour « mettre en œuvre tous programmes d'études et procéder à toutes évaluations aux réunions d'information sur les conséquences des choix de caractère scientifique ou technique, en vue d'apporter à l'une ou l'autre Assemblée du Parlement tous éléments de nature à éclairer ses décisions », cet office se veut avant tout une structure légère.

A la différence de l'Office of Technology Assessment (OTA) du Congrès américain, créé en 1972, l'office parlementaire se compose de seize membres — dix députés et six sénateurs — qui, pour assurer leur mission, peuvent recourir à des contrats d'études et d'expertises extérieures. Aussi, pour les aider dans leur tâche, est-il prévu qu'ils soient assistés par deux conseils : un conseil scientifique composé de quinze personnalités choisies en raison de leur compétence dans les domaines des sciences et de la technologie ; un comité consultatif composé de quinze représentants des organisations syndicales et professionnelles les plus représentatives au niveau social, ainsi que des associations de protection de l'environnement ou de défense des usagers et consommateurs.

« Bien d'autres problèmes se posent », mais seule, a affirmé M. Chapuis, l'expérience permettra de dégager les meilleures solutions. »

J.-F. A.

A L'OCCASION D'UNE RENCONTRE AVEC LA F.A.S.P.

M. Joseph Franceschi annonce de nouvelles
mesures en faveur des policiers

Conduite par M. Bernard Deleplace, son secrétaire général, une délégation de la Fédération autonome des syndicats de police (F.A.S.P.), majoritaire parmi les policiers en tenue, s'est tenue, à sa demande, mardi 5 octobre, par M. Joseph Franceschi, secrétaire d'État chargé de la sécurité publique. En demandant cette entrevue, la F.A.S.P. avait annoncé sa volonté de « trouver des solutions urgentes aux préoccupations du monde policier (...) face à l'agitation de certains milieux syndicalo-politiques », faisant ainsi allusion aux initiatives d'autres organisations syndicales, en particulier l'Union des syndicats catégoriels de la police (U.S.C.P.) qui organise, jeudi 7 octobre, une journée d'action à Paris. Cette rencontre a été l'occasion pour M. Franceschi, fort discret depuis sa nomination en août dernier, d'annoncer la mise en œuvre de plusieurs mesures réclamées par les syndicats de policiers.

Dans un communiqué commun publié à l'issue de cette rencontre, M. Franceschi précise qu'il a « assuré la F.A.S.P. que les questions suivantes trouveraient une solution sous bref délai : mise en place des comités d'hygiène et de sécurité ; nouveaux droits syndicaux des policiers (application du décret du 28 mai 1982) ; rationalisation de l'emploi des Compagnies républicaines de sécurité (C.R.S.) ; participation des représentants du personnel aux mutations ; défense en justice des personnels de police ; situation des personnels de la préfecture de police révoqués en 1953 en raison de leurs opinions » (1).

M. Franceschi a, d'autre part, indiqué qu'il « poursuivait activement l'étude d'autres dossiers » sur lesquels il espère un « aboutissement prochain ». Il s'agit notamment de l'intégration de l'indemnité de sujétion spéciale dans le calcul des pensions de retraite des personnels ; du passage à 100 % du taux de réversion des salaires aux veuves de policiers tués en opération (il est actuellement de 50 %) ; de la réparation des préjudices de carrière subis par les officiers en raison de la réforme de la police intervenue en 1977 ; de l'amélioration de la situation des personnels administratifs et techniques et des agents de surveillance de la police nationale ; de la réduction de la durée hebdomadaire du travail ; et surtout de la « mise en œuvre des réformes préconisées par le rapport Belorgey ».

Après la position plus nuancée de M. Defferre, qui s'était refusé à sui-

(1) Il s'agit d'une quinzaine de policiers adhérents du parti communiste qui avaient été révoqués à cette période de la guerre froide.

Cinq personnes inculpées
six ans après la catastrophe de Seveso

(De notre correspondant.)

Roma. — L'instruction judiciaire sur la catastrophe écologique de Seveso est finalement arrivée à son terme, six ans après les faits : un usage toxique de dioxyne, échappé d'une usine de la banlieue de Milan, s'était répandu, en juillet 1976, sur une zone de 1 500 hectares environ, qui dut être évacuée et où les cultures n'ont repris que l'an dernier. Aucune mort d'homme n'a été directement liée au drame mais on a constaté des cas nombreux d'altérations graves de la peau.

Le parquet de Monza vient de confirmer l'inculpation de cinq personnes : MM. Guy Walzberg, président de l'I.C.M.E.S.A., la société chimique responsable de l'incident, contrôlée par la société Giavaudan, du groupe suisse Roche ; Jan Sambeth, directeur technique de la société Giavaudan ; Fritz Moeri, responsable de la construction de l'installation qui laisse échapper le nuage de dioxyne ; Herwig von Zweni et Giovanni Radice, respectivement directeur et responsable technique de l'I.C.M.E.S.A.

Le procès s'ouvrira probablement en janvier et devra répondre à une question essentielle : l'incident était-il ou non prévisible ? Les experts nommés par la défense estiment qu'il ne l'était pas.

Le procès s'ouvrira probablement en janvier et devra répondre à une question essentielle : l'incident était-il ou non prévisible ? Les experts nommés par la défense estiment qu'il ne l'était pas.

Le procès s'ouvrira probablement en janvier et devra répondre à une question essentielle : l'incident était-il ou non prévisible ? Les experts nommés par la défense estiment qu'il ne l'était pas.

Le procès s'ouvrira probablement en janvier et devra répondre à une question essentielle : l'incident était-il ou non prévisible ? Les experts nommés par la défense estiment qu'il ne l'était pas.

Le procès s'ouvrira probablement en janvier et devra répondre à une question essentielle : l'incident était-il ou non prévisible ? Les experts nommés par la défense estiment qu'il ne l'était pas.

Le procès s'ouvrira probablement en janvier et devra répondre à une question essentielle : l'incident était-il ou non prévisible ? Les experts nommés par la défense estiment qu'il ne l'était pas.

Le procès s'ouvrira probablement en janvier et devra répondre à une question essentielle : l'incident était-il ou non prévisible ? Les experts nommés par la défense estiment qu'il ne l'était pas.

Le procès s'ouvrira probablement en janvier et devra répondre à une question essentielle : l'incident était-il ou non prévisible ? Les experts nommés par la défense estiment qu'il ne l'était pas.

Le procès s'ouvrira probablement en janvier et devra répondre à une question essentielle : l'incident était-il ou non prévisible ? Les experts nommés par la défense estiment qu'il ne l'était pas.

Le procès s'ouvrira probablement en janvier et devra répondre à une question essentielle : l'incident était-il ou non prévisible ? Les experts nommés par la défense estiment qu'il ne l'était pas.

Le procès s'ouvrira probablement en janvier et devra répondre à une question essentielle : l'incident était-il ou non prévisible ? Les experts nommés par la défense estiment qu'il ne l'était pas.

Le procès s'ouvrira probablement en janvier et devra répondre à une question essentielle : l'incident était-il ou non prévisible ? Les experts nommés par la défense estiment qu'il ne l'était pas.

Le procès s'ouvrira probablement en janvier et devra répondre à une question essentielle : l'incident était-il ou non prévisible ? Les experts nommés par la défense estiment qu'il ne l'était pas.

Le procès s'ouvrira probablement en janvier et devra répondre à une question essentielle : l'incident était-il ou non prévisible ? Les experts nommés par la défense estiment qu'il ne l'était pas.

Le procès s'ouvrira probablement en janvier et devra répondre à une question essentielle : l'incident était-il ou non prévisible ? Les experts nommés par la défense estiment qu'il ne l'était pas.

Le procès s'ouvrira probablement en janvier et devra répondre à une question essentielle : l'incident était-il ou non prévisible ? Les experts nommés par la défense estiment qu'il ne l'était pas.

Le procès s'ouvrira probablement en janvier et devra répondre à une question essentielle : l'incident était-il ou non prévisible ? Les experts nommés par la défense estiment qu'il ne l'était pas.

Le procès s'ouvrira probablement en janvier et devra répondre à une question essentielle : l'incident était-il ou non prévisible ? Les experts nommés par la défense estiment qu'il ne l'était pas.

Le procès s'ouvrira probablement en janvier et devra répondre à une question essentielle : l'incident était-il ou non prévisible ? Les experts nommés par la défense estiment qu'il ne l'était pas.

Le procès s'ouvrira probablement en janvier et devra répondre à une question essentielle : l'incident était-il ou non prévisible ? Les experts nommés par la défense estiment qu'il ne l'était pas.

Le procès s'ouvrira probablement en janvier et devra répondre à une question essentielle : l'incident était-il ou non prévisible ? Les experts nommés par la défense estiment qu'il ne l'était pas.

Le procès s'ouvrira probablement en janvier et devra répondre à une question essentielle : l'incident était-il ou non prévisible ? Les experts nommés par la défense estiment qu'il ne l'était pas.

Le procès s'ouvrira probablement en janvier et devra répondre à une question essentielle : l'incident était-il ou non prévisible ? Les experts nommés par la défense estiment qu'il ne l'était pas.

Le procès s'ouvrira probablement en janvier et devra répondre à une question essentielle : l'incident était-il ou non prévisible ? Les experts nommés par la défense estiment qu'il ne l'était pas.

Le procès s'ouvrira probablement en janvier et devra répondre à une question essentielle : l'incident était-il ou non prévisible ? Les experts nommés par la défense estiment qu'il ne l'était pas.

Le procès s'ouvrira probablement en janvier et devra répondre à une question essentielle : l'incident était-il ou non prévisible ? Les experts nommés par la défense estiment qu'il ne l'était pas.

Le procès s'ouvrira probablement en janvier et devra répondre à une question essentielle : l'incident était-il ou non prévisible ? Les experts nommés par la défense estiment qu'il ne l'était pas.

Le procès s'ouvrira probablement en janvier et devra répondre à une question essentielle : l'incident était-il ou non prévisible ? Les experts nommés par la défense estiment qu'il ne l'était pas.

Le procès s'ouvrira probablement en janvier et devra répondre à une question essentielle : l'incident était-il ou non prévisible ? Les experts nommés par la défense estiment qu'il ne l'était pas.

Le procès s'ouvrira probablement en janvier et devra répondre à une question essentielle : l'incident était-il ou non prévisible ? Les experts nommés par la défense estiment qu'il ne l'était pas.

Le procès s'ouvrira probablement en janvier et devra répondre à une question essentielle : l'incident était-il ou non prévisible ? Les experts nommés par la défense estiment qu'il ne l'était pas.

Le procès s'ouvrira probablement en janvier et devra répondre à une question essentielle : l'incident était-il ou non prévisible ? Les experts nommés par la défense estiment qu'il ne l'était pas.

Le procès s'ouvrira probablement en janvier et devra répondre à une question essentielle : l'incident était-il ou non prévisible ? Les experts nommés par la défense estiment qu'il ne l'était pas.

Le procès s'ouvrira probablement en janvier et devra répondre à une question essentielle : l'incident était-il ou non prévisible ? Les experts nommés par la défense estiment qu'il ne l'était pas.

Le procès s'ouvrira probablement en janvier et devra répondre à une question essentielle : l'incident était-il ou non prévisible ? Les experts nommés par la défense estiment qu'il ne l'était pas.

Le procès s'ouvrira probablement en janvier et devra répondre à une question essentielle : l'incident était-il ou non prévisible ? Les experts nommés par la défense estiment qu'il ne l'était pas.

Le procès s'ouvrira probablement en janvier et devra répondre à une question essentielle : l'incident était-il ou non prévisible ? Les experts nommés par la défense estiment qu'il ne l'était pas.

Le procès s'ouvrira probablement en janvier et devra répondre à une question essentielle : l'incident était-il ou non prévisible ? Les experts nommés par la défense estiment qu'il ne l'était pas.

Le procès s'ouvrira probablement en janvier et devra répondre à une question essentielle : l'incident était-il ou non prévisible ? Les experts nommés par la défense estiment qu'il ne l'était pas.

Le procès s'ouvrira probablement en janvier et devra répondre à une question essentielle : l'incident était-il ou non prévisible ? Les experts nommés par la défense estiment qu'il ne l'était pas.

Le procès s'ouvrira probablement en janvier et devra répondre à une question essentielle : l'incident était-il ou non prévisible ? Les experts nommés par la défense estiment qu'il ne l'était pas.

Le procès s'ouvrira probablement en janvier et devra répondre à une question essentielle : l'incident était-il ou non prévisible ? Les experts nommés par la défense estiment qu'il ne l'était pas.

Le procès s'ouvrira probablement en janvier et devra répondre à une question essentielle : l'incident était-il ou non prévisible ? Les experts nommés par la défense estiment qu'il ne l'était pas.

Le procès s'ouvrira probablement en janvier et devra répondre à une question essentielle : l'incident était-il ou non prévisible ? Les experts nommés par la défense estiment qu'il ne l'était pas.

Le procès s'ouvrira probablement en janvier et devra répondre à une question essentielle : l'incident était-il ou non prévisible ? Les experts nommés par la défense estiment qu'il ne l'était pas.

Le procès s'ouvrira probablement en janvier et devra répondre à une question essentielle : l'incident était-il ou non prévisible ? Les experts nommés par la défense estiment qu'il ne l'était pas.

Le procès s'ouvrira probablement en janvier et devra répondre à une question essentielle : l'incident était-il ou non prévisible ? Les experts nommés par la défense estiment qu'il ne l'était pas.

Le procès s'ouvrira probablement en janvier et devra répondre à une question essentielle : l'incident était-il ou non prévisible ? Les experts nommés par la défense estiment qu'il ne l'était pas.

Le procès s'ouvrira probablement en janvier et devra répondre à une question essentielle : l'incident était-il ou non prévisible ? Les experts nommés par la défense estiment qu'il ne l'était pas.

Le procès s'ouvrira probablement en janvier et devra répondre à une question essentielle : l'incident était-il ou non prévisible ? Les experts nommés par la défense estiment qu'il ne l'était pas.

Le procès s'ouvrira probablement en janvier et devra répondre à une question essentielle : l'incident était-il ou non prévisible ? Les experts nommés par la défense estiment qu'il ne l'était pas.

Le procès s'ouvrira probablement en janvier et devra répondre à une question essentielle : l'incident était-il ou non prévisible ? Les experts nommés par la défense estiment qu'il ne l'était pas.

Le procès s'ouvrira probablement en janvier et devra répondre à une question essentielle : l'incident était-il ou non prévisible ? Les experts nommés par la défense estiment qu'il ne l'était pas.

Le procès s'ouvrira probablement en janvier et devra répondre à une question essentielle : l'incident était-il ou non prévisible ? Les experts nommés par la défense estiment qu'il ne l'était pas.

Le procès s'ouvrira probablement en janvier et devra répondre à une question essentielle : l'incident était-il ou non prévisible ? Les experts nommés par la défense estiment qu'il ne l'était pas.

Le procès s'ouvrira probablement en janvier et devra répondre à une question essentielle : l'incident était-il ou non prévisible ? Les experts nommés par la défense estiment qu'il ne l'était pas.

Le procès s'ouvrira probablement en janvier et devra répondre à une question essentielle : l'incident était-il ou non prévisible ? Les experts nommés par la défense estiment qu'il ne l'était pas.

Le procès s'ouvrira probablement en janvier et devra répondre à une question essentielle : l'incident était-il ou non prévisible ? Les experts nommés par la défense estiment qu'il ne l'était pas.

Le procès s'ouvrira probablement en janvier et devra répondre à une question essentielle : l'incident était-il ou non prévisible ? Les experts nommés par la défense estiment qu'il ne l'était pas.

Le procès s'ouvrira probablement en janvier et devra répondre à une question essentielle : l'incident était-il ou non prévisible ? Les experts nommés par la défense estiment qu'il ne l'était pas.

Le procès s'ouvrira probablement en janvier et devra répondre à une question essentielle : l'incident était-il ou non prévisible ? Les experts nommés par la défense estiment qu'il ne l'était pas.

Le procès s'ouvrira probablement en janvier et devra répondre à une question essentielle : l'incident était-il ou non prévisible ? Les experts nommés par la défense estiment qu'il ne l'était pas.

Le procès s'ouvrira probablement en janvier et devra répondre à une question essentielle : l'incident était-il ou non prévisible ? Les experts nommés par la défense estiment qu'il ne l'était pas.

Le procès s'ouvrira probablement en janvier et devra répondre à une question essentielle : l'incident était-il ou non prévisible ? Les experts nommés par la défense estiment qu'il ne l'était pas.

Le procès s'ouvrira probablement en janvier et devra répondre à une question essentielle : l'incident était-il ou non prévisible ? Les experts nommés par la défense estiment qu'il ne l'était pas.

Le procès s'ouvrira probablement en janvier et devra répondre à une question essentielle : l'incident était-il ou non prévisible ? Les experts nommés par la défense estiment qu'il ne l'était pas.

Le procès s'ouvrira probablement en janvier et devra répondre à une question essentielle : l'incident était-il ou non prévisible ? Les experts nommés par la défense estiment qu'il ne l'était pas.

Le procès s'ouvrira probablement en janvier et devra répondre à une question essentielle : l'incident était-il ou non prévisible ? Les experts nommés par la défense estiment qu'il ne l'était pas.

Le procès s'ouvrira probablement en janvier et devra répondre à une question essentielle : l'incident était-il ou non prévisible ? Les experts nommés par la défense estiment qu'il ne l'était pas.

Le procès s'ouvrira probablement en janvier et devra répondre à une question essentielle : l'incident était-il ou non prévisible ? Les experts nommés par la défense estiment qu'il ne l'était pas.

Le procès s'ouvrira probablement en janvier et devra répondre à une question essentielle : l'incident était-il ou non prévisible ? Les experts nommés par la défense estiment qu'il ne l'était pas.

Le procès s'ouvrira probablement en janvier et devra répondre à une question essentielle : l'incident était-il ou non prévisible ? Les experts nommés par la défense estiment qu'il ne l'était pas.

Le procès s'ouvrira probablement en janvier et devra répondre à une question essentielle : l'incident était-il ou non prévisible ? Les experts nommés par la défense estiment qu'il ne l'était pas.

Le procès s'ouvrira probablement en janvier et devra répondre à une question essentielle : l'incident était-il ou non prévisible ? Les experts nommés par la défense estiment qu'il ne l'était pas.

Le procès s'ouvrira probablement en janvier et devra répondre à une question essentielle : l'incident était-il ou non prévisible ? Les experts nommés par la défense estiment qu'il ne l'était pas.

Le procès s'ouvrira probablement en janvier et devra répondre à une question essentielle : l'incident était-il ou non prévisible ? Les experts nommés par la défense estiment qu'il ne l'était pas.

Le procès s'ouvrira probablement en janvier et devra répondre à une question essentielle : l'incident était-il ou non prévisible ? Les experts nommés par la défense estiment qu'il ne l'était pas.

Le procès s'ouvrira probablement en janvier et devra répondre à une question essentielle : l'incident était-il ou non prévisible ? Les experts nommés par la défense estiment qu'il ne l'était pas.

Le procès s'ouvrira probablement en janvier et devra répondre à une question essentielle : l'incident était-il ou non prévisible ? Les experts nommés par la défense estiment qu'il ne l'était pas.

Le procès s'ouvrira probablement en janvier et devra répondre à une question essentielle : l'incident était-il ou non prévisible ? Les experts nommés par la défense estiment qu'il ne l'était pas.

Le procès s'ouvrira probablement en janvier et devra répondre à une question essentielle : l'incident était-il ou non prévisible ? Les experts nommés par la défense estiment qu'il ne l'était pas.

Le procès s'ouvrira probablement en janvier et devra répondre à une question essentielle : l'incident était-il ou non prévisible ? Les experts nommés par la défense estiment qu'il ne l'était pas.

Le procès s'ouvrira probablement en janvier et devra répondre à une question essentielle : l'incident était-il ou non prévisible ? Les experts nommés par la défense estiment qu'il ne l'était pas.

Le procès s'ouvrira probablement en janvier et devra répondre à une question essentielle : l'incident était-il ou non prévisible ? Les experts nommés par la défense estiment qu'il ne l'était pas.

Le procès s'ouvrira probablement en janvier et devra répondre à une question essentielle : l'incident était-il ou non prévisible ? Les experts nommés par la défense estiment qu'il ne l'était pas.

Le procès s'ouvrira probablement en janvier et devra répondre à une question essentielle : l'incident était-il ou non prévisible ? Les experts nommés par la défense estiment qu'il ne l'était pas.

Le procès s'ouvrira probablement en janvier et devra répondre à une question essentielle : l'incident était-il ou non prévisible ? Les experts nommés par la défense estiment qu'il ne l'était pas.

Le procès s'ouvrira probablement en janvier et devra répondre à une question essentielle : l'incident était-il ou non prévisible ? Les experts nommés par la défense estiment qu'il ne l'était pas.

Le procès s'ouvrira probablement en janvier et devra répondre à une question essentielle : l'incident était-il ou non prévisible ? Les experts nommés par la défense estiment qu'il ne l'était pas.

Le procès s'ouvrira probablement en janvier et devra répondre à une question essentielle : l'incident était-il ou non prévisible ? Les experts nommés par la défense estiment qu'il ne l'était pas.

Le procès s'ouvrira probablement en janvier et devra répondre à une question essentielle : l'incident était-il ou non prévisible ? Les experts nommés par la défense estiment qu'il ne l'était pas.

Le procès s'ouvrira

مكذبا من الأصل

RELIGION

DU 5 AU 15 OCTOBRE

Le dalaï-lama est en visite en France

Une personnalité déconcertante et attachante

Chef spirituel et temporel du Tibet, le dalaï-lama est en visite en France à partir du 5 octobre et jusqu'au 15 octobre. Il séjournera à Paris jusqu'au 9 octobre, et M. Chirac donnera une réception en son honneur à l'Hôtel de Ville le 6 octobre. Le dalaï-lama se rendra ensuite dans un certain nombre de villes de province. [Voir encadré.]

Qui est ce chef spirituel et temporel du Tibet ? Un roi ? Un dieu vivant ? Ou un « simple moine bouddhiste », comme il dit modestement de lui-même ? Selon les six millions de Tibétains, dont un million vivent en exil - en Inde, au Népal ou dans les pays occidentaux - le dalaï-lama, Sa Sainteté Tenzin Gyatso, est la quatorzième réincarnation du bodhisattva Avalokitesvara, Bouddha de la compassion.

La tradition tibétaine enseigne que la compassion du Bouddha s'est incarnée jadis dans les grands rois du Tibet, et ensuite dans la dynastie des dalaï-lamas, qui doivent assurer

le pouvoir spirituel et le pouvoir temporel. Comment un nouveau dalaï-lama vient-il au trône à la mort du précédent ? Le rite est unique dans l'histoire des sociétés. Les dignitaires religieux recherchent, à travers toute la population, l'enfant qui répondra positivement à une série de tests, tel le fait de choisir, parmi divers objets, les reliques du lama défunt : son chapelet, sa canne, son tambour.

L'actuel dalaï-lama fut ordonné moine à quatre ans, puis formé par vingt années d'études monastiques. Il avait vingt-quatre ans lorsque les Chinois prirent le contrôle du Tibet en 1959. Depuis, il vit en exil, avec quelque cent mille fidèles, à Dharmasala (Inde), au pied de l'Himalaya. En attendant de pouvoir rentrer dans son pays - et il reste très prudent face aux avances des autorités chinoises, en déclarant qu'il s'abstiendra tant que le Tibet sera sous administration chinoise - il parcourt le monde pour visiter les communautés bouddhistes et s'entretenir avec d'autres chefs spirituels.

Il s'est déjà rendu en Mongolie, au Japon, en U.R.S.S., aux États-

Unis, et maintenant c'est le tour de l'Europe. Après l'Italie, où il a été reçu pendant une demi-heure par Jean-Paul II, puis l'Espagne, et avant de se rendre en Allemagne fédérale, il arrive donc en France pour une visite de dix jours. Jusqu'à présent, il n'avait pas pu obtenir un visa pour la France pour des raisons politiques - le soul, apparemment, de ne pas indisposer Pékin - mais, aujourd'hui, on lui autorise une visite « strictement privée ». Le premier ministre aurait même invité les ministres à ne se prêter à aucun contact officiel avec le dalaï-lama.

Le nirvana peut attendre !

Celui-ci n'entend pas jouer un rôle politique, pourtant, et affirme vouloir transmettre à l'Occident « un message de compréhension et d'amour ». Déconcertante et attachante personnalité, en vérité, que ce jeune « pape » du bouddhisme (quarante-huit ans), qui minimise son propre rôle spirituel, se montre passionné de la science et débordé d'humour. Lorsqu'on lui demande s'il est le dernier dalaï-lama, comme le veut une prédiction, il répond : « Ce qui importe n'est pas de savoir s'il y aura d'autres dalaï-lamas, mais d'apprécier la valeur, religieuse et politique, de l'institution elle-même. Si l'existence de celle-ci s'avère inutile pour mon peuple, il n'y a aucune raison de la maintenir. »

Sur le plan spirituel, le dalaï-lama se montre tout aussi pragmatique. Pour lui, « c'est la compassion qui est au cœur de l'enseignement du bouddhisme mahayana, une compassion qui doit atteindre tous les êtres vivants ». Pour le reste, on peut

reporter à un peu plus tard la question du nirvana : il n'y a pas le feu. De même, que croire, ou ne pas croire à Bouddha n'a pas d'importance : « L'important est de mener une existence positive », au service des autres (1).

Fasciné par la science - il avait eu comme précepteur un officier autrichien qui lui a enseigné la physique - le dalaï-lama s'amuse, à ses moments perdus, à démonter des postes de radio ou des montres pour en comprendre le mécanisme. Son rêve, aux États-Unis, qu'il n'a pu réaliser, était de visiter la NASA.

Cela explique pourquoi le dalaï-lama ne considère pas le bouddhisme comme une fuite du réel. « Une des grandeurs du bouddhisme est son aspect logique et rigoureux, nous a-t-il confié. Le seigneur Bouddha a dit qu'il ne faut pas accepter son enseignement sur parole, mais il faut le passer au crible, comme un chercheur d'or. Pour ma part, je m'intéresse beaucoup à la science, et si un jour la science prouvait avec 100 % de certitude que la réincarnation n'existe pas, alors je renoncerais à cette croyance ! »

Tout le paradoxe, teinté d'humilité et d'humour, du dalaï-lama est dans cette réponse, à la fois bonté et vérité profonde.

ALAIN WOODROW.

JEAN-PAUL II, ARAFAT ET... CLOVIS

De notre correspondant

Reims. - Dans l'homélie qu'il a prononcée dimanche 3 octobre à Reims à la basilique de Saint-Rémi, dédiée à l'évêque qui baptisa Clovis, Mgr Pierre Boillon, évêque de Verdun, n'a pas hésité à rapprocher le geste de Jean-Paul II accueillant au Vatican le chef de l'O.L.P., Yasser Arafat, de l'accueil que saint Rémi réserva au V^e siècle au chef des guerriers francs. « Cette amitié, liée avec un chef barbare d'une bande de pillards, ayant du sang sur les mains, provoqua une crispation chez de nombreux fidèles qui refusaient de s'ouvrir à une telle aventure à une époque où les membres du clergé, pour la plupart, étaient encore favorables aux Romains », a dit l'évêque de Verdun.

Mgr Boillon a ajouté : « En ce sens, le geste de paix de Jean-Paul II envers le chef des combattants palestiniens est à respecter dans la tradition naturelle de l'Eglise. »

M.S.

LE PÈRE PIÉTRI EST CHARGÉ DES QUESTIONS PASTORALES AUPRÈS DE L'ÉPISCOPAT

Le Conseil permanent de l'épiscopat français a nommé le Père Gaston Piétri secrétaire général adjoint de la Conférence épiscopale française, chargé des questions pastorales.

[Né en 1929 à Sées (Haute-Corse), Gaston Piétri a été ordonné prêtre en 1954 ; il est vicaire à la cathédrale d'Albi de 1955 à 1957, puis aumônier de lycée Fesch d'Alger de 1956 à 1967. Nommé vicaire épiscopal en 1967, il est chargé principalement de la pastorale du monde ouvrier, de l'apostolat des laïcs et de la formation permanente des clercs. De 1978 à 1982, le Père Piétri est directeur du Centre national de l'enseignement religieux.

Le poste auquel le Père Piétri vient d'être nommé n'avait pas été pourvu depuis cinq ans. Cette fonction consiste à suivre les différentes questions pastorales à travers la France et leur évolution. Elle concerne par exemple les points suivants : la paroisse et son avenir ; les ministères ; la pastorale des grandes villes ; la préparation du synode ; l'application des orientations missionnaires ; l'accompagnement des acérés régionaux de la pastorale, etc.]

LE PROGRAMME DU SÉJOUR

An cours de sa visite en France, le dalaï-lama assistera à un certain nombre de manifestations publiques à Paris et en province :

- A PARIS :
 - Service Interreligieux consacré au « Message des grandes religions du monde », le 6 octobre à 19 h 30, Grand amphithéâtre de la faculté de droit Assas.
 - Enseignements pour les bouddhistes, le 7 octobre à 20 h, Grande salle de la Mutualité.
 - Conférence sur « La compassion universelle et les crises mondiales », le 8 octobre à 19 h 30, à la faculté de droit Assas.
 - Enseignements pour les bouddhistes, le 9 octobre à 9 h 30, à la pagode du bois de Vincennes.

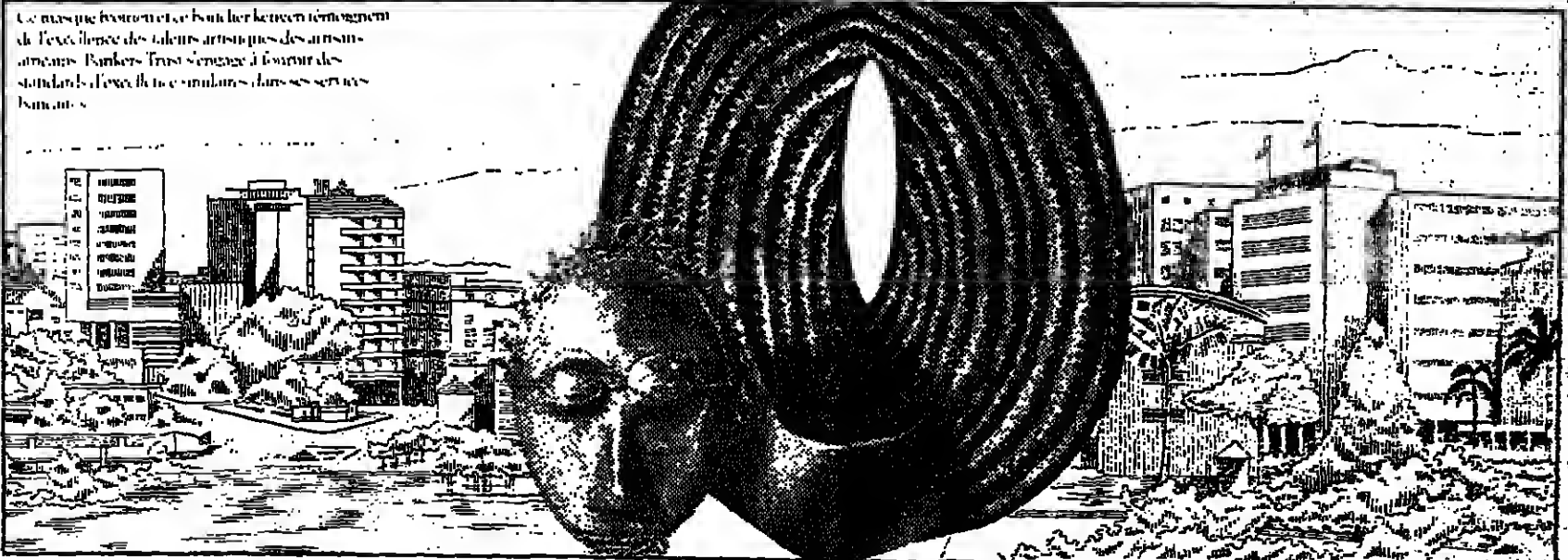
• EN PROVINCE :
La visite du dalaï-lama se poursuivra le 10 octobre à Strasbourg (enseignements auprès de M. J. Bartenour ; 1981 87-73-801 ; du 11 au 14 octobre à Toulouse-Lavaur au centre Vajra Yogini 1631 58-17-22 ; enfin le 15 octobre à Digne à la Fondation Alexandra David-Néel (enseignements auprès de M^{me} M. M. Peyronnet, 1921 31-32-38).

Tous renseignements complémentaires auprès de la communauté tibétaine, 23, rue Boris-Vildé, 92350 Fontenay-aux-Roses, 350-85-10 et 020-72-19, ainsi qu'auprès du centre Rigpa, 572-51-34 et 544-25-60.

SPECIAL MICRO EN 1 MOIS
formez-vous à la MICRO INFORMATIQUE
cours du jour ou du soir 8 participants par stage
FORMATIQUE 1 rue de Choiseul 75002
(1) 296 65 08

(Publié)
C.R.C.I. LIMOUSIN-POITOU-CHARENTES GROUPE E.S.E.C.
I.S.F.O.G.E.P.
INSTITUT SUPÉRIEUR DE FORMATION
A LA GESTION DU PERSONNEL - LIMOGES
CYCLE SUPÉRIEUR DE SPÉCIALITÉ POUR LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES
Enseignement alterné, durée 1 400 heures, soit neuf mois, dont quatre en entreprise.
Réservé aux diplômés de l'enseignement supérieur (niveau : licence, maîtrise ou équivalent).
- Du 2 novembre 1982 au 29 juillet 1983 -
Nombre de participants limité à 20 - Sélection en cours.
Dépôt des dossiers de candidature possible, mais urgent.
Informations :
I.S.F.O.G.E.P. - 15, place Jourdan, 87038 LIMOGES Cedex
Tél. : (05) 33-31-99

BANKERS TRUST OUVRE DEUX NOUVEAUX BUREAUX EN AFRIQUE



Nos bureaux en Côte d'Ivoire et au Kenya reflètent notre souci constant de répondre aux besoins financiers de l'Afrique.

Bankers Trust par l'intermédiaire de sa filiale, B.T. Overseas Representatives, Inc., vient d'ouvrir des bureaux de représentations régionaux à Abidjan en Côte d'Ivoire et à Nairobi au Kenya.

Ces deux nouveaux bureaux accroissent notre capacité de servir et d'assister nos clients : les gouvernements et les communautés bancaires de la Côte d'Ivoire, du Kenya et des autres pays d'Afrique ainsi que les grandes sociétés actives sur les marchés africains.

Ceci constitue une nouvelle étape importante dans le développement de la présence de Bankers Trust en Afrique où la banque a déjà

des bureaux à Lagos et à Tunis. Notre présence s'affirme encore davantage dans un proche avenir avec l'ouverture d'un bureau au Caire.

Bankers Trust participe depuis longtemps au développement économique de l'Afrique. Ce passé actif nous assure l'expérience, les connaissances spécialisées et les moyens aptes à soutenir les aspirations de croissance de ces nations. Ces mêmes moyens peuvent nous permettre d'aider les grandes sociétés, particulièrement celles accédant à de nouveaux marchés à croissance rapide.

Voici les domaines dans lesquels une des plus importantes banques commerciales inter-

nationales comme Bankers Trust peut vous aider :

- Services aux banques correspondantes.
 - Financement du commerce international, tant à l'importation qu'à l'exportation.
 - Montage de crédits consortiaux dans les secteurs de l'énergie et des mines et financement de projets nécessitant des capitaux internationaux.
 - Gestion de fonds de réserve, opérations de change et services de conseil financier.
- Si vous avez besoin de conseils novateurs et professionnels, faites appel à Bankers Trust. Prenez contact avec Robert R. Tarter, Vice-président et chef de la division africaine à New York, États-Unis : Téléphone : (212) 850-4836 ; Telex :

420066. A Londres : Peter C. Blenk, Vice-président et représentant du groupe Moyen-Orient/Afrique. Téléphone : 01-726-4141. Telex : 883341. A Paris : Jérôme V. King, Vice-président et représentant du groupe Moyen-Orient/Afrique. Téléphone : 359-6362. Telex : 290804. Ou contactez l'un de nos bureaux régionaux :



Bankers Trust Company

Abidjan, Côte d'Ivoire : Michel Enault-Pellenc, Vice-président et représentant régional, B.T. Overseas Representatives, Inc. Téléphone : 32 90 06 ou 32 94 82. Telex : 2728. Lagos, Nigeria : Peter H. White, Vice-président adjoint et représentant, B.T. International (Nigeria) Ltd. Téléphone : 665-074. Telex : 2174. Nairobi, Kenya : Florin Schmeis, Vice-président et représentant régional, B.T. Overseas Representatives, Inc. Téléphone : 399594/7. Telex : 23242. Tunis, Tunisie : Thomas P. Orsz, Vice-président et représentant régional, Téléphone : 280-277. Telex : 18005.

Le Monde

MEDECINE

Lutter contre les maladies neuromusculaires

« Nous ne voulons rien dire qui puisse alimenter des espoirs aujourd'hui déraisonnables ou entraîner un pessimisme injustifié. » A l'heure des conclusions, les participants au V^e congrès international des maladies neuromusculaires, qui vient de réunir à Marseille plus de mille trois cents personnes venues de trente-cinq pays (Le Monde, du 14 septembre), parvenaient difficilement à situer pour la presse l'avancée de leurs travaux.

Diverses estimations situent à trois cent mille environ le nombre des personnes qui souffrent en France d'une affection neuromusculaire. Ces maladies, qui peuvent s'exprimer par des symptômes très divers (de la crampe à la paralysie aux conséquences fort différentes (de la simple gêne à la mort), forment un ensemble complexe et disparate dans lequel domine le groupe constitué par les altérations génétiques de la fibre musculaire.

Pour l'essentiel, aucun traitement autre que symptomatique (c'est-à-dire s'attaquant aux symptômes et non à la cause) ne peut encore être proposé. Les cas les plus graves se manifestent dès les premiers mois de la vie et évi-

luent de manière inéluctable, le décès survénant avant la trentième année au terme de souffrances majeures. La réduction progressive des capacités musculaires et la paralysie qui l'accompagne s'installent sans que les facultés intellectuelles soient touchées.

Ces situations dramatiques sont souvent mal supportées par les familles. Mal supportées aussi par le corps médical réduit à suivre l'évolution d'un phénomène sur lequel il n'a aucune prise et pas de véritable approche explicative. Sombre tableau, dira-t-on, où la fatalité et l'impuissance ajoutent au désespoir. Tableau pourtant éclairé aujourd'hui par deux lumières convergentes.

D'une part, les travaux scientifiques engagés depuis une quinzaine d'années sur ce thème semblent prendre un nouvel essor. D'autre part, une action particulièrement dynamique est entreprise dans de nombreux pays par les associations de malades ou de parents de malades. Largement développée aux Etats-Unis, où la Muscular Dystrophy Association, avec l'aide de M. Jerry Lewis, a consacré, en 1980, 20 millions de dollars à la recherche (1), le phénomène est en train de se développer en

France. L'Union des myopathes de France et l'Association française contre la myopathie viennent, en effet, de se réunir pour collaborer au sein de l'Association des myopathes de France, présidée par M. Bernard Barataud (2).

Une réunion éminemment positive, qui devrait permettre d'élaborer et d'établir d'une politique cohérente de recherche et de soins vis-à-vis de ce domaine longtemps délaissé par les pouvoirs publics et pour lequel le professeur Michel Fardeau, directeur de l'unité de recherche de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) sur la myopathie et président du conseil scientifique des associations de myopathes, souhaite une mobilisation de l'ensemble des chercheurs.

(1) Depuis 1966, le jour de la fête nationale américaine, Labor Day, un « marathon télévisuel » de vingt-quatre heures (ou Téléthon) est organisé au profit de la lutte contre les maladies neuromusculaires. A cette occasion, de nombreuses vedettes des arts et du spectacle apportent leur concours. Le programme est rediffusé par des centaines de stations de radio et par toutes les chaînes de télévision américaines et canadiennes.

(2) 4, rue François-Coppée, Tél. 358-21-55.

Le refus obstiné du désespoir et de la fatalité

Il est des travaux qui marquent leur temps. Lorsqu'en 1886, le docteur Guillaume Benjamin Arnaud Duchenne publie, dans les *Archives de médecine générale*, un article intitulé « Recherches sur la paralysie musculaire pseudo-hypertrophique ou paralysie myo-sclérotique », il présente-il qu'il laisse du même coup son nom à la pathologie ? Ce fils de marin, praticien à Boulogne-sur-Mer, est passionné par les applications médicales auxquelles peuvent donner lieu les découvertes de son temps. C'est ainsi qu'il s'efforce à utiliser au profit de son art les connaissances récemment acquises sur l'électricité et la matière colorante, des techniques photographiques.

Si, plus tard, Charcot reconnaît bien en lui son « maître en pathologie », c'est pourtant la description magistrale qu'il donne de la paralysie hypertrophique qui lui vaut de ne pas retomber dans l'oubli. Plus d'un siècle après, la maladie de Duchenne de Boulogne n'est plus connue que sous ce nom, et la publication de 1886 continue d'être citée en référence bibliographique dans toutes les études importantes sur les altérations de la fibre musculaire (myopathies) de cause génétique.

La myopathie de Duchenne de Boulogne est, de par sa fréquence (un cas pour trois mille à quatre mille huit cents naissances) et sa gravité (des sujets atteints dépassent rarement la trentaine), le principal chapitre de cet ensemble. Cette affection se caractérise par une réduction progressive des capacités musculaires, l'apparition d'importantes déformations corporelles et le maintien des facultés intellectuelles. Alors que les mouvements fontaux semblent parfaitement normaux, la maladie est présente dès les premiers mois qui suivent la naissance. La marche autonome est retardée, anormale. La station debout devient progressivement impossible, et la période dramatique survient au début de la seconde décennie. Le sujet est alors progressivement réduit à l'état de grabataire.

Le décès par insuffisance cardio-respiratoire survient en général avant trente ans. Outre

ces données établies depuis plus d'un siècle et qu'aucun thérapeutique n'a encore véritablement pu modifier, il en existe une autre qui ajoute à la fatalité et pèse sur les sujets et les familles atteints : le caractère héréditaire de la transmission de l'affection.

Il s'agit schématiquement d'une transmission « liée au sexe » : les mères transmettent l'anomalie biologique sans en présenter les symptômes. La probabilité d'être malade pour un enfant issu d'un couple dont la mère est porteuse est de 0,5 pour un garçon. Elle est également de 0,5 pour une fille d'être potentiellement vectrice de l'affection vis-à-vis de sa descendance. En réalité, les choses sont plus complexes, et il arrive que dans un nombre non négligeable de cas (environ 30 %) la survenue de la maladie ne soit due qu'à une mutation récente, échappant ainsi au mode habituel de transmission.

techniques des manipulations génétiques. L'objectif est de remonter en aval, de situer sur le chromosome quelle zone est défectueuse et de comprendre comment l'anomalie génétique devient symptomatique. Là encore la maladie de Duchenne de Boulogne sert de modèle. On sait que le gène anormal se situe sur le chromosome X, structure présente à deux exemplaires dans chaque cellule féminine, à un seul exemplaire chez l'homme. L'équipe du professeur A.E.H. Emery (Edimbourg) s'attache à trier parmi plusieurs milliers de fragments d'acide désoxyribonucléique celui qui est en cause.

Comment ces résultats, pour lesquels tout le monde s'accorde à dire qu'ils ne sauraient tarder, seront-ils utilisés ? Pour servir à la fois à la recherche fondamentale et à une application rapide pour diagnostiquer les organismes atteints avant leur naissance ? C'est, résumé, toute la problématique actuelle de ce domaine. Déjà, aujourd'hui, compte tenu des règles bien connues qui commandent la transmission de ces affections, on pratique des interruptions de grossesse chez des couples pouvant donner naissance à un enfant atteint d'une maladie de Duchenne de Boulogne. L'interruption de grossesse n'est pratiquée, après prélevement de liquide amniotique (amniocentèse) à la seizième semaine de gestation, que lorsqu'il est établi que le fœtus est de sexe masculin. Doit-il y avoir là, interrogatoire éthique ? Curieusement, ce sujet n'est pratiquement pas abordé lors des réunions médicales et scientifiques.

Si tout le monde s'accorde à dire qu'il est illusoire de rêver « éradiquer » de cette manière la myopathie de Duchenne de Boulogne, personne ne peut interdire d'accepter la demande d'un couple qui sait attendre un garçon pouvant être atteint. Bien que se refusant à prendre une position officielle, les associations françaises de myopathes sont fermement opposées au principe de cette démarche qui constitue, pour reprendre les termes de M. Barataud, « une impasse intellectuelle ».

Les progrès permis par les techniques de génie génétique n'aboutiront-ils — comme c'est possible — qu'à la mise au point de méthodes plus fines de dépistage anténatal permettant de ne pratiquer des interruptions de grossesse qu'à bon escient ? Si tel était le cas, faudrait-il parler d'un dévoiement de la recherche, la technique posant là des problèmes éthiques pour lesquels elle se refusait à chercher une solution ? Quelle serait alors l'attitude des associations de myopathes qui financent des travaux scientifiques dans ce domaine ? Du résultat de cette compétition entre dépistage et traitement dépendra, vraisemblablement, en grande partie la suite de cette lutte engagée depuis plus d'un siècle, grâce au refus obstiné du désespoir et de la fatalité.

JEAN-YVES NAU.

(1) « Maladies neuromusculaires. Le renouveau des recherches ». Centre d'étude de France, n° du 20 novembre 1981.

(2) Maladies neuromusculaires. Abrégé Masson. Ouvrage collectif réalisé sous la direction du professeur Georges Serratrice (Centre hospitalier universitaire de la Timone, Marseille).

L'ESSOR DES RECHERCHES

par le professeur MICHEL FARDEAU (*)

La connaissance de maladies touchant principalement les muscles n'est pas toute neuve. La plupart des myopathies ont été reconnues et décrites dans la deuxième moitié du dix-neuvième siècle, mais l'absence de données sur l'anatomie ou la physiologie de la cellule musculaire normale rendait assez vaine toute tentative d'interprétation du mécanisme des myopathies.

L'essor de la biochimie, l'irruption de la microscopie électronique, l'étude des mécanismes élémentaires de la contraction musculaire ou de la transmission neuromusculaire ont tout changé : la cellule musculaire est devenue l'une des cibles favorites de la biologie moderne et de la biologie cellulaire et moléculaire fondamentale. Mais le déclin de toutes les recherches modernes en pathologie humaine est sans doute la simple description à Londres, en 1958, d'une maladie relativement bénigne où toutes les fibres musculaires présentaient en leur centre un trouble angulaire de leur architecture. Cette anomalie, aisément détectable, fut le premier d'une longue série permettant la reconnaissance de « nouvelles » myopa-

thies, jusque-là perdues, en fait, dans un maquis nosologique très confus. La possibilité de mieux évaluer des maladies, responsables en particulier d'« hypotonies » à la naissance, d'en préciser le pronostic ou le mode de transmission génétique, de dissager des hypohèses sur leur mécanisme d'apparition, e st, sans doute aucun, la raison du renouveau de toute la pathologie musculaire.

A travers ces études, on a pu mieux distinguer que par le passé les atrophies qui étaient la conséquence d'atteintes nerveuses. On a pu reconnaître les troubles liés à des désordres du métabolisme des sucres, des lipides ou de certains nucléotides, trouvant l'explication de certaines crampes ou intolérances douloureuses à l'effort. On a disséqué, au niveau moléculaire, les anomalies de la transmission neuromusculaire, reproduit la myasthénie humaine chez plusieurs espèces animales, démontré les dérèglements immunitaires qui sont à l'origine de cette dernière.

Toutes ces avancées ont eu des répercussions importantes sur le traitement de ces diverses maladies, et nombre d'entre elles ont des thérapeutiques efficaces.

L'aube et ses nuages

Mais cette poussée de la biologie moderne bute encore sur la compréhension et le traitement de quelques-unes des plus graves et des plus fréquentes maladies musculaires, comme la myopathie de Duchenne et d'autres affections héréditaires. On sait bien, cependant, les différents éléments de la stratégie mise en œuvre pour l'étude de ces diverses dystrophies. L'essor des recherches apparaît considérable dans ce domaine ; toutes les techniques de la biologie moderne ont été introduites dans le champ particulier des maladies musculaires : le nombre des laboratoires concernés va croissant d'année en année ; on peut donc parler d'une aube, dans un domaine longtemps abandonné à l'impéritie du diagnostic et à l'impuissance thérapeutique.

Malgré cette aube ne va pas sans quelques nuages, du moins

dans notre pays, où les centres de recherche sont encore peu nombreux, où manque toute recherche épidémiologique précise, où les maladies musculaires ne sont pas encore reconnues dans leur vraie dimension sociale. Eparpillées entre de nombreuses disciplines différentes, les recherches cliniques ont peine à s'épanouir, à s'articuler avec les laboratoires de recherche fondamentale. Une prise de conscience de l'importance de ces maladies, une meilleure convergence des recherches cliniques et biologiques, l'industrialisation de ce domaine pathologique comme discipline médicale, devraient aider les nuages à se dissiper.

(*) Directeur de recherche au C.N.R.S., directeur de l'Unité INSERM de biologie et pathologie neuromusculaires et président du conseil scientifique des associations françaises de lutte contre les myopathies.

Une centaine d'entités pathologiques

Un rapide bilan permettrait de conclure à l'inefficacité presque totale des tentatives thérapeutiques menées dans le domaine des maladies neuromusculaires. Décrites pour l'essentiel à la fin du dix-neuvième siècle et au début du vingtième siècle, ces dernières demeurent bien souvent synonymes d'échec médical. Il ne faut pourtant pas faire preuve d'un excès de pessimisme. D'une part, quelques affections commencent à être curables (par régime alimentaire ou apport médicamenteux) ; d'autre part, l'étude de ces maladies bénéficie d'un regain de vingt-cinq années de l'apport conceptuel et technique de nombreuses disciplines. C'est notamment le cas de l'immunologie, de l'histologie, de l'enzymologie. De la même manière, de nouvelles possibilités d'investigation, comme la microscopie électronique, l'électro-physiologie musculaire ou les prélevements (biopsies) de muscles ont aidé à progresser de manière sensible.

« Il s'est passé, explique le professeur Michel Fardeau, en ce domaine, un peu la même chose que dans des maladies frappant le rein ou le sang : avec la possibilité d'obtenir des échantillons aisément analysables et utilisables sur des bases scientifiques, on s'est aperçu qu'un grand nombre d'affections regroupées sous des termes synthétiques constituaient en réalité une pléiade d'entités génétiques, morphologiques et biochimiques différentes (1). »

Il est donc prématuré d'attendre des retombées thérapeutiques majeures alors même que le cadre nosographique n'est pas encore formellement établi. Les grandes lignes de l'actuelle classification (2) séparent :

• Les myopathies dues à une

anomalie génétique de la fibre musculaire (type maladie de Duchenne de Boulogne), à un processus inflammatoire (myosites) ou à une anomalie métabolique.

• Les neuropathies dues à une atteinte des trajets nerveux qui assurent la croissance normale (trophicité) des tissus musculaires. Il en existe de nombreuses variétés, génétiques ou acquises (carences nutritionnelles, toxiques industrielles).

• Les atteintes de la motricité épinière et celle de la fonction nerf-muscle. Il s'agit dans ce dernier cas du groupe des myasthénies (caractérisées notamment par une fatigabilité anormale du sujet après un effort physique), pour lesquelles on dispose de protocoles thérapeutiques souvent efficaces.

An total, on recense plus d'une centaine d'entités pathologiques, fort différentes dans leurs causes, leurs évolutions, la gravité et la topographie des lésions qui les caractérisent.

Le rapide développement de la biologie moléculaire n'a pas ignoré les travaux consacrés à ces affections. C'est en particulier le cas des myasthénies, avec les études, à l'échelon microscopique, du « dialogue » qu'entretenant nerf et muscle au niveau de l'espace qui sépare et relie ces deux structures. S'il est acquis depuis longtemps que le nerf commande le muscle, il semble aussi fort probable qu'à sa manière le muscle puisse par l'intermédiaire de signaux chimiques « influencer » le nerf. Plusieurs équipes françaises axent leurs recherches sur ces facteurs d'origine musculaire. D'autres travaux concernent la synthèse de molécules capables d'augmenter *in vitro* et *in vivo* la vitesse de croissance des nerfs.

Anomalie génétique

Des progrès sont, d'une part, enregistrés grâce à l'analyse microscopique des biopsies musculaires pratiquées dès la naissance chez des enfants très hypotoniques (« enfants mous »). Une analyse fine de ces prélèvements permet, en effet, d'établir un pronostic sur l'évolution, favorable ou non, de l'affection. Elle aide ainsi à la prise de décision concernant le maintien ou l'in-

terruption de la réanimation neonatale.

A ces acquis thérapeutiques minimes mais indéniables pourrions-ils ajouter, prochainement, ceux liés à une meilleure compréhension des mécanismes physiopathologiques à l'origine de ces affections. Leur caractère fréquemment héréditaire en fait un large champ d'expérience pour les équipes sachant utiliser les

USA
OFFRE SPECIALE

voyage d'affaires ou court séjour
ALLER/RETOUR
tarifs sans restrictions

NEW YORK
2.990 F

CHICAGO
3.390 F

WASHINGTON (BWI)
2.990 F
Demandez notre brochure "offre spéciale" tarifs 1/90 jours.

au départ de Luxembourg
Consultez votre Agent de Voyages ou
ICELANDAIR
9 bd des Capucines
75002 Paris. Tél. 742.52.26

VADEMECUM BIOLOGIQUE DU PRATICIEN
par Charles Ferez
Pathologie clinique et variations biologiques
Affections présentant les mêmes variations biologiques
(Interprétation instantanée des examens de laboratoire et valeurs de référence)
3^e édition
Préfaces du Professeur J.E. COURTOIS

Un volume
12,5 x 18,5
596 pages
200 F
- per 100 F

POUR UNE APPROCHE INSTANTANEE DU DIAGNOSTIC

maloine s.a. éditeur
27, rue de l'Ecole de Médecine - 75006 Paris. Tél. 325.4

Aux Entretiens de Bichat

Le désastre des accouchements «sauvages»

Le respect de la nature n'est pas toujours souhaitable en ce qui concerne la grossesse, si l'on en juge par le tableau catastrophique présenté aux Entretiens de Bichat par le SAMU (protection maternelle et néonatale) et le SMUR (service médical d'urgence) de Paris (docteur Jean Laval) des accouchements «sauvages» survenus à domicile, en 1980 et 1981 à Paris. Cent cinq enfants (dont des jumaux) sont nés accidentellement de cette façon durant ces deux années, dans des conditions «qui n'ont rien d'un tableau idyllique d'une image d'Épinal où figurent matrones, baquet d'eau chaude et draps propres».

Ce sont les conditions socio-économiques qui, sans exception, ont motivé ces «accouchements-sauvages» : un escalier ou un lieu de travail, nécessitant l'appel à des équipes hautement médicalisées et spécialisées du SAMU.

L'âge moyen de ces femmes était de vingt-sept ans, mais une sur cinq avait de seize à vingt ans. Plus de

la moitié en 1980, le tiers en 1981, appartenait à des familles d'immigrés et, chez plus de la moitié aussi, la grossesse n'avait pas été correctement suivie sur le plan socio-médical.

Si les équipes appelées en urgence n'ont eu à faire face qu'à peu d'anomalies de l'accouchement lui-même, le bilan dressé est, pour les enfants, désastreux. Cinq étaient morts-nés ou décédés dans les premières minutes. Vingt-deux étaient dans un état tel qu'ils ont nécessité des massages cardiaques externes, des intubations, perfusions, ventilations, remplissages vasculaires... Malgré tout cela, on a noté, encore, une dizaine de décès après l'hospitalisation, et chez un tiers de ces «nouveaux-nés à domicile», de multiples problèmes médicaux graves.

Bref, et en dépit de tous les moyens déployés, la mortalité a été dix fois supérieure à la moyenne nationale.

L'efficacité du SAMU

L'efficacité du SAMU dans de tels cas est attestée par le fait que «les médecins d'urgence ont assumé sans problème tous les accouchements et que ceux du SMUR (spécialisés en pédiatrie) ont trouvé vingt-trois enfants en état de mort apparente pour lesquels ils ont déployé sur place les techniques les plus sophistiquées de réanimation».

Un tel bilan appelle à l'évidence, indiquent les orateurs de Bichat, un effort considérable d'information des femmes enceintes sur les risques qu'encourt leur enfant en cas de naissance à domicile et une pédagogie accrue visant à bien expliquer, dès lors à l'appui, les signes avant-coureurs de l'accouchement et son déroulement. Les pouvoirs publics devraient, à cette fin, favoriser les actions menées, notamment, au sein du comité médico-social pour la santé des migrants et des centres de protection maternelle et infantile.

Un effort de ce type serait autrement moins coûteux, et plus bénéfique sur le plan socio-humain, que le déploiement des SAMU et des services de réanimation spécialisés, et M. Jack Halita, ministre de la santé, en était conscient, lorsqu'il souhaitait que le modèle remarquable de prise en charge et de dépistage mis en place en Seine-Saint-Denis soit étendu à toutes les communautés urbaines.

Les désastres que peuvent engendrer les accouchements à domicile ne sont pas spécifiques à la Ville de Paris : une série du même ordre est relevée à Lyon, avec des résultats tout aussi catastrophiques, et qui incitent, c'est le moins que l'on puisse dire, à certaines médiations sur le bien-fondé des campagnes lancées contre les maternités hospitalières bien équipées et pour un «retour à la nature» dont on ne saurait sous-estimer la cruauté.

Dr E.-L.

PLÉTHORE MÉDICALE ET COUT DE LA SANTÉ

L'accroissement du nombre des praticiens s'est accompagné d'une multiplication des actes

La santé et dont les conclusions ne sont pas encore publiées, confirment l'impasse inquiétante à laquelle conduit le recrutement excessif — depuis 1968 — d'étudiants en médecine.

L'enquête du SESI (Service des statistiques, études et systèmes d'information) indique, en outre, une tendance tout aussi inquiétante à la multiplication, par les praticiens placés en situation de plé-

thore, d'actes techniques coûteux et dont la nécessité reste à démontrer.

Ces faits posent, dans toute leur ampleur, le problème d'ordre professionnel, certes, mais aussi économique et politique de la responsabilité qui devrait assumer le corps médical (et lui seul ?) pour la détermination et la gestion du budget que la nation entend consacrer à sa santé.

Les visites à domicile, qui ont tendance à diminuer, dans tout l'Occident.

Cette évolution vers une multiplication des actes est beaucoup plus frappante encore pour ceux qui sont cotés en K (actes de chirurgie et spécialités, incluant, par exemple, les piqûres intraveineuses — K2 — et les électrocardiogrammes — K12, le K valant 10,25 F) et les actes cotés en Z (actes de radiologie), qui ont été multipliés respectivement, durant cette décennie, par 2,3 et 2,4.

Une telle multiplication des actes médicaux relève, pour une part, de l'extension de la protection sociale et de la prise de conscience accrue — et béné-

ficiée — de la médecine. Sécurité sociale retenue, pour la première fois en 1960, le principe d'une enveloppe globale (honoraires et prescriptions) compensée avec les recettes disponibles de l'assurance-maladie. Autrement dit, les honoraires des médecins ne pouvaient augmenter que si le nombre et le coût des actes prelevés ou pratiqués se stabilisaient ou diminuaient.

Une telle conception a certes, pour mérite de faire prendre conscience au corps médical des aspects économiques de chacun de ses actes, de chacune de ses prescriptions, et, sans doute, d'avoir en arrière une évaluation plus rigoureuse et un usage plus réfléchi de certaines thérapeutiques ou de certains modes d'exploration dont l'efficacité réelle se voit de plus en plus fréquemment remise en cause.

Mais elle fait porter aux médecins une responsabilité d'ordre politique qu'ils ne sauraient assumer seuls. La détermination de la part des richesses nationales que la collectivité entend consacrer à sa santé implique que ses loyers, à son transport, et ses allocations familiales ne peut, en effet, relever que d'un choix tant communautaire qu'individuel, comportant le sacrifice de souplesse, de liberté et de sécurité supplémentaire que peuvent offrir, à ceux qui le souhaitent, les mutuelles et les assurances.

L'enquête du SESI, la première du genre, indique certes qu'il existe depuis une décennie une multiplication importante des actes médicaux. Mais elle prouve également que ce phénomène résulte d'un comportement particulier de praticiens trop nombreux désireux de maintenir le niveau de leurs revenus.

Durant la décennie étudiée, de nombreux événements d'ordre à la fois sociologique et scientifique ont considérablement élargi les responsabilités des médecins et le champ de leur intervention. La contraception, qui concerne dix millions de femmes, les place en charge des troubles de la fertilité, de la ménopause, de la sexualité, du vieillissement, des adaptations sociales, n'en sont que des exemples, auxquels il faut ajouter l'avènement de technologies ou de thérapeutiques remarquables, coûteuses à leurs débuts, et dont aucun patient n'aurait dû être privé, quel qu'en soit le coût.

Dr ESCOFFIER-LAMBERT.

(1) La commission des comptes de la santé a en la première de l'enquête du SESI sur la démographie médicale, qui sera publiée dans la revue Santé Économique sociale (SES) à Paris, sous le titre de «L'impact de la médecine sur la santé».

(2) 3 504 médecins d'État ont été dénombrés en 1970, près du triple (1 239) en 1960.

(3) L'expérience moyenne de vie est passée de 73,2 ans à 80 ans pour les hommes et de 67,7 ans à 74 ans pour les femmes de 1970 à 1980. La France comptait, en 1981, 3 000 000 habitants âgés de plus de 65 ans (1 582 000 en 1960).

(4) On trouvera dans le volume état de droit et d'économie de la santé, publié en 1982, sous la direction du professeur Didier Truchet, par la faculté des sciences juridiques de Rennes, une étude particulièrement pertinente de ces phénomènes.

DOUZE ANNÉES D'ÉTUDES

Selon le «profil moyen» établi après une enquête conduite pour le compte du ministère de la santé par le Centre de sociologie et de démographie médicale, un étudiant en médecine s'inscrit à dix-huit ans et demi, poursuit sa thèse à vingt-huit ans et demi et s'installe dans la vie professionnelle à trente ans.

Au moment de l'enquête, 12,5 % des jeunes médecins inscrits à l'ordre n'avaient pas d'activité professionnelle, ou une activité occasionnelle.

Il est significatif que plus de la moitié donnent, pour raison de cette situation, le fait qu'ils considèrent l'activité professionnelle comme insuffisante ou incomplète, et qu'il leur faut donc la poursuite.

DU CHIRURGIEN-DENTISTE À L'ORTHOPHONISTE

Durant la décennie 1971-1980, où le nombre des médecins est passé de 65 191 à 104 073, celui des chirurgiens-dentistes est passé de 20 671 à 30 321, celui des pharmaciens d'officine de 17 535 à 20 791 et celui des sages-femmes de 8 794 à 9 282.

Dans le même temps, chez les paramédicaux, le nombre des infirmiers et infirmières est passé de 148 600 à 245 994, celui des masseurs kinésithérapeutes de 20 772 à 34 572, celui des orthophonistes de 2 016 à 7 432 et celui des orthoptistes de 370 à 1 183. Enfin, les assistantes sociales ont vu leur nombre passer de 13 324 à 28 700.

Les médecins ne sont donc pas les seuls acteurs du système de santé, dont la «densité» a augmenté beaucoup plus rapidement que celle de la population générale.

(Source : SESI.)

lique — par la population des bienfaits d'une surveillance sanitaire et de traitements précoces.

Mais elle relève aussi de la progression des effectifs des médecins et de leurs comportements individuels, notamment de l'usage non constamment rationnel ou motivé qu'ils font des techniques nouvelles d'exploration ou de traitement que leur vantage à joindre tant la publicité industrielle que les communications — parfois hâtives — de leurs pairs.

Les «décideurs médicaux», et eux seuls, ont la maîtrise totale de la quantité d'actes qu'ils ordonnent (hospitalisation, explorations biologiques ou autres) ou qu'ils produisent en tant que dépositaires exclusifs d'une compétence entre toutes complètes et de la confiance des malades, dont ils sont les défenseurs naturels vis-à-vis de toutes les instances administratives.

Les causes d'assurance-maladie estiment qu'«elles n'ont pas à offrir une garantie de revenus à une profession qui a mal contrôlé la croissance de ses effectifs» (4). Elles considèrent aussi que la multiplication «infinie» et coûteuse «des actes n'a fait que refléter l'effort que déploient des praticiens — trop nombreux — pour maintenir leur niveau de vie... C'est pourquoi la convention

Féminisation et rajeunissement

Deux tiers des praticiens français exercent sur le mode libéral, et un tiers sont salariés exco-

Dans l'immédiat, le nombre des entrées dans la profession excède, et de loin, celui des départs en retraite. Dans l'hypothèse où tous les médecins âgés, au 31 décembre 1980, de 60 ans et plus, cesseraient leur activité dans les cinq ans à venir, le total de ces départs n'atteindrait, indique le rapport du ministère, que 10 641 ; «chiffre maximum qu'il faut réduire de moitié si l'on ne tient compte que des «65 ans et plus», donnée plus vraisemblable».

Autrement dit, mille médecins environ se retirent chaque année, alors que neuf mille s'installent... Même si une politique de restriction rigoureuse était conduite, et en tenant compte du fait que l'allongement d'un an de la durée des études supprimerait quasiment, pour l'année 1985-1986, toute sortie de diplômés, il faudrait attendre trente ans pour qu'un équilibre entre les entrées et les sorties s'instaure dans la profession médicale.

Une telle évolution n'est pas propre à la France, dont la densité médicale peut se comparer à celles de l'Allemagne fédérale et du Danemark, alors qu'elle est inférieure à celle de la Belgique, de la Grèce et de l'Italie, mais nettement supérieure à la densité observée aux Pays-Bas, en Angleterre ou en République d'Irlande.

Des conséquences économiques

L'attention que suscite, tant en France que dans les pays où une évolution semblable est observée, l'augmentation importante du nombre des médecins relève d'une double préoccupation.

La première est d'ordre professionnel : l'âge moyen d'installation dans la vie professionnelle est, pour les jeunes médecins français, de trente ans, alors qu'il est communément étudié à dix-huit ans. Il serait particulièrement dommageable qu'un tel investissement, une si longue formation, assurée par la collectivité, se traduisent, pour cause de pléthore, par une inscription au chômage. La médecine n'est pas un métier comme les autres, et son exercice ne saurait répondre qu'à des besoins précis — et limités — et non à une quelconque demande artificiellement stimulée.

Le deuxième souci qu'éveille l'augmentation de la pléthore médicale est d'ordre économique. S'il n'est pas douteux que l'extension de la médicalisation a joué un rôle important dans l'amélioration manifeste de l'état de santé des

populations et dans l'accroissement important de leur espérance de vie, notamment durant cette dernière décennie (3), on peut craindre qu'un équilibre entre les entrées et les sorties s'instaure dans la profession médicale.

Une telle évolution n'est pas propre à la France, dont la densité médicale peut se comparer à celles de l'Allemagne fédérale et du Danemark, alors qu'elle est inférieure à celle de la Belgique, de la Grèce et de l'Italie, mais nettement supérieure à la densité observée aux Pays-Bas, en Angleterre ou en République d'Irlande.

Le nombre des médecins libéraux a été multiplié par 1,5 de 1971 à 1981. Dans le même temps, le nombre des consultations était multiplié par 1,7, et celui des visites à domicile par 1,4. Ces données, qui sont à peu près les mêmes pour les spécialistes et pour les généralistes, indiquent que la consommation par personne de soins a augmenté plus rapidement que l'évolution démographique de la population, et plus rapidement même que la densité médicale libérale, sauf pour

Haute au Vol

1 serrure à 5 points
IZIS - LAPERCHE ou PICARD

Matériel GARANTI 5 ANS +
1 blindage acier 15/10 +
4 goussets d'acier anti-dégondage +
renforcement du bâti bois par 1 cornière en acier +
1 cornière anti-pince à l'extérieur sur le pourtour de la porte

3.350 F TTC
Pose et dépt. compris
PARIS-BANLIEUE

Société PARIS PROTECTION
(à main armée)

55, av. de la Motte Picquet
75015 PARIS

566.65.20
CREDIT GRATUIT
4 Vars

LUNETTES DU NOUVEAU!

LES VERRES STUDIO 200

- reflets supprimés
- luminosité accrue
- rayons ultra-violet filtrés
- toutes corrections visuelles

CHANGEZ VOS LUNETTES! COUREZ CHEZ LEROY OPTICIEN

du lundi au samedi inclus:
104, Champs-Élysées AO 147, rue de Rennes AO 127, St Antoine
11, bd du Palais M 30, bd Barbès
158, rue de Lyon A

Rayons spécialisés: ▲ astigmatisme ▲ myopie ▲ presbytie ▲ verres de contact ▲ travaux photos

Laboratoires Pharmaceutiques
recherchent des

Médecins chefs de produit

Ils auront une expérience de la promotion du médicament et parleront au moins l'anglais, l'allemand ou l'espagnol

Adressez votre lettre manuscrite + C.V. + photo sous réf. 231 M à RSCG CARRIÈRES
48, rue St Ferdinand 75017 PARIS
qui transmettra.

COLLECTION MÉDECINE ET SOCIÉTÉ

sous la direction de JEAN BERGERET

TOXICOMANIES ET RÉALITÉS
OLIVIER FAURE

GENÈSE DE L'HÔPITAL MODERNE
GENÈVE

SOMMÉRIE TROUVENIN
LE SECRET MÉDICAL ET L'INFORMATION DU MALADE

Presses Universitaires de Lyon
26, rue Pasteur, 69007 Lyon

ÉDUCATION

La consultation nationale dans les lycées s'ouvre sur fond de bavures et de mécontentement

Manque d'enseignants, nominations tardives, classes surchargées... Telles sont les revendications qui reviennent comme autant de leitmotivs dans les actions de protestation des professeurs, des parents, des élèves de lycées et collèges, depuis la rentrée. Des actions qui surmontent les vagues après les autres comme autant d'épaves : à peine éteintes ici, les flammes rallument ailleurs.

L'administration - dévouée, d'autre part, par une date de rentrée plus précoce qu'à l'accoutumée - n'aurait surtout pas prévu l'accroissement des effectifs dans le second degré (le Monde daté 26-27 septembre). Sans compter les masses exceptionnelles de recrutements dans plusieurs académies de la moitié nord de la France auxquelles le gouvernement vient de recourir (le Monde du 5 octobre). Il a fallu, au fur et à mesure que des difficultés apparaissent, procéder à des ajustements. Parmi les derniers en date, on peut citer le cas de lycée Henri-Moissan, à Meaux (Seine-et-Marne), où quatre classes de terminale comptent chacune trente-neuf élèves. Les professeurs ont fait une grève d'une heure la

semaine dernière, relayée par les élèves. Lundi matin, il manquait encore sept heures et demie d'enseignement en physique, solution trouvée dans la journée.

Tous les « incendies » ne sont cependant pas encore éteints. Ainsi, à Villepinte (Seine-Saint-Denis), des lycéens, auxquels s'étaient joints quelques enseignants, ont-ils bloqué une route, le lundi 4 octobre, pour attirer l'attention sur l'importance des enseignements non assurés faute de professeurs. Ce sont deux exemples représentatifs de beaucoup d'autres.

C'est dans ce climat que doit avoir lieu dans les lycées, le mercredi 6 octobre, une journée de consultation nationale de tous les personnels, dont les avis seront transmis à la commission de réflexion sur les lycées, animée par M. Antoine Prost, professeur à l'université de Paris-I. Il s'agit donc pas seulement, comme l'écrit par exemple, le censeur du lycée Henri-Moissan, à Meaux, que ces difficultés aient « occulté l'organisation de la consultation ». A Reims, au lycée Bréquigny, les syndicats ont proclamé que, n'ayant pas satisfaction sur

l'allègement des effectifs, ils boycotteraient la journée du 6 octobre.

On ne parle décidément pas le même langage au ministère - qui tente, mais un peu tard, d'associer les intéressés au changement - et sur le terrain, où les personnels avancent d'abord des revendications quantitatives.

M. Savary avait pour sa part pris un engagement, le 24 septembre, lors de sa conférence de presse, « J'ai pris des mesures, avait-il alors déclaré, pour que les postes implantés dans les établissements puissent tous être pourvus dans les dix jours qui viennent ». Ce mardi 6 octobre, on estime au ministère que « le problème est réglé pour l'essentiel, même s'il demeure encore des difficultés d'ajustement dans des disciplines telles que les mathématiques et la physique, pour lesquelles les candidats sont plus difficiles à trouver ». Ces remarques s'appliquent au cas particulier des académies du nord de la France. Pour les autres, ajoute-t-on dans l'entourage du ministre, « il n'y a pas à notre connaissance de gros problèmes ayant un caractère d'urgence ».

C. A.

Un référendum inhabituel

Annoucé aux recteurs le 7 juin dernier, le « référendum national dans les lycées » débute le 6 octobre. Les élèves n'auront pas cours ce jour-là. Tous les personnels sont invités à débattre de l'avenir des lycées, de leur place dans le dispositif de formation après le collège, c'est-à-dire après la scolarité obligatoire. Du 6 octobre au 13 décembre, tandis que les avis recueillis dans les établissements seront transmis au ministère, des groupes de travail composés d'élèves, de parents, d'élus, pourront se réunir « en dehors des heures de travail des enseignants », et le 13 décembre tous ces partenaires réfléchiront ensemble dans chaque établissement.

Voilà pour les modalités prévues : les 1 135 lycées et les 1 354 lycées

d'enseignement professionnel (LEP) y sont préparés, non sans quelques réserves, allant parfois jusqu'à des velléités de boycottage. Pourtant, le démarrage des promoteurs de la consultation ne manque pas de force. Elle a pu se faire dans une philosophie toute résumée par la formule : la parole aux intéressés sans qui rien ne peut changer. « Le cœur de l'enseignement, c'est ce qui se passe dans la classe », affirme M. Antoine Prost, qui anime la mission de réflexion sur les lycées. Et cela, il n'est au pouvoir de personne de le transformer de l'extérieur.

Scepticisme et osmose

Or, il faut changer. Déjà, au printemps dernier, M. Luc Soubiré, chargé par le ministère de l'Éducation nationale d'un rapport sur la « décentralisation et la démocratisation des institutions scolaires », soulignait, après avoir entendu les représentants de vingt-sept organisations, l'unité des partenaires de l'action éducative « pour décrire les établissements scolaires comme des lieux clos et étouffants » (le Monde du 27 juin). Les « problèmes sérieux se posent » : la sélection qui entraîne un poids accru de l'examen, la lourdeur et la rigidité des programmes, des horaires et des matières, la plus grande maturité des lycéens, la coupure, en trois ans, de leur formation, que personne ne suit vraiment de bout en bout « avec le souci de les faire réussir ».

En définitive, l'enjeu de la consultation proposée aux 2 500 lycées est

de répondre à la question : « A quoi servent-ils ces lycées ? ». En d'autres termes, ont-ils comme mission de préparer tous leurs élèves à un métier ; la distinction entre les trois familles de formation : études tournées vers l'enseignement supérieur, qualification professionnelle directement monnayable sur le marché du travail (C.A.P. et B.E.P.), sections techniques, cette distinction « correspond-elle aux besoins de l'économie et aux attentes de la société ? ».

Il n'est pas facile aux enseignants de traiter par le mépris une telle question : débattre enfin d'un sujet qui les préoccupe tous - même s'ils s'en évadent parfois - ne serait-ce que parce que ses effets tiennent à vie le trame de leurs jours.

Les syndicats les plus distants à l'égard du pouvoir actuel, les plus hostiles, l'ont compris. Le très peu représentatif syndicat F.O. et la Société des agrégés appellent à bouter une « initiative détestable ». Mais l'UNI (Union nationale interuniversitaire et antiraciste) et le Confédération nationale des groupes autonomes (C.N.G.A., modérée) invitent les enseignants à participer, en vue de faire valoir leurs opinions. Quant à SGEN-C.F.D.T., elles soutiennent fermement l'opération. Encore que la « base » n'ait pas toujours affiché un optimisme immédiat : à Rouen, la section académique du SGEN-C.F.D.T. a soumis sa décision à un vote.

Le taux de participation à cet inhabituel référendum apportera une indication intéressante sur le prix que les

personnels des lycées attachent aujourd'hui à leur propre poids sur le cours des choses. Placés devant l'évidence qu'ils ne peuvent à la fois se plaindre et tirer leur point de vue sur les causes du mal et ses remèdes, beaucoup participent sans enthousiasme : ils ont demandé à leur proviseur « si c'est obligatoire... ». Avec scepticisme aussi. Les discussions sont prévues en petits groupes « hétérogènes ». Les professeurs de mathématiques devront réfléchir avec ceux de français ou de langues, et les agents de service avec les enseignants. Nombreux sont les proviseurs qui pensent que ces contacts inaccoutumés ne pourront plus d'un mal à l'autre. En outre, les propositions formulées ne devront pas, à court terme, exiger de moyens supplémentaires. Ce qui sollicitera peut-être les imaginations, mais découragera les facilités.

Au dire de plusieurs chefs d'établissement, l'enthousiasme s'est manifesté... chez les parents, qui n'interviendront cependant que dans la seconde phase de la consultation. « J'ai trouvé chez eux un intérêt assuré », affirme M. Nelly Barnaud, proviseur au lycée Carnot-de-la-Parie, à Auch, au lycée Pardailhan, les enseignants voulaient bien se réunir mercredi, mais la matin seulement, à la place des cours. Les parents ont réussi à les convaincre de ne pas supprimer les cours et de réserver l'après-midi à la discussion. « Voyez, sourit le proviseur, M. Jacqueline Blier, il y a déjà eu osmose ».

CHARLES VIAL

CARNET

Naissances

— Marie-Christine Villain et Christian Campomazzi ont la joie d'annoncer la naissance de Céline, le 26 septembre 1982, 17, rue Nôtre-Dame, 75001 Paris.

— Isabelle Corone et Bertrand Faure ont la joie d'annoncer la naissance de Valentin, le 28 septembre 1982, 83, rue Sedaine, 75011 Paris.

— Laurent, Jérôme, Sophie, Mathieu, Marie-Cécile ont la joie d'annoncer la naissance de leur frère Thomas, le 1^{er} octobre 1982, Madeleine et Pierre Jouanneau, 27, rue du D-Culler, 85000 La Roche-sur-Yon.

Décès

— Nous apprenons la mort du vice-amiral d'escadre (C.R.) Yves de BAZELAIRE, décédé le 1^{er} octobre.

Né le 1^{er} novembre 1908 à Paris, ancien élève de Navale, Yves de Bazelaire a, notamment, commandé l'aviation « Commandant Duboc » de 1948 à 1949, date à laquelle il est affecté aux forces navales du Méditerranée. En 1952, il commande l'escadron « Barbra » et le 2^e division d'escadrons. De 1959 à 1961, avec le grade de capitaine de vaisseau, il commande le croiseur « Jeanne-d'Arc » et l'écadron d'application des enseignements de Navale.

Promu contre-amiral en 1962, Yves de Bazelaire est chef du bureau des études générales à l'état-major de la marine et, en 1964, il commande la 1^{re} flottille d'escadrons d'escadre. D'août 1965 à novembre 1968, il est, successivement avec le grade de vice-amiral puis avec le rang de vice-amiral d'escadre, major général de la marine nationale avant d'être versé en 2^e section (cadre de réserve). Membre de l'Académie de marine, il s'est occupé de la diffusion de nombreuses publications maritimes.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. André DELAMARE, ancien élève de l'ENA, administrateur civil au ministère de l'économie et des finances,

survenu le 1^{er} octobre 1982, à Paris, dans sa cinquante-huitième année.

De la part de : Nathalie Delamare, M. et M^{me} Jacques Delamare et leur fille,

M. et M^{me} Charles Delamare et leur fils,

M^{me} Louis Delamare et ses enfants, M^{me} Françoise Lertout.

Le service religieux sera célébré le mercredi 6 octobre, à 16 h. 30, en l'église Notre-Dame-des-Victoires, à Trouville-sur-Mer (Calvados).

— Le baron Olivier Guichard, M^{me} Malcy Ozannat et son fils, Le prince et la princesse Ladislav Ponikvarski et leurs enfants,

M^{me} Aline Guichard, M. Eugène Vincent, La baronne Guichard, ont la douleur de faire part du décès accidentel de la baronne Olivier GUICHARD, née de Ségur Vincent,

Ses obsèques auront lieu le mercredi 6 octobre 1982, à 14 h. 30, à Nèze (Gironde). Ni fleurs ni couronnes.

— M^{me} André Harlet-de Harveng, son épouse, M^{me} Catherine Harlet, sa fille, M. Louis Harlet, son père, M. et M^{me} Albert de Harveng, ses beaux-parents,

M. et M^{me} Jean Harlet, Docteurs Daniel et Solange de Harveng, ses frères, beau-frère et belles-sœurs,

Isabelle de Harveng, sa filleule, Claude, Laure et Maryvonne Harlet, Fabienne de Harveng, ses neveux et nièces,

Toute la famille, Le personnel du L.E.G.T. d'Aulnay-sous-Bois et du L.E.P. annexé, ont l'indigne tristesse de faire part du décès de

M. André HARLET, proviseur du L.E.G.T. d'Aulnay-sous-Bois et du L.E.P. annexé, ancien élève de l'EN.S.E.T., officier des Palmes académiques, médaille d'argent

de la jeunesse et des sports, survenu le 1^{er} octobre, à la suite d'une longue maladie, dans sa cinquante-quatrième année.

Les obsèques auront lieu le jeudi 7 octobre 1982.

Réunion au cimetière nouveau d'Aulnay-sous-Bois à 14 h. 30. L.E.G.T., 42, avenue Voltaire, 93604 Aulnay-sous-Bois.

— Mimi Kremer, née Girard, sa femme, Françoise, Michel, Jean, Christine, Jacqueline et Philippe, ses enfants, Monique, sa belle-fille, Michel Guillo-Haudeffroy, son gendre, Nadja, Bruno, Édouard, Julien, Olivier et Emmanuel, ses petits-enfants, Et toute la famille,

ont le chagrin de faire part du décès de

ROSE KREMER

à son domicile à Vincennes le 27 septembre.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M^{me} René Marty, son épouse, Ses enfants et petits-enfants, M^{me} Maurice Graffuill, ont la douleur de faire part du décès de

M. René MARTY, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'ordre national du Mérite, survenu le 2 octobre 1982 à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

La famille recevra le mercredi 6 octobre de 9 heures à 12 heures à son domicile, 39, rue Cardinet, Paris-17^e. Le service religieux et l'inhumation auront lieu le même jour à Domats (Yonne) à partir de 15 heures.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Geoffrey F. MYERS, ancien journaliste au « Daily Telegraph » à Paris pendant de nombreuses années, survenu le 2 octobre 1982.

— Jeanne SALVEY est morte accidentellement le 23 septembre. Ses amis, bouleversés, portent en eux le souvenir vivant de cette personnalité singulière et généreuse, au cœur chaleureux, au dévouement inlassable.

— M^{me} Guy Sebag, M. et M^{me} Michel Sebag, M. et M^{me} Pierre Sebag, M. Daniel Sebag, M. et M^{me} Joseph Sebag, Docteur et M^{me} Albert Sebag, M^{me} Raymond Sebag, Et leurs enfants,

Les familles Sebag, Pariente, Seibon, Delana, Daidone, Kauffner, parents et alliés, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Guy SEBAG,

survenu le 2 octobre 1982 à l'âge de soixante-quatre ans.

Ses obsèques auront lieu le mercredi 6 octobre. Rendez-vous à 9 h. 45 porte principale du cimetière Parisien de Pantin.

19, rue du Vieux-Marché, 78100 Saint-Germain-en-Laye.

Anniversaires

— Une fidèle pensée est demandée aux amis de

BORIS LEBOVIC, ingénieur, résidant 1940-1944, publicitaire, disparu brusquement le 2 octobre 1960.

Avis de messes

— L'Union nationale de l'arme blindée cavalerie chars (nouvelle adresse : 39, rue Caumartin, 75009 Paris) fera célébrer un service religieux à la mémoire des morts pour la France de la cavalerie, des chars et de l'arme blindée et des anciens de l'arme blindée au cours de l'anniversaire du dimanche 17 octobre 1982, à 11 heures, en l'église Saint-Louis des Invalides.

Communications diverses

— Les amis de Maurice Guenier, décédé le 30 avril 1982, se réuniront le lundi 11 octobre, à 18 heures sous la présidence d'Aurelio Pecci, président du Club de Rome, au Centre Chaillot-Galliera, 28, avenue George-V, Paris-8^e. Ils souhaitent ensemble témoigner de son rayonnement et de son œuvre et poursuivre les divers projets dont il avait pris l'initiative.

A cette occasion, le nom de Maurice Guenier sera donné à la salle du Centre Chaillot-Galliera où se tiennent régulièrement des réunions consacrées au développement des peuples, dont il était l'un des animateurs.

Soutenances de thèses

DOCTORAT D'ÉTAT

Université de Paris-I (Panthéon-Sorbonne), mercredi 6 octobre, à 17 h. 30, salle Louis-Liard, M. Mohamed Ben Tourkia : Économie de la santé et gestion du système sanitaire en Tunisie.

— Université Paris-II, jeudi 7 octobre, à 10 h. 30, salle des commissions, M. Ahmed Elmoutaoussiet : Le modèle islamique de développement.

ROBLOT S.A.
522-27-22
ORGANISATION D'OBSEQUES

Cures thermales d'hiver au soleil

Vous supportez mieux la mauvaise saison si vous l'agrémentez d'une cure thermique au soleil du Midi. Trois stations spécialisées (RHUMATISMES et VOIES RESPIRATOIRES) vous ouvrent leurs portes pendant les mois d'hiver.

— GRESQUIÈS LES BAINS, en Haute-Provence : alt. 300 m sous le ciel le plus pur d'Europe.

— AMÉLIE LES BAINS, en Roussillon : alt. 220 m. Station la plus méridionale de France.

— CAMBO LES BAINS, en pays basque : alt. 40 m au climat doux et régulier. Informations gratuites (hébergement et cures) à la SOCIÉTÉ THERMALE de chaque station et à PARIS : CHAÎNE THERMALE DU SOLEIL - Maison du Thermalisme - 22, avenue de l'Opéra 75002 PARIS - Tél. 742.67.31.

Les déçus de la rentrée

(Suite de la première page.)

Mais, au-delà de ce problème réel, le divorce semble se préparer entre le ministre et ses enseignants. « C'est arrivé de la gauche au pouvoir devait permettre une amélioration de nos conditions de travail », explique un enseignant, membre du parti socialiste. Après un long combat dans l'opposition, beaucoup de maîtres, syndiqués ou non, croyaient l'heure de la satisfaction de leurs revendications enfin arrivée. Création de postes, vingt-cinq élèves par classe, augmentation des salaires, diminution des heures de cours, tous ces slogans utilisés lors des manifestations sous le régime précédent semblaient aller de soi.

Certes, des emplois ont été créés en nombre record depuis septembre 1981. Mais, rapportés à 1 million de personnes, les quelque 30 000 postes créés ces deux dernières années n'ont guère eu, sur le terrain, l'effet attendu. En outre, cette année, on demande en échange de nouveaux efforts aux enseignants : de la rénovation de leur pratique professionnelle à la solidarité concrète avec les deux millions de chômeurs, en passant par l'annonce, pour 1983, d'un budget qui n'améliorera pas les conditions de travail. A un corps social déjà en désarroi et où la moindre changement nécessite d'importantes délais, le ministre parle de difficultés. Mais les destinataires semblent ne plus entendre.

M. Savary, il est vrai, n'a pas tenté de mobiliser les énergies, lorsque le pays était encore en état de grâce - et qu'il pouvait distribuer des moyens supplémentaires, - préférant se laisser le temps de la réflexion et remettant à plus tard l'annonce des grandes perspectives. Ce choix politique, qui avait le mérite de la rigueur intellectuelle, était-il celui qui convenait dans ce secteur ? Trois semaines après la rentrée scolaire, on constate que des enseignants - certains allant jusqu'à faire grève - se montrent réticents vers celui qui leur a trop tardivement adressé la parole, qui n'a pas su ou pas voulu les convaincre d'ambition que la nation avait besoin d'eux.

A trop attendre - et alors que les contraintes économiques étaient prévisibles - le ministre de l'Éducation nationale a pris le risque de laisser passer une occasion.

SERGE BOLLOCH.

POUR HOMMES GRANDS SEULEMENT

Si vous êtes grand, très grand (jusqu'à 2 mètres), un magasin des Champs-Élysées, spécialiste de l'extra-long, vous propose des costumes, vestes, blazers, chemises, pyjamas, pyjama-cas, etc., conçus pour vous. Élysées Solitaires, 65, Champs-Élysées, de 9 h 30 à 19 heures.

L'ONISEP
vient de publier :

guide pratique de la scolarité

vous aidez de la maternelle à l'université

100 questions (à découper)

Pour utiliser toutes les possibilités qu'offre le système éducatif. En vente 15 francs dans les librairies ou par correspondance à : ONISEP diffusion - M. 75225 PARIS Cedex 05.

AVIS DE CONCOURS

Le G.V.F. recrute des

BASSES PROFESSIONNELLES

Salaires mensuels brut au 1^{er} septembre 1982 : 7 820 F pour 60 heures par mois

AUDITION A PARIS le vendredi 22 octobre 1982

Adresser les demandes de renseignements à :

GROUPE VOCAL DE FRANCE

16, rue de Léningrad - 75008 PARIS

Téléphone : 387.95.80

Date limite de dépôt des candidatures : 17 octobre 1982

DÉFENSE

83 % des ventes d'armes de la France sont destinées au Maghreb et au Proche-Orient

Le ministre de la défense, M. Charles Hernu, a qualifié d'« exportation » la dépendance des exportateurs français d'armements envers leur clientèle proche-orientale et maghrébine. En effet, plus de 83 % des ventes de matériels militaires français à l'étranger se font en direction de ces deux régions du monde.

M. Hernu a porté ce jugement, la semaine dernière, en présentant les plus récentes statistiques du commerce français des armements aux députés membres de la commission de défense.

Pour le premier semestre 1982, les commandes enregistrées à l'exportation se sont élevées à 26 400 millions de francs, au lieu de 20 milliards pour le semestre correspondant de 1981. Au total, en 1981, ces ventes ont été de 33 800 millions de francs, et de 37 300 millions de francs en 1980.

Selon le ministre de la défense, les exportations du premier semestre de l'année en cours se répartissent ainsi : 19 200 millions de francs pour le secteur aéronautique ; 5 500 mil-

lions de francs pour le matériel terrestre, et 1 700 millions de francs pour le secteur naval. La répartition géographique est la suivante : 83,5 % au Maghreb, Proche et Moyen-Orient ; 5,5 % pour l'Europe occidentale et l'Amérique du Nord ; 4,5 % pour l'Afrique noire ; 2,5 % pour l'Amérique du Sud et les Caraïbes, et 1 % divers.

On note une double dépendance : 83 % des ventes le sont à destination du Maghreb et du Proche-Orient, et 73 % concernent des matériels aéronautiques. Dans le cas présent, il s'agit principalement de la fourniture d'avions Mirage-2000 et Alpha-jet à l'Égypte et de celle de missiles sol-air Crotale et de missiles surface-surface Exocet à l'Arabie Saoudite.

Après avoir qualifié d'« excessive » ce qu'il a appelé « la concentration des exportations vers une région donnée », M. Hernu a affirmé sa volonté d'augmenter les exportations de bateaux de guerre, notamment vers le Brésil et le Pérou.

LES RELATIONS INTERNATIONALES DANS LE MONDE D'AUJOURD'HUI - les dérives de puissances - 350 pages

Philippe MOREAU DEFARGES
Ancien élève de l'ENA
Directeur d'Études
à l'Institut d'Études Politiques de Paris

Préface de M. Thierry de MONTBRIAL, Professeur et Président du Département de Sciences Économiques à l'École Polytechnique, Directeur de l'Institut Français des Relations Internationales.

ÉDITIONS S.T.H. 6, avenue Léon Heuzay - 75016 Paris
Tél. 527.10.15

150

مكذبا من الأصل

INFORMATIONS « SERVICES »

MODE

Des fourrures de toutes les couleurs

Beaux efforts d'invention dans les fourrures de prêt-à-porter, où les couturiers et créateurs lancent les couleurs vives en pelletteries de premiers prix sur des modèles faciles à porter en toutes occasions. A côté des grandes griffes spécialisées depuis longtemps, de Pierre Balmain, de Carven, de Christian Dior et d'Yves Saint-Laurent, Louis Féraud, Jean-Louis Scherrer et Per Spook adaptent, à leur image, les visons et les astrakans.



REVILLON : poncho de popeline de coton rasé vert loden, fourré de lapin rasé et hêtre, à col d'opossum arrondi. 4 800 F, 40, rue La Boétie et 24, rue du Four.

Les carreaux de l'hiver sont importantes, mais moins égrésives que l'an dernier, surtout aux emmanchures et aux empiècements d'épaules. Pour en équilibrer le volume, les cols sont petits. Les longueurs varient entre les vestes épurées en parkas, les blousons et les manteaux treillis en sept huitièmes ou couvrant le genou.

Le vison domine toujours, élaboré en reversibles, teint et gantonné, tout comme l'astrakan. La marmotte d'Amérique revient, ainsi que le mouton doré, rajouté sous l'appellation d'agneau rasé, en tons naturels ou vifs. Le kalagan, la loutre de mer, le petit-gris, le castor égrené ou rustique, le putois, l'opossum et le walaby, participent au regain rétro de la mode des années 50. Enfin, les pelisses font partie de toutes les collections, à tous les niveaux de prix.

Alexandre mise sur le Swakara, en trois quarts pour le sport, teint ou naturel, en miel, tabac, voire bleu-noir fondu, taillé en parkas, vestes à col officier et épaules rondes, gansées de cuir, de 8 800 F à 10 500 F, selon les coloris.

André Ciganer offre un blazer en lapin coté gris fer, marine, bordeaux ou rouille, à 5 500 F. Frédéric Castet, chez Christian Dior, propose toute une série de ponchos, de vestes et de manteaux, de 5 000 F à 10 000 F : agneau de Perle garni de marmotte en bleu, rouge ou vert gantonné d'or, mouton envers clair. Le premier manteau de vison, un Saga Dark, travaillé en rayures, se vend 26 000 F.

Chez G. R. Fischella, les vestes à poils longs, en renard ou marmotte, sont conçues pour être portées sur les jeans comme les robes de soie, de 9 500 F à 35 000 F.

J. Mandel sort la première collection signée Jean-Charles de Castelbajac, avec d'amusants trois-quarts réversibles en taupe et toile de bâche, à col transformable en capuche, 14 900 F, avec gilet pressionné assorti, 3 500 F.

Revillon étiole sa collection boutique, avant de s'attacher à une diffusion plus importante. Le cours des ponchos et des parkas de popeline fourrés de lapin rasé commence à 4 800 F, l'agneau rasé en manteau, à 3 650 F. Le ragondin non égrené en manteau est à 10 900 F, le vison pleines peaux à 22 900 F.

Toujours aussi imaginatif, Robert Boileau nous propose le « fautes-le vous-même » en tricot de fourrure, vestes, gilets, écharpes ou bonnets, se vendant réalisés ou avec patron. Il s'agit de pelotes de 30 mètres de walaby, cousin du kangourou, ou de vison Saga en dark, pastel ou blanc, à 190 F et 1 100 F la pelote. Comptez-en dix-sept pour une veste à exécuter en quelques jours.

Yves Saint-Laurent taille ses fourrures sur les lignes de son prêt-à-porter, avec des petites vestes de mouton doré, allégées d'un empiècement rond aux épaules en porc velours clouté et un caban à double boutonnage et revers de smoking en astrakan Swakara noir.

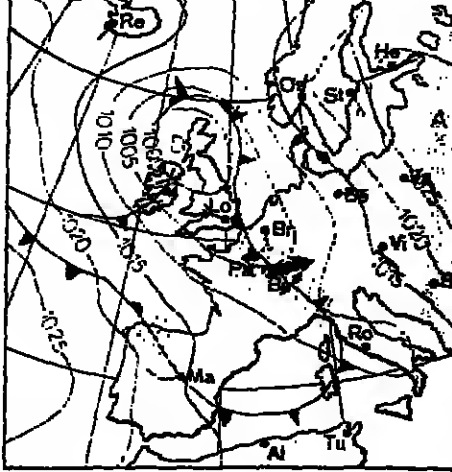
Mais les échecs de fourrure s'effectuent aussi aux Pucier et chez les spécialistes du troc. Les Deux Oursons proposent un stock de huit cents à mille pièces, provenant surtout de particuliers. Le prix est fixé au départ, la maison prenant une commission de 20 % à 50 % selon la valeur. Les formes sont classées : à partir de 2 500 F la veste de vison, 5 000 F le manteau. On trouve aussi tout un choix de pelletteries rétro : opossum, skunka, marmotte, datant des années 50.

Lady Troc offre du neuf, de l'occasion, du dépôt-vente. Les pelisses de kalagan, à fourrage complet amovible, commencent à 1 600 F, celles de loup rasé à 1 900 F. La veste de vison neuve se cote à partir de 8 900 F, en occasion à 4 000 F, le manteau à 7 000 F.

NATHALIE MONT-SERVAN.
* Alexandre, 376, rue Saint-Honoré ; André Ciganer, 98, rue du Faubourg-Saint-Honoré ; Christian Dior, 11 bis, rue François-Ier et 12, rue Buisson-d'Anglais ; G. R. Fischella, 31, avenue Mozart ; J. Mandel, 394, rue Saint-Honoré ; Revillon, 40, rue La Boétie et 24, rue du Four ; R. Boileau, 2, rue de Sévres et 59, rue La Boétie ; Yves Saint-Laurent, 12, place Saint-Sulpice ; Les Deux Oursons, 106, boulevard de Grenelle ; Lady Troc, 13, rue de l'Étoile.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 5 OCT. 82 A 0 h G.M.T.



Evolution probable du temps en France entre le mardi 5 octobre à 0 heure et le mercredi 6 octobre à 24 heures :

La France sera progressivement envahie par un flux d'ouest à nord-ouest perturbé.

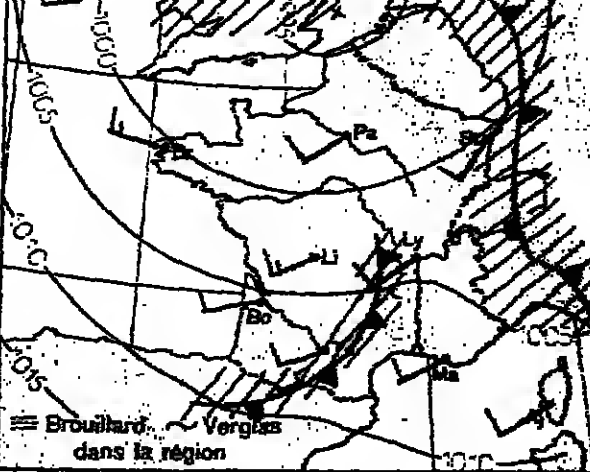
Mercredi, le temps sera très nuageux et passagerement pluvieux sur les régions montagneuses, ainsi que celles situées au nord de la Seine. Sur le relief, des chutes de neige se produiront au-dessus de 1 800 à 2 000 mètres. Sur le reste du pays, il fera un peu meilleur ; le soleil fera des apparitions, mais en alternance avec des nuages abondants qui donneront des averses. Au lever du jour, les températures se situent le plus souvent entre 5 et 10 degrés ; elles atteindront, dans l'après-midi, un maximum compris entre 14 et 20 degrés du Nord au Sud.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 5 octobre à 7 heures, de 1010,5 millibars, soit 757,9 millimètres de mercure.

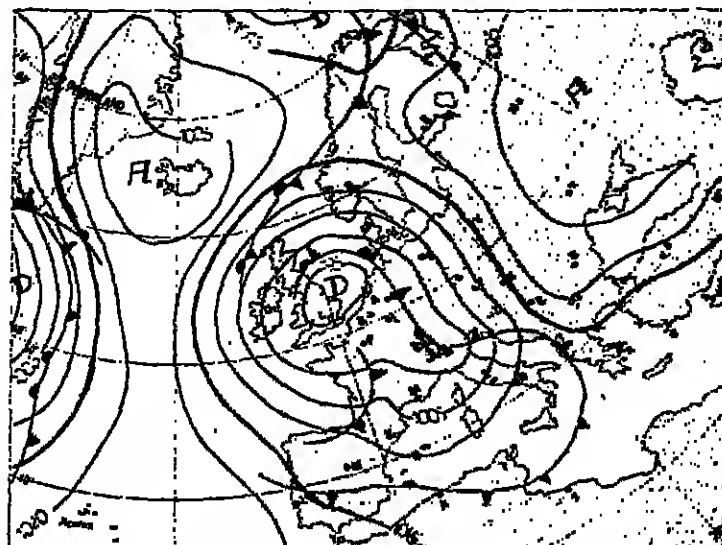
Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 4 octobre ; le second, le minimum de la nuit du 4 au 5 octobre) : Ajaccio, 24 et 15 degrés ; Biarritz, 18 et 13 ; Bordeaux, 17 et 10 ; Bourges, 17 et 10 ; Brest, 15 et 10 ; Caen, 14 et 10 ; Cherbourg, 14 et 10 ; Clermont-Ferrand, 17 et 10 ; Dijon, 16 et 9 ; Grenoble, 20 et 9 ; Lille, 17 et 10 ; Lyon, 18 et 10 ; Marseille-Mariagnan, 24 et 12 ; Nancy, 17 et 10 ; Nantes, 15 et 10 ; Nice-Côte d'Azur, 22 et 14 ; Paris-Le Bourget, 18 et 10 ; Pau, 18 et 12 ; Perpignan, 23 et 14 ; Rennes, 15 et 10 ; Strasbourg, 17 et 11 ; Tours, 15 et 10 ; Toulouse, 17 et 11 ; Valenciennes, 20 et 25.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 27 et 17 degrés ; Amsterdam, 16 et 10 ; Athènes, 26 et 19 ; Berlin, 17 et 9 ; Bonn, 18 et 9 ; Bruxelles, 18 et 11 ; Le Caire, 30 et 18 ; Les Canaries, 26 et 25.

PRÉVISIONS POUR LE 6 OCT. 82 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 6 OCTOBRE A 0 HEURE (G.M.T.)



ces trois jours et souvent instable, avec des averses qui prendront un caractère de giboulées : neige en montagne à partir de 1 400-1 600 mètres et ondées orageuses surtout dans les régions de l'Est et du Midi. Les rafales de nord-ouest seront plus fortes sur l'Atlantique, ainsi qu'en Méditerranée, où le mistral et la tramontane persisteront.

Les températures maximales s'échelonneront généralement de 12 à 15 degrés du nord au sud, atteignant 17 à 18 degrés près de la Méditerranée. En fin de période, les éclaircies deviendront plus denses, surtout les régions de l'ouest et s'accompagneront d'une légère hausse des maximums.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du lundi 4 et mardi 5 octobre :

UNE LOI

Modifiant l'article L. 253 bis du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre.

DES ARRÊTÉS

Autorisant l'émission d'un emprunt par la caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales.

Portant ouverture, à titre expérimental, d'un service de transmission d'alarmes dénommé Télésecours police et fixation de la tarification provisoire applicable à ce service.

ÉCHECS

Le troisième et dernier tournoi international d'échecs, qui vient de s'achever à Moscou, a vu la splendide victoire du grand maître soviétique Garry Kasparov, 10 points, devant son compatriote Alexandre Believski, 8,5. Ces deux joueurs sont donc qualifiés pour le futur Tournoi des candidats, qui aura lieu en 1983, et désignera l'adversaire futur d'Anatoly Karpov, titre mondial en jeu.

Kasparov, dix-neuf ans, le plus jeune candidat de toute l'histoire des échecs, et Believski rejoignent V. Korchnoi, R. Huebner, L. Portisch, E. Torre, Z. Ribli et V. Smyslov, précédemment qualifiés pour le Tournoi des candidats.

ÉCOLE DE NAVIGATION DE PLAISANCE

23, bd Vint-Bouche, 1e de la Jette, 92. Neully. Téléphone : 747-61-35.

Alain Gauthier

Centre officiel d'examen - Marien marchande

TOUS PERMIS MER (A, B, C) ET RIVIERE

PARIS EN VISITES

JEUDI 7 OCTOBRE

« Eglise Saint-Denis », 14 h 30, façade de l'église, métro Saint-Denis-Basilique, Mme Allaz.

« L'UNESCO », 14 h 30, métro Cambronne, Mme Legrégois.

« Les Invalides », 15 h, cour d'honneur, pied de la statue de Napoléon, Mme Bouquet des Chaux.

« La Mosquée », 15 h, place du Puits-de-l'Ermitte, Mme Holo.

« La Sorbonne », 15 h, entrée rue des Ecoles, Mme Vermeersch (Caisse nationale des monuments historiques).

« Le post-impressionnisme », 14 h 30, 13, avenue du Président-Wilson (Approche de l'art).

« Musée Kwok on », 15 h, 41, rue des France-Bourgeois (l'Art pour tous).

« L'île Saint-Louis », 15 h, métro Pont-Marie (Connaissance d'Ici et d'ailleurs).

« L'hôtel de Lauzun », 15 h, 17, quai d'Anjou (Mme Ferrand).

« Le Marais », 15 h, métro Saint-Paul (Mme Haulier).

« Cimetière Montparnasse », 15 h, métro Raspail (P.-V. Isard).

« Le quartier Popincourt », 14 h 30, métro Saint-Ambroise (Paris pittoresque et insolite).

« L'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Pont-Marie (Régénération du passé).

« Saint-Germain-des-Prés », 14 h 30, 2, rue Mabilon (Le Vieux Paris).

« Montmartre », 15 h 30, métro Abbesses (Vivages de Paris).

« Le quartier Popincourt », 14 h 30, métro Saint-Ambroise (Paris pittoresque et insolite).

« L'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Pont-Marie (Régénération du passé).

« Saint-Germain-des-Prés », 14 h 30, 2, rue Mabilon (Le Vieux Paris).

« Montmartre », 15 h 30, métro Abbesses (Vivages de Paris).

« Le quartier Popincourt », 14 h 30, métro Saint-Ambroise (Paris pittoresque et insolite).

« L'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Pont-Marie (Régénération du passé).

« Saint-Germain-des-Prés », 14 h 30, 2, rue Mabilon (Le Vieux Paris).

« Montmartre », 15 h 30, métro Abbesses (Vivages de Paris).

« Le quartier Popincourt », 14 h 30, métro Saint-Ambroise (Paris pittoresque et insolite).

« L'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Pont-Marie (Régénération du passé).

« Saint-Germain-des-Prés », 14 h 30, 2, rue Mabilon (Le Vieux Paris).

« Montmartre », 15 h 30, métro Abbesses (Vivages de Paris).

« Le quartier Popincourt », 14 h 30, métro Saint-Ambroise (Paris pittoresque et insolite).

« L'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Pont-Marie (Régénération du passé).

« Saint-Germain-des-Prés », 14 h 30, 2, rue Mabilon (Le Vieux Paris).

« Montmartre », 15 h 30, métro Abbesses (Vivages de Paris).

« Le quartier Popincourt », 14 h 30, métro Saint-Ambroise (Paris pittoresque et insolite).

« L'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Pont-Marie (Régénération du passé).

« Saint-Germain-des-Prés », 14 h 30, 2, rue Mabilon (Le Vieux Paris).

« Montmartre », 15 h 30, métro Abbesses (Vivages de Paris).

« Le quartier Popincourt », 14 h 30, métro Saint-Ambroise (Paris pittoresque et insolite).

« L'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Pont-Marie (Régénération du passé).

« Saint-Germain-des-Prés », 14 h 30, 2, rue Mabilon (Le Vieux Paris).

« Montmartre », 15 h 30, métro Abbesses (Vivages de Paris).

« Le quartier Popincourt », 14 h 30, métro Saint-Ambroise (Paris pittoresque et insolite).

« L'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Pont-Marie (Régénération du passé).

« Saint-Germain-des-Prés », 14 h 30, 2, rue Mabilon (Le Vieux Paris).

« Montmartre », 15 h 30, métro Abbesses (Vivages de Paris).

« Le quartier Popincourt », 14 h 30, métro Saint-Ambroise (Paris pittoresque et insolite).

« L'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Pont-Marie (Régénération du passé).

« Saint-Germain-des-Prés », 14 h 30, 2, rue Mabilon (Le Vieux Paris).

« Montmartre », 15 h 30, métro Abbesses (Vivages de Paris).

« Le quartier Popincourt », 14 h 30, métro Saint-Ambroise (Paris pittoresque et insolite).

« L'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Pont-Marie (Régénération du passé).

« Saint-Germain-des-Prés », 14 h 30, 2, rue Mabilon (Le Vieux Paris).

« Montmartre », 15 h 30, métro Abbesses (Vivages de Paris).

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3 291

1	2	3	4	5	6	7	8	9
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								

HORIZONTALEMENT

1. Qualifie un homme esculé ou désigne l'objet grâce auquel il ne le restera pas. - II. Armer un coq de combat ou frapper au cours d'un combat de coqs. - III. Son existence met en évidence les attributs d'une campagne. Valeur en abrégé d'un Louis neuf. - IV. Serpent d'eau douce. Restaurateur du palais jupitérien. - V. Qui a perdu son self-control. Il a prouvé que César pouvait conquérir pacifiquement ce qui fut la Gaule. - VI. Promesses à la bonté éternelle. - VII. Personnel. Donnez le tournoi. - VIII. Le premier commandement des daimés de la route. Copulative. - IX. Note. Ancienne idole. Lianon indélébile des amants inséparables. - X. Débatissent pour mieux construire. - XI. Forme d'ivoire. Ce que fait Dieu quand il met les justes à Sa droite.

VERTICALEMENT

1. « Nana » et « Thérèse Raquin » s'y pressent parfois contre la Bête humaine. - 2. Des Jaunes s'en grient pour voir la vie en rose. Dépôts. - 3. Agent du trésor à Plouvent. Dedes des gens à cheval sur les principes. Possesseur. - 4. Ses fils reviennent souvent sur le tapis. Mis l'accent sur le côté positif de la chose. - 5. L'hôpital des ailes brisées. Quand on l'entend sauter, il faut s'attendre à le voir voler. - 6. Degré d'usage échelle qu'il vaut mieux monter que descendre. Compagne de l'homme au cricricric et de Charlot dans « Les Luminères de la ville ». Conjonction. - 7. Va à l'école jusqu'à un âge avancé. - 8. Rajeunir des batteries destinées à transporter du feu. Travail de choix. - 9. Triplement nécessaire pour per sévériser. Facile. Personnel.

Solution du problème n° 3 290

Horizontalement

I. Potinier. - II. Luiziane. - III. Errante. - IV. Is. Arde. - V. Bananas. - VI. Ecu. TNT. - VII. Méandres. - VIII. Prière. El. - IX. Liscue. - X. Ose. Elaux. - XI. Je. Scale.

Verticalement

1. Plein-emploi. - 2. Ours. Cerise. - 3. Tire-bras. - 4. Isa. Année. - 5. Nanan. Druas. - 6. Intr. Reste. - 7. Eteinte. Coq. - 8. Re. Dense. Ul. - 9. Text. Tasse.

GUY BROUTY.

Le Monde

Service des Abonnements

5, rue de la Harpe

75477 PARIS - CEDEX 09

C.C.P. Paris 4207-73

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE-D.O.M.-T.O.M.

273 F 442 F 611 F 788 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

533 F 962 F 1 391 F 1 820 F

ÉTRANGER

(par mandat postal)

1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG

313 F 522 F 731 F 940 F

2 - SUISSE-TURISME

386 F 607 F 849 F 1 232 F

Par voie aérienne

Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements mensuels) reçoivent en plus un numéro de chaque à leur domicile.

Changements d'adresse (difficultés postales) : deux semaines au plus avant de changer son adresse sans préavis.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez adresser l'obligation de réimpression des numéros perdus en capital à l'administrateur.

Édité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant : André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs : -

Hubert Bourne-Méry (1944-1960)

Guillaume Fauriol (1960-1982)

Imprimé : -

du Monde

5, rue de la Harpe

PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles

sous réserve de l'administration.

Conservation partielle : n° 57 437

ISSN : 0013 - 9585

du 5 au 23 octobre

TRICOTS FACILES

chez

PHILDAR

un album tricotés

5 F

ou lieu de 12'

OLD ENGLAND

Chester Parrie

12, boulevard des Capucines PARIS 9'

RADIO-TÉLÉVISION

La quatrième chaîne

UNE MAJORITÉ DE FRANÇAIS HOSTILES A UN ABONNEMENT MENSUEL DE 120 F

L'hebdomadaire *Télé-7 Jours* publie mercredi 6 octobre un sondage de la Sofres selon lequel 90 % des Français refusent de payer un abonnement mensuel de 120 F pour recevoir les programmes de la quatrième chaîne de télévision. Sur mille personnes interrogées du 10 au 16 septembre, 7 % seulement acceptent de payer cette somme pour avoir accès à des émissions de cinéma, de sports et de variétés.

Ces résultats sont à rapprocher d'une enquête de l'IFOP effectuée du 10 au 16 septembre 1981 pour l'hebdomadaire *Télérama*. 10 % des mille quatre-vingt-huit personnes interrogées s'étaient déclarées intéressées par un abonnement de 110 F par mois pour les programmes de la quatrième chaîne. Il s'agissait en majorité de jeunes, de membres de professions libérales, d'industriels et de commerçants.

L'abonnement à 120 F n'est qu'une des hypothèses du rapport que doit présenter M. Georges Fillard, ministre de la communication, au conseil des ministres du 13 octobre. Le gouvernement pourrait adopter le principe d'un abonnement mensuel entre 50 F et 80 F et d'un péage « à la carte » pour certaines émissions. Néanmoins, les résultats de ces enquêtes montrent bien le difficile équilibre financier de l'opération, surtout lorsqu'on sait que le jeune public est aussi celui qui fréquente le plus assidûment les salles de cinéma.

Une lettre du directeur général des télécommunications

A la suite de notre article sur la quatrième chaîne, « Un fer de lance pour l'audiovisuel » (le *Monde* du 30 septembre), nous avons reçu la lettre suivante de M. Jacques Donat-Katsh, directeur général des télécommunications :

« La direction générale des télécommunications n'a pas dans ses attributions officielles l'étude et la commercialisation éventuelle d'un « décodeur » susceptible de faire payer les futurs spectateurs de la quatrième chaîne, elle ne saurait préconiser une solution à 3 000 F ou 4 000 F, manifestement peu sérieuse.

« En revanche, son expérience de fournisseur de près de 20 millions de terminaux domestiques l'incite à penser que, si l'on veut une quatrième chaîne réellement populaire, il faut que les spécifications techniques du décodeur ne conduisent pas à un prix de grande série dépassant 500 F ou 600 F en prix de vente, le décodeur étant acheté par l'utilisateur ou fourni au titre d'un abonnement.

« Des études de marché faites dans le cadre d'autres projets semblent montrer par ailleurs qu'un abonnement couvrant une partie des frais de programmes, et éventuellement les frais de décodeur, ne devrait pas dépasser 50 F par mois, si l'on veut une pénétration rapide de l'ensemble des foyers français.

« Enfin, permettez-moi de préciser que du point de vue du spectre des fréquences, il ne saurait y avoir une opposition manichéenne entre la quatrième chaîne et le téléphone à bord des véhicules, puisque tous les autres pays industrialisés semblent résoudre ce problème.

« La D.G.T. pense que, dans le cadre de l'accord qui lui a été donné en avril 1982 par le président de l'U.F.C., conformément aux décisions onéreuses du premier ministre et du ministre des P.T.T., il est possible de transformer le réseau noir et blanc 819 lignes en un réseau couleur 625 lignes touchant 95 % des usagers sans empêcher un développement normal du radiotéléphone et sans mettre en cause de manière importante l'équipement de réception des téléspectateurs français. »

Mardi 5 octobre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

La ligne roset
CLIX
Galeries Lafayette
Maisonnière - Paris-Est - Lyon - La Rochelle

20 h 35 **Dramatique** : *Sherlock Holmes*. De Sir Arthur Conan Doyle et William Gillette. Réalisation : J. Henin, avec P. Guers, F. Maistre, V. Elbaz, G. Audoubert...
Un condensé des aventures et de la vie de Sherlock Holmes : sa passion du danger et des mécanismes humains.

22 h 35 **Documentaire** : *Cent dix jeunes à l'unisson* avec l'Orchestre français des jeunes.

23 h 30 **Journal**.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

Problème de pot d'échappement ?
Appelez POT. 32.32 (708.32.32)
MIDAS
40 centres en France.

20 h 40 **Dossiers de l'écran** : les Chiens. D'A. Jessua.
Un jeune médecin qui vient de s'installer dans une ville nouvelle décide de lutter contre le réflexe d'auto-défense

Mercredi 6 octobre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

12 h **Météorologie**.
12 h 10 **Juge box**.
12 h 30 **Atout cœur**.
13 h **Journal**.
13 h 35 **Un métier pour demain** : Des métiers de l'horticulture.
13 h 50 **Mer-cra-dit-moi-tout**. Dessins animés, feuilletons, variétés.
14 h 50 **Jouer le jeu de la santé**.
15 h 55 **Les pieds au mur**.
16 h **C'est à vous**.
16 h 25 **Le village dans les nuages**.
16 h 50 **Histoire d'encre**.
17 h 05 **A la une**.
17 h 20 **Emissions régionales**.
17 h 45 **S'il vous plaît**.
18 h 53 **Tirage de la Loterie nationale**.
20 h **Journal**.
20 h 35 **Les mercredis de l'information** : Terrorisme, violence et désarroi. Un reportage de M. Honorin et H. Dubois.
L'Allemagne fédérale, la France et l'Italie touchées par le terrorisme : Fabrizio Calvi raconte l'itinéraire de six brigades italiennes auteurs de l'attentat contre le journaliste Walter Tobagi.

21 h 35 **Concert** : l'Orchestre français des jeunes. Dirigé par la salle Pleyel à Paris, réalisation M. Favauz. *Offrande* publiée, d'O. Messiaen, *Nacrures*, de C. Debussy, *Symphonie n° 1*, opus 68, de J. Brahms, extraits symphoniques de *Roméo et Juliette*, *Tristia*, d'H. Berlioz.

22 h 35 **Le monde tribal** : les larmes du Soleil. Réalisation M. Macintyre.

23 h 05 **Journal**.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 30 **A.N.T.I.O.P.E.**
12 h **Journal**.
12 h 05 **Jeu** : L'Académie des neufs.
12 h 45 **Journal**.
13 h 30 **Stade 2 midi**.
14 h 50 **Série** : Les amours des années folles.
14 h 55 **Les carnets de l'aventure**.
15 h 30 **Dessins animés**.
16 h 05 **Récré A 2**.
16 h 10 **Plein 45**.
16 h 45 **Terre des bêtes**.
C'est de la chasse ou du braconnage.
18 h 30 **C'est la vie**.
18 h 50 **Jeu** : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 **Emissions régionales**.
19 h 45 **Le théâtre de Boulevard**.
20 h **Journal**.
20 h 25 **Football** : France-Hongrie. En direct du Parc des Princes.
22 h 20 **Cinéma-cinéma**.
Magazine de M. Bonjot, A. Andreu et C. Ventura. Une chambre en ville, de Jacques Demy ; *God bless John Wayne* ; *Le forum des cinémas méditerranéens à Kassarès en Sicile*, etc.

23 h **Journal**.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

18 h 30 **Pour les jeunes**.
18 h 55 **Tribune libre**.
19 h 10 **Journal**.
19 h 20 **Emissions régionales**.
19 h 55 **Dessin animé**.
Il était une fois l'espace.

amenant les habitants à acheter de dangereux chiens de garde à un éleveur qui dresse les bêtes pour tuer.

22 h **Débat** : La violence et la peur. Avec M. M. Jeol, directeur des affaires criminelles, le docteur P. Rousselot-Blanc, M. C. Libman, M. Gironde, maître-chien de la police, M. J. L. Pelletier, M. Leclerc et J.-M. Rans, maître de Metz, et B. Grasset, préfet de police du Rhône.

23 h **Journal**.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 **Cinéma** : le Président. De H. Verneuil.
22 h 20 **Journal**.

23 h 55 **Prélude à la nuit**. Gaspard de la nuit, de Maurice Ravel. Récital Philippe Entremont.

FRANCE-CULTURE

20 h **Dialogues** : Les dictateurs sont-ils mortels ? avec J. Vidal-Beneyto et L. Hamon.
21 h **Musiques de notre temps** : Denis Cohen, C. comme Debussy.

22 h **Nuits magiques**.

FRANCE-MUSIQUE

20 h **Premières loges** : Mado Robin chante des œuvres de Adam, Donizetti, Delibes.
20 h 30 **Concert** (donné en l'église Saint-Roch à Paris, le 18 mai 1982) : « Messe en mi mineur », de J.-S. Bach, par le Nouvel Orchestre philharmonique Chorgemeinschaft « Nieuwe» Dir. E. Za Guttentberg ; chef de chœur : M. Paulsen ; M. A. Nicolas, violon solo ; sol. A. Wiens, H. Schaefer, O. Wenzel, M. Egler.
23 h **La nuit sur France-Musique** : musique de nuit ; œuvres de Amy, Drogos, Darasse ; 23 h 35, Jazz-Club.

SPORTS

AUTOMOBILISME

La valse des transferts

« Ce sera lui ou moi », avait dit Alain Prost après le Grand Prix de France au Castellet. « Je ne courrai plus dans la même équipe que Prost », avait rétorqué René Arnoux qui venait de refuser de céder la première place au pilote numéro un de l'écurie Renault.

Depuis cet incident, Alain Prost a renouvelé son contrat avec la firme de Boulogne-Billancourt ; René Arnoux s'en est allé chez Ferrari où, selon le Commandement, c'est le meilleur pilote est celui qui s'impose sur les circuits.

Pour remplacer le Grenoblois, Renault s'est alors tourné vers l'Américain Eddy Cheever qui était le coéquipier de Jacques Laffite chez Talbot-Ligier. Le départ de Cheever était prévu. Celui de Laffite l'était moins. Après avoir passé sept ans chez Ligier, le pilote français vient de signer un contrat avec Frank Williams, le patron de l'écurie britannique de ses débuts en 1974 ; il y retrouvera le Finlandais Keijo Rosberg, champion du monde.

Et pourtant Jacques Laffite, qui s'est plaint toute la saison de ne pas disposer du moteur turbo-compressé, n'est pas assuré d'en avoir un en 1983. Si un accord

est intervenu entre Renault et Ligier pour la livraison - probablement après les premiers grands prix américains - d'un moteur suralimenté, Williams est encore en négociation avec Honda. Une seule condition pour l'instant, Williams et Ligier commenceront la saison prochaine avec le moteur Ford-Cosworth qui a si bien réussi à Rosberg.

Reste que Ligier devra remplacer ses deux pilotes. Laffite avait pensé au Français Jean-Pierre Jarier, tassa de piloter les monoplace de l'écurie italienne Osella qu'il juge trop fragiles (1). Mais le constructeur vichyssois, à la recherche de 30 millions de francs après avoir été lâché par Talbot, n'est pas de cet avis : « Jacques n'a plus à me donner de conseils, j'attendrai de connaître mon budget pour engager deux pilotes. »

G. M.

(1) Au cours des essais du Grand Prix de Las Vegas, Jean-Pierre Jarier était sorti indemne d'un accident au cours duquel, après avoir perdu la roue avant droite de sa monoplace, il avait parcouru, de haut, à 200 kilomètres-heure, les rangées de pneumatiques destinées à assécher les chocs contre le mur de béton.

LA GRÈVE DES JOUEURS DE FOOTBALL PROFESSIONNELS AUX ÉTATS-UNIS

Un cauchemar américain

De notre correspondante

New-York. — Les Américains sont en deuil, avec la perspective de passer le plus mauvais automne d'une longue histoire. L'imaginable est arrivé : le football « pro » est en grève.

C'est la première fois depuis que la National Football League (N.F.L.) a été fondée, il y a soixante-trois ans, que les joueurs posent la balle ou tapent en pleine saison. Leur précédent contrat était arrivé à terme le 15 juillet, et les négociations pour le prochain s'annonçaient mal : un effet conjugué de la récession économique et de l'élévation du niveau culturel des joueurs, dit-on, mais cette grève s'explique surtout par le fait que les joueurs américains s'estiment victimes des propriétaires des clubs, bénéficiaires principaux des sommes considérables versées par la télévision.

Le football américain — à ne pas confondre avec le nôtre, qu'on appelle ici soccer — est devenu une énorme affaire depuis que la télévision a pris l'habitude de retransmettre les grands matches en direct. Pendant la saison, qui dure de septembre à janvier, des millions d'Américains passent leur dimanche après-midi et leur lundi soir vissés devant leur téléviseur. L'enjeu de la grève est considérable : les quelque mille cinq cents joueurs des vingt-huit clubs professionnels disputent seize matches pendant la saison ; elle se termine par des finales — le « super-bowl » — qui valent traditionnellement les rues des villes américaines.

Les joueurs protestent contre le star system créé par les propriétaires des clubs — des milliardaires qui s'offrent des championnats comme leurs grands-pères s'offraient, jadis, des danseuses. Alors que le salaire annuel d'un joueur moyen est de 90 000 dollars, une « vedette » gagne dans les 600 000 dollars. Arguant que leur carrière est très brève — en moyenne quatre ans et demi — dangereuse (le football américain est, avec le rodéo, ce qui reste de plus pur de la tradition plutôt brutale de la « frontière »), et qu'ils sont moins payés que leurs homologues du baseball ou du basket-ball, les joueurs réclament des contrats leur garantissant le bénéfice de l'ancienneté et un pourcentage fixe sur les énormes revenus des contrats de télévision. Le dernier de ces contrats payés par les trois grandes chaînes (C.B.S., N.B.C. et A.B.C.) s'élève à 2 milliards de dollars pour les cinq prochaines années.

Les revendications des joueurs représentent 1 milliard 600 000 dollars pour les quatre années à venir,

qu'ils veulent voir verser à leur syndicat, à charge pour celui-ci de répartir cette somme selon les anciennetés. Les propriétaires des clubs proposent la même somme, mais sur cinq ans et répartie selon des contrats négociés individuellement, comme c'est la règle actuellement.

La grève, qui dure maintenant depuis deux semaines, coûte une trentaine de millions de dollars par semaine à la N.F.L. et 9 millions de dollars aux joueurs, mais elle touche aussi des millions de salariés des entreprises du football : les compagnies aériennes, qui affrètent des avions pour les supporters, les stades (de 100 000 à 200 000 dollars par an, contre), leur personnel, les services (275 millions de dollars l'année dernière à Las Vegas), les compagnies d'assurances, l'industrie touristique des villes ou se déroulent les grandes rencontres, etc.

La ruée vers l'or

Les propriétaires de clubs campent sur leurs positions qui paraissent jusqu'ici inexpugnables : des deux clubs professionnels de New-York, les Giants et les Jets, le premier appartient à un certain M. Wellington Mara, qui a hérité le club de son père, lequel l'avait acquis dans les années 20 pour une bouchée de pain. En 1980, les Giants ont procuré à M. Mara un revenu estimé à 1 400 000 dollars. Le propriétaire des Jets est M. Leon Hess, qui possède aussi une société pétrolière. Ils ne sont pas les seuls à s'arracher les cheveux : les responsables des chaînes de télévision et leurs annonceurs publicitaires anglo-saxons s'efforcent de multiplier les dollars de contrats alléchants.

Mais les plus furieux sont les supporters : le football jouit d'une popularité difficile à imaginer dans toutes les couches de la population. Les joueurs des grands clubs comme les Giants, les Jets, les Steelers de Pittsburgh, les Cowboys de Dallas ou les Forty-Niners de San-Francisco — sont donc en sursis de la ruée vers l'or de 1849. — font rêver tous les enfants américains.

Toutefois, la saison est en danger. Chacun essaie de s'organiser. Les joueurs demandent signe un contrat avec un réseau de télévision par câble pour continuer de produire un spectacle hebdomadaire. Les propriétaires, de leur côté, espèrent faire disparaître les matches inscrits au calendrier avec des démons, quelques non-grévistes et des joueurs sans contrat.

NICOLE BERNHEIM

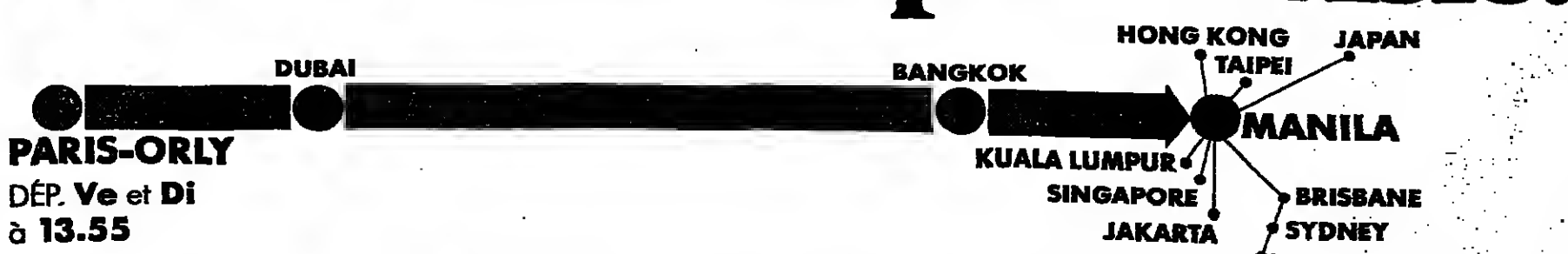
Premier choix pour l'Asie.

PARIS-ONLY
DÉP. Ve et Di
à 13.55

114, Champs-Élysées, F-75008 Paris.

Philippine Airlines
Asia's first airline.

Chez votre Agent de voyages habituel ou réservation : (1) 359.43.21.



REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOI	Le m/col	Le m/col T.T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	71,00	83,50
IMMOBILIER	21,00	24,70
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CARTAUX	140,00	164,64

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le m/col	Le m/col T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions

DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

direction développement et qualité alimentaire

LA SOCIÉTÉ D'ÉVAL a réalisé 300 MF de CA en 1981, en progression de 18% pour la 4^e année consécutive. Ses activités sont diversifiées et ses produits jouissent d'une excellente notoriété. L'alimentation infantile avec les marques Bébéline, Phosphatine, Bébéline, Les produits diététiques Gaylord House. La panification fine avec Croûtes.

La réussite de cette entreprise dynamique repose notamment sur sa longue tradition de qualité et sur sa politique très active de lancement de nouveaux produits. C'est pourquoi la Direction Générale a décidé de mettre en place la Fonction Développement et Qualité. Le Responsable lui sera directement rattaché et sera membre du Comité de Direction. Une triple mission lui sera confiée :

garantir la qualité des produits de la Société

rechercher et faire évoluer les améliorations de qualité et de productivité concernant les produits et les procédés de fabrication

animer le développement des produits nouveaux et assurer leur mise au point industrielle.

Il s'agit d'une fonction de coordination très importante qui implique des relations particulièrement étroites avec le marketing, les unités de production, la recherche. Elle est aussi largement ouverte sur l'environnement extérieur de l'entreprise.

Nous souhaitons confier la création de ce poste de haut niveau à un ingénieur ou universitaire, disposant d'une large culture scientifique. Nous lui demandons 5 à 10 ans d'expérience industrielle alimentaire. Son ouverture d'esprit, ses capacités d'autonomie et d'initiative, la qualité de ses contacts seront particulièrement déterminantes.

Ce poste est à pourvoir en Région Lyonnaise.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. J31 M en précisant rémunération actuelle à :

BSN-Gervais Danone, Service Recrutement Cadres - 7, rue du Télégram - 75006 Paris.

bsn gervais danone

bsn.gervais danone . bsn

DIRECTEUR PROJET AGRO-INDUSTRIEL

Ayant bonnes connaissances primaires à l'huile et grande expérience gestion, comptabilité, approvisionnement, pour

AFRIQUE ANGLOPHONE

Poste nécessitant autorité, dynamisme, ténacité. Très bonne pratique. Anglais impératif. Disponible de suite.

Adress. C.V. et prétentions

L.R.H.O.

11, avenue Pétrarque

75016 PARIS.

IMPORTANT GROUPE

FRANÇAIS RECHERCHE

SECRÉTAIRE

GÉNÉRAL

Lieu PARIS.

Formation Ecole de commerce. Age minimum 30 ans. Langue anglaise. Expérience min. 5 ans. Fonctions similaires. Contrôle de gestion, relations humaines, juridique, comptabilité, etc. Rémunération selon expérience. Envoyer C.V. + photo

n° 2071 M à SWEETS

S.P. 269, 75424 PARIS

Cedex 08 qui transmettra.

LILLE

Organisme public à vocation économique de la métropole recherche son :

DIRECTEUR DES ETUDES

- Le département des études est constitué d'une dizaine de spécialistes : économistes, statisticiens, urbanistes.
- Ils ont pour mission de développer des études qui aboutissent à des propositions d'actions auprès de l'assemblée ou des directions opérationnelles.
- Le Directeur des Etudes est l'inspirateur et l'animateur de cette équipe pluridisciplinaire. Il participe à la mise en place d'une politique de stratégie industrielle et mène une réflexion sur l'utilisation de l'outil informatique existant.
- Diplômé de l'enseignement supérieur, Grandes Ecoles ou Université, il doit justifier d'une compétence reconnue dans le domaine économie générale ; il possède une grande rigueur intellectuelle alliée à une imagination créatrice.
- Il est souhaitable qu'il possède une expérience de vie professionnelle en entreprise.

Pour informations complémentaires, vous pouvez écrire avec C.V. à G. STIKER, sous référence 32201 E, qui vous informera en toute discrétion.

BOSSARD SELECTION

« Centre Vauban » 201, rue Colbert

59800 - LILLE - Tél. (20) 54.06.37

ARABIE

SGE CONSTRUCTION

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Vous souhaitez développer votre carrière dans un groupe de tout premier plan.

Saisissez en l'occasion en prenant en charge l'ensemble des fonctions administrative, comptable, financière et de gestion d'un chantier de bâtiment à la taille d'une entreprise.

Vous parlez bien l'anglais, possédez une formation supérieure (HEC - ESSEC - SUP de CO...) et une expérience confirmée en partie à l'étranger, vous savez animer une équipe importante.

Ecrivez rapidement à Philippe BENOIT sous référence DF SGE CONSTRUCTION 23, rue du Pont des Halles Chevilly-Larue 94536 RUNGIS Cedex Traitement confidentiel des candidatures.

S.G.E., n° 1 des Entrepreneurs Français de B.T.P.

Clinique médico-chirurgicale de 120 lits

pluridisciplinaire, avec cabinets de consultations externes, très important plateau technique, informatisé, regroupant 30 praticiens.

PRÉFECTURE RÉGION CHAMPAGNE-ARDENNES

recherche

DIRECTEUR GÉNÉRAL

- Formation supérieure.
- Age minimum 35 ans.
- Sens des responsabilités et de l'autorité.

assurant :

- LA GESTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE.
- LA GESTION DU PERSONNEL.
- LA GESTION COMMERCIALE.
- LES RAPPORTS AVEC LA SOCIÉTÉ.

Adress. C.V. détaillé, lettre manuscrite, photo, détails de disponibilité, salaire actuel et souhaits à S.P. 503, 52000 Châlons.

ALSTHOM ATLANTIQUE

ALSTHOM-ATLANTIQUE est l'un des rares constructeurs mondiaux à exécuter l'ingénierie, à fournir l'ensemble des équipements, à assurer l'entretien général des centrales thermiques classiques et des îlots conventionnels des centrales nucléaires.

Groupe ALSTHOM-ATLANTIQUE : 42 000 personnes, 16 milliards de chiffre d'affaires.

téhéran

DIRECTEUR DU "BUREAU LOCAL"

CENTRALE, ARTS ET METIERS, MINES...

Dans le cadre de l'exécution du contrat, cet ingénieur est le représentant de la Société auprès du client.

Il assume les tâches contractuelles confiées au Bureau Local. A la demande du Directeur de Chantier, il assure les liaisons nécessaires auprès de la Direction Générale du client. Le candidat devra être rompu aux relations humaines et aux négociations commerciales avec la clientèle étrangère.

Il devra faire preuve de beaucoup de ténacité, de compétence et de rigueur dans l'exécution de la mission qui lui sera confiée. Anglais indispensable.

iran - cuba

DIRECTEURS DE CHANTIERS

CENTRALE, ARTS ET METIERS, MINES...

Ils sont chargés :

- de la Direction de leur chantier, des relations avec les autorités locales, administrations, consultants, etc.

Ils représentent la Société auprès du client sur le site. Les candidats devront être rompus aux relations humaines et aux négociations commerciales avec la clientèle étrangère, (arabe ou Sud-Américaine).

Ils devront faire preuve de beaucoup de ténacité, de compétence et de rigueur dans l'exécution de la mission qui leur sera confiée. Des qualités d'organisation et de suivi des travaux sont absolument nécessaires.

De très sérieuses références sont exigées dans une grande société d'ingénierie : la délégation des responsabilités sur le site l'exige. Anglais indispensable. Espagnol souhaité.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions au Chef du Département Administration et Gestion à ALSTHOM-ATLANTIQUE : Groupe CTM - Tour Ventaine - 204, Rond Point du Pont de Sèvres - 92100 BOULOGNE.



Directeur d'Usine

Notre société recherche un Directeur pour son établissement de Bourges, imprimerie de 135 personnes.

Nous souhaitons rencontrer un Ingénieur des Arts et Métiers, ou équivalent, avec de solides qualités d'organisation, d'homme de terrain, ayant su diriger des hommes avec succès.

Il devra :

- améliorer l'organisation, la productivité, l'information économique de chaque atelier ; faire preuve à cette occasion de fermeté et d'équité.
- Veiller à la qualité des produits fabriqués à leur conformité aux caractéristiques techniques et financières fixées.
- Mener les études nécessaires à la définition d'un plan d'investissement permettant la continuation de l'évolution technique de l'établissement et le développement de sa clientèle.

Merci d'adresser votre candidature, lettre manuscrite, C.V., sous référence 82107 M à Béatrice GALEVSKY qui traite confidentiellement cette recherche

EMPLOI centor

13 bis, rue Henri Monnier 75009 PARIS

ART DE LA TABLE... DIRIGER LES VENTES DE NOTRE MANUFACTURE...

Nous sommes l'une des plus anciennes porcelaineries françaises, notre marque est réputée.

Nous employons 500 personnes, notre outil industriel nous permet d'être très compétitif, nous réalisons 30% de notre chiffre d'affaires à l'exportation. Notre siège se trouve près d'une agréable cité du centre de la France.

Nous créons le poste de Directeur des Ventes.

Directement attaché à notre Directeur Général et en liaison permanente avec le Directeur d'Exploitation, le titulaire a pour missions principales : le Marketing, la préparation des décisions de la politique commerciale, l'animation de nos équipes régionales et de l'exportation, la gestion des ventes et de la publicité.

Vous avez 35 ans minimum, une formation et une expérience qui vous confèrent une compétence commerciale et une autorité indiscutable, vous êtes sensible à nos produits et disponible pour de fréquents déplacements ; nous sommes prêts à vous accueillir.

Nous vous remercions d'adresser votre CV + lettre manuscrite + photo, en indiquant vos prétentions, sous réf. 22 M 141, à notre Conseil C.P.A. - 69 rue de Monceau 75008 Paris.



MEMBRE DU SYNTIC

NCR

Prenez la tête avec l'informatique NCR

Nous sommes l'un des premiers constructeurs mondiaux de systèmes informatiques, avec un C.A. de 5 3,5 milliards et entendons le rester en consacrant plus de 5 200 millions au budget recherche. Le titulaire de ce poste ayant été promu, nous recherchons pour notre Division Commerce et Industrie le

directeur des ventes grandes entreprises

chargé, à la tête d'une équipe de spécialistes, de notre développement dans les grandes entreprises industrielles et commerciales françaises. Par ses perspectives, ce poste pourrait convenir à un candidat de formation supérieure désireux valoriser une expérience réussie en informatique et voulant saisir une opportunité de carrière chez un grand constructeur. Nous vous remercions d'écrire sous référence M 633 à Bernard de Caix, NCR France, Tour Neptune, 93066 Paris La Défense Cedex 20, qui vous répondra rapidement en vous garantissant la discrétion de rigueur.

FRANCS ET FRANCHES CAMARADES Union Régionale Alpes 2, rue Berthe-de-Bostaux, 38000 GRENOBLE

DIRECTEUR ANIMATEUR

pour centre aéré maternel

Bel Air

agglomération grenobloise,

à pourvoir immédiatement.

Conditions : minimum 25 ans,

départ O.M., qualif. universitaires ou équivalentes, expérience à ans dans la petite enfance,

gestion équipement, travail milieu scolaire, milieu associatif,

chambre BAFO ou en cours d'obtention.

Indice de départ : 379 fonction publique avec reconnaissance d'ancienneté à 50 % (minimum 8.709 F mensuel brut).

Commission d'embauche le 18 octobre 1982.

501 من الاحل

مكذبا من الأصل



DIRECTIONS

Nationales et Internationales

S.S.C. en INFORMATIQUE (Paris)

en vue de développer son C.A. auprès de nouveaux clients
recherche

UN DIRECTEUR COMMERCIAL

- Ayant acquis une solide expérience dans la vente de logiciels et la délégation d'ingénieurs.
- Remunération fonction des introductions initiales et des perspectives de projection.

Envoyer C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions et écrire s/n° 7100 LE MONDE Pub, service annonces classées. - 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.



emplois régionaux

emplois régionaux

L'AGENCE FRANÇAISE POUR LA MAÎTRISE DE L'ÉNERGIE (A.F.M.E.)
recrute pour ses 10 premières Délégations Régionales, créées en 1982 : ALSACE - AQUITAINE - AUVERGNE
BRETAGNE - ÎLE-DE-FRANCE - MIDI-PYRÉNÉES - NORD-PAS-DE-CALAIS - POITOU-CHARENTÉ
PROVENCE-ALPES-CÔTE-D'AZUR - RHÔNE-ALPES

RESPONSABLE DE DÉLÉGATION HF

TECHNICIEN (NE) DE HAUT NIVEAU sensibilisé (ee) aux problèmes de maîtrise de l'énergie dans le domaine des Bâtiments de l'industrie et des transports.
Age minimum 35 ans. Expérience professionnelle diversifiée confirmant capacités de gestion et d'organisation. Aptitudes à l'animation, à la créativité, et au travail d'équipe. Sens aigu des relations publiques.
Le (la) candidat (e) devra bien connaître l'environnement socio-économique et administratif dans la région ou il (elle) postule.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et prétentions, avant le 22/10/1982 à :
A.F.M.E. - SECRETARIAT GÉNÉRAL - 27 rue Louis Viat - 75015 PARIS.



emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

ALSTHOM ATLANTIQUE

ALSTHOM-ATLANTIQUE est l'un des rares constructeurs mondiaux à exécuter l'ingénierie, à fournir l'ensemble des équipements, à assurer l'entreprise générale des centrales thermiques classiques et des îlots conventionnels des centrales nucléaires.

Groupe ALSTHOM-ATLANTIQUE : 42 000 personnes, 16 milliards de chiffre d'affaires.

INGÉNIEURS DIPLOMÉS A VOCATION CHANTIERS

Brazil - Cuba - Iran

INGÉNIEURS CHEFS DE CHANTIERS MONTAGE EQUIPEMENTS MECANIQUES

Ref. ICS 72
Sous l'autorité du Directeur de Chantier, ils sont responsables de la gestion technique et commerciale des travaux.
Anglais indispensable - Espagnol et/ou Portugais souhaités.
Formation Arts et Métiers - Centrale - IDN - ENSI ou équivalent.

INGÉNIEURS DE MONTAGE

Ref. ICS 86
Sous l'autorité de l'ingénieur Chef de Montage, Equipements Mécaniques, ils seront chargés de la gestion technique et commerciale du montage dans les disciplines particulières suivantes : tuyauterie, machines tournantes, équipements chaudronniers.
Anglais indispensable - Espagnol et/ou Portugais souhaités.
Formation Arts et Métiers - Centrale - IDN-ENSI ou équivalent débutants ou confirmés.

INGÉNIEURS COORDONNATEURS DE MISE EN SERVICE

Ref. ICS 88
Sous l'autorité du Directeur de Chantier, ils sont responsables de la coordination sur le site de la mise en service de l'ensemble des installations de la Centrale.
ANGLAIS INDISPENSABLE.
Formation Arts et Métiers - Centrale - IDN - ENSI ou équivalent.
Expérience de chantier et/ou de mise en service souhaitées.

INGÉNIEURS PLANNING CHANTIER CONSTRUCTION ET MISE EN SERVICE

Ref. ICS 88
Sous l'autorité du Directeur de Chantier, ils gèrent les activités chantiers, l'élaboration des plannings au détail, le suivi de l'avancement physique des travaux.
ANGLAIS INDISPENSABLE.
Expérience de la fonction nécessaire. Le BTS ou IUT correspondant aux disciplines ci-dessus mentionnées sera exigé.
Débutants ou confirmés.

INGÉNIEURS DE MAINTENANCE

Ref. ICS 90
Spécialistes de l'assistance technique, ils participent au premier temps, sous l'autorité du Chef de la Centrale, dans un deuxième temps, sous la dépendance de la Direction des Travaux Extérieurs et pendant la période de garantie, ils assurent l'assistance technique au client pour la maintenance des installations. Ils effectuent le suivi des conditions d'exploitation et assurent la liaison avec les services après-vente. Ils tiennent à jour les statistiques d'exploitation de la Centrale. ANGLAIS INDISPENSABLE. Formation d'INGÉNIEUR MECANICIEN (arts et Métiers, ICAM ou équivalent). Bonne expérience de chantier indispensable, pratique de la maintenance souhaitée.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions au Chef du Département Administration et Gestion à ALSTHOM-ATLANTIQUE - Groupe CTM - Tour Vendôme - 204, Rond Point du Pont de Sèvres 92100 BOULOGNE.

Société de Forage pétrolier

Recherche personnel possédant une expérience sur appareils lourds offshore, confirmé depuis au moins trois ans aux postes suivants :

- INGÉNIEUR DE FORAGE Ref. : 01
- SUPERVISEUR DE FORAGE Ref. : 02
- CHEF DE CHANTIER Ref. : 03
- CHEF DE POSTE Ref. : 04
- CHEF MECANICIEN Ref. : 05
- CHEF ELECTRICIEN Ref. : 06

POSTES BASES A L'ÉTRANGER.
Pratique courante de l'anglais indispensable pour les deux premiers postes, souhaitable pour les deux suivants.
Prévoir d'adresser C.V. détaillé et prétentions en précisant le poste choisi s/n° 11683 à
PÉRIE LICHOU SA BP 220 75063 PARIS Cedex 02
qui transmettra.

CAMEROUN

Groupe Français de dimension internationale, nous recherchons un

chef comptable

qui sera responsable de nos deux filiales de distribution de livres et de presse, situées au Cameroun et réalisant un chiffre d'affaires de 31 millions FF avec 50 personnes.

Basé à DOUALA, vous assisterez le Directeur Général dans toutes les questions de gestion.
Vous serez responsable des budgets, des documents mensuels de reporting, des états de consolidation et vous animerez votre équipe de 5 personnes.
Titulaire d'un DECS, vous avez une expérience de comptabilité en entreprise (environ 5 ans) et vous avez déjà travaillé en Afrique.

Adresser dossier de candidature en précisant la référence 4896 sur l'enveloppe à Média system, 104 rue Réaumur, 75002 Paris



L'A.E.A. recherche des INSPECTEURS ADJOINTS POUR LES GARANTIES qui aideront les inspecteurs en titre à leur lieu d'affectation et pendant les inspections d'installations qu'ils font dans le monde entier. Les fonctions des adjoints se répartiront entre deux principaux domaines :

- Activités d'aide technique, notamment contrôle du matériel de surveillance (appareils photographiques, T.V. scellés), mesure et contrôle par sondage des matières nucléaires et emploi de matériel d'analyse non destructive ;
- Vérification des relevés comptables, calcul des stocks comptables et activités connexes ;
- Formation générale jusqu'au niveau de l'entrée à l'université indispensable.

Préférence sera donnée aux candidats qui auront une expérience technique des méthodes de mesure et d'échantillonnage des matières nucléaires et connaîtront bien le matériel des installations ou à ceux qui auront l'expérience pratique de la comptabilité-matières ou de la comptabilité financière et connaîtront bien le matériel informatique.

Contrat de deux ans avec possibilité de prolongation si les services sont satisfaisants. Emoluments exonérés d'impôts : entre 247 440 schillings autrichiens et 289 32 schillings autrichiens par an suivant les qualifications et l'expérience. Indemnité de non-résidence s'il y a lieu : 26 000 schillings autrichiens par an.

Prévoir d'envoyer votre curriculum vitae en indiquant votre nationalité et en vous référant à l'avis de vacance de poste n° 250/82 à la Division du personnel, Agence internationale de l'énergie atomique, B.P. 100, A-1400 Vienne, Autriche, avant le 7 décembre 1982.

IMPORTANT CENTRE D'ÉTUDES

recherche pour sa filiale en ARABIE SAOUDITE

UN INGÉNIEUR GENIE CIVIL

Spécialisé en mécanique des sols, contrat avec avantages habituels des expatriés (logement, indemnité, rémunération intéressante)

Ecrire en joignant C.V. détaillé à C.E.B.T.P. 12, rue Brancion, 75737 Paris Cedex 13.

IMPORTANT SOCIÉTÉ NATIONALE de CONSEIL ET D'INGÉNIEURIE RECHERCHE

Juristes

ROUEN-LILLE-TOULOUSE-NANTES

qui auront pour mission l'assistance auprès des sociétés (filiales en matière juridique, administrative, et fiscale (contrats, montages d'opérations, assurances, contentieux...). Bonnes connaissances en droit public et privé et en droit de l'urbanisme. ref. LM 15

Responsable administratif et financier

BESANCON

Ce cadre prendra en charge l'assistance administrative et financière aux sociétés régionales, animera une équipe et assurera des relations directes avec certains clients. La fonction pourra évoluer vers un poste de type Direction Financière et Personnel Diplômée et esprit d'équipe sont nécessaires. ref. LM 25

Tous ces postes exigent une formation supérieure et une expérience confirmée, surtout pour le dernier poste, si possible dans l'activité Ingénierie ou Promotion.

Adresser candidatures détaillées en précisant bien la référence 8195 sur l'envoi à Média System 104 rue Réaumur 75002 Paris.

QUELLE SOCIÉTÉ DE VENTE PAR CORRESPONDANCE ORLEANS offre le poste de

responsable service contentieux

Il (elle) sera chargé(e) de la gestion du contentieux clients et aura la responsabilité du traitement de masse. Il (elle) devra assurer le respect des procédures.
Une solide formation de gestion et de bonnes connaissances juridiques, comptables et informatiques sont nécessaires pour réussir dans ce poste situé dans un secteur en expansion.
Une expérience de quelques années est souhaitée avec animation d'une petite équipe.

Si vous êtes intéressé(e), adressez lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à Madame PROUST QUELLE S.A. B.P. 100 - 45403 FLEURY-LES-AUBRAIS CEDEX

SOCIÉTÉ CAHORS

recherche

L'INGÉNIEUR ÉLECTROTECHNICIEN (IEG - SUPELEC ou équivalent)

Qu'elle chargera de la conception et de l'industrialisation de nouveaux produits en Appareillage électrique BT et MT à haut niveau de compétence.
Il devra posséder l'anglais ou (et) l'allemand.
Une première expérience industrielle sera appréciée.
Lieu de travail : CAHORS.

Adresser : lettre manuscrite, photo, C.V. et prétentions à : MAEC - Soc Etudes - BP 149 - 46003 CAHORS CEDEX.

SIN DÉVELOPPEMENT REGIONAL LORRAINE

recrute un

CHARGÉ D'ÉTUDES FINANCIÈRES

Diplôme COMMERCE ÉCONOMIE, BANQUE
Ecrire sous n° 12.000
B.P. 3427
64013 NERLY CEDEX
Tél. (01 236.42.42)

INGÉNIEUR ÉTUDES PROMIÈRES

Lieu : LE MANS
Formation Ingénieur, 2 ans, 30 ans. Expérience 2 à 5 ans. Fonction : Études et développement. Rémunération 120 000 F.

Apr. n° 3272 à SWEETS, B.P. 228, 75424 PARIS Cedex 03, qui transmettra.

MARIE DE MEGANAR

recherche

Ingénieur diplômé, 30 ans, 30 ans. Expérience 2 à 5 ans. Fonction : Études et développement. Rémunération 120 000 F.

Apr. n° 3272 à SWEETS, B.P. 228, 75424 PARIS Cedex 03, qui transmettra.

IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS RECHERCHE

CHEF DE VENTE PARIS ET BUREAUX

Formation Étude de Commerce ou développement, 30 ans, 30 ans. Expérience 2 à 5 ans. Fonction : Études et développement. Rémunération 120 000 F.

CENTRE INTERNATIONAL DE RECHERCHES MÉDICALES DE FRANCEVILLE (GABON)

recrute

CHEF LABORATOIRE DE RECHERCHE EN IMMUNOLOGIE PARASITAIRE

NIVEAU DOCTEUR D'ÉTAT AVEC EXPÉRIENCE RECHERCHE IMMUNOLOGIE et PARASITOLOGIE

Adresser C.V. et prétentions à : C.I.R.M.F. 28, boulevard de Grenelle, 75015 Paris.

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Pour un ingénieur montage et essais: un vaste champ d'intervention

REEL à LYON : équipements aérospatiaux de maintenance, ponts roulants et, surtout, engins spéciaux de maintenance pour l'industrie nucléaire.

Pour nos grandes affaires, nous recherchons un ingénieur électromécanicien expérimenté dans le domaine des installations et mises en service.

- Homme de chantier, vous assurerez la mise en place de nos engins de maintenance sur les plus grands sites nucléaires français et étrangers, depuis la pose en charge du matériel jusqu'aux essais de réception.
- Homme international, vous vous exprimez parfaitement en anglais.
- Automateur, organisateur et excellent technicien (mécanique, électricité, hydraulique, électronique) vous avez entre 30 et 35 ans et une réelle disponibilité pour les déplacements.

Merci d'adresser votre candidature en précisant votre rémunération actuelle à notre conseil ALGOE. Ecrivez sous référence 720 M à Carole de CHILLY.

ALGOE 9 bis, route de Champagne - 69130 ECULLY.
Membre de Syntec.

2 Ingénieurs Papetiers

GRACE : Un groupe chimique multinational. En ALSACE, une filiale française à vocation fortement exportatrice et aux technologies de pointe : **ROLLIN**. Des produits spéciaux à base d'élastomères et des marchés diversifiés : textile, arts graphiques, industries papetières. Sur tous ces marchés nous avons su nous positionner sur les créneaux porteurs. Notre progression dans le domaine papetier nous amène à élargir nos équipes.

Ingénieur d'affaires

Nos produits, très élaborés, intéressent essentiellement les grands industriels du papier. Ingénieur, vous avez l'expérience de la vente de produits ou de biens d'équipements industriels et vous connaissez - par formation ou par expérience - l'industrie papetière. Basé en Alsace, vous devrez vous déplacer beaucoup, surtout en France. Compte-tenu de notre contexte international, la pratique d'une ou plusieurs langues est très appréciée. (Réf. 721 M).

Ingénieur d'application

Jeune ingénieur papetier, vous possédez à fond votre technique. A l'écoute de nos clients (les plus grandes industries papetières européennes), vous analyserez les problèmes et proposerez les solutions techniques les mieux adaptées en faisant évoluer nos produits et nos systèmes. Vous serez, par votre connaissance des dernières innovations et du marché, un moteur et un appui pour notre force de vente. L'allemand est indispensable ainsi que l'anglais lu. (Réf. 722 M).

Nous avons confié au cabinet conseil **ALGOE** le soin de nous aider dans ce recrutement. La candidature que vous lui adresserez devra mentionner la référence du poste choisi ainsi que votre rémunération actuelle. Carole de CHILLY étudiera votre dossier avec la plus grande discrétion.

ALGOE 3 bis, route de Champagne - 69130 ECULLY
MEMBRE DE SYNTec

Jeunes ingénieurs

ECP, ECL, ENSAM, INSA, IDN, ENSM...

SCHLUMBERGER: Votre 2^e formation

Présent dans les technologies de haut niveau, notre Groupe vous offre les moyens d'exercer vos compétences techniques, et, en même temps, une préparation concrète à vos responsabilités futures. Une bonne école de gestion, plus... de management.

SEREG:

- conçoit, fabrique et commercialise de la robinetterie industrielle, pétrole et nucléaire, et des équipements de contrôle des processus industriels: capteurs, instruments, systèmes et vannes de régulation.
- compte un effectif de 2.500 personnes réparti dans 9 établissements en France et réalise un chiffre d'affaires de 830 Millions de Francs.

Vous souhaitez:

- analyser, optimiser, choisir les moyens de production,
- développer des nouvelles gammes de produits,
- intégrer les moyens modernes de conception et de fabrication.

Plusieurs postes:

- méthode, fabrication,
- études,
- sont à pourvoir à LILLES, près de Lille (59), THIERS (63), MASSY (91).

Adressez votre candidature à J. Genot, Direction du Personnel, SEREG SCHLUMBERGER, 100 rue de Paris, 91302 Massy, en précisant la fonction et l'établissement où vous intéressez en premier lieu.

SEREG

Schlumberger

SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE

MIDI DE LA FRANCE

INGÉNIEUR D'AFFAIRES

Diplômé d'une Grande Ecole, ayant déjà l'expérience de Chef de Projet ou de l'animation d'une équipe pluridisciplinaire pour des assignments hydro-agricoles à l'étranger, il sera chargé des sections de proposition et de négociation à l'étranger, de l'établissement des offres et du suivi de l'exécution des marchés et de projets « clés en mains ».

Cet ingénieur devra parler couramment anglais, la connaissance de l'espagnol étant également souhaitée, posséder des qualités de contacts humains et de rigueur, et être disponible pour des missions à l'étranger.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo.

(Les candidatures entrant dans les critères d'embauche des contrats de solidarité seront examinées par priorité).

Envoyer à: 7 999 LE MONDE Publicité - service ANNONCES CLASSÉES - 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

LE CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE LILLE

recherche pour le

CENTRE REGIONAL D'INFORMATIQUE HOSPITALIERE NORD-PAS-DE-CALAIS

UN RESPONSABLE DES ETUDES

Placé sous la responsabilité d'un chef de centre, il assurera l'animation et la coordination d'une équipe de 24 personnes qui devront créer dans des proportions importantes.

Les activités de cette équipe sont axées sur la maintenance, la formation et l'assistance à la mise en place d'applications de gestion hospitalière implantées dans 30 établissements hospitaliers de la région du Nord-Pas-de-Calais.

Les missions des études s'orientent à présent essentiellement vers la réalisation de logiciels temps réel à vocation nationale, qui seront mis en œuvre par des réseaux très importants (plusieurs centaines de terminaux).

Le poste est réservé aux détenteurs d'un diplôme d'ingénieur ou niveau équivalent, assorti de 4 ans d'expérience à un niveau d'encadrement dans ce secteur.

Rémunération 180.000 F, brut par an. Adressez C.V. à Monsieur le Directeur du Personnel, C.H.R. de Lille, 2, avenue O.-Lambert, 59037 LILLE CEDEX.

Importante Société Aix-en-Provence

recherche

1 INGÉNIEUR GÉNIE CIVIL

Contrôle, Mines, Ponts et Chaussées pour études grands ouvrages hydrauliques France-Etranger.

Débutant ou quelques années d'expérience. Anglais indispensable.

Ecrire avec photo, prêt., C.V., précisant réf., modalités et si éventuellement inscrit à l'A.N.P.E. ou primo demandeur d'emploi. Envoyer sous le n° 535.220 M.

RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

HOPITAL PRIVE région PORTOU-CHARENTA (200 mètres) recherche

RESPONSABLE FINANCIER

Niveau partie DECS et expérience comptable et informatique. Logement agréé bord de mer.

Ecrire P. 5 002, CRO 90100 PASTEL 2 087, 54013 NANCY CEDEX. Téléphone 18) 335-42-63.

elf aquitaine

RECHERCHE POUR SA DIRECTION DE LACQ (64)

CHEF DU SERVICE SÉCURITÉ

PROFIL : Ingénieur, technicien ou chimiste, ayant une bonne expérience des problèmes de sécurité des installations industrielles.

MISSION : animer un service assurant les fonctions suivantes :

- prévention des accidents du travail;
- intervention en cas d'incident ou d'accident;
- entretien du matériel sécurité;
- gardiennage.

INTÉRÊT : évolution ultérieure possible au sein du Groupe, dans des établissements en France ou à l'étranger.

Adressez C.V. et prétentions sous n° 48207 à SNEAP - DC Recrutement, 26, avenue des Lilas - Tour 12.04 - 64018 PAU Cedex.

THOMSON-CSF

INDUSTRIALISATION

Représentant à l'usine de Laval (Mayenne), notre département parisien, concepteur du produit (télécopieur, fabrication moyenne série), cet ingénieur aura autorité pour régler sur place tout problème technique de fabrication et d'amélioration de produit.

Ce poste, créé pour renforcer la synergie entre la conception et la fabrication, implique de fréquents déplacements, en particulier à l'occasion du lancement de nouveaux produits.

Ce poste implique également la recherche de sous-traitance mondiale afin d'optimiser le coût et la qualité de notre production.

Il convient à un

INGÉNIEUR A M CONFIRMÉ

ayant 5 ans minimum d'expérience de fabrication de produits électromécaniques de grande série, ouvert à la recherche de méthodes nouvelles, capable de dialoguer avec des concepteurs et des fabricants et déjà sensibilisé par ses responsabilités précédentes aux problèmes que pose l'industrialisation.

Marie-Louise GUIOMAR étudiera en toute discrétion les dossiers de candidature sous référence 22062 M à Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204 Rond-Point du Pont-de-Sèvres, 92816 BOULOGNE CEDEX.

Handwritten note: 150-11-11

هكذا من الأصل



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



QUAKER FRANCE

Filiale française d'un groupe américain en pleine expansion
• Notre CA : + 500 millions de francs • Notre croissance : + 30% par an • Nos produits : les céréales QUAKER les aliments pour chiens et chats FIDO et FIDEL

Nous recherchons pour notre usine de QUIMPERLE - FINISTERE SUD

UN RESPONSABLE ACHATS USINE

Réf. R.A.M.
En liaison fonctionnelle avec les services opérationnels de l'usine, et avec les services administratifs du siège, il devra assurer, sous l'autorité du Directeur des Achats basé à Marseille, l'approvisionnement de l'usine en matériel d'entretien et en équipements, négocier les interventions extérieures (régies - prestataires de services) et assister la direction usine dans la mise au point des études et la négociation des travaux et contrats avec les fournisseurs.

Nous attendons un candidat âgé de 30 ans environ, de formation supérieure (AM, ESCA, ESA...) parlant couramment l'anglais et ayant une expérience de 4 ou 5 ans des achats en usine qui lui a permis d'acquies de solides connaissances techniques (bâtiment - mécanique - électricité).

CHEF DU PERSONNEL

Réf. C.P.M.
Cette usine emploie 350 personnes. La gestion de son personnel est assurée actuellement à partir de notre siège de Marseille. Nous décentralisons la fonction CHEF DU PERSONNEL DE L'USINE ET A CREEER. Nous souhaitons confier ce poste à un homme ou une femme de 30 ans environ, de formation supérieure, (grande école d'ingénieurs ou de gestion).

Vous avez en plus une première expérience de 3 à 4 ans de l'encadrement des hommes. Vous avez mis à profit cette période pour donner leur pleine mesure à votre SENS DU CONTACT ET DES RELATIONS HUMAINES. En bref, vous êtes aujourd'hui un véritable PROFESSIONNEL DE L'ANIMATION ET DE LA COMMUNICATION et vous voulez évoluer vers plus de responsabilités.

Sous l'autorité du Directeur de l'usine et en liaison fonctionnelle avec la Direction du Personnel à Marseille, vous créerez et assurerez l'ensemble des aspects (administratif, social, légal) de la fonction. Vous serez responsable des services généraux et de la coordination des actions d'embauche, de formation, de paie et de sécurité. Vous participerez aux relations avec les partenaires sociaux et les divers organismes officiels.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous la référence correspondante à

QUAKER FRANCE

Direction du Personnel
40 Bd de Dunkerque
13002 MARSEILLE



temat

MATRA

PREMIER FABRICANT EUROPEEN DE TELEPHONES

recherche pour sa DIRECTION TECHNIQUE

Chef de Projet

Il participera à l'élaboration des programmes de développement de produits nouveaux dans les domaines de la TELEPHONIE ou des TERMINAUX. Il en contrôlera le déroulement et assurera la coordination nécessaire au respect des objectifs de délais et de coûts.

Pour ce poste nous recherchons un INGENIEUR expérimenté dans le développement de produits électroniques ou informatiques, désireux de prendre en main des affaires, ayant des talents reconnus de coordinateur et de négociateur.

Lieu de travail : QUIMPER.

Adresser CV, lettre manuscrite, photo et rémunération souhaitée en indiquant la référence JD 143 à TEMAT Direction du Personnel 10, rue Jean Jaurès - 29000 QUIMPER

IMPORTANTE SOCIÉTÉ ÉLECTROMÉCANIQUE en développement 350 millions de C.A.

65 % à l'exportation, recherche pour sa principale unité de production, 100 km de Paris, 600 personnes.

CADRE DE GESTION ET ANIMATION

pour son magasin général.

INGÉNIEUR ou TECHNICIEN SUPÉRIEUR

pour le suivi des Etudes Extérieures.

Envoyer C.V. photo et prétentions s/réf. 11.684 à PIERRE LUCHAU S.A., B.P. 220, 75003 Paris Cedex 03, qui transmettra.

CHEF DU PERSONNEL

COTE NORMANDE

Cette société de production performante (C.A. 900 millions), leader dans son domaine d'activité, recherche le Chef du Personnel de son usine (500 personnes) pour succéder au responsable actuel qui part en retraite. Il sera chargé de l'application d'une politique sociale dynamique et ouverte, incluant les aspects : recrutement, promotion, formation et adaptation, rémunération et qualification. Il assurera le fonctionnement administratif du service de la paie et apportera conseils et assistance aux différents Chefs de Service. Le cadre recherché est un praticien de la fonction, ayant exercé soit au sein d'une P.M.E., soit comme assistant du personnel d'une entreprise plus importante. Agé d'au moins 35 ans, ses connaissances techniques et ses qualités personnelles de dialogue en font un spécialiste compétent, un partenaire de réflexion de la Direction et un interlocuteur reconnu par les représentants du Personnel. L'usine, installée sur la côte normande, attache une grande importance au développement de relations humaines harmonieuses.

Adresser CV + photo (retournée) + rémunération actuelle sous référence 109 à



SODECI

140, rue de la Croix Nivert
75015 PARIS

CHAÎNE D'HYPERMARCHÉS REPUTÉE

poursuivant son développement dans le cadre d'une politique de décentralisation des responsabilités recherche

CONTRÔLEURS DE GESTION

pour plusieurs de ses magasins dans le Sud-Ouest

Le premier poste à pourvoir étant situé à Périgueux.

Rattaché au Directeur du magasin et s'appuyant sur un service comptable, le contrôleur de gestion a pour responsabilité d'optimiser les résultats économiques de l'équipe de direction et des chefs de rayon.

Ainsi, il participe à la détermination des objectifs chiffrés, effectue les écarts et aide les responsables commerciaux à y remédier aussitôt; il les sensibilise et les forme à la gestion.

En liaison avec l'outil informatique, il garantit la qualité des résultats comptables, il établit les comptes intermédiaires et effectue toutes études prospectives.

Enfin, il est aussi responsable de l'administration en général, assurera, application des dispositions législatives ou réglementaires, respect des procédures internes par exemple pour la circulation des marchandises.

Cette fonction vivante et présente nécessite des personnalités affirmées, de formation économique supérieure (type E.S.E. ou D.E.S.), complétée par quelques années d'expérience réussie dans l'animation d'une équipe.

Situations évolutives au sein d'un groupe dynamique. Le plus social est amplement récompensé par des avantages importants, rémunérations méritées.

Il sera répondu à toute candidature comprenant lettre manuscrite, CV, photo, prétentions et ôde de disponibilité adressés au : G.S.H., Boite Postale n° 70180 LE CHESNAY, chargé de recrutement.

G.S.H.

Dans le cadre de son expansion, une des premières SOCIÉTÉS de PROTECTION JURIDIQUE de L'INDIVIDU et de L'ENTREPRISE, offre à STRASBOURG une opportunité pour un

Diplômé de l'enseignement supérieur

possédant une formation de base de DROIT. Sur la région ALSACE-LORRAINE, il sera chargé de développer la commercialisation de nos produits juridiques modernes auprès de revendeurs spécialisés ou d'associations et d'assurer la gestion concrète des affaires. De réelles aptitudes à la négociation sont l'indispensable garantie de réussite dans ce poste largement autonome destiné à un candidat voulant évoluer vers des responsabilités polyvalentes au sein d'une structure à taille humaine. Seul responsable du développement de son secteur, sa mission s'effectuera à la mesure des résultats obtenus pour déboucher sur la gestion intégrale de l'unité qu'il aura créée. Ecrire au CABINET GATIER, sous référence 010 M, 32 rue Barrême 69006 LYON.

Cabinet Gatier

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS

CADRE COMPTABLE CONFIRME

pour assister le responsable des services comptables au sein d'une équipe de professionnels. De formation supérieure, la candidate devra posséder une expérience de quelques années (Réf. 128)

ADJOINT AU RESPONSABLE DE LA COMPTABILITÉ CLIENTS

de bonne formation comptable, capable d'animer une équipe d'une vingtaine de personnes qui assurent la gestion d'un nombre important de comptes clients (Réf. 137)

Ces deux postes sont à pourvoir rapidement près d'une grande ville du Centre-Ouest.

Adresser lettre manuscrite, CV, prétentions et photographie à No 48069 à CONTESSÉ Publicité 20, av. Opéra 75004 Paris Cedex 01 qui transmettra

SOCIÉTÉ NATIONALE DES POUSSIÈRES ET EXPLOSIFS

recherche pour un de ses Etablissements du SUD-OUEST

INGÉNIEUR PHYSICIEN

CHEF DE LABORATOIRE
DIPLOME D'INGÉNIEUR OU DOCTORAT 3ème CYCLE

Ayant des connaissances en
- physico-chimie des matériaux
- micro-informatique.

Pour effectuer des travaux de contrôle ou d'étude des déterminations physiques sur matières premières ou produits finis.

Age : 25-30 ans
Expérience : quelques années souhaitées

Envoyer C.V. et photo ss no 48317 à CONTESSÉ Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.



D'Auvergne et Corrèze

Vous avez

une expérience bancaire

Nous recherchons :

- DIRECTEURS D'AGENCES.
- CHARGÉS DE CLIENTÈLE ENTREPRISE.
- CHARGÉ DE MARKETING.
- RESPONSABLE DES ENGAGEMENTS.

Adresser lettre manuscrite, accompagnée C.V. détaillé indiquant classification professionnelle et dernières rémunérations perçues à :

B.E.O. (sous référence 8145) 3, rue de Valenciennes, 75008 PARIS. DISCRÉTION ASSURÉE.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ AÉRONAUTIQUE

Région Ouest
recherche

INGÉNIEURS DÉBUTANTS

de formation ENSAM.

1.) Pour postes de production dans des lots de fabrication de cellule (pièces élémentaires et assemblage).

Les candidats devront être dégagés des obligations militaires. Ils devront avoir impérativement le sens des relations humaines en milieu d'atelier et le goût du commandement.

Poste évolutif pour candidat de valeur.

2.) Pour prendre en charge son secteur Contrôle Qualité de pièces mécaniques. La mission consistera à conduire une évolution des méthodes et des moyens en rapport avec les installations modernes et automatisées introduites en production.

Ecrire lettre manuscrite avec C.V., prétentions et photo sons n° 950.060 à HAYAS ATLANTIQUE PUBLICITÉ, B.P. 52, 44601 SAINT-NAZAIRE CEDEX, QUI TRANSMETTRA.

BRETAGNE

IMPORTANT ORGANISME FINANCIER 900 personnes, recherche

CADRE Fonction Personnel

De formation Juriste en Droit Social + DES

Gestion Personnel ou similaire et/ou Sciences Po Paris.

Expérience souhaitée de 2 ou 3 années dans le

fonction sociale, acquise en Entreprise Industrielle ou dans le secteur tertiaire.

Dans son rôle de conseil et de recherche, au sein de la Direction des Relations Sociales, il aura à participer à l'élaboration de la politique sociale en assurant notamment :

le suivi des problèmes juridiques et sociaux (études juridiques, gestion de la documentation sociale, préparation des réunions C.E.-D.P.), la gestion globale des effectifs (étude des besoins, gestion prévisionnelle, tableau de bord...).

Possibilité d'évolution pour un candidat spécialement intéressé par les relations humaines et la gestion dynamique du personnel.

Adresser lettre manuscrite + CV s/réf. J.O./FP à J. OLLIVIER BP 28, 35740 PACE qui assurera les premiers entretiens



(vanOise, Charente-Maritime, Deux-Sèvres)

recherche pour son siège à

LA ROCHE-SUR-YON ANIMATEUR (TRICE) COMMERCIALE

Nous souhaitons rencontrer des candidats (es) ayant :

- Expérience commerciale bancaire réussie
- Formation supérieure (Sciences Eco, Sup de Co, I.A.E., I.T.B. ...)
- Aptitudes et motivations de formateur.

Adresser lettre manuscrite + CV s/réf. J.O./FP à Jean OLLIVIER, B.P. 28 - 35740 PACE, qui assurera les premiers entretiens à LA ROCHE-SUR-YON.

IMPORTANTE ENTREPRISE MÉCANIQUE DE PRÉCISION

recherche pour région de BAYONNE un

INGÉNIEUR DÉBUTANT (AM - INSA)

Possédant une formation complémentaire en

gestion (type I.A.E.)

Le candidat prendra en charge une activité de GESTION DE LA PRODUCTION (Planning, lancement, ordonnancement, documentation technique...).

Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions en précisant la réf 8193 à Média System 104 rue Réaumur 75002 Paris qui transmettra.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Nous sommes une Organisation Professionnelle d'Entreprises totalisant plus de 1.000 adhérents dans une profession en expansion. Nous recherchons intégrer l'

ATTACHÉ (E) RELATIONS PUBLIQUES

qui aura assisté le Chef de ce service.

En poste à PARIS, sa mission consistera à promouvoir notre image, développer nos relations extérieures et collaborer à notre presse professionnelle.

Diplômé de l'enseignement supérieur (CELSA, IRPES, SCIENCES PO, etc...) et ayant acquis une 1ère expérience de plusieurs années dans les relations publiques, de préférence au sein d'une entreprise privée. (Métier, savoir-faire, présence de beaucoup de dynamisme au service des chefs d'entreprises, en privilégiant les actions efficaces et concrètes. Opportunité de développement de carrière. Anglais indispensable.

Si vous pensez être motivé(e) pour ce poste, adressez votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., détails photo et salaire actuel) à : N. 2399 - PUBLICITÉS RÉUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui transmettra

ORGANISME DE PLANIFICATION INGENIEUR


2 à 3 ans d'expérience pour activités d'Audit d'organisation et de problèmes de stratégies d'entreprise. Grande Ecole + formation économique, ayant de bonnes capacités d'analyse logique. Anglais courant + 2ème langue souhaitée. Adresser C.V., photo et prétentions, n° 49.812, PUBLICITÉ ROGER BLEY, 101, rue Réaumur, 75002 Paris.

Important Groupe Industriel (7 usines - 5000 personnes - 2 milliards de C.A.) recherche

CADRE ADMINISTRATIF VENTES EXPORTATION (Adjoint au Directeur Export)

Ce poste, important dans notre structure, demande rigueur et autorité. Ce collaborateur sera responsable de l'organisation fonctionnelle (10 personnes), des liaisons avec les usines, les services du Siège (comptabilité, juridique, contrôle de gestion). Fréquents déplacements de courte durée province et parfois à l'étranger. Minimum 32 ans - 5 ans d'expérience. Formation supérieure. Anglais courant indispensable. Allemand souhaité. Lieu de travail : banlieue immédiate sud-Ouest.

Envoyer lettre manuscrite et C.V. à : Cabinet Leconte, 4, rue Armand Courbet, 75116 Paris, sous référence 47860



CdF Chimie

Deuxième groupe chimique français, activités diversifiées et internationales, poursuit sa campagne de recrutement d'ingénieurs de haut potentiel (débutants ou quelques années d'expérience).


Ils se verront rapidement confier des responsabilités techniques concrètes et ils évolueront dans un large éventail de carrières. Plusieurs voies sont ouvertes pour intégrer dans le groupe :

- Ingénieurs de production**
De formation générale X, ECP, AM, Mines, grandes écoles de Chimie, ils seront désireux et capables de commencer leur carrière sur le terrain, ayant le goût de la technique et des qualités marquées d'homme d'action; animation de personnel, organisation, gestion industrielle.
référence OH 168 AM
- Ingénieurs de maintenance**
De formation générale ECP, AM, IDN, ENSIM... ils auront le même profil que les précédents avec des qualités d'intelligence concrète, de disponibilité, d'adaptabilité à des problèmes techniques variés.
référence P1 169 AM
- Ingénieurs travaux neufs**
De formation générale X, ECP, AM, IDN, ENSIC, IGC... ils travailleront au sein de la Direction Technique chargée de l'étude et de la réalisation des investissements industriels. Capables de s'adapter à des problèmes techniques variés, organisés, bons négociateurs, ils devront être en mesure d'étudier des projets et d'en piloter la réalisation. Pour l'un de ces postes, une première expérience en génie civil serait appréciée.
référence RK 170 AM
- Ingénieurs de recherche**
UN INGENIEUR GRANDE ECOLE DE CHIMIE pour débiter au sein d'un service analytique. Il aura des qualités de rigueur, de dynamisme, le goût des résultats concrets, un bon contact humain.
UN INGENIEUR MECANICIEN ET CHIMISTE, ayant le goût des réalisations industrielles concrètes et des contacts, connaissant si possible les problèmes de "structure" dans la construction automobile, il travaillera au sein d'un service "application des matériaux".
référence SL 171 AM
- Ingénieur bureau d'études usine**
De formation générale AM, IDN, ENSIM... il sera ouvert à la mise en œuvre de technologies variées pour participer à l'étude et à la réalisation de projets d'installations industrielles. Il aura des qualités de rigueur, de dynamisme, d'imagination et de contact.
référence TM 172 AM

Au départ, ces postes peuvent se situer en Lorraine, dans le nord de la France ou dans le sud-ouest. Ecrire en précisant la référence.

4, rue Massenet 75016 Paris

etap



THE EUROPEAN COMMITTEE OF SUGAR MANUFACTURERS

An international body based in PARIS seeks a

coordinator for public relations and scientific matters

(MAN OR WOMAN)

He or she will be responsible for organizing top-level international meetings, will attend these meetings and circulate information. The job will suit a man or woman of at least 30 with a good general culture, already trained in Public Relations, preferably of EEC nationality with English as mother tongue and with a good knowledge of French.

Candidates should write in their own hand with career resume (Ref. 2153-M), giving present salary. Applications will be handled with customary discretion.

A. et J. Ourlin CONSEILS DE DIRECTION 47, AV. ALSACE-LORRAINE 92160 ANTONY - FRANCE

IMPORTANT GROUPE BANCAIRE recherche un Fiscaliste

Il exercera au sein d'une équipe de spécialistes, une mission d'assistance et de conseils pour l'Etablissement Central et ses Filiales, dans tous les domaines de la fiscalité. 3 à 5 ans d'expérience exigés en cabinet ou grande entreprise. Lieu de travail : Ouest de Paris. Adresser CV, photo, salaire et prét. sous réf. 5845 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra

Ingénierie de Projets Informatiques recherche INGENIEURS LOGICIELS

Vous avez une formation d'ingénieur grande école (ENSEEHT, ENSIMAG, INSA...) ou un niveau DEA informatique. Vous avez acquis une première expérience sur des applications industrielles en temps réel. Vous avez une bonne connaissance d'un mini (VAX, MITRA, MINI 6) ou d'un micro (M 6800, INTEL 8085). Nous vous offrons des perspectives d'évolution sur des projets de grande envergure et de haute technologie. Adresser candidature à : I.P.I. 26 rue du Renard 75004 PARIS La pratique du génie logiciel

Engineering for insurance... Why not!

We represent in France one of the world's largest industrial risk insurance groups which has achieved a unique reputation of expertise in fire prevention engineering. To reinforce its engineering team, our Paris office seeks «GRANDE ECOLE» ENGINEERS. Through a comprehensive in-house training, including short periods in the U.S., they will become fire prevention consultants to the management of large industrial plants. Applicants should meet the following criteria:

- Fluency in both English and French - Extra language (Spanish or Italian) will be a serious asset
- Availability to travel (essentially in Europe)
- At least one year working experience.
- Easy contacts and good communication.

Send application with C.V. and salary expectations to M. Courrier
FACTORY MUTUAL INTERNATIONAL
8 rue de l'Hôtel de Ville
92200 NEUILLY SUR SEINE

Les Nouveaux Constructeurs

PLUS DE 6000 MAISONS
1^{er} rang français des Constructeurs de Villages recherchent

RESPONSABLE FONCIER D'ILE DE FRANCE

Implanté régionalement, vous serez responsable auprès du Directeur local :
- de l'initiation,
- de la négociation et du montage des affaires nouvelles.

Ayant une expérience en Maisons Individuelles, doté d'un tempérament exceptionnel, d'un sens aigu des contacts et de la négociation, de réelles capacités d'organisation pour le suivi de nombreux dossiers. Suivant votre expérience, votre performance, votre rémunération totale sera de plus de 200.000 F.

Envoyer C.V. + photo à Mme Malignat
LES NOUVEAUX CONSTRUCTEURS
Château de Montebello 78350 JOUY EN JOSAS.
(3) 635.06.15
DES MAISONS POUR MIEUX VIVRE

GROUPE NC2

recherche dans le domaine du développement de ses activités logiciel Time-Sharing, des

INGENIEURS

ayant 2 à 5 années d'expérience API

Les postes sont à pourvoir en Région Parisienne.

Adresser CV et prétentions sous référence MO/82 à SGR, 12/14, avenue Vian-Whitcomb - 75016 PARIS.

GERER LE MARKETING D'UN NUMERO 1

N° 1 MONDIAL dans son activité, recrute pour sa division «Grand Public», leader sur son marché, son RESPONSABLE MARKETING (Homme ou Femme). Dépendant directement de la D.G., et en liaison étroite avec la Direction des Ventes, le candidat aura une formation supérieure, 5 ans d'expérience marketing minimum, notamment dans la gestion d'un budget publicitaire-promotionnel. Imaginatif et organisé, il a l'expérience de la distribution traditionnelle.

ANGLAIS INDISPENSABLE.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., et prétentions à : BAUSCH ET LOMB FRANCE - Catherine THOMAS, 7, rue des Châliers - 78000 VERSAILLES. Réponse et discrétion assurées

Futur chef de produit

Vous avez une approche de l'électronique de par votre formation ou votre expérience. Vous êtes jeune, vous exercez une fonction commerciale depuis un ou deux ans. Vous souhaitez évoluer, maintenant, vers de plus grandes responsabilités. Nous vous proposons de venir développer avec nous la gamme électronique de la Société ROCKWELL que nous distribuons en France. Au cœur d'une équipe très dynamique nous vous rattrons rapidement responsable de cette famille de produits. Nous vous offrons :
- une rémunération importante et motivante
- un poste trempé dans une société dont les produits sont performants.

Documentation sur poste aux candidats présélectionnés. Ecrire avec salaire actuel et photo S. RH.1110 P 39, rue Etienne Marcel 75001 PARIS

Cii Honeywell Bull

recrute pour son Siège Social un

SPECIALISTE EN DROIT DU TRAVAIL

pour prendre en charge :

- la mise en place et le suivi des obligations légales d'un établissement (bilan social, registres et déclarations officielles...)
- les applications de la législation du travail en liaison avec la gestion de personnel
- la responsabilité de projets liés à l'évolution du droit du travail.

Le candidat aura une formation Grande Ecole - option personnel - ou DESS Droit Social et environ 3 ans d'expérience dans une fonction similaire. Lieu de travail : PARIS. Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la réf. 456 M à Cii Honeywell Bull, PCOG021C - 94, avenue Gambetta 75960 PARIS CEDEX 20

مكتبة الامم المتحدة

مكزا من الأصل

	Unité*	Leval. TTC
OFFRES D'EMPLOI	71 00	83 50
DEMANDES D'EMPLOI	21 00	24 70
IMMOBILIER	48 00	56 45
AUTOMOBILES	48 00	56 45
AGENDA	48 00	56 45
PROP. COMM. CAPITAUX	140 00	164 64

ANNONCES CLASSEES

	Unité*	Leval. TTC
ANNONCES ENCADREES	40 00	47 04
OFFRES D'EMPLOI	12 00	14 10
DEMANDES D'EMPLOI	31 00	35 45
IMMOBILIER	31 00	35 45
AUTOMOBILES	31 00	35 45
AGENDA	31 00	35 45

*Dégressifs selon surface ou nombre de parutions

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURIE INFORMATIQUE
SPÉCIALISÉE

EN SYSTEMES DE
TELECOMMUNICATIONS
ET PROCESS CONTROL

recherche

DES INGENIEURS
INFORMATIENS

- 1) CONFIRMÉS ET CHEFS DE PROJETS
- 2) DÉBUTANTS AYANT UNE EXPÉRIENCE DE 6 MOIS MINIMUM.

Pour développer des logiciels temps réel sur minicalculateur et microprocesseurs.

La croissance importante de notre activité, l'intérêt des projets qui nous sont confiés, la qualité des relations dans l'entreprise ainsi que la rémunération permettent d'offrir un travail enrichissant et une évolution compatible avec les aspirations de chacun.

Envoyer votre curriculum vitae à Pierre GILLIER, 2, avenue de Ségur - 75007 PARIS.

SEGIME

Société CHRISTENSEN
recherche

UN INGENIEUR
DE BUREAU D'ETUDES

Confirmé, il aura 10 années d'expérience en mécanique et hydraulique. Il sera bon animateur et, possédant un anglais courant, il assurera les relations avec les autres unités du Groupe, bien que le poste soit essentiellement sédentaire.

Envoyer CV et photo à :
Place de la gare
75320 LA VERRIERE

Les Editions FERNAND NATHAN
recherchent pour leur département
MATÉRIEL DIDACTIQUE

un responsable

MARKETING
VENTE

Il dynamise les ventes en France et la diffusion à l'étranger, en stimulant l'action des vendeurs et en appuyant le travail des représentants.

Il visite personnellement les clients importants et les institutions.

Le candidat a une formation supérieure et une bonne expérience commerciale, si possible dans le matériel scolaire.

Basé à Paris, ce poste suppose une grande mobilité pour des déplacements en France et à l'étranger.

Anglais indispensable.

Ecrire avec C.V., détaillé, en précisant la rémunération actuelle sous réf. 241 M à Denis JOUSSET

plein emploi
10, rue du Mail - 75002 PARIS

4, rue Massenet 75016 Paris

Ecrire en précisant la référence - Discretion absolue

etap

UNE SOCIÉTÉ FRANÇAISE RENOMMÉE DU SECTEUR MÉCANIQUE
(2300 personnes) leader dans son domaine et rattachée à un grand
Groupe International, recherche plusieurs Ingénieurs de valeur qui
participeront activement à l'expansion de l'entreprise.

Plusieurs postes sont offerts :

• Chef du service ordonnancement central

Pour les Usines et en liaison étroite avec les services commerciaux, il sera chargé du calcul des besoins, de l'établissement des programmes directeurs de production, des plans de charge, du suivi des réalisations, de la coordination des activités des usines. Il portera largement à la refonte d'un système de gestion de production déjà fortement informatisé.

Ce poste conviendrait à un ingénieur ayant l'expérience de la gestion de production (dans un domaine de fabrication de série) familiarisé avec l'informatique, motivé, ayant de solides qualités d'organisateur, jointes à un excellent sens des contacts et à une bonne affirmation naturelle.

Ordre de grandeur de rémunération : 220 000 F
référence KS 194 AM

• Jeune ingénieur organisation industrielle

Il sera chargé d'étudier tous problèmes d'organisation se posant aux usines (à court et long terme), de proposer des solutions, de participer activement à leur mise en œuvre. Il travaillera, au début, en liaison avec un cabinet d'organisation extérieur.

Paste très formateur, permettant une évolution ultérieure de carrière, qui conviendrait à un ingénieur, ayant une première expérience industrielle acquise en fabrication, gestion de production ou organisation, témoignant de bonnes capacités d'analyse liées à un tempérament de réalisateur et à un sens marqué des contacts.

Ordre de grandeur de rémunération : 150 000 F
référence LI 195 AM

• Chef du service méthodes

Pour l'une des usines de la société, qui réalise actuellement un important programme d'investissements, il sera chargé de l'étude, de la préparation, du choix, et de la réalisation des moyens nécessaires à la fabrication. Il animerait un service doté de 40 personnes.

Ce poste conviendrait à un ingénieur AM ou équivalent, ayant minimum 2 ans d'expérience en fabrication, connaissant bien les machines à commandes numériques, ouvert aux techniques nouvelles, bon animateur.

Ordre de grandeur de rémunération : 170 000 F
référence MU 196 AM

• Deux Informaticiens de bon potentiel débutants ou confirmés

Ils participeront à l'étude, la programmation, la réalisation de grands projets, ou sein d'un service équipé d'un IBM 4341 et d'une équipe jeune et performante.

Cannnaissance CICS et/ou DLI appréciée.

Ces postes conviendront à des candidats, ingénieurs ou Miage, dynamiques, motivés, ayant un sens marqué du travail en équipe.

Rémunération en fonction des compétences.
référence NQ 197 AM

• Informaticien "système" débutant ou expérimenté

Adjoint du Responsable "système", il sera chargé de participer à la mise en place et à l'évolution des logiciels de base.

Ce poste conviendrait à un candidat, de bonne formation (ingénieur, Miage, DUT ou niveau équivalent) motivé, rigoureux, dynamique.

Rémunération en fonction des compétences.
référence OW 198 AM

Pour tous ces postes, qui offrent de réelles perspectives d'évolution, la connaissance de l'anglais serait appréciée.

Ces postes se situent en banlieue ouest Paris.

Ecrire en précisant la référence.

etap

4, rue Massenet 75016 Paris

teleflex

DÉPARTEMENT
MANUTENTION

du
GROUPE TISSMÉTAL LIONEL-DUPONT,
recherche dans le cadre
du développement de sa division

SYSTÈMES AUTOMATISÉS

CHEFS DE PRODUIT

Pour leur confier la promotion, la vente et le suivi de la réalisation d'installations automatisées et robotisées de manutention tant en France qu'à l'étranger.

Si vous avez :

- une expérience de quelques années dans la vente de biens d'équipements sur devis,
- une formation en électro-mécanique et automatique,
- un esprit d'entrepreneur et un goût pour le travail en équipe

Envoyer votre C.V. et références à la
Direction du Personnel de TELEFLEX
32/34, rue Robert Vitchitz - BP 229
94203 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

STE D'EQUIPEMENTS AUTOMOBILE
appartenant à groupe international
recherche pour usine 100 Kms Nord de Paris

CHEF DES
SERVICES TECHNIQUES

INGENIEUR A, et M.
de formation électromécanique.

- 10 ans d'expérience dans industrie automobile ou grandes séries.

- relevant du Directeur de l'établissement, il sera responsable de la gestion des investissements, des automatisations, de l'étude et de la réalisation des travaux achetés, du service des Méthodes et de la maintenance des équipements.

- il devra faire évoluer les méthodes de travail avec l'objectif d'amélioration de la productivité.

Possibilité de logement.

Ecrire avec C.V., détaillé, photo et références à N. 2402 - PUBLICITES REUNIES
112, Bd Voltaire - 75011 Paris

AERO

SOCIÉTÉ D'ÉTUDES ET CONSEILS

(Automatique - Electronique
Recherche Opérationnelle)

recherche

INGÉNIEURS HAUT NIVEAU
GRANDES ÉCOLES

OU ÉQUIVALENT

(de débutant jusqu'à 5 ans d'expérience)

pour études techniques et technico-opérationnelles dans les domaines suivants :

- Analyse et conception de systèmes techniques complexes (télécommunications, systèmes d'armes, transports, etc.)

- Recherche opérationnelle (études coût-efficacité, techniques d'optimisation, modélisation et simulation numérique, organisation).

- Analyse de systèmes, relations homme-machine.

- Traitement du signal.

- Informatique scientifique de haut niveau.

- Traitement statistique de données.

- Optique théorique et électromagnétique.

Envoyer C.V. détaillé, 3, av. de l'Opéra - 75001 PARIS

QUALITÉS HUMAINES ET TECHNIQUES
INDISPENSABLES

Hy. Bergerat, Monnoyeur
Agent Général CATERPILLAR - C.A. 2,3 Milliards

recherche

CADRES
DE HAUT NIVEAU

Diplômés de Grandes Ecoles de Commerce ou d'Ingénieurs. 3 - 5 ans d'expérience en entreprise ou cabinet d'expertise comptable. Susceptibles d'assumer à terme des fonctions de

RESPONSABLES
ADMINISTRATIFS
ET FINANCIERS
D'UNE SOCIÉTÉ DU GROUPE

Une première expérience opérationnelle leur permettra de maîtriser les méthodes du groupe en matière de contrôle de gestion, comptabilité, fiscalité, politique du personnel.

Connaissance de l'anglais indispensable.

Adresser CV détaillé et prétentions à Hy. BERGERAT MONNOYEUR S.A.,
Monsieur le Directeur des Relations Humaines
B.P. 169 - 93208 SAINT-DENIS CEDEX 01

MÉTALLURGIE
GRANDE SÉRIE

2000 personnes
recherche son

CHEF

DU PERSONNEL

35 ans minimum

pour prise en charge de l'ensemble de la fonction dans un milieu économique et social très délicat.

Formation de base souhaitée :

INGÉNIEUR OU UNIVERSITAIRE

Adresser C.V., salaire actuel et photo sous référence 31177 HAVAS
CONTACT - 1 Place du Palais-Royal
75001 PARIS.

CONFIDENTIALITÉ ASSURÉE.

Nous sommes une entreprise importante
travaillant dans le secteur
de l'Électronique
et des Télécommunications.

Nous concevons, industrialisons
et commercialisons des équipements
de pointe.

Un poste d'

Ingénieur
des Méthodes

est ouvert

Dans un premier temps, il prendra en charge avec une petite équipe de 7 personnes, les études de fabrication dans le domaine de l'assemblage, la mise en place des moyens, l'élaboration des méthodes et la définition des temps de fabrication.

De plus, il sera appelé à participer à des réunions d'études de procédés et des moyens nouveaux, à proposer des investissements et à se faire reconnaître comme force d'expertise.

En fonction de la personnalité des candidats une plus grande dimension pourra être donnée à la fonction et ultérieurement, une intéressante progression de carrière pourra être envisagée.

La connaissance de l'électronique et de la mécanique est indispensable pour réussir dans le poste, situé dans la région parisienne Ouest.

Envoyez votre dossier de candidature sous référence 7198-M à Mamregies qui transmettra.

Mamregies

3 RUE D'HAUTEVILLE - 75010 PARIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

LE RESPONSABLE DE GESTION DE PRODUCTION D'UN IMPORTANT LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE

UN ASSISTANT

- Agé de 22 ans environ, cette personne a reçu une formation en gestion des entreprises et possède de bonnes bases en informatique (ESC - DUT - BTS).
- personne de terrain et de contact, elle participera, en étroite collaboration avec les responsables du service, à la mise en place d'une gestion de production informatisée.
- une fois ce système mis en place, elle suivra son évolution, apportera des améliorations et fournira aux responsables leurs instruments de gestion.

UN TECHNICIEN EN ORGANISATION

- Agé de 22 ans environ, cette personne a reçu une formation technique : BTS ou DUT en mécanique ou électrotechnique.
- personne de terrain et de contact, elle s'intéresse aux problèmes d'organisation et est convaincue de la nécessité d'utiliser un CHRONOMETRE dans un service méthodes.
- conscient du développement actuel de l'informatique, elle est prête à s'y adapter.

Adresser C.V. + lettre manuscrite + photo en précisant le poste concerné s'rif. 11676 à PIERRE LICHAIÉ E.A. - BP 220 - 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

GRUPE PETROLIER recrute

JEUNES INGENIEURS Grandes Ecoles

Centrale - A.M. - ENSIC etc... pour son ACTIVITE « RAFFINAGE »

Différentes filières peuvent être proposées selon les études effectuées et les compétences.

- la fabrication
- les études
- l'entretien (un poste demande une spécialisation en automatisme)
- l'ingénierie de gros projets sont à l'étude, il est nécessaire d'avoir fait l'ENSIC et d'avoir une expérience
- la recherche (connaissance en génie chimique indispensable).

La formation de l'ENSIC est très appréciée. Des connaissances en génie chimique sont nécessaires pour la plupart des postes.

Envoyer CV détaillé et photo sous No 48195 à Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra en précisant l'orientation désirée.

IMPORTANT ORGANISME MUTUALISTE D'ASSURANCES recherche son

Responsable des relations extérieures

Il aura pour missions essentielles :

- La négociation de contrats de Prévoyance importants.
- La promotion de ces produits au sein du monde du travail.

Ce poste conviendrait à un candidat âgé de 35 ans minimum, doté d'une grande personnalité, très dynamique, aimant les contacts humains et désirant prendre des initiatives.

Il devra avoir une excellente connaissance des milieux professionnels et être rompu aux discussions avec les partenaires sociaux.

Si cette proposition vous intéresse, merci d'adresser d'urgence lettre manuscrite, curriculum-vitae, photo et prétentions (indiquer votre numéro de téléphone si possible) sous la référence 928, à :

MICHEL JOUSSE Conseil en Recrutement 26, rue de la Pépinière, 75008 Paris.

D.O.O.

116, Champ-de-Mars

recrute

INGENIEURS LOGICIEL

connaissant MICROS et MINIS SYSTEMES appliqués au CONTRÔLE DE PROCESSUS INDUSTRIELS EN TEMPS RÉEL.

Expérience TÉLÉPHONE appréciée mais non indispensable.

Plusieurs postes sont à pourvoir en RÉGION PARISIENNE et en BRETAGNE. Conditions motivantes.

Pour de plus amples renseignements nous contacter au 583-17-27, poste 254.

4, rue Massenet 75016 Paris

Ecrire en précisant la référence - Discretion absolue

BANQUE Chargé d'affaires haut niveau

réf. JR 193 AM

Ingénieurs brevets

réf. FM 190 AM

Ingénieur agronome confirmé chef produits

réf. FX 199 AM

Responsable système

réf. HP 192 AM

Ingénieur AM confirmé chef de service entretien électromécanique

réf. BD 191 AM

Informaticien débutant adjoint à chef de service

réf. EM 189 AM

UN DES PREMIERS GROUPES BANCAIRES ET FINANCIERS FRANÇAIS

offre à un Cadre de premier plan la possibilité de participer activement aux activités de la "Direction des Affaires Industrielles".

De formation supérieure X, Mines, ECP, HEC, il aura 10 à 15 ans d'expérience professionnelle, acquise dans des secteurs industriels de pointe et il aura déjà assumé des responsabilités de Direction Générale, lui ayant procuré de solides compétences en finances et en droit.

Il sera chargé de traiter des affaires complexes en France et à l'échelon international : montages de financements spéciaux, rapprochements de sociétés, gestion de participations. Poste permettant de valoriser une expérience riche et polyvalente, qui conviendrait à un candidat ayant des qualités marquées de curiosité intellectuelle et de négociateur, conjuguées avec un caractère volontaire et réalisateur.

Poste à Paris.

Ordre de grandeur de rémunération de départ 260 000 F +

Nous sommes une grande coopérative agricole 1760 personnes, CA supérieur à 2,5 milliards de francs et nos activités sont diversifiées.

Nous souhaitons nous adjoindre un collaborateur dynamique et motivé, désireux et capable de faire carrière dans notre société.

Nous recherchons un Chef de produits semences et phytosanitaires. Homme d'études mais également de terrain, il sera responsable de la définition de la gamme, des prévisions, de la réalisation des objectifs de marge brute. Il travaillera en étroite collaboration avec des services opérationnels.

Ce poste conviendrait à un ingénieur agronome (formation économique appréciée) ayant quelques années d'expérience à dominante commerciale dans le domaine des semences, phytosanitaires ou engrais.

Poste à Ancenis.

LA FILIALE FRANÇAISE (850 personnes, 240 millions de CA) D'UN GROUPE INTERNATIONAL propose un poste de Responsable Système.

Il s'agit d'une société à vocation technique et production ayant largement développé et intégré une informatique moderne (IBM 370/148 sous DOS/V5 - réseaux de télétraitement - plus de 60 terminaux...).

Ce poste directement rattaché au Responsable Organisation et Informatique implique :

- la mise en place d'un système d'exploitation,
- la mise en place de nouveaux produits et la préparation des investissements,
- de conseiller et former techniquement les équipes en place.

Cette fonction devra déboucher sur une responsabilité opérationnelle plus complète nécessitant une formation d'ingénieur ou équivalent et une expérience d'au moins 6 ans en informatique (comportant une fonction système dans un environnement télétraitement).

Lieu de travail : proche banlieue nord-est de Paris.

CIMENTS LAFARGE FRANCE propose à un Ingénieur ENSAM, ECAM, ICAM... confirmé le poste de Chef de Service Entretien Electromécanique d'une de ses plus importantes unités cémentières.

- animation d'un service d'une soixantaine de techniciens et professionnels,
- gestion d'un budget de l'ordre de 30 millions de F/an,
- direction de travaux (5 millions de F/an).

Cette fonction implique une responsabilité globale de l'entretien (mécanique, électricité, automatisme) et nécessite une solide pratique de la maintenance (7 ans minimum) dans l'industrie lourde (sidérurgie, pétrochimie, papeterie...).

Ce poste constituera une "référence" pour une évolution vers des fonctions techniques plus larges dans la société ou le groupe.

Lieu de travail : Le Havre.

UN PUISSANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS, CA supérieur à 10 milliards, offre une très intéressante opportunité de formation et de carrière à un Informaticien débutant (Ingénieur DN, HB, GEN, Miage ou équivalent).

Adjoint au Chef du Service Informatique d'une petite filiale, il aura la possibilité de connaître tous les aspects d'un service informatique : études, exploitation, participation au plan informatique...

Il pourra développer sa carrière dans le groupe, soit dans l'informatique, soit dans d'autres orientations.

Poste : ville nord France.

INGENIEUR DE PROJET participez à l'organisation d'un grand groupe :

Vous êtes diplômé d'une Grande École (ECP, ECL, ENSAM ou équivalent) et vous avez une expérience de 5 à 10 ans au sein d'une société d'ingénierie en tant que Responsable de projet par exemple.

Nous vous proposons de valoriser votre acquis dans un secteur de pointe au sein d'une entreprise réalisant d'importantes unités "clés en mains".

Au sein d'une petite équipe et en relation avec la Direction Générale vous participerez :

- au contrôle de la cohérence de l'organisation interne,
- à la création et à la mise en place de nouveaux systèmes d'organisation.

Dans ce cadre vous serez amené à développer des méthodes de cohérence de projets décentralisés au sein des différents services et vous réaliserez des actions d'organisation. Compte tenu de notre développement et de la nature des projets qui nous sont confiés, ce poste vous ouvrira de larges horizons dans un service dont l'action est primordiale pour l'orientation de tous les aspects de la vie de notre société.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 4981 à Média System, 104 rue de Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

MERCEDES-BENZ FRANCE

recherche pour son Siège Social à ROCQUENCOURT (78)

LE CHEF DU SERVICE COMPTABILITE GENERALE

- Titulaire d'un DECS Comptable, il devra posséder des connaissances en informatique et faire preuve d'une expérience de plusieurs années en tant que Chef Comptable d'une grande entreprise.
- Connaissance de la langue allemande souhaitée.

Envoyer CV, photo et prétentions à MERCEDES-BENZ FRANCE Direction Centrale du Personnel Boîte postale 100 78153 LE CHESNAY Cedex

contrôleur de gestion

Proche Paris 160/190 000 F.

Rapportant au Président ainsi qu'au Directeur Administratif et Financier, vous assurerez des missions d'aide et de conseil auprès des différentes unités décentralisées du Groupe.

Autant dire qu'il vous faudra être aussi diplomate que persuasif, intuitif que rigoureux.

Vous prendrez en charge l'élaboration du plan, l'analyse des écarts, le Reporting, mettez en place un tableau de bord destiné à suivre l'évolution de nos filiales. Par ailleurs, vous entretiendrez une étroite collaboration avec le Directeur des Services Comptables en matière de contrôle budgétaire et comptabilité analytique.

Diplômé ESC option finances + DECS, IAE, etc., vous maîtriserez bien l'anglais et faites la preuve d'une expérience de 3 à 5 ans acquise dans les services audit, contrôle de gestion, ou export d'une multinationale. Le poste est évolutif.

Merci d'envoyer votre C.V., sous réf. 5476, à Philippe SAMET.

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE 28, avenue de Messine 75008 PARIS à qui nous avons confié cette recherche.

L'AGENCE PARISIENNE (300 personnes)

D'UNE ENTREPRISE DE TRANSPORTS INTERNATIONAUX crée le poste de

chef du personnel

- 30 ans minimum. Formation supérieure (Droit, IEP, ESC ou similaire) avec pratique législative sociale et Droit du Travail acquise en usage ou sur chantier.
- Il dépend du Directeur de l'Agence et prend en charge sa fonction sur un mode opérationnel en liaison constante avec le Siège :

- mise en place, suivi et contrôle des procédures administratives liées à la fonction.
- bases.
- étude et résolution des problèmes quotidiens du personnel.

- Il a également un rôle d'assistance et de conseil auprès des autres chefs de service.
- Localisation du poste : Paris RP.

Ecrire avec C.V. détaillé et prétentions sous réf. 856-M à GUILLOIN Sélection (réponse et discrétion assurées).

guilloin sélection 92, RUE LOUFFROY - 75017 PARIS

SOCIETE 1400 PERSONNES 120 INGENIEURS

nd grande stabilité de personnel fabricant d'instruments de précision et de systèmes très variés, en technique de pointe, leader dans sa branche et présente sur marché mondial, recherche

JEUNE INGENIEUR DE PRODUCTION

A.M. ou diplômé grande école afin de se familiariser avec nos techniques, il aura à traiter à ses débuts des problèmes ponctuels formateurs en vue de se voir confier dans un délai proche, la responsabilité d'un atelier de montage de divers matériels évolués faisant appel à l'optique, à l'électronique, à l'infrarouge thermique.

Il devra avoir des qualités d'animateur et saura développer de bonnes relations avec les autres services.

Adresser C.V. détaillé à

SOPELEM

125, Bld Davout 75020 PARIS.

مكذبا من الأصل

OFFRES D'EMPLOIS

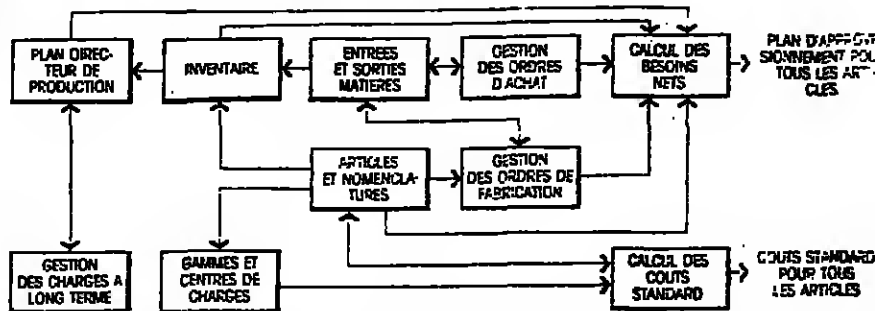
OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Ingénieurs en informatique appliquée à la gestion de production

LYON
et REGION
PARISIENNE



Hewlett Packard se développe d'une manière continue dans ce domaine.

Vous êtes ingénieur diplômé AM, INSA, ETIS... et vous avez acquis une expérience en usine de la gestion de production ou de l'informatique appliquée à ce domaine ou encore une expérience de la commercialisation de systèmes de gestion de production. Nous vous proposons de venir compléter nos équipes sur le terrain à Lyon ou en région parisienne en tant que :

Ingénieur de vente

Après avoir suivi une formation technique et commerciale complète en Europe, vous participerez d'une manière active à notre croissance dans ce domaine en :

apportant aide et conseils à nos clients sur le plan de la définition de leurs besoins. La croissance rapide de ce département offre de réelles opportunités de carrière. Pour ces postes l'anglais est nécessaire et nous offrons un salaire motivant et une voiture de fonction.

Merci d'adresser votre dossier de candidature comprenant une lettre manuscrite, un C.V. et une photo, sous ref 4001 à Hélène Durange, Hewlett Packard France, Service Recrutement, 91747 Les Ulis Cedex.



DEVEZ-VOUS L'ADJOINT DU DIRECTEUR FINANCIER D'UN GROUPE IMPORTANT SECTEUR BATIMENT ?

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (H.E.C., E.S.C.P., E.S.S.E.C., Sciences Po...) et vous avez acquis 8 ans d'expérience professionnelle au sein de la direction financière d'une grande entreprise industrielle de préférence ou d'une banque.

La taille de notre groupe (plus de 6.000 personnes, C.A. supérieur à 2 milliards de francs), sa situation de leader sur son marché, la qualité de sa structure financière, l'importance de ses filiales et son implantation aux Etats-Unis vous offrent le cadre dans lequel vous pourrez accéder aux responsabilités auxquelles vous aspirez.

Vous serez chargé :

- du suivi financier des sociétés du groupe et de la coordination des problèmes de trésorerie, notamment dans le cadre d'un établissement financier ;
- des relations avec les banques et les organismes financiers ;
- d'études et de montages d'opérations financières.

Votre candidature (lettre manuscrite, curriculum vitae, photo récente, attestations) est à adresser sous la référence 963 L.M.4

INITIATIVES MEDIA
122, rue de Rivoli, B.P. 370,
75001 PARIS, qui transmettra.

WANG

LEADER DANS LES DOMAINES DU TRAITEMENT DE TEXTE ET DE LA MINI-INFORMATIQUE DE GESTION

recherche

UN ANALYSTE FINANCIER CONFIRMÉ

Rattaché au Directeur des Services Comptables, la fonction comprend l'analyse financière des opérations, la coordination du processus budgétaire. Dans ce contexte, certains aspects des responsabilités confiées concerneront l'organisation comptable et informatique.

Nous souhaitons rencontrer un HEC, ESSEC, ESC... + DECS justifiant d'une solide expérience de la Comptabilité et de l'Analyse Financière dans une industrie de haute technologie à caractère multinational. Une première connaissance de l'informatique et une excellente pratique de l'anglais sont impératives.

Si ce poste vous motive, vous pouvez envoyer votre C.V. à V. LAURENT Directeur des Relations Humaines WANG FRANCE S.A. - 78/80, Avenue Gallieni, 93174 BAGNOLET CEDEX qui traitera votre candidature avec la plus grande discrétion.

EUROSOFT BUROBOTIQUE

Filiale du Groupe Eurosoft spécialisée dans les APPLICATIONS DE GESTION ET DE PRODUCTION recherche des

INFORMATIENS

de formation universitaire ou équivalente :

- analystes-programmeurs confirmés, ils possèdent une large expérience de la gestion de production, et de la gestion de fichiers et connaissent si possible Unix. Le poste = conception d'un logiciel de production de haut niveau destiné à un micro-ordinateur nouveau.
- analyste-programmeur, il a la pratique du GAP III et du système d'exploitation de l'IBM 38. Le poste = réalisation d'un système de gestion transactionnel complet pour service après-vente.
- analyste-programmeur confirmé, il connaît le système d'exploitation du CS 100 ou 200 DATA général et pratique le Cobol. Le poste = applications de gestion diversifiées.

Ariane CHARTIER souhaite recevoir rapidement vos candidatures (lettre CV, salaire actuel) à :
EUROSOFT BUROBOTIQUE - BP 145 - 92154 SURESNES CEDEX

ORGANON, laboratoire pharmaceutique spécialisé dans la fabrication de produits éthiques, recherche pour son usine de Gisors un :

Responsable projets-travaux neufs et maintenance

160 000 F

Rendant compte au directeur de l'usine et en liaison avec les services de production, de contrôle, les services administratifs et la direction « ingénierie » de la maison mère, il devra :

- étudier et réaliser les projets d'amélioration ou de travaux neufs concernant les bâtiments et les équipements de l'usine ;
- coordonner la mise en route des nouvelles installations ;
- procéder à l'inventaire des moyens énergétiques et à leur harmonisation ;
- assurer la bonne marche du service maintenance.

Ce poste, exigeant un grand degré d'autonomie, s'adresse à un ingénieur diplômé A & M, I.D.N... ou équivalent, âgé d'au moins 30 ans.

Il justifie d'une large polyvalence technique (bâtiment, équipements, mécanique, électricité) et de l'expérience de l'animation des hommes. Ses qualités de diplomate, d'organisation et de travail en équipe lui permettront de réussir. Enfin, la pratique courante de l'anglais est indispensable.

Gilbert RAYNAUD vous remercie de lui adresser votre candidature qu'il traite confidentiellement sous la référence 5031/LM.



Département Conseil en Recrutement
135, avenue de Wagram - 75017 PARIS
Tél. : (1) 227.96.49

ENTREPRISE INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE AU PREMIER PLAN NATIONAL DANS SA BRANCHE.

Recherche rapidement

JEUNES DIPLÔMÉS D'ÉTUDES SUPÉRIEURES ÉCOLES DE COMMERCE ET/OU D'INGÉNIEURS (AM, IDN, ICAM)

Formation assurée par stages dans les différents départements et établissements pour la connaissance de l'entreprise, des produits, des hommes en vue d'une orientation opérationnelle. Les candidats doivent avoir une personnalité affirmée, un sens aigu des responsabilités, un désir certain de réussir. Grandes possibilités de promotion.

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions sous réf. 48146 à Cantele Publicité 20, avenue de l'Opéra - 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

ALSTHOM ATLANTIQUE

ALSTHOM-ATLANTIQUE est l'un des rares constructeurs mondiaux à exécuter l'ingénierie, à fournir l'ensemble des équipements, à assurer l'entretien général des centrales thermiques classiques et des îlots conventionnels des centrales nucléaires.

Groupe ALSTHOM-ATLANTIQUE : 42 000 personnes, 16 milliards de chiffre d'affaires.

INGENIEUR SECURITE

Ref. ICS 70.08.82

Situe près du Directeur des Travaux Extérieurs, il est chargé de la préparation, et du suivi de l'organisation de la sécurité sur des chantiers situés en France et à l'étranger. Il est chargé de la mise en forme des instructions, plans et procédures de sécurité et il effectue des missions ponctuelles d'inspection et d'assistance sur les chantiers. Une bonne connaissance de la langue anglaise est exigée. C'est un ingénieur diplômé, ayant quelques années d'expérience dans la fonction Sécurité.

Des déplacements de courte durée sont à prévoir en métropole et à l'étranger.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions au Chef du Département Administration et Gestion ALSTHOM ATLANTIQUE Groupe CTM, Tour Vendôme 204, Rond Point du Pont de Sèvres 92100 BOULOGNE.

Boulogne

TECHNICIENS DE PREPARATION ET DE SUIVI DE MONTAGE

Ref. T.S. 96.09.82

Ils dépendent de la Direction des Travaux Extérieurs. Ils sont chargés d'établir sur la base du dossier d'exécution les procédures d'application sur les chantiers France et étranger.

En fonction des demandes en moyens et matériaux des chantiers, ils assurent la coordination avec les équipes de gestion de contrats.

Anglais nécessaire. Le BTS ou IUT sera exigé. Expérience de l'ingénierie et des chantiers souhaitée.

Masoneilan

spécialiste mondial des vannes de régulation recherche pour service technico-commercial

ingénieur débutant ou jeune cadre

Ayant 2 ou 3 ans d'expérience dans le domaine de la mécanique ou de la régulation, de préférence dans le cadre du marché nucléaire.

- Bonnes connaissances de l'anglais indispensables.
- Avantages sociaux.
- Lieu de travail : Neuilly-sur-Seine.

Envoyer C.V., lettre manuscrite et prétentions à Mlle ABOLKER, MASONEILAN 107, av. Charles de Gaulle, 92521 Neuilly Cedex

ÉCOLE D'INGÉNIEURS

(Enseignement privé)

recherche pour

l'année scolaire 82-83

DANS LES PROFESSEURS VACATAIRES

Dans les disciplines suivantes :

- RÉSISTANCE DES MATÉRIELS (BAC + 3).
- TRANSMISSION AUTOMOBILE (BAC + 4).
- FREINAGE (BAC + 3).
- ENGRENAGES (BAC + 4).
- AUTOMATISMES (BAC + 4).

Le service hebdomadaire sera, suivant les disciplines enseignées, d'une durée comprise entre 2 et 8 h.

Les candidats doivent être des ingénieurs diplômés ou titulaires d'un 3^e cycle universitaire, ayant une expérience dans l'industrie ou dans l'enseignement et un goût réel pour l'enseignement (une expérience pédagogique réussie serait un atout).

Le taux horaire de vacation est fonction des titres universitaires ou de la position hiérarchique dans l'entreprise.

Adresser candidatures avec C.V. à : L'ESTACA 92300 LEVALLOIS-PERRET

Thomson-CSF Département informatique de bureau

Responsable administratif et financier

ESC + DECS 160/180 000 F

Spécialisé dans la micro-informatique, le Département informatique de Bureau de Thomson-CSF connaît, grâce au lancement de MICROMESIA 32, une croissance très importante.

Le Directeur Administratif et Financier recherche pour le second d'un jeune cadre qui prendra en charge la comptabilité générale, la comptabilité analytique, la trésorerie et la facturation.

Le candidat que nous recherchons aura minimalement 5 ans de première expérience des tâches d'administration, de gestion et d'investissement.

Son expérience, acquise notamment au sein d'une société de distribution ou d'un groupe industriel, lui permettra de participer, de former, d'encadrer et de dynamiser son équipe.

De formation commerciale supérieure, type ESC, il possède le DECS ou, à défaut, le baccalauréat. Il est âgé de 28 ans maximum.

Nous vous remercions d'envoyer votre candidature (lettre + C.V.) sous la référence 265/1 à Jean-Louis MUTTE.



Muriel Kernevez - Ass. scs
27, rue du Général Foy - 75008 PARIS
Francfort-Londres-Paris-Zürich

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Jeunes diplômés

Démarrez par l'informatique !

Le C.C.F. connaît actuellement une forte croissance de l'informatique. Pour faire face à ce développement, nous recherchons des ANALYSTES pour notre département organisation informatique où compétence et émulation sont les clefs de notre réussite.

Vous possédez une maîtrise de gestion ou d'informatique, un diplôme d'ingénieur et pouvez avoir une première expérience dans ce domaine. Nous vous proposons, après une période de formation bancaire et informatique, de prendre en charge la conception et la réalisation d'un projet. De larges perspectives d'évolution seront offertes aux candidats capables d'autonomie et sachant prendre des responsabilités.

Merci d'envoyer C.V. + photo et prétentions à



Crédit Commercial de France
Direction des Carrières
103, Champs Elysées - 75008 PARIS

responsable procédures et organisation comptables

(HEC, ESSEC, ESC)

Paris 140.000 +

Un important groupe industriel français désire intégrer à la direction comptable un jeune diplômé et lui confier la responsabilité des procédures et de l'organisation comptables.

Véritable centre de liaison et d'information comptable des usines et des filiales, animé d'un esprit de simplification, il aura à étudier et à améliorer les circuits d'information, établir le planning annuel de fonctionnement, élaborer les procédures et suivre leur application. Il recensera et formulera les maintenances du système informatique comptable. Dans tous ces domaines il assurera la formation de l'encadrement.

Formation supérieure (HEC, ESSEC ou ESC, DECS ou expertise) + homme de contact, ouvert et simplificateur, en recherche du premier emploi ou doté d'une toute première expérience.

Ce poste peut évoluer vers une responsabilité opérationnelle à l'intérieur du Groupe.

Adresser au Cabinet R.C.C. lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo, rémunération actuelle en précisant la réf. 250-M.

R.C.C. Recherche / Conseil / Cadres
5 AV DU CDD - 75008 PARIS

BRANCHE EQUIPEMENTS MEDICAUX
recherche pour son Etablissement d'ISSY-LES-MOULINEAUX (200 personnes)

UN CONTROLEUR DE GESTION- COMPTABLE INDUSTRIEL

Rattaché hiérarchiquement au Chef d'Etablissement et fonctionnellement au Contrôleur de Gestion de la branche.

Assisté de 2 ou 3 personnes, il sera responsable :

- de la mise en place des circuits d'informations et de saisie de données
- de la clôture mensuelle des résultats, de l'établissement du compte d'exploitation analytique et du bilan
- de l'établissement du budget annuel et de ses actualisations, de la préparation des analyses de gestion relatives à l'unité
- de l'informatique locale.

Le candidat retenu aura complété sa formation de niveau DECS par une expérience d'au moins 5 ans en gestion et comptabilité.

Adresser C.V. et photo à C.G.R.,
Service du Personnel - Boite Postale 50
75755 PARIS Cedex 15, sous référence DSF 2.

fabrication assistée par ordinateurs

Nous sommes une Société de Conseil et d'Organisation en production, filiale de SESA, l'un des principaux groupes français d'ingénierie informatique. Nos clients sont d'importants groupes industriels répartis dans toute la France. Nos interventions en vue d'améliorer leur productivité s'appuient sur des techniques modernes et des produits originaux développés par MAYNARD. Nous recherchons des

ingénieurs consultants (X, Centrale, Arts et Métiers...)

hommes compétents et ouverts, capables d'apporter la dynamique souhaitée à ces créations et transferts de techniques.

Notre développement permet à de véritables professionnels de trouver au sein de notre Groupe de sérieuses perspectives personnelles.

Anglais indispensable. Expérience de la production ou de l'informatique appréciée.

Les missions impliquent des déplacements fréquents mais de courte durée.

Envoyer C.V. à MAYNARD CONSEIL

30, quai de Dion Bouton, 92806 Puteaux.

Maynard Conseil

INTERVIEW

"Avant tout un conseil qui analyse et imagine"

Un entretien avec Michel GALLOIS - Responsable de la fonction technico-commerciale - Division des Systèmes d'Information (D.S.I.) d'IBM France.

Vous menez une importante campagne de recrutement de jeunes diplômés qui deviendront ingénieurs technico-commerciaux. Quel sera leur rôle exact chez IBM ?

L'ingénieur technico-commercial, l'I.T.C. comme nous l'appelons, assiste nos clients dans la mise en œuvre d'importants projets informatiques. C'est un véritable conseil qui analyse le besoin du client, l'étudie puis soumet une solution adaptée. Plus qu'un produit, c'est son utilisation qu'il propose.

Son rôle se limite-t-il à cette phase initiale ?

Certainement pas. Le rôle de l'I.T.C. est bien sûr essentiel au moment de la vente, où il travaille en équipe avec l'ingénieur commercial, chacun utilisant au mieux ses compétences pour la satisfaction du client. Mais sa mission est aussi au niveau de la gestion des installations et du suivi.

Quels sont vos clients ?

La D.S.I. a pour mission de commercialiser tous les systèmes IBM auprès des grandes entreprises et des Administrations. En fait, notre clientèle recouvre tous les secteurs d'activité, ce qui est très intéressant et formateur pour nos I.T.C.

Faut-il être informaticien pour remplir cette mission ?

En aucune façon. Les jeunes diplômés que nous recherchons peuvent être issus aussi bien d'une Ecole d'Ingénieurs, que d'une Ecole de Commerce. Plus que leur formation initiale, ce sont leurs qualités qui importent.

Quelles qualités vous paraissent essentielles pour réussir ?

Un esprit clair, synthétique, bien organisé. Du sens pédagogique pour expliquer et convaincre et aussi de l'imagination pour concevoir un projet adapté. N'oublions pas que nous faisons du "sur-mesure".

Même s'il possède toutes ces qualités, un débutant peut-il être immédiatement opérationnel ?

La formation IBM est là pour ça. Les jeunes I.T.C. ont un programme alterné où ils suivent les cours de notre Centre d'Education et travaillent sur le terrain, dans le cadre de leur agence. C'est ainsi que des formations de base différentes, scientifiques ou commerciales, peuvent convenir. Il est évident que pendant cette période de formation, nos I.T.C. sont rémunérés normalement.

Cette activité s'exerce-t-elle plutôt en région parisienne ?

Nous avons besoin d'I.T.C. à Paris, mais aussi dans nos directions régionales de province. C'est un recrutement à l'échelon national.

Les femmes ont-elles leur chance dans ce type d'emploi ?

Tout à fait, et elles réussissent d'ailleurs très bien.

En quoi, d'après vous, ce travail peut-il intéresser un jeune diplômé ?

C'est d'abord un travail varié fait de contacts multiples, dans des secteurs divers. C'est aussi un emploi qui laisse beaucoup d'au-

tonomie au sein d'une petite équipe. Et puis, sur le plan technique, il offre un environnement technologique qui évolue chaque jour. Enfin, il y a des relations et une ambiance de travail qui surprennent toujours les débutants. IBM n'est pas une grosse machine inhumaine. C'est tout le contraire : nos I.T.C. travaillent dans de petites unités d'environ 60 ingénieurs.

Ces jeunes diplômés qui entrent chez vous pensent certainement à leur carrière. Que leur proposez-vous pour l'avenir ?

La carrière de ses collaborateurs est un souci constant d'IBM. La fonction d'I.T.C., très enrichissante comme je vous l'ai dit, peut conduire à des responsabilités commerciales, techniques ou administratives, à Paris, en province et même à l'étranger. L'évolution d'une carrière chez IBM peut passer par plusieurs métiers complémentaires.

En contrepartie, vous avez la réputation d'être très exigeant, qu'en est-il ?

Outre les critères de formation et les qualités personnelles exprimés euphoriquement, nous demandons à nos I.T.C. des connaissances en anglais et une certaine mobilité géographique. Bien sûr, nous sommes exigeants car nos clients le sont aussi à notre égard. Mais n'est-ce pas normal ?

(Propos recueillis par Organisation et Publicité)

IBM FRANCE
Service Recrutement
(Réf. G 10 M) - 2, rue de Marengo
75001 PARIS



THOMSON-CSF

LA DIVISION RADIODIFFUSION TELEVISION,

leader dans son domaine, constitue un ensemble pour la conception, la réalisation, l'installation et la maintenance de ses matériels.

Nos départements réalisent environ 80% de leur chiffre d'affaires à l'exportation.

Nous souhaitons accueillir, parmi nos 1 800 collaborateurs (dont 56% d'ingénieurs et techniciens),

INGENIEURS ELECTRONICIENS

confirmés ou débutants
(option télécom - radiocommunications ou électroniques rapide)

- méthodes
- commercial

- dans les secteurs :
- antennes
- laboratoire

- formation
- études, conceptions...

Les ingénieurs seront confrontés, tout au long de leur carrière, à une évolution technique et technologique rapide.

Merci de bien vouloir adresser votre dossier de candidature au Service du Personnel de THOMSON DRT, 94 rue du Fossé Blanc 92220 Gennevilliers. Tél. : 790.65.49.

Organisme National à caractère industriel et commercial

INGENIEUR

pour son Département Mécanique et Essais d'Equipe

Ce collaborateur de formation ENSAM, ENSM ou équivalent sera responsable :

- des essais de caractérisation de matériaux ou de matériels
- des études de méthodes d'essai et de recherches appliquées
- de la promotion de son activité auprès des donneurs d'ordre
- de la représentation de l'organisme auprès des instances de normalisation.

Quelques années d'expérience en résistance des matériaux seront appréciées.

Cabinet Lecoq

Envoyer lettre manuscrite avec C.V., 4, rue Armand Combet 75116 PARIS, sous référence 47267.

BUITONI

FRANCE

800 millions de C.A. - 1100 personnes - 6 établissements.

Intégré au GROUPE INTERNATIONAL INDUSTRIES BUITONI PERUGINA, recherche le

RESPONSABLE CONTROLE BUDGETAIRE ET COMPTABILITE

Assisté par une équipe et en liaison étroite avec le Directeur financier vous assurerez les opérations de comptabilité générale et analytique ainsi que l'élaboration et le contrôle du budget d'exploitation du groupe français.

Vous serez en relation fonctionnelle avec trois analystes de gestion travaillant au sein des grandes divisions opérationnelles.

Vous avez donc obligatoirement plusieurs années d'expérience réussie dans ce type de fonction ou dans un important cabinet de révision comptable.

Agé de 35 à 40 ans vous avez une solide formation supérieure économique et comptable.

Le poste est basé à Saint-Maur dans un cadre agréable.

Adresser lettre manuscrite, photo récente et prétentions à BUITONI Direction des Ressources Humaines - 76, rue Garibaldi 94100 ST MAUR.

50212101

مكذبا من الأصل

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Nous sommes une société de 600 personnes spécialisée en installations électriques. Notre Directeur du Personnel, appelé à des responsabilités accrues au niveau du groupe industriel auquel nous appartenons, recherche un

CADRE ADJOINT DE PERSONNEL

Pour lui confier les fonctions suivantes :

- formation, analyse des besoins, conception, suivi et réalisation du plan.
- recrutement de nos techniciens supérieurs et de notre maîtrise notamment.
- gestion du personnel, à l'exclusion des payes et retraites.
- statistiques sociales, tableau de bord, bilan social et gestion personnelle.
- budget du service personnel.

Cette opportunité de carrière nécessite, outre des qualités tout à la fois

de rigueur et d'ouverture, une formation supérieure en relations sociales et droit complétée par plusieurs années d'expérience significative. Le lieu de travail est situé en proche banlieue Nord de Paris.

Il sera répondu à toute candidature comprenant lettre manuscrite, CV, photo, prétentions et délai de disponibilité adressée au :

9 Square R. Bacon, Paris, 2
75150 Le Chêne
chargé du recrutement
Discretion assurée.

C.S.H.

EUROSOFT TELEMATIQUE ESPACE

Filiale du Groupe EUROSOFT, spécialisée dans les techniques de pointe de la micro-informatique, de la télématique et de l'espace.

UN INGENIEUR INFORMATICIEN

possédant 2 à 3 ans d'expérience acquise, soit en "système" sur mini-ordinateurs, soit en temps réel, soit en tests d'équipements périphériques "on line".

UN INGENIEUR

connaissant la TELEPHONIE pour une application concernant la commutation de signaux.

DES INGENIEURS

connaissant 6800 68000 - SOLAR 16 ou VINT à pour différentes applications temps réel.

Adresser lettre, C.V., photo et prétentions à :
Madame Ariane Chartier
Service Recrutement
EUROSOFT TELEMATIQUE ESPACE
BP 145 - 92154 SURESNES cedex.

FILIALE MULTINATIONALE DANS MARCHÉ AUDIOVISUEL RECHERCHE SON :

FINANCIAL MANAGER

30 ans minimum, formation supérieure.
Expérience similaire et confirmée
dans société CA mini 150 millions de F.
Anglais indispensable. Rémunération 180/200.000F

ENVOYER CV MANUSCRIT ET PHOTO A :
CERCA BP 17 - 92807 PUTEAUX

Mme Pigault qui transmettra. Confidentialité assurée.

F. HOFFMANN LA ROCHE et Cie

Vitamines et Chimie Fine

recherche pour sa Division Nutrition et Santé Animale un

Ingénieur Agro ou Agri

chargé d'assurer l'assistance et la promotion technique de l'ensemble de sa gamme de produits. Les candidats devront avoir une bonne expérience de la nutrition et des productions animales à tous les niveaux. Anglais indispensable. Allemand apprécié.

Lieu de travail : Neuilly-sur-Seine

Frequents déplacements en Province.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions au
Département du Personnel - F. HOFFMANN - LA ROCHE et Cie
52 boulevard du Parc - 92521 NEUILLY-SUR-SEINE

ROCHE

Jeunes Ingénieurs (Centrale, Ponts, T.P. ou similaire)

Le programme de développement des Investissements Immobiliers de notre entreprise d'aménagement et de construction prévoit la création en région parisienne de deux postes :

RESPONSABLE D'OPERATIONS CONSTRUCTION NEUVE (Réf. 4301 M)
Il participera avec le responsable de la Division Construction Neuve à la mise au point des projets. Dans le cadre des délais et de l'équilibre financier des opérations qui lui seront confiées, il assurera l'obtention des autorisations administratives nécessaires, des financements, la préparation des marchés et contrats, le suivi technique et financier jusqu'à réception puis clôture des opérations.

RESPONSABLE D'OPERATIONS REHABILITATION (Réf. 4302 M)
La mission est analogue à celle du poste référencé 4301. Elle a pour champ d'application un des plus importants programmes de réhabilitation de logements occupés de la région parisienne. Elle nécessite en outre un sens de la négociation avec les habitants.

Ces deux postes s'adressent à des généralistes, ayant de préférence une première expérience professionnelle. Ils offrent un développement intéressant à court et à moyen terme à des ingénieurs à fort potentiel.

Si l'un ou l'autre de ces postes vous intéresse, nous vous remercions d'écrire sous référence choisie à François CORNEVIN

EQUIPES ET ENTREPRISES
33, rue Vivienne 75002 PARIS

Responsable comptabilité générale

Nous sommes l'une des premières sociétés françaises d'ingénierie à vocation internationale et possédons plusieurs filiales en France et à l'étranger. Nous offrons à nos clients l'ensemble des services leur permettant de définir et de réaliser leurs équipements dans les meilleures conditions de délais et de budget.

Le Chef d'un service comptabilité recherche pour

l'assister un

Responsable comptabilité générale

Vous possédez une bonne formation comptable (BTS par ex.). Au cours d'une expérience de 7 à 10 ans dans une grande entreprise, vous avez acquis une bonne

pratique des travaux comptables inhérents à cette responsabilité : déclarations fiscales et sociales, états de comptes, déclarations de TVA, etc.

Vous encadrerez une équipe de 5 personnes et serez responsable des travaux de comptabilité générale.

Une bonne connaissance des problèmes de consolidation sera un atout supplémentaire.

Merci d'adresser lettre de candidature et CV détaillé sous réf 4145 à Joël Ollivier

SERETE 86, rue Regnault
75048 Paris Cedex 13

serete

THOMSON-CSF
BRANCHE EQUIPEMENTS MEDICAUX

Nous recherchons pour notre activité ULTRA-SONS à MEAUX des

INGENIEURS ELECTRONICIENS

Réf. EE/13
- Formation ENST, ESE
- Expérience industrielle en étude et développement d'au moins 4 ans
- Pratique courante de l'électronique numérique rapide
- Aptitudes à la conduite de projets d'appareils électroniques complexes
- Connaissance des circuits analogiques appréciée

Réf. EE/14
- Formation ESE - ENSI - INSA
- Bonne connaissance dans l'une ou plusieurs spécialités : circuits logiques rapides - circuits analogiques H.F. - traitement du signal et de l'image.

Réf. SI/13
- Formation ESE - ENSI - INSA
- Expérience des systèmes de CAO et FAO
- Aptitudes à la coordination technique de moyens automatisés de fabrication.

Prière téléphoner pour entretien à
Mr PRUD'HON - 433.49.15

Société d'instrumentation médicale
leader sur son marché
recherche pour banlieue Sud

ingénieur informaticien

Le profil : Ingénieur ou Universitaire ayant une première expérience en informatique industrielle sur microprocesseurs en Assembleur, et de bonnes connaissances en logiciel de base.

Le poste : En collaboration avec le Responsable des Etudes Matériel, il sera chargé des développements logiciels (étude, conception, réalisation) des nouveaux produits.

Merci d'adresser votre candidature, C.V. et prétentions à Bénédicte DELAHAYE sous réf. E12/09.

SLOGIT

11 rue Bailly, 92200 Neuilly
chargée de ce recrutement

SOCIETE 1400 PERSONNES 120 INGENIEURS

où grande stabilité de personnel fabricant d'instruments de précision et de systèmes très variés, en technique de pointe, leader dans sa branche et présente sur marché mondial, recherche

JEUNE INGENIEUR D'ETUDES

A.M. ou diplômé grande école

Après une période d'adaptation, il aura à développer des études de produits dans les domaines opto-mécanique et de l'hydraulique.

Il animera son équipe au bureau d'études et devra suivre l'ensemble de prototypes ainsi que l'industrialisation en liaison avec nos usines.

ADRESSER CV détaillé à

SOPELEM

125, boulevard Davout 75020 PARIS

Nous sommes une SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE d'importance nationale
Nous cherchons pour

CRETEIL

assistant administratif

(Niveau Licence Droit Privé)

Sous la responsabilité du Chef du Groupe opérationnel, vous serez appelé(e) au sein d'une petite équipe à assurer les tâches administratives et juridiques concourant à la préparation et à la réalisation des ventes, ainsi qu'à gérer les comptes particuliers des acquéreurs. Si vous disposez de bonnes capacités de contacts, d'une réelle ouverture à l'outil informatique et d'une première expérience acquise, de préférence chez un notaire, nous vous invitons à adresser votre candidature (C.V. et prétentions) sous la référence 2734 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

Ingenieurs
débutants
AM, ICAM, ECAM, etc.

L'OFFRE : rejoindre, au sein de la Direction de Production, soit l'équipe d'ingénieurs d'une unité de fabrication de cigarettes ou d'allumettes, soit un Centre d'études et de développement. Compiègne, Orléans, ou Lille pour commencer, avec des possibilités d'évolution de carrière très larges au sein de l'entreprise.

VOUS ETES : ingénieur débutant, (AM, ICAM, ECAM...) libéré des obligations militaires, possédant une excellente culture générale technique et un goût prononcé pour la mécanique, les automatismes et la métrologie.

NOUS SOMMES : la Société Nationale d'exploitation Industrielle des Tabacs et Allumettes (S.E.I.T.A.)

- le premier fabricant dans le monde de cigarettes brunes.

- une entreprise industrielle moderne caractérisée par une mécanisation très poussée, un contrôle automatisé et une productivité élevée.

- à la pointe de l'innovation technologique dans notre métier.

Merci de nous adresser votre C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 205169 M (à mentionner sur l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS

115, rue du Bac 75007 PARIS - Tel. 544.38.29.

aérospatiale
L'établissement de La Courneuve (93) de la Division Hélicoptères de la Société Nationale Industrielle Aérospatiale recherche pour son service informatique équipé d'un IBM 4300 en DOS/VSE (BATCH, CICS et SGBD Total) :

ANALYSTES- PROGRAMMEURS D'APPLICATION

Ces postes s'adressent à des débutants titulaires d'un DUT informatique. Connaissances mini 6 appréciées.

PRÉPARATEURS DE TRAVAUX

Ces candidats devront avoir une expérience de quelques années (min 3 ans) dans le poste, et une parfaite maîtrise du JCL et utilitaires DOS/VSE.

Adresser photo C.V. manuscrite et prétentions au Chef des Affaires Sociales de la SNIA 2 à 20, avenue Marcel Cochin - 93126 La Courneuve cedex.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

BENCKISER

Calgon, Calgonit, Vileda,
acides organiques, détergents industriels

Filière d'un groupe chimique allemand, notre société a progressé
fortement depuis trois ans sur des marchés très concurrentiels.

Pour renforcer notre
DEPARTEMENT ACIDE
nous recherchons un jeune

**CADRE
COMMERCIAL
VENTE**

de formation CHIMIE et/ou SUP de CO

Il devra entretenir et développer nos ventes de produits chimiques
auprès d'une clientèle industrielle variée à dominante agro-
alimentaire, au sein d'une équipe légère et performante.

Avec ou sans première expérience, sa personnalité bien trempée, capa-
ble de réussir dans les négociations commerciales difficiles qui lui
seront progressivement confiées, ses qualités d'organisation et de
communication à tout niveau serviront son ambition de se créer une
carrière passionnante dans le monde des affaires.

Le poste est basé au sud de Paris et nécessite de fréquents déplace-
ments sur toute la France.

La connaissance de l'allemand serait appréciée.

Si cette opportunité vous tente, merci d'adresser votre CV plus photo à :

BENCKISER BP 2 - 77116 URY

CIT

Alcate

La communication est actuellement l'enjeu d'une révolution technologique que
le groupe CIT ALCATEL entend bien continuer à dominer. CIT ALCATEL
conçoit et installe des produits ou systèmes à très forte valeur ajoutée

technologique :
Centraux téléphoniques - Annuaire électronique - Radiotéléphones -
Vidéotex - Télécom 1...

DANS LE CADRE DE SES ACTIVITÉS INTERNATIONALES

Ingénieurs de Production
Petites et moyennes séries mécaniques

PONTARLIER (25) SAINTES (17) BEZONS (95)

Généralistes de formation, ils ont le goût et
l'aptitude pour animer des équipes de
production. Ils ont l'expérience d'une unité de
fabrication mais peuvent débiter dans cette
fonction.

Les qualités personnelles des candidats et leur connaissance de l'entreprise et de ses produits
leur permettront d'évoluer rapidement vers des responsabilités élargies en France et à
l'étranger. La mise en place de nouvelles unités de production implique de bonnes
connaissances de la langue anglaise.

Ils sont de formation universitaire scientifique ou grandes écoles.

Ref. DG

Ingénieur de Production
Circuits imprimés ensembles câblés
électroniques

CHERBOURG (50)

Cet ingénieur aura la possibilité de compléter
sa formation pour se voir confier ensuite un
poste dans un des services principaux de
l'établissement : méthodes, gestion
informatisée de production, fabrication,
contrôle et qualité.

8 Jeunes ingénieurs débutants et expérimentés

Diplômés de l'université ou ingénieurs grande école

VELIZY (78) LANNION (22)

Ils participeront en liaison avec les équipes de Ventes Internationales, aux projets techniques à
l'exportation de systèmes de pointe en télécommunication. Formation assurée. Des déplace-
ments de courte durée sont à prévoir à l'étranger. Possibilités d'évolution ultérieure en France
ou à l'étranger. Bonne pratique de l'anglais et/ou de l'espagnol nécessaire.

Ref. AS/JCH

Envoyer C.V. détaillé, photo et prétention à CIT ALCATEL - 10, rue Latécoère - 78140 VELIZY
au service recrutement et orientation, en précisant la référence.

**CONCEVEZ AVEC NOUS, AUJOURD'HUI,
LA COMMUNICATION DE DEMAIN.**

Notre Groupe pétrolier
recherche des débutants Grandes Ecoles
destinés dans un premier temps
à exercer des activités commerciales
« terrain », nécessaires pour une prise de
contact avec les structures de notre
Entreprise et les impératifs
de nos marchés.

Par la suite, nous leur offrirons
des fonctions de responsabilité leur
permettant de se réaliser
pleinement dans l'un des nombreux
domaines de notre Groupe.

**HEC, ESSEC,
SUP de CO
DES DEBUTANTS
CONCRETS
ET
ENTREPRENANTS.**

Votre mobilité, votre disponibilité
et un goût certain pour la polyvalence
seront des atouts supplémentaires.
L'importance de notre organisation,
son développement tout azimut
et son souci de politique humaine
garantiront une carrière
à la mesure
de vos ambitions.
Plusieurs postes sont à pourvoir en
France et nous serons heureux de vous
rencontrer prochainement pour vous
parler plus en détail de nos réalisations.

Prérez d'adresser lettre manuscrite, curriculum vitae, photo à No 48.254, CONTEXTE PUBLICITE 20, av. Opéra
75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

VILLE DE SEVRAN 93370

recrute

**UN DIRECTEUR
DE L'INFORMATION**

Poste à pourvoir
dans les meilleurs délais.

Adr. candidature et C.V.
dél. à MONSIEUR LE MAIRE.

CHEF DE SECTEUR

Second œuvre
Paris Sud

Une société parisienne dynami-
que, en expansion, confie ce
poste à large responsabilité
(C.A., budgets, rentabilité, qua-
lité des travaux) à un B.T.S. ou
O.U.T. bachelier, jeune civil ou si-
mil., disposant de 5 à 10 ans
d'expérience de conduite et de
gestion de travaux, de recher-
che et de négociation d'affai-
res, d'animation d'un groupe
de travail.

Une bonne connaissance de do-
maines tels que charpente mé-
tallique ou couverture bac acier
et bardages est souhaitable.
- Large autonomie, poste
d'avenir stable.
- Rémunération de bon ni-
veau, conçue pour recom-
penser l'efficacité.
- Voiture de service à usage
privé.

Adr. C.V. détaillé, s/réf. 999 à
SEITEC
Conseil
67008 Strasbourg Cedex.

Jeune chef de projet

Département organisation-informatique

Le Crédit Commercial de France recherche, pour son siège situé à Paris-8^e, un jeune chef de projet.
Intégré au département organisation-informatique, il aura pour mission le développement d'un projet
important au sein d'une équipe pluridisciplinaire.

Le candidat sera de formation universitaire. Ses connaissances informatiques seront appréciées. Ce
ne sera pas toutefois un spécialiste.

Il aura, de plus :
- des expériences diverses dans le domaine de l'organisation et/ou de l'informatique, mais souhaitera
se diriger davantage vers l'organisation ;
- des aptitudes marquées pour le contact et un goût pour l'information.

Merci d'envoyer C.V. - photo et prétentions en indiquant sur l'enveloppe la référence M/05 a



Crédit Commercial de France
Direction des Carrières - 103, Champs-Élysées
75008 PARIS.
Une réponse vous sera adressée dans les 15 jours.

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ
DE PRODUITS CHIMIQUES**

**CHEF
DU SERVICE JURIDIQUE**

De formation supérieure, expérimenté, il aura en charge,
sous l'autorité d'un directeur, l'établissement des contrats,
les études juridiques, la gestion immobilière, les affaires
contentieuses, les brevets et marques.

Connaissance de l'anglais indispensable.

Connaissance de la législation sur les sociétés souhaitée.

Lieu de travail : PARIS.

Adresser dossier de candidature en précisant la
rémunération souhaitée, sous-référence 2.003 M. à
GEM PUBLICITE 142, rue Montmartre, 75002 PARIS,
qui transmettra.

THOMSON-CSF

LA BRANCHE EQUIPEMENTS MEDICAUX

Recherche un

**RESPONSABLE
DE COMPTABILITE**

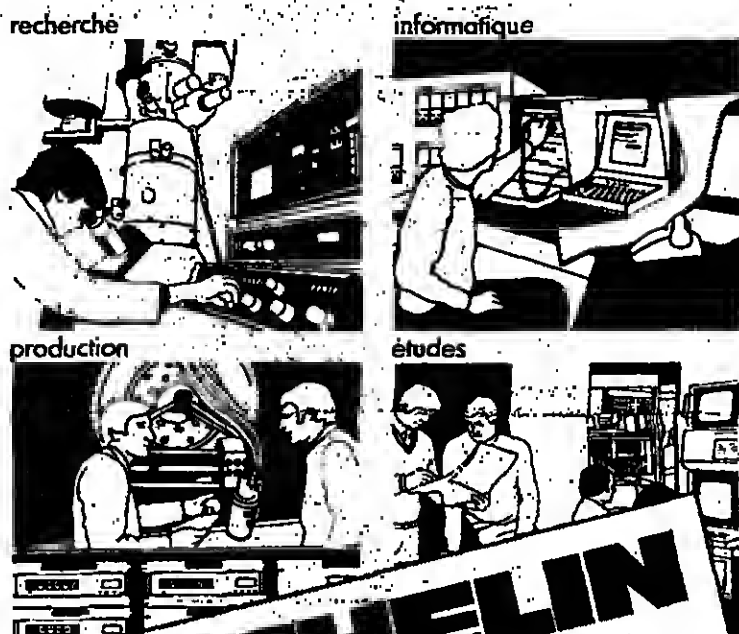
Pour un Centre de Groupage

LE POSTE :
- responsabilité des comptabilités analytique et générale
- élaboration, présentation et commentaire des tableaux
de bord mensuels, remis au Siège
- participation aux travaux d'adaptation des systèmes
informatiques existants
- encadrement d'un service de 5 personnes

LE PROFIL :
- 4 à 5 ans d'expérience
- solides connaissances pratiques de l'informatique
- personnalité marquée et sens du contact

Lieu de travail : proche banlieue Nord de Paris.

Envoyer CV et photo à CGR Service du Personnel BP 50
75755 Paris Cedex 15 sous réf. DSF/1



MICHELIN
recherche des ingénieurs
(débutants ou 1^{re} expérience)
France - Etranger
Généralistes - Automobileurs - Physiciens - Chimistes.

Ecrire en joignant C.V. et photo à :

Michelin - Service du Personnel SP33/5211

63040 CLERMONT FERRAND CEDEX

**Chargé d'Etudes
Formation**

Le Groupe CENTOR recherche un jeune Chargé d'Etudes Formation.
Dans le cadre de l'ESPACE CENTOR, il réalise des supports de formation
qu'il utilisera pour animer des programmes en entreprise.

De formation supérieure, créatif et réalisateur, ayant le goût des contacts
et de la pédagogie, vous souhaitez apporter vos idées dans un groupe
dynamique et d'excellente notoriété. Des déplacements de courte durée
sont à prévoir.

Nous pouvons vous offrir, dans le cadre d'un contrat à durée déterminée,
l'opportunité de vous réaliser puis d'intégrer durablement notre équipe.

Merci d'adresser votre candidature, lettre manuscrite + C.V. sous référence
82324 M à Béatrice GALIEVSKY

13 bis, rue Henri Monnier
75008 PARIS

LE CREDIT COOPERATIF

recherche

**comptables de banque
classe IV ou V**

- Hommes 30 ans environ
- B.P. de banque
- Minimum 5 ans expérience professionnelle en comptabilité.

Envoyer C.V., photo et prétentions à N. 2401
PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris

مكتبة الامم المتحدة

مكذبا من الأصل

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

GROUPE BANCAIRE PARIS 8e
offre
PERSPECTIVE DE CARRIÈRE
BANCAIRE à

1) jeune ingénieur
débutant

pour étude, mise en place et gestion de financements d'entreprise.

2) jeune diplômé

MAITRISE DE DROIT - INSTITUT
D'ETUDES POLITIQUES PARIS ou EQUIV.
VALENT-AVEC ou SANS EXPERIENCE
pour : Etude, Mise en place et suivi
juridique de financements immobiliers
industriels.

Envoyer C.V., photo et prétentions à
No 23159 COFAP 40, rue de Chabrol
75010 PARIS qui transmettra.

ROCHE BIOELECTRONIQUE KONTRON

78180 Montigny-Le Bretonneux
RECHERCHE
pour la maintenance et le développement de systèmes
informatiques dans le domaine du médical

UN INGENIEUR OU
ANALYSTE PROGRAMMEUR

Expérience souhaitée en assembleur
sur matériel O.E.C.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions
à Mère Lambert, Service du Personnel.

Notre Groupe, leader européen dans sa branche, est spécialisé dans la conception, la réalisation et la gestion d'installations
thermiques et climatiques. Nous employons 5.000 personnes et notre chiffre d'affaires s'est élevé à plus de 3.700 millions de
francs en 1981.

Nous renforçons nos structures techniques et commerciales tant au niveau de notre activité d'exploitation que de notre division
Travaux, en créant les postes suivants :

● **CHEFS DE CENTRE RÉGIONAL**

- Responsables à part entière d'un centre de profit d'environ 100 à 150 personnes, ils veilleront à la bonne exécution et au développement du portefeuille de contrats existants. Ils maintiendront de bonnes relations avec les interlocuteurs importants de leur région (collectivités locales et publiques).
- Responsables des résultats de leur Centre en chiffre d'affaires et en marge, ils auront pu développer dans une première expérience des qualités analogues d'organismes et d'amateurs.
- Ces gestionnaires auront nécessairement une formation d'ingénieur et une bonne connaissance des installations de génie climatique et thermique, l'âge souhaité étant de 30 ans minimum.

● **INGÉNIEURS EN GÉNIE CLIMATIQUE**

- Adjoint des Chefs de Centre Régional, ils prennent en charge tous les aspects techniques du Centre. Ils veilleront au fonctionnement optimal des installations confiées. Ils devront concevoir tout aménagement susceptible d'améliorer les installations existantes en faisant preuve d'imagination et de créativité tant au niveau de la conception, de la réalisation que de la mise au point.
- Techniciens très compétents, ils auront une très bonne connaissance des installations thermiques acquise si possible chez un installateur, et justifieront d'une solide expérience dans ce domaine.

● **CHEFS DE DISTRICT**

- Dépendants du Chef de Centre Régional, ils animent et organisent le travail d'une équipe d'une cinquantaine de personnes. Hommes de terrain, ils seront chargés de l'organisation du travail et de la gestion technique des installations confiées. Ils devront justifier d'une bonne formation technique. Ce poste pourra convenir à un jeune ingénieur possédant une ou deux années d'expérience et devant constituer un tremplin idéal vers des fonctions plus importantes.

Ces postes sont à pourvoir en région Nord-Pas-de-Calais et en Région Parisienne.

Si vous souhaitez intégrer une Société de solide réputation, dynamique et pouvant offrir des possibilités de carrières intéressantes, nous vous remercions d'adresser votre curriculum vitae :

Sous n° T 036.078 M à : **RÉGIE-PRESSE**,
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS qui transmettra.

Vous souhaitez entreprendre

UNE CARRIÈRE COMMERCIALE

- Vous êtes titulaire d'un B.T.S. ou d'un D.U.T.
- Vous êtes à la recherche d'un premier emploi ou vous avez déjà une expérience.

UN GROUPE FRANÇAIS DE RAYONNEMENT INTERNATIONAL

- Vous proposez de VENDRE un produit de haute technicité à une clientèle de professionnels.
- Vous assurez une FORMATION RÉMUNÉRÉE de 6 mois à l'issue de laquelle vous trouverez une situation stable, un salaire avec prime important et prime sur objectifs.
- Vous permet d'envoyer une évolution en France ou à l'étranger.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, votre C.V. et, si possible, votre n° tél. à **INTERMEDIA**,
N° 480 - 59, rue La Fayette,
75009 PARIS,
qui transmettra.

Réponse assurée.

FILIALE D'UN DES PLUS IMPORTANTS GROUPES INDUSTRIELS FRANÇAIS
recherche
pour compléter une équipe dynamique travaillant en contact à haut niveau avec un grand nombre de spécialistes, un :

attaché de direction commerciale

Sous la responsabilité du Directeur Commercial, il aura pour mission :

- L'identification des affaires.
- L'assistance à la préparation des offres.
- La négociation des contrats.

Les secteurs clients dont il sera responsable appartiennent en FRANCE et en EUROPE aux domaines suivants :

- Automobile.
- Aéronautique.
- Armement.
- Electronique.
- Mécanique.

Le candidat que nous recherchons :

- est **INGÉNIEUR** et possède le goût de la négociation,
- est fort d'une expérience minimale de 5 ans dans la vente des biens d'investissement.
- a de l'aisance dans les contacts, une bonne présentation,
- possède facilité et qualité d'expression, volonté d'aller au fond des choses, rigueur dans l'approche des problèmes et dans la relation des contacts,
- est très disponible.

Anglais et/ou allemand nécessaire.

La rémunération prendra en compte la personnalité et l'expérience du candidat.

Adresser lettre manuscrite avec Curriculum Vitae détaillé, photo et prétentions s/réf. 11681 à
PIERRE LICHOU S.A., BP 220 - 75063 PARIS Cedex 02 qui trans.
Discretion assurée.

ALSTHOM ATLANTIQUE

Premier constructeur européen
3^e mondial titulaire du record
du monde de vitesse sur rail
avec le TGV (350 km/h) 5000
locomotives électriques et diesel
électriques produites en 75 ans
circulent sur 50 réseaux dans
le monde. Alstom-Atlantique
fournit l'équipement des métros,
des trains, des équipements
d'aiguillage et de signalisation.
Groupe Alstom-Atlantique
42000 pers. 16 milliards de C.F.

MATÉRIELS FERROVIAIRES

Paris la Défense 1 (Pont de Neuilly)
recherche pour son
Service Commercial Métropole

UN INGENIEUR D'AFFAIRES

30 ans environ.

Formation : électromécanique et
expérience gestion contrats de
gros matériels industriels.

Adresser C.V., photo et prétentions
au Service du Personnel
ALSTHOM ATLANTIQUE
Tour Neptune Cedex 20
92086 PARIS LA DEFENSE
sous réf. ID 99.09.82

Éts Financier Paris

recherche

CHEF COMPTABLE ET ADMINISTRATIF

Connaissances de base sanctionnées par un diplôme
approprié : D.E.C.S. ou SUP de Co-Finances par exemple.
Large expérience de la centralisation comptable de type
bancaire et des rapports avec la C.C.B.

Capacité à assurer les relations techniques avec
l'informaticien en particulier, à formuler la synthèse des
travaux à programmer, ou l'aménagement des programmes
en cours.

Le poste est placé sous l'autorité de la Direction Générale
et il comporte en soi sa propre évolution en fonction directe
de celle de la Société.

Il conviendrait à candidat dynamique de 35 ans environ.

Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions :
sous n° 036179 M **RÉGIE-PRESSE**,
85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

UNILOG

UNILOG - 14 ans d'expérience
400 professionnels interviennent dans
tous les domaines de l'ingénierie
informatique - renforce les équipes de
plusieurs de ses filiales
et recrute des

ingénieurs débutants

ou des diplômés
de l'enseignement supérieur
(niveau troisième cycle ou minimum).

Leur intégration a des équipes
travaillant en relation étroite
avec nos clients
aura précédé d'une session de
formation, rémunérée, commençant
le 29 novembre 1982.

Leur sélection ultérieure se fera
d'UNILOG leur permettant d'aborder
des domaines très diversifiés et
d'acquiescer en permanence leurs
connaissances.

Le candidat devra présenter un B
ou passer sous référence 457 à
UNILOG - 8, rue André-Vigny
75008 Paris -
Membre de Syntex Informatique.

BRANCHE EQUIPEMENTS MEDICAUX

recherche un

INGENIEUR MECANICIEN

Centrale - Arts et Metiers
ou similaire

Il sera responsable des calculs de structures, exécutés
sur l'ordinateur local ou sous-traités.

Il procédera aux vérifications sur les maquettes et
à l'intégration de la C.A.O. au bureau d'études avec
son extension calculs de structure.

Une expérience dans un poste similaire (langage
Fortran) sera appréciée.

Le poste devrait évoluer vers de plus amples respon-
sabilités suivant les capacités du candidat.

Lieu de travail en Région Parisienne

Déplacements en Métropole et à l'étranger.

Envoyer C.V. et photo sous n° 48063 à
CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra
75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

SCOPD MANUFRA

B.P. 9 - 42001 SAINT-ETIENNE CEDEX

Dans le cadre de la modernisation de son parc de machines (machines-outils à commande
numérique, centre d'usinage notamment) et de l'implantation de sa nouvelle unité de
production à Saint-Etienne, la SCOPD Manufra recherche à s'adjoindre les compétences
suivantes :

UN INGENIEUR
CHEF DE BUREAU D'ETUDES

- Il aura la responsabilité des projets et de leur industrialisation
concernant l'évolution des produits actuels et la définition de nouveaux
produits.
- Il saura intégrer dans une construction mécanique des composants
électroniques et électroniques.
- Sa formation sera Arts et Métiers ou équivalent.

UN ADJOINT
AU CHEF DES APPROVISIONNEMENTS

- En liaison avec les méthodes et le bureau d'études.
- Il aura à gérer les données techniques pour optimiser la politique
d'achat. Il aura à négocier les marchés avec les fournisseurs.
- Formation Ingénieur OUT ou BTS.
- Connaissances en gestion informatique souhaitées.

UN INGENIEUR CONTROLE

- Il définira et mettra en œuvre les méthodes de contrôle. Production et
réception de la nouvelle unité.
- Ses connaissances et expériences en traitement statistique seront
nécessaires.
- Formation : Ingénieur mécanicien.

Envoyer candidatures à SCOPD MANUFRA
Monsieur Yves-Jean GALLAS, Secrétaire Général
Boîte Postale 9, 42001 Saint-Etienne Cedex.

ENTREPRISE MECANIQUE GENERALE

1200 personnes
recherche pour son Siège
Social proche banlieue
Sud-Ouest Paris

collaborateur comptable

avec DECS complet
âge optimum 25 ans

Pour participer :

- à toutes activités comptables de l'en-
treprise,
- aux opérations de retraitements comp-
tables en normes internationales,
- aux applications informatiques.

Pour auditer les comptes des
filiales étrangères.

Prendre contact téléphonique
au 946.96.55 poste
210 ou 218

IMPORTANT GROUPE DE B.T.P. A VOCATION INTERNATIONALE

recherche

Juriste d'entreprise

de formation supérieure juridique
(Maîtrise de Droit Privé +
Institut du Droit des Affaires...)

possédant une première expérience en entreprise de 2 années
minimum, le candidat retenu devra apporter son assistance
(gestion des dossiers et négociation des contrats) aux respon-
sables des établissements et filiales de l'entreprise France et
étranger.

Il dépendra directement du Chef du Service Juridique du
Groupe.

Des déplacements de courte durée sont à prévoir.

L'anglais est indispensable.

Les dossiers de candidature sont traités confidentiellement
sous référence 246 A, à

78, rue Olivier de Serres,
75739 PARIS Cedex 15

claude debray conseil

MONNAIES

Les fissures du système bancaire international

II. - Faut-il investir ?

par PAUL FABRA

Pour échapper aux conséquences économiques de la montée des déficits intérieurs et extérieurs, les États (comme les entreprises) cherchent à pratiquer une politique de fuite en avant qui a consisté à emprunter encore davantage (le Monde du 5 octobre). Cette politique, rendue possible par l'extension du marché international des capitaux, est-elle encore praticable alors qu'un nombre grandissant de pays, dont la Pologne et le Mexique, sont aujourd'hui les plus importants, ne sont plus en mesure de rembourser leurs dettes ni même de payer les intérêts échus ? La fuite en avant prendra-t-elle d'autres formes plus radicales : répudiation des dettes, dévaluation de l'économie ?

Si l'on demande au célèbre « gourou » de Wall Street, M. Henry Kaufman, l'économiste de Salomon Brothers, firme spécialisée dans le placement des émissions obligataires, pourquoi il a, dans le courant de l'été, radicalement révisé ses prévisions en matière de taux d'intérêt, pronostiquant désormais la continuation de leur baisse au cours des prochains mois, sa réponse n'a rien de rassurant, tout au moins en ce qui concerne le niveau de l'activité économique aux États-Unis. Pour M. Kaufman, qui vient de reprendre la même analyse à la télévision, l'appel au crédit du secteur privé devrait aller en s'affaiblissant (les statistiques font depuis quelques semaines état d'une diminution brutale de leur croissance, ramenée d'un rythme annuel de 18 % à 20 % à un rythme de 5 % depuis juin), si bien que la compétition tant redoutée entre d'une part les demandes du Trésor public, avide d'argent frais pour financer un déficit budgétaire de plus en plus mal maîtrisé, et celles des entreprises n'aura pas lieu.

Pourquoi ? Parce que, du côté des entreprises, le mot d'ordre est plus que jamais la rigueur de gestion. Améliorer la situation financière est désormais la priorité des priorités. Tout doit être sacrifié à l'impératif de l'assainissement des bilans. Deux

ans de politique monétariste sauvage de la part du Fed (Système de réserve fédéral), ont convaincu les États-majors qu'il s'agissait là d'une question de survie. Cette politique qui a eu pour effet de laisser les taux d'intérêt monter à des niveaux très élevés, par voie de conséquence, a provoqué à plusieurs reprises le quasi-effondrement du marché obligataire et déprimé le cours des titres à revenus variables. Faute de pouvoir recourir à des moyens de financement plus classiques, les sociétés ont dû plus que jamais recourir au crédit bancaire au moment où le coût de celui-ci devenait prohibitif. D'où la multiplication des faillites et la détérioration de la liquidité des entreprises alors que, en période de récession, c'est traditionnellement l'inverse qui se produit. La leçon a été chèrement apprise, mais elle semble avoir été bien assimilée : haro sur les charges financières qui obèrent la capacité bénéficiaire des entreprises et les empêchent par conséquent de reconstruire leurs fonds liquides.

Pour parvenir à ce résultat, on réduit les programmes d'investissement, on continue à débaucher du personnel, à fermer des usines, d'où une augmentation du chômage.

La preuve qu'il s'agit là, dans la phase actuelle de la conjoncture, d'un réflexe de défense profondément ancré chez beaucoup de chefs d'entreprise est que, dans les pays où ils ont les conditions moins franches qu'aux États-Unis, ils envient la liberté dont jouissent leurs collègues américains. Tel est notamment le cas dans la plupart des entreprises récemment nationalisées en France, où le gouvernement, pour des motifs d'emploi, encourage (ou oblige) à investir. Beaucoup de leurs dirigeants, à l'instar des managers américains, pensent qu'en réduisant les dépenses, y compris les dépenses d'équipement, on prépare plutôt qu'on ne compromet l'avenir. À l'horizon 85 ou 90 et au-delà, seront les mieux placés sur le marché les entreprises qui auront su pendant les années antérieures se constituer un important trésor de guerre utilisable

au moment où les affaires repartiront pour de bon.

Pas de reprise en vue

En attendant, cette attitude de retrait explique sans doute pourquoi la reprise, si souvent annoncée, se fait toujours attendre. « On ne voit encore aucun signe concret d'un véritable démarrage de l'activité : il en sera ainsi aussi longtemps que les taux à long terme resteront aussi élevés qu'ils le sont aujourd'hui », la situation ne commencera à s'éclaircir dans ce domaine que si de nouveaux progrès sont accomplis pour réduire le déficit budgétaire », nous déclare M. Alao Greenspan, ancien conseiller économique de la Maison Blanche sous la présidence de M. Ford aujourd'hui (depuis le départ des « supply-siders ») revenu en cour et chargé de préparer un rapport sur la réduction éventuelle des dépenses de la sécurité sociale, document qui sera rendu public après les élections (le programme d'économies budgétaires de M. Reagan ayant jusqu'à maintenant évité de s'attaquer à ce domaine délicat entre tous).

Le point de vue pessimiste de M. Greenspan est largement partagé dans les milieux d'affaires de New York, où l'on juge paradoxale, et pour tout dire déraisonnable, la remontée actuelle de la Bourse qui, depuis la mi-août, a connu une hausse de l'ordre de 20 %. Si les cours des actions s'élèvent, la raison principale en est la baisse des taux d'intérêt. Mais si les taux baissent, font remarquer les économistes débauchés de Wall Street, c'est parce que l'économie américaine, au lieu de la reprise promise, continue à connaître la récession. Doit-on penser que le marché anticipe l'amélioration des profits qui devrait résulter à la longue de la cure d'amaigrissement qui s'imposent les entreprises ? Un long chemin reste à parcourir avant qu'on puisse juger sur les résultats. Ce qui aujourd'hui domine la scène, ce sont les difficultés de trésorerie des en-

treprises et la multiplication des faillites.

Dans ce contexte, comment se présente la situation du système bancaire qui, dans le courant de l'été, a suscité tant d'inquiétudes prêtes à renaitre à la première nouvelle (qui a toutes les chances d'arriver) concernant les difficultés de tel ou tel établissement. Une conviction paraît quasi unanimement partagée à New York : les autorités monétaires ne laisseront pas se développer un mouvement de panique bancaire. Elles fourniront, si besoin est, les liquidités nécessaires, quitte à laisser repartir l'inflation. Comme les trois quarts des opérations sur le marché international des capitaux (euro-marché) se font en dollars, une lourde responsabilité repose sur le Système de réserve fédéral, l'unique émetteur et dernier ressort de dollars dans le monde.

La véritable priorité

Les circonstances dans lesquelles le « Fed », en juillet, renversé sa politique de taux d'intérêt, ont montré quel était le véritable ordre de priorité des autorités monétaires en cas d'une sévère crise de confiance menaçant de se développer : oui au combat contre l'inflation, mais pas au risque de faire passer l'économie de la « désinflation » à la déflation pure et simple et à celui de mettre en danger tel ou tel grand établissement de la place. Le changement de politique est intervenu au lendemain de deux affaires qui firent grand bruit et dont les séquelles sont loin d'être effacées : la première était la faillite d'une petite banque de l'Oklaaboma, la Penn Square, qui se traduisit, fait rarissime depuis les années 30, par le non-remboursement des gros dépôts (ceux qui sont inférieurs à 100 000 dollars sont protégés par la loi) et par de lourdes pertes au bilan de plusieurs grandes banques associées à ses opérations. Ces « inconvénients » sont en général évités par l'absorption de la banque en perdition par une autre, ce qui ne s'est pas produit pour la Penn Square.

La seconde affaire a été la déconfiture d'un petit établissement de courtage en bons du Trésor qui s'était livré à des opérations tout aussi spéculatives auxquelles plusieurs grandes banques (parfois les mêmes dont la Chase Manhattan Bank) avaient eu l'imprudence, à l'insu, semble-t-il, des plus hauts dirigeants, de prêter main-forte. Les grands établissements en question sont en mesure d'absorber les pertes subies, pour importantes qu'elles

soient, mais leur crédibilité a été entamée par la façon dont ils se sont laissés entraîner dans des transactions extrêmement risquées. Certains d'entre eux, pour continuer à se procurer les liquidités dont ils ont besoin, ont dû recourir à l'aide discrète d'autres établissements. Des accidents de même nature pourraient se produire du fait qu'il existe aux États-Unis un grand nombre de petites banques (plus de treize mille), et que beaucoup d'entre elles sont aujourd'hui vulnérables à cause des baisses de prix intervenues dans la construction et sur les marchés agricoles (d'où l'incapacité de nombreux emprunteurs de rembourser les crédits).

Le marché interbancaire

Cependant, on estime dans les milieux d'affaires new-yorkais que tant donnés les moyens d'intervention des autorités monétaires, le secteur bancaire dans son ensemble est mieux protégé que celui des entreprises industrielles et commerciales et que les craintes qui se sont manifestées cet été étaient sans doute exagérées. Il n'empêche que, au sein des États-majors bancaires, on se pose des questions qui auraient suscité il y a encore quelques années des haussements d'épaule. Certains pensent qu'au cas où les autorités monétaires devraient intervenir massivement pour sauver de la faillite un grand nombre de banques, moyennes ou grandes, un mouvement d'opinion pourrait se créer aux États-Unis pour réclamer leur natio-

nalisation sous une forme ou une autre...

Sur le plan international, le climat de méfiance réciproque qui a commencé à s'instaurer dans la profession semble avoir déjà d'importantes conséquences. Le vaste marché des eurodépôts, qui finance une bonne partie du commerce international, et de nombreuses autres opérations serait vite asphyxié si le marché interbancaire, à travers lequel les banques se prêtent entre elles les ressources dont elles ont besoin pour faire elles-mêmes crédit aux utilisateurs finaux, venait à se contracter comme il l'a déjà une fois, pendant l'été de 1974 (après la faillite de la banque Herstatt de Cologne).

On a tellement pris l'habitude d'attribuer au premier « choc pétrolier », survenu en décembre 1973, la récession de 1974-1975 qu'on n'a pas suffisamment prêté attention au fait que celle-ci a commencé en octobre 1974, tout de suite après le brutal dégonflement des opérations en eurodépôts de l'été. On a aussi tellement l'habitude de constater une progression de 20 à 25 % par an du volume des eurodépôts qu'on a du mal à concevoir le mouvement inverse, qui n'a pourtant rien d'impossible (autre phénomène prévisible qui a pourtant surpris la plupart des experts : la disparition en trois ans du fameux excédent global de l'OPEP). Le maillon le plus fragile de cet énorme marché sur la ligne de crête est constitué par les banques des centres off-shore, tel les Bahamas, dont les banques centrales connaissent mal le montant des opérations.

L'incertitude statistique est du reste plus générale qu'on ne le pense. « Je soupçonne », nous disait M. Kaufman, que le phénomène si préoccupant de l'endettement international a plus d'ampleur encore que les chiffres cités ne le laissent penser. » Et d'ajouter : « La grande question est de savoir quelle est la nature de la menace qui pèse sur le système financier, à l'échelle nationale et à l'échelle internationale : les structures de notre économie de libre marché sont-elles vraiment en danger, auquel cas une action d'urgence de la part des responsables monétaires se justifierait, mais toute erreur d'appréciation risque d'avoir de graves conséquences... »

FIN

DOLLAR TRÈS FERME : 7,2150 F

Le dollar s'est, à nouveau, montré très ferme, mardi 5 octobre 1982, consolidant et accentuant même légèrement son avance de lundi 4 octobre. A Francfort, il a été coté 2,5350 DM contre 2,55 DM, et, à Paris, 7,2150 F contre 7,2070 F, ce qui constitue un nouveau record après celui établi en début de semaine.

C'est à Tokyo que le dollar a progressé le plus, passant de 272 yens à plus de 274 yens, au plus haut depuis juin 1977 : la faible croissance de la monnaie japonaise inquiète les milieux financiers internationaux, dans la mesure où, favorisant les exportations japonaises, elle est susceptible de relancer la guerre commerciale avec ses partenaires.

(Publié)
ÉCOLE DE NAVIGATION DE PLAISANCE
23, bd Vial-Bouhot, 92 de la Jette, 92, Nanterre
Téléphone : 747-61-35
Alain GOUTHIER
Centre officiel d'examen - Marine marchande
TOUS PERMIS MER (A, B, C) ET RIVIÈRE

UN NOUVEAU COURS AU C.N.A.M.

Le vendredi à 18 h 15, à partir du 8 octobre 1982
en salle 39.2.64

PROSPECTIVES ET STRATÉGIES INDUSTRIELLES

Professeur : M. GODET

Renseignements : 271-24-14, poste 366

CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET MÉTIERS
292 rue Saint Martin
75141 Paris cedex 03

un mieux fiscal pour un mieux social



1870 f.
exonérés par an
et par salarié
tél. (1) 723.38.16

La location de voitures à des prix sauvages !

Assurance. TVA. 50 km inclus

RENAULT 20 Par jour 140F,50 50 km compris	RENAULT 5 Par jour 69F 50 km compris	RENAULT 5 Par jour 110F,50 50 km compris	VW Golf III Par jour 149F 50 km compris	PEUGEOT 305 Par jour 110F,50 50 km compris
BMW 320 SPECIAL Par jour 213F,50 50 km compris	Express ASSISTANCE LOCATION TOUT VEHICULES			PEUGEOT 30 UTILITAIRE Par jour 172F 50 km compris

65, rue Lauriston, Paris 16° - tél. : 504-01-50
128, avenue Malakoff, Paris 16° - tél. : 502-19-19



La technique au service de l'homme

Mademoiselle Nancy s'attarde fréquemment le soir à son bureau. Elle n'est plus motivée pour se préparer un bon repas. La facilité de choisir un plat cuisiné stocké dans le congélateur, l'encourage.

De nombreux foyers consomment ainsi annuellement environ 9 kg de produits surgelés ; c'est en effet, un moyen agréable, pratique et sain de s'alimenter rapidement.

La variété et la qualité des produits surgelés augmentent régulièrement. Grâce aux vitrines Linde basse température, disposant de la technologie frigorifique la plus moderne, la chaîne de froid de produits surgelés servant le consommateur, représente une sécurité dans la conservation de ces produits et offre une présentation attrayante de ceux-ci.

Le réapprovisionnement de ces vitrines peut être rapidement effectué grâce à une chambre froide de congélation réalisée par Linde.

Linde : 19.000 employés, 3,125 milliards de DM de chiffres d'affaires.



Linde AG, Wiesbaden (R.F.A.), représentée par :
Linde Froid et Climatisation S.A.R.L., Morainvillers,
78630 Orgeval, Tél. (3) 975.64.79
Linde Manutention S.A.R.L., Morainvillers, 78630 Orgeval, Tél. (3) 975.73.00



5021 من الاموال

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

5 OCTOBRE

Effacement

Succédant à la fin de la semaine de la veille, le marché parisien s'est effacé mardi dans un volume d'affaires toujours assez étiqué, et l'indice instantané perdait à peine 0,2 % en clôture (+ 0,02 % lundi).

Les écarts sont au moins aussi limités que les velléités d'investissement des opérateurs. Seule l'attitude de la Bourse de New York contraste avec un repli de 7 %, les autres bourses ne dépassant guère 3 % à 4 % (B.C.T. Polier, D.M.C., Saint-Louis-Bouillon).

Scop poursuit son redressement après une forte chute la semaine précédente, et la valeur qui avait repris près de 7 % en début de semaine, a encore gagné plus de 4 % mardi, suivie, à quelque distance par Imetal (3 %), qui vient de conclure un accord avec Lafarge-Coppée pour regrouper les filiales des deux firmes dans les activités d'argiles réfractaires.

Navigation mixte, Maisons Phénix, Schneider et Comptoir des entrepreneurs gagnent 2 % à 3 %, et les valeurs étrangères les mines d'or font preuve de résistance alors que le cours du métal fin a guère varié mardi matin sur les places occidentales.

L'or s'est négocié à 387,25 dollars l'once au fixing de Londres, alors qu'il se traitait à 387,50 lundi après-midi (mais à 392,75 dollars dans la matinée). A Paris, le lingot a perdu 800 F, à 90.600 F tandis que la napoleon gagnait 4 F, à 939 F.

Par ailleurs, la chambre syndicale des agents de change a annoncé la suspension de cotation des actions et obligations convertibles de la société Dunlop à compter du 5 octobre dans le cadre d'un projet d'OPA simplifiée dont les termes ne sont pas encore connus.

NEW-YORK

5 OCTOBRE

Léger repli

Le léger accroissement de la masse monétaire américaine est vu des marchés financiers comme un facteur de soutien des dollars alors que les spécialistes anticipaient une diminution voisine de 2 milliards de dollars à désagrégation sur les marchés financiers, et Wall Street a également accusé le coup.

En baisse de plus de 10 points en début de séance, l'indice Dow Jones des valeurs industrielles a toutefois opéré un redressement et il ne perdait plus que 4,13 points à 303,61 au son de cloche final.

Ce revirement est essentiellement technique, et la plupart des observateurs reconnaissent que le renforcement du dollar est l'argent constant lundi en Bourse a pesé sur le marché. Un certain nombre d'établissements de premier rang, tels U.S. Trust et Bankers Trust, ont relevé de 11 à 12 1/2 % le taux qu'ils appliquent aux avances consenties aux agents de change (broker loan), tandis que Continental Illinois allait jusqu'à l'augmenter au taux de 11 3/4 %, ce qui d'ailleurs interprété comme l'annonce d'un relèvement du taux de base.

Dans le même temps, les familles du Big Board présentaient connaissance des taux servis lors de la dernière adjudication de bons de Trésor, lesquels traduisaient également une certaine tension : le taux de rendement des bons à trois mois est passé de 7,801 % à 8,102 %, tandis que le taux applicable aux bons à six mois progressait de 8,106 à 8,229 %.

VALEURS	Cours de 1 ^{er} oct.	Cours de 5 ^{oct}
Alcoa	25 5/8	26 1/8
Amstar	21 1/8	21 1/8
Boeing	21 1/8	21 1/8
Chrysler	21 1/8	21 1/8
Eastman Kodak	21 1/8	21 1/8
Exxon	21 1/8	21 1/8
General Electric	21 1/8	21 1/8
General Motors	21 1/8	21 1/8
IBM	21 1/8	21 1/8
International Paper	21 1/8	21 1/8
Johnson & Johnson	21 1/8	21 1/8
McDonald's	21 1/8	21 1/8
Merck & Co.	21 1/8	21 1/8
Microsoft	21 1/8	21 1/8
Motorola	21 1/8	21 1/8
Procter & Gamble	21 1/8	21 1/8
Rockwell International	21 1/8	21 1/8
Spacelabs	21 1/8	21 1/8
Union Carbide	21 1/8	21 1/8
U.S. Steel	21 1/8	21 1/8
Xerox Corp.	21 1/8	21 1/8

LA VIE DES SOCIÉTÉS

LAFARGE COPPÉE/IMETAL. — Les deux sociétés ont décidé de regrouper leurs activités dans les argiles réfractaires en fusionnant leurs filiales respectives, External (société d'extraction de terres aluminées) et Sarca (société des argiles réfractaires et céramiques d'Aquitaine).

Ces deux sociétés exploitent, en Champagne et en Loire-Antenne, des gisements d'argile et elles disposent de trois unités industrielles de transformation à Orléans, Châtillon et Médanville, où elles produisent des chamottes et des charges utilisées dans les industries métallurgiques, céramiques et chimiques, précisant Lafarge Coppée et Imetal dans un communiqué commun, ajoutant que la nouvelle entité résultant de cette fusion sera présente à 55 % par Imetal et à 45 % par Lafarge Coppée. Cette société devra réaliser, en 1982, un chiffre d'affaires voisin de 100 millions de francs avec des effectifs de cent soixante-dix personnes.

LYONNAISE DES EAUX ET DE L'ÉCLAIRAGE. — La société va procéder à une augmentation de capital à la fois par incorporation de réserves et par émission d'actions et de bons obligataires destinés aux industries métallurgiques, céramiques et chimiques, précisant Lafarge Coppée et Imetal dans un communiqué commun, ajoutant que la nouvelle entité résultant de cette fusion sera présente à 55 % par Imetal et à 45 % par Lafarge Coppée. Cette société devra réaliser, en 1982, un chiffre d'affaires voisin de 100 millions de francs avec des effectifs de cent soixante-dix personnes.

INDICES QUOTIDIENS
(NDICE, base 100 le 1^{er} oct. 1981)
1^{er} oct. 4 oct.
Valeurs françaises 102,1 102,3
Valeurs étrangères 117,0 117,4
C. DES AGENTS DE CHANGEMENT
(base 100 le 1^{er} oct. 1981)
1^{er} oct. 4 oct.
Indice général 98,6 98,9

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE
Effet 90 jours du 5 octobre 24 %
1^{er} oct. 4 oct.
COURS DU DOLLAR A TOKYO
1 dollar (en yen) 272,45 274,30

BOURSE DE PARIS Comptant 5 OCTOBRE

VALEURS	Cours de 1 ^{er} oct.	Cours de 5 oct.
3 %	23 80	0 041
5 %	38 38	3 384
5 % amort. 45-54	71 01	0 542
4 1/4 % 1983	103 08	0 085
Comp. Alg. 50 04 87	111 22	2 088
Emp. 7 1/2 % 1978	70 88	2 088
Emp. 8 1/2 % 77	100 50	3 278
8 1/2 % 78/83	79 05	2 309
10 1/2 % 78/84	81 10	1 047
12 1/2 % 80/80	82 10	0 847
13 1/2 % 80/87	84 35	13 422
13 1/2 % 81/87	84 70	9 581
16 1/2 % 81/87	102 51	1 193
18 1/2 % 81/87	100 50	11 806
20 1/2 % 81/87	100 50	5 216
22 1/2 % 81/87	100 50	10 766
24 1/2 % 81/87	100 50	4 648
26 1/2 % 81/87	100 50	4 215
28 1/2 % 81/87	100 50	4 215
30 1/2 % 81/87	100 50	4 215
32 1/2 % 81/87	100 50	4 215
34 1/2 % 81/87	100 50	4 215
36 1/2 % 81/87	100 50	4 215
38 1/2 % 81/87	100 50	4 215
40 1/2 % 81/87	100 50	4 215
42 1/2 % 81/87	100 50	4 215
44 1/2 % 81/87	100 50	4 215
46 1/2 % 81/87	100 50	4 215
48 1/2 % 81/87	100 50	4 215
50 1/2 % 81/87	100 50	4 215
52 1/2 % 81/87	100 50	4 215
54 1/2 % 81/87	100 50	4 215
56 1/2 % 81/87	100 50	4 215
58 1/2 % 81/87	100 50	4 215
60 1/2 % 81/87	100 50	4 215
62 1/2 % 81/87	100 50	4 215
64 1/2 % 81/87	100 50	4 215
66 1/2 % 81/87	100 50	4 215
68 1/2 % 81/87	100 50	4 215
70 1/2 % 81/87	100 50	4 215
72 1/2 % 81/87	100 50	4 215
74 1/2 % 81/87	100 50	4 215
76 1/2 % 81/87	100 50	4 215
78 1/2 % 81/87	100 50	4 215
80 1/2 % 81/87	100 50	4 215
82 1/2 % 81/87	100 50	4 215
84 1/2 % 81/87	100 50	4 215
86 1/2 % 81/87	100 50	4 215
88 1/2 % 81/87	100 50	4 215
90 1/2 % 81/87	100 50	4 215
92 1/2 % 81/87	100 50	4 215
94 1/2 % 81/87	100 50	4 215
96 1/2 % 81/87	100 50	4 215
98 1/2 % 81/87	100 50	4 215
100 1/2 % 81/87	100 50	4 215
102 1/2 % 81/87	100 50	4 215
104 1/2 % 81/87	100 50	4 215
106 1/2 % 81/87	100 50	4 215
108 1/2 % 81/87	100 50	4 215
110 1/2 % 81/87	100 50	4 215
112 1/2 % 81/87	100 50	4 215
114 1/2 % 81/87	100 50	4 215
116 1/2 % 81/87	100 50	4 215
118 1/2 % 81/87	100 50	4 215
120 1/2 % 81/87	100 50	4 215
122 1/2 % 81/87	100 50	4 215
124 1/2 % 81/87	100 50	4 215
126 1/2 % 81/87	100 50	4 215
128 1/2 % 81/87	100 50	4 215
130 1/2 % 81/87	100 50	4 215
132 1/2 % 81/87	100 50	4 215
134 1/2 % 81/87	100 50	4 215
136 1/2 % 81/87	100 50	4 215
138 1/2 % 81/87	100 50	4 215
140 1/2 % 81/87	100 50	4 215
142 1/2 % 81/87	100 50	4 215
144 1/2 % 81/87	100 50	4 215
146 1/2 % 81/87	100 50	4 215
148 1/2 % 81/87	100 50	4 215
150 1/2 % 81/87	100 50	4 215
152 1/2 % 81/87	100 50	4 215
154 1/2 % 81/87	100 50	4 215
156 1/2 % 81/87	100 50	4 215
158 1/2 % 81/87	100 50	4 215
160 1/2 % 81/87	100 50	4 215
162 1/2 % 81/87	100 50	4 215
164 1/2 % 81/87	100 50	4 215
166 1/2 % 81/87	100 50	4 215
168 1/2 % 81/87	100 50	4 215
170 1/2 % 81/87	100 50	4 215
172 1/2 % 81/87	100 50	4 215
174 1/2 % 81/87	100 50	4 215
176 1/2 % 81/87	100 50	4 215
178 1/2 % 81/87	100 50	4 215
180 1/2 % 81/87	100 50	4 215
182 1/2 % 81/87	100 50	4 215
184 1/2 % 81/87	100 50	4 215
186 1/2 % 81/87	100 50	4 215
188 1/2 % 81/87	100 50	4 215
190 1/2 % 81/87	100 50	4 215
192 1/2 % 81/87	100 50	4 215
194 1/2 % 81/87	100 50	4 215
196 1/2 % 81/87	100 50	4 215
198 1/2 % 81/87	100 50	4 215
200 1/2 % 81/87	100 50	4 215
202 1/2 % 81/87	100 50	4 215
204 1/2 % 81/87	100 50	4 215
206 1/2 % 81/87	100 50	4 215
208 1/2 % 81/87	100 50	4 215
210 1/2 % 81/87	100 50	4 215
212 1/2 % 81/87	100 50	4 215
214 1/2 % 81/87	100 50	4 215
216 1/2 % 81/87	100 50	4 215
218 1/2 % 81/87	100 50	4 215
220 1/2 % 81/87	100 50	4 215
222 1/2 % 81/87	100 50	4 215
224 1/2 % 81/87	100 50	4 215
226 1/2 % 81/87	100 50	4 215
228 1/2 % 81/87	100 50	4 215
230 1/2 % 81/87	100 50	4 215
232 1/2 % 81/87	100 50	4 215
234 1/2 % 81/87	100 50	4 215
236 1/2 % 81/87	100 50	4 215
238 1/2 % 81/87	100 50	4 215
240 1/2 % 81/87	100 50	4 215
242 1/2 % 81/87	100 50	4 215
244 1/2 % 81/87	100 50	4 215
246 1/2 % 81/87	100 50	4 215
248 1/2 % 81/87	100 50	4 215
250 1/2 % 81/87	100 50	4 215
252 1/2 % 81/87	100 50	4 215
254 1/2 % 81/87	100 50	4 215
256 1/2 % 81/87	100 50	4 215
258 1/2 % 81/87	100 50	4 215
260 1/2 % 81/87	100 50	4 215
262 1/2 % 81/87	100 50	4 215
264 1/2 % 81/87	100 50	4 215
266 1/2 % 81/87	100 50	4 215
268 1/2 % 81/87	100 50	4 215
270 1/2 % 81/87	100 50	4 215
272 1/2 % 81/87	100 50	4 215
274 1/2 % 81/87	100 50	4 215
276 1/2 % 81/87	100 50	4 215
278 1/2 % 81/87	100 50	4 215
280 1/2 % 81/87	100 50	4 215
282 1/2 % 81/87	100 50	4 215
284 1/2 % 81/87	100 50	4 215
286 1/2 % 81/87	100 50	4 215
288 1/2 % 81/87	100 50	4 215
290 1/2 % 81/87	100 50	4 215
292 1/2 % 81/87	100 50	4 215
294 1/2 % 81/87	100 50	4 215
296 1/2 % 81/87	100 50	4 215
298 1/2 % 81/87	100 50	4 215
300 1/2 % 81/87	100 50	4 215
302 1/2 % 81/87	100 50	4 215
304 1/2 % 81/87	100 50	4 215
306 1/2 % 81/87	100 50	4 215
308 1/2 % 81/87	100 50	4 215
310 1/2 % 81/87	100 50	4 215
312 1/2 % 81/87	100 50	4 215
314 1/2 % 81/87	100 50	4 215
316 1/2 % 81/87	100 50	4 215
318 1/2 % 81/87	100 50	4 215
320 1/2 % 81/87	100 50	4 215
322 1/2 % 81/87	100 50	4 215
324 1/2 % 81/87	100 50	4 215
326 1/2 % 81/87	100 50	4 215
328 1/2 % 81/87	100 50	4 215
330 1/2 % 81/87	100 50	4 215
332 1/2 % 81/87	100 50	4 215
334 1/2 % 81/87	100 50	4 215
336 1/2 % 81/87	100 50	4 215
338 1/2 % 81/87	100 50	4 215
340 1/2 % 81/87	100 50	4 215
342 1/2 % 81/87	100 50	4 215
344 1/2 % 81/87	100 50	4 215
346 1/2 % 81/87	100 50	4 215
348 1/2 % 81/87	100 50	4 215
350 1/2 % 81/87	100 50	4 215
352 1/2 % 81/87	100 50	4 215
354 1/2 % 81/87	100 50	4 215
356 1/2 % 81/87	100 50	4 215
358 1/2 % 81/87	100 50	4 215
360 1/2 % 81/87	100 50	4 215
362 1/2 % 81/87	100 50	4 215
364 1/2 % 81/87	100 50	4 215
366 1/2 % 81/87	100 50	4 215
368 1/2 % 81/87	100 50	4 215
370 1/2 % 81/87	100 50	4 215
372 1/2 % 81/87	100 50	4 215
374 1/2 % 81/87	100 50	4 215
376 1/2 % 81/87	100 50	4 215
378 1/2 % 81/87	100 50	4 215
380 1/2 % 81/87	100 50	4 215
382 1/2 % 81/87	100 50	4 215
384 1/2 % 81/87	100 50	4 215
386 1/2 % 81/87	100 50	4 215
388 1/2 % 81/87	100 50	4 2

